édito

Descente de police dans nos locaux ... 1

LA LUTTE OUVRIERE

Vol 2 No 6 (13) ... janvier 1966-67

Vol 2 No. 6 (13) déc-jan 1966-67

FLQ: Prisonniers politiques ...4

LE CONGRES DE LA CSN...5

Le boycottage des super-marchés ...9

SARTRE ET LE VIETNAM..11

Hugo Blanco = "Tierra o Muerte!" ...15

Stokely Carmichael du SNCC

SIGNIFICATION DE "POUVOIR NOIR" ...17

MARX & ENGELS: SUR LE PARTI OUVRIER ...23

... Québec

édito // La descente de police en nos locaux

La descente de police aux quartiers-généraux de la Ligue Socialiste Ouvrière et aux bureaux de la revue La Lutte Ouvrière (pour plus amples détails, voir le communiqué de presse publié ici) est une attaque injustifiable des droits politiques des membres de LSO, des lecteurs et abonnés de la revue, et de tous les citoyens du Québec. La section 80 du Code Criminel qui traite de la possession illégale d'explosifs a servi de prétexte à la perquisition. La police ne peut trouver dans notre mouvement rien qui nous associe au terrorisme, ce qui pourrait

----------TEXTE DU COMMUNIQUE DE PRESSE----------

11 novembre 1966
Pour publication immédiate

A 6h30 pm la nuit dernière, 4 hommes en civil et munis d'un mandat de perquisition investirent les locaux de la Ligue Socialiste Ouvrière, 66 Guilbault ouest. Ils restèrent là plus d'une heure fouillant les lieux et interdisant aux occupants d'utiliser le téléphone. Ces individus refusèrent de montrer une quelconque identification déclinant seulement verbalement leurs noms et leurs numéros, et disant être membres de la police municipale de Montréal. Un d'entre eux, McDonald, refusa de donner son numéro. Les autres sont: Lalonde #822, Vigneault #3135, Trudeau #5777. Le mandat de perquisition était au nom du sergent-détective Parizeau et mentionnait la recherche de fusil, matériel explosif, dynamite, horloges, documents et étampes.

Ils trouvérent des objets relevant des trois dernières catégories seulement et prirent plusieurs boites de carton contenant 1 horloge, le contenu d'une boite d'ordures, de la correspondance, de la littérature socialiste, et une liste d'abonnés à La Lutte Ouvrière, une publication socialiste en vente dans les librairies de Montréal.

La Ligue Socialiste Ouvrière est engagée dans la promotion du socialisme par la publication de littérature, la tenue de forums et en liaison avec d'autres groupes par des manifestations d'opposition à la guerre du Vietnam.

La Présidente de la Ligue, Mme. Patricia Mitchell déclara: "Ce raid est dans la ligne de harassement qui débuta en août lorsque deux membres de la Ligue furent arrêtés et retenus, incommunicado, pendant 14 heures pour avoir distribué des tracts annonçant la manifestation contre la politique américaine au Vietnam. Le raid d'hier, a eu lieu alors que la Ligue se préparait activement à participer aux Journées étudiantes de protestation des 11 et 12 novembre."

"C'est une évidente tentative d'intimidation de ceux qui s'opposent à la fois à la présence des troupes américaines au Vietnam, et au rôle de complice du gouvernement canadien dans cette guerre."

Elle a appellé pour la formation immédiate d'un comité formé par les syndicats, les groupes politiques, etc., pour combattre ces atteintes aux libertés démocratiques.

justifier une descente. Notre organisation publie une revue, tient des forums et participe à certaines manifestations. Tout cela est légal au Québec. Ce que nous avons en commun avec le Front de Libération du Québec,c'est que nous critiquons comme eux certains aspects du gouvernement et de la société actuels du Québec. Le fait que le nom d'un officier de police figurait au mandat de perquisition fait que la responsabilité retombe entièrement sur la police québécois. De plus, la descente s'opéra d'une façon qui contredit le motif indiqué au mandat de perquisition.

Malgré que la police s'apercut que rien ne pouvait justifier cette action, on s'empara d'une quantité de documents et de quelques objets, y compris la correspondance, des brochures, circulaires et la liste des abonnés à la revue La Lutte Ouvrière. Comme la revue n'approuve pas lesméthodes terroristes et encore bien moins ne contient d'instructions concernant les actes de terrorisme, la liste des souscripteurs ne peut rien apporter à la police selon la section 80 du Code Criminel. Ajoutons que certains détails de la descente n'avaient rien de légal: le refus du policier portant le mandat de montrer ses papiers. Nous devions le croire sur parole lorsqu'il se disait de la police de Montréal; le refus d'un policier de donner son numéro matricule, le refus de nous lire le mandat avant la fin de la perquisition qui a duré une heure et le refus de nous laisser téléphoner à notre avocat afin de savoir quels étaient nos droits dans les circonstances. Nos papiers nous ont été retournés après trois tentatives de notre part en onze jours de les recuperer. Selon un des policiers, quinze descentes ont eu lieu cette nuit-là,nous avons ensuite entendu parler de quatre de ces fouilles. D'après les compte-rendusde la presse, les perquisiteurs ne trouverent rien qui justifiât leur fouille, c'est-à-dire explosifs, etc. Cependant, nous savons qu'ils ont lu, dans l'un des cas, la correspondance, dans un autre, chez un membre du RIN, ils ont emporté la liste des membres du parti. Cela porte à croire que le véritable motif de ces perquisitions n'était pas de trouver des explosifs, mais bien d'obtenir des renseignements sur certaines organisations politiques et d'user d'intimidation envers les personnes et les organisations concernées.

Nous avons retenu les services de Me. Claude Armand Sheppard dans cette affaire. Il est important que de telles violations soient portées devant la justice. Il est d'importance décisive que tous ceux qui se soucient des droits des citoyens expriment leur désapprobation et leur indignation devant un tel acte d'intimidation politique.

Le FLQ est blâmé parce qu'il cherche à accomplir des changements sociaux par des moyens illégaux. La police agit en violant les droits des citoyens. Ceux qui s'efforcent d'agir selon les normes sont harcelés, intimidés. La conclusion est évidente: tous ceux qui, au Québec cherchent à apporter des changements sociaux sont, au départ, des suspects aux yeux de la police.

Jusqu'à maintenant,deux organisations se sont prononcées sur la situation. La "Ligue des droits de l'homme", dans une lettre à Jean-Jacques Bertrand, ministre de la Justice, lui signala plusieurs plaintes au sujet de perquisitions sans raison valable, arrestations dans un lieu public de personnes n'ayant commis aucune infraction, leur détention, leur interrogation, et la détention de personnes pour enquête. De tels actes de la part du gouvernement sont illégaux et en contradiction avec la Déclaration des Droits de l'Homme. Leur lettre se termine en protestant contre un tel état de choses et demandant une enquête sur le comportement et les méthodes de la police au Québec. Le Mouvement populaire pour les droits de l'homme, dans sa déclaration, réclama de M. Bertrand la cessation immédiate des "perquisitions préventives effectuées, souvent la nuit, chez d'honnêtes citoyens sous prétexte que, étant engagés politiquement, ils cacheraient des armes de toutes sortes." Ce mouvement demanda aussi à tous les groupes défendant les droits civiques

"de protester énergiquement contre l'instauration d'un régime policier qui semble s'établir au Québec." Il pria aussi les victimes de ces perquisitions de lui faire parvenir un récit détaillé des faits. L'organisme constitue actuellement un dossier qu'il fera parvenir, si nécessaire, à la commission internationale des droits de l'homme à l'ONU.

Le vendredi 2 décembre, un meeting eut lieu où l'on discuta des descentes de police et autres violations des droits civiques ainsi que les moyens de remédier à la situation. A ce meeting, on souligna le lien entre les infractions aux droits civiques des groupes politiques et les tentatives du gouvernement et de la police d'imposer la contrainte au mouvement ouvrier. Ce qu'il faut dans cette situation, c'est une action concertée de la part de tous les syndicalistes, militants politiques, avocats, professeurs, tous citoyens préoccupés des problèmes de liberté civique. Ce qu'il faut, c'est que vous deveniez membres de l'une des organisations défendant les droits civiques, que vous participiez activement à leur action. Nous suggérons que ces groupes trouvent un moyen de communiquer, la publication d'un bulletin de nouvelles serait très désirable qui renseignerait sur les cas de violations des droits civiques et ce qui se fait pour défendre les victimes. Les groupes de défense de ces droits devraient s'appliquer à rallier l'appui d'autres groupes, églises, clubs, syndicats, etc., et solliciter des causeries de leurs membres de sorte que l'auditoire et l'influence du mouvement en soit augmentés. Il faut lancer une souscription, ramasser des fonds pour la défense des victimes, la poursuite de la police ou toute autre organisation chargée de faire observer la "loi", de préserver "l'ordre" et la "justice" au Québec. Quelles que soient les méthodes employées, (et il y en a plusieurs que nous n'avons pas encore essayées), il nous faut conduire la lutte pour le respect des droits civiques avec succès. C'est une condition essentielle au succès de l'action en vue d'apporter des changements sociaux au Québec.

édito 2/"Meeting de protestation": le premier pas

Le vendredi 2 décembre 1966, s'est déroulé, dans les salons de l'hôtel Sheraton-Mont Royal, à Montréal, une réunion qui fut un large échange de vues sur le problème des libertés civiles au Québec. Répondant à l'appel du Mouvement Populaire Québécois des Droits de l'Homme, différents orateurs représentant un éventail complet de l'opposition de gauche au Québec dénoncèrent la dégradation constante des libertés civiles les plus élémentaires. Cette réunion faisait suite aux différents raids effectués par la police de Montréal trois semaines auparavant dans les locaux de la Ligue Socialiste Ouvrière et au domicile de plusieurs personnes connues pour leurs activités politiques sous le prétexte fallacieux de "rechercher des explosifs".

Jacques Guay, du Mouvement Populaire Québécois des Droits de l'Homme, par une série d'exemples bien choisis dans la vie sociale et politique du Québec (arrestations arbitraires, interrogatoires illégaux, méthodes policières d'investigation en violation flagrante des droits humains les plus élémentaires, déclarations ministérielles "plutôt cyniques" etc...) dressa un tableau particulièrement sombre de l'état des libertés civiles dans la province. Après lui, Jean-Marie Bédard et Samuel Walsh respectivement présidents du Parti Socialiste du Québec et du Parti Communiste du Québec vinrent apporter le soutient de leurs partis à toute action relative à la dégradation des libertés civiles au Québec. Alors que Jean-Marie Bédard insistait particulièrement sur le rôle que les travailleurs de la province, et notamment les organisations syndicales, avaient à jouer dans cette question, Samuel Walsh s'attachait quant à lui à montrer que cette situation n'était pas spécifique au Québec, qu'elle avait, comme l'une de ses sources principales, la politique

internationale de l'impérialisme américain; il a notamment fait le lien entre cette actuelle évolution au Québec et les récents succès de l'extrême droite en Allemagne Fédérale.

Puis l'on entendit Pat Mitchell de la Ligue Socialiste Ouvrière qui tout en rappellant les détails du raid dont fut victime la ligue, insista sur les conditions sociales et politiques qui sont à l'origine d'une telle situation. Elle s'attacha à démontrer l'importance de la question des libertés civiles pour tous ceux qui sont engagés dans une activité politique, sociale, et économique.

Après que Mme. Bea Bryant ait fait part de la solidarité de l'Association pour Québec de Toronto sur cette question, Me. Olivier Prat, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, fit un exposé juridique de la question. Enfin, Madame Feretti, représentant le RIN, affirma que la question des libertés civiles ne pouvait se trouver résolue dans les structures existantes et que, seul un changement radical de ces structures pourrait résoudre ce problème.

Soirée fructueuse donc; puisque pour la première fois sans doute les représentants de toutes lesformations de la gauche québécoise se trouvaient réunis avec des représentants d'associations civiques et reconnaissaient unanimement la nécessité d'une action commune sur cette importante question. Soirée fructueuse également dans la mesure où il s'agissait de la première du genre sur ce sujet au Québec. Certes, celà se fit sentir par une assistance un peu clairsemée, mais les interventions du public furent encourageantes: il ne peut s'agir que d'une première étape; une lutte politique commune est à organiser sur le front des libertés civiles menacées.

édito 3/ FLQ: prisonniers politiques

Avec les nouvelles arrestations à Montréal et l'extradition probable de Pierre Vallières et Charles Gagnon des Etats-Unis, le Front de Libération du Québec est encore sur la sellette. Les membres arrêtés du FLQ ont été accusés de meurtre non-qualifié pour la mort d'une secrétaire d'un certain âge résultant de l'explosion d'une bombe dans l'usine de chaussures La Grenade, et d'autres explosions qui occasionnerent la mort d'un de leurs jeunes camarades.

Les divergences de principe entre les terroristes du FLQ et les socialistes révolutionnaires groupés autour de la Ligue Socialiste Ouvriere sont bien connues; le FLQ soutient que la forme de combat correcte pour le socialisme au Québec consiste dans le lancement d'une guerre de guerilla du type trouvé couramment dans le monde sous-développé. La LSO rejette ce concept, et participe à l'action politique publique, légale, ouverte, par des forums, journaux, manifestations, etc. Soutenant comme elle le fait, que la classe ouvrière du Québec est une force décisive dans un changement social, la LSO demande la formation d'un parti ouvrier, basé sur le mouvement syndical avec adhésion ouverte à toutes les tendances politiques actuelles de la gauche. Un tel parti entrerait dans l'arène politique québécoise (incluant le parlement, que le FLQ rejette) et pourrait offrir aux ouvriers et fermiers du Québec une alternative réelle aux deux partis capitalistes. Cette solution de masse est en contradiction avec le terreur individualiste voulue par le FLQ.

Ces divergences politiques profondes n'empêchent en aucune façon les Trotskistes de défendre le FLQ avec les autres forces de la gauche, tels que demandé dans un appel de Vallières et Gagnon. Leur demande juste pour support et solidarité souligne la question de base posée par les arrestations -- le

(SUITE PAGE 10)

FLQ: PRISONNIERS POLITIQUES (suite page 4)

manque de droits civils et politiques au Québec et la nécessité de l'unité de la gauche pour gagner ces droits.

En réalité les membres arrêtés du FLQ sont des prisonniers politiques, qui sont amenés devant la cour à cause de leurs aspirations socialistes. Les accusations possibles de terrorisme, qui ont une signification pour la gauche, résonnent comme hypocrisie, lorsqu'elles sont présentées par la presse, la radio et la TV de la classe capitaliste -- la même classe capitaliste dont les leaders, Daniel Johnson et Lester Pearson, sont complices dans la plus grande forme de meurtre prémédité, l'attaque méthodique de l'impérialisme américain contre la révolution vietnamienne. Les membres arrêtés du FLQ devraient recevoir le statu de prisonnier politique avec tous les privilèges que ce statu implique; nourriture, vêtements et abri convenables, correspondance sans restriction, réception de littérature et accès aux bibliothèques. Ce traitement, non disponible aujourd'hui en Amérique du nord était disponible pour les prisonniers bolchéviques même durant le despotique régime tsariste.

A date, peu a été fait pour aider les membres arrêtés du FLQ. Tout en manquant de commenter les arrestations elles-mêmes, le NPD-Québec a attaqué une des conditions sous laquelle le juge Emile Trottier à relâché Pierre Renaud, membre du FLQ âgé de 22 ans. Cette condition spécifiait que Renaud devait s'abstenir de toute activité "socialisante". Dénonçant la condition "incroyable", la déclaration du NPD continuait "...il est clair pour toute personne intelligente qu'une telle déclaration d'un juge siégeant implique une accusation d'être une pépinière de criminels contre plusieurs mouvements, tels que le Nouveau Parti démocratique, les syndicats ouvriers sans distinction; tous syndicats professionnels ou autres, syndicats des fermiers, syndicats étudiants, le mouvement co-opératif."

Une conclusion adéquate de cette déclaration est la nécessité d'un sérieux effort pour mettre en commun des ressources pour défendre les droits des membres arrêtés du FLQ. Une telle action, initiée récemment, a été la formation du Comité d'Aide au Groupe Vallières et Gagnon, qui ramasse des fonds pour couvrir les dépenses légales pour les FLQistes. La Ligue Socialiste Ouvrière a fait une contribution et presse les lecteurs de La Lutte Ouvrière de faire de même. Cet argent est un petit prix pour l'avancement des droits civils gravement menacés au Québec. Les contributions devraient être envoyés à C.P.149 Station "N", Montréal, Québec.

---

tour détenaient

HUGO BLANCO: "Tierra o muerte!"

COMME ON L'AVAIT PREVU, le procès de Hugo Blanco, président national du Front de la Gauche Révolutionnaire (FIR) du Pérou, ne s'est pas déroulé à Arequipa, dans la région où les syndicats ont une grande influence, où Hugo Blanco jouit d'une large sympathie dans la population. La Troisième Zone de Justice militaire a jugé Hugo Blanco et ses camarades dans la petite ville de Tacna, dans le sud du Pérou.

L'ouverture du procès, d'abord annoncée pour le 29 août, n'a eu lieu que le 30, parce que les avocats, défenseurs des accusés, Maître Alfredo Batillano, Laura Caller Iberico et Marcial Chalco Reyes, n'avaient pas eu le temps de se faire enregistrer par le collège des avocats de Tacna. Les avocats furent obligés de protester, dès avant le début du procès, contre ce changement intempestif du lieu du siège du tribunal, qui diminuait encore, si c'était possible, les garanties nécessaires pour leurs clients. Hugo Blanco et les autres accusés avaient été transportés d'urgence, sans aucun avis préalable, d'Arequipa à Tacna.

Durant sa longue détention, et attendant d'être jugé, Hugo Blanco avait déjà dû, à plusieurs reprises, protester et faire la grève de la faim (10 fois) contre l'impossibilité de voir son avocat, de préparer sa défense, etc. Le Dr. Battillana, avocat de Hugo Blanco a d'ailleurs été lui-même emprisonné, pendant trois mois, en 1965.

La Troisième Zone judiciaire de police (tribunal militaire), était, comme on l'a fait remarquer, à la fois juge et partie, puisque Hugo Blanco et ses camarades étaient accusé d'avoir tué des policiers.

Dès l'ouverture du procès, une très grande place y fut consacrée dans la presse, qui y vit, à juste titre, un événement politique national des plus importants.

N.D.L.R. -- Au moment où nous allons sous presse, nous apprenons que la vie de Hugo Blanco est encore une fois en danger. En réaction à l'appel de défense de la décision originelle du conseil suprême de la justice militaire, la poursuite a demandé le changement de la sentence pour une de mort. La décision du conseil suprême n'est pas sujet à appel sous la loi péruvienne. Cela augmente le danger. Toutes demandes pour la libération d'Hugo Blanco et de ses camarades devraient être mallées à: Président Fernando Belaunde Terry, Lima, Peru.

Une forte campagne de protestations peut être capable de détourner cette tragédie.

D'autres actions projetées et information sont disponibles du président du Comité d'Ottawa pour la défense d'Hugo Blanco, Gary Porter, 335 Gloucester St., Ottawa, Ont.

La presse bourgeoise du Pérou a raconté comment, dès la première audience, le président du tribunal, le colonel Roberto Acosta, rappela sévèrement à l'ordre Hugo Blanco, parce que celui-ci "lançait des cris contre les juges", dénonçait le tribunal, ou encore, se levait, s'écriant, suivi par ses 27 compagnons: "Tierra o Muerte!"

Dès le début du procès, les défenseurs des 28 accusés ont exigé -- sans l'obtenir -- la présence comme témoin de Alfredo Romainville, un des propriétaires fonciers qui s'étaient rendus coupables

des pires exactions contre les paysans. Ils protestèrent aussi contre la tenue du procès en espagnol, alors que la majorité des accusés ne parlaient que le quichua.

Le 3 septembre, l'auditeur demanda au conseil de guerre la peine de mort pour Hugo Blanco. L'auditeur militaire, le colonel Jesus Fernandez Hernani, basait sa demande sur l'article 152 du code pénal péruvien. Il disait que Blanco avait commis des assassinats lors de l'assaut d'un poste de la garde civile où deux gardes furent tués par des coups de fusils. Le procureur de la république n'avait exigé que 25 ans de prison. Selon le code de justice militaire, les auditeurs militaires doivent assister à tous les conseils de guerre et donner leur opinion sur tous les cas soumis à la justice militaire.

D'après le journal Correo du 4 septembre, pendant cette audience, "Hugo Blanco se comportait très fièrement. Il répondit par des exclamations à l'interrogatoire du président du tribunal militaire et du procureur. Il dit que le texte de l'instruction était mensonger et, désignant un groupe de membres de la garde républicaine, il s'exclama "Ce sont des mensonges! ceux-ci savent bien que ce sont des mensonges!" A propos des autres accusés, le même journal écrit: "Ils nient toutes leurs déclarations qui figurent dans l'instruction et assurent avoir été forcés, maltraités et et torturés dès leur capture à La Convencion et à Chaupimayo. Ils ont révélé des phases inconnues de l'attaque de deux postes de gardes civils et de leur organisation et de sa discipline de fer sous les ordres de Hugo Blanco."

Ils expliquèrent qu'ils s'étaient affiliés au syndicat pour se défendre contre les abus des propriétaires des haciendas, spécialement de Romainville, qui les payait 20 centavos pour douze heures de travail par jour, et tous, sans aucune exception, se solidarisaient complètement avec Hugo Blanco.

Durant l'interrogatoire de ces accusés, la presse a remarqué comment les juges s'adressaient avec mépris aux paysans. Des incidents violents ont eu lieu quand les avocats ont protesté énergiquement contre ces insultes. Les avocats ont également dû demander un examen psychiatrique d'un des accusés, qui avait perdu la raison sous les tortures. Un autre avait la clavicule brisée et une jambe cassée, par suite des tortures.

Après ces interrogatoires, une véritable bombe éclata à l'audience quand Hugo Blanco prit la parole pour prendre la responsabilité des attaques des postes de la garde civile. Hugo Blanco transforma l'audience en une mise en accusation du système, expliquant son travail syndical devant les magistrats en uniforme et la très nombreuse assistance qui se pressait dans la salle, et révélant que la première attaque contre un poste de la garde, à Puycura, avait eu lieu après que les gardes aient commis des abus contre la population.

"A tout moment, dit le Correo du 7 septembre, Blanco se présente comme le chef dirigeant ces actions sanglantes, justifiant ses décisions et racontant tous ses mouvements avec beaucoup de détails."

L'audience du 6 septembre fut suspendu après que Hugo Blanco, désignant du doigt l'auditeur militaire, se fût exclamé: "Si on veut m'appliquer la peine de mort, que ce ne soient pas des gardes civils qui me fusillent, ce sont aussi des gens du peuple, mais que ce soit celui-là, le colonel Jesus Fernandez personnellement!"

Le 8 septembre, après le réquisitoire du procureur de la république, Hugo Blanco était condamné à 25 ans de prison à la prison de El Fronton, Pedro Candela à 22 ans, tandis que 19 autres accusés étaient condamnés à des peines allant de 2 à 5 ans de prison. La salle dut être évacuée quand les condamnés reprirent en choeur:

"Tierra o muerte" et
"Viva la Revolucion"

MARX ET ENGELS

Sur le parti ouvrier

N.D.L.R.: Dans ce numéro nous publions la seconde partie d'extraits de Marx et d'Engels sur la question du parti des travailleurs. Les extraits seront également publiés separément sous forme de brochures qui pourront être commandées au 66 rue Guilbault O., Montréal 18, Québec, au prix de 25 cents, chaque.

D'une Lettre d'Engels à la socialiste américaine Florence Kelly, le 28 décembre 1886

...Il est beaucoup plus important que le mouvement s'étende, progresse régulièrement, prenne racine et embrasse autant que possible le prolétariat américain tout entier, que de le voir partir et progresser dès le début sur un tracé d'une correction théoriquement parfaite. Il n'y a pas de meilleur chemin pour conduire à une clarté théorique de compréhension que de s'instruire par ses propres erreurs, ("durch Schaden klug werden") Et pour une grande classe entière, pas d'autre chemin, spécialement chez une nation aussi dédaigneuse de théorie que les Américains. L'important est d'amener la classe ouvrière à se mettre en mouvement comme classe; cela une fois obtenu, les gens trouveront bien vite la bonne direction, et ce qui résistera, Henry George ou Powderly, sera tranquillement mis de côté avec leurs petites sectes. C'est pourquoi je vois aussi dans les Knights of Labor un facteur très important dans le mouvement, qui ne devrait pas être vilipendé du dehors, mais révolutionné du dedans, et je considère que beaucoup des allemands ont commis une grave bévue quand ils ont essayé, en face d'un puissant et glorieux mouvement qu'ils n'avaient pas créé, de faire, de leur théorie importée et qui n'était pas toujours comprise, une sorte de dogme, hors duquel il n'est point de salut, en se tenant à l'écart de tout mouvement qui n'acceptait pas ce dogme.Notre théorie n'est pas un dogme, c'est l'exposé d'un processus d'évolution, et ce processus comporte des phases successives. Attendre que les Américains prennent le départ avec la pleine conscience de la théorie formée dans des pays industriels plus anciens,c'est attendre l'impossible. Ce que les allemands auraient dû faire, c'est d'agir d'après leur propre théorie --s'ils la comprennent comme nous faisions en 1845 et 1848-- de marcher pour tout nouvement général de classe ouvrière réel, d'en accepter le point de départ de fait comme tel et de l'amener graduellement au niveau théorique en faisant ressortir comment chaque faute faite, chaque défaite subie, était une conséquence nécessaire d'erreurs d'ordre théorique dans le programme originel. Ils auraient dû, comme le dit le Manifeste Communiste, "représenter dans le présent du mouvement l'avenir du mouvement". Mais avant tout donnez au mouvement le temps de se consolider, ne faites pas de la confusion inévitable du départ premier une confusion pire en forçant les gens à ingurgiter des choses qu'ils ne peuvent vraiment pas avaler présentement mais qu'ils apprendront bientôt. Un million ou deux de voix d'ouvriers en novembre prochain pour un parti d'ouvriers de bonne foi ont infiniment plus de valeur à présent que cent mille vois pour une plate-forme doctrinalement parfaite. La première tentative sérieuse --à faire bientôt si le mouvement progresse-- pour établir solidement les masses mouvantes sur une base nationale -- les mettre tous face à face, georgistes, K. of L., trade-unionistes, etc... et si nos amis allemands ont d'ici là assez appris la langue du pays pour se risquer à une discussion, ce sera alors le moment pour eux de critiquer les vues des autres, et ainsi, en mettant en saillie les inconsistances des divers points de vue, de les amener graduellement à comprendre leur position actuelle, la position

qui leur est faite par les rapports existants entre capital et travail salarié. Mais je considérerais comme une grande faute tout ce qui pourrait retarder ou empêcher cette consolidation nationale du parti des ouvriers --sur n'importe quelle plate-forme-- et par conséquent je ne pense pas que le moment soit arrivé de s'expliquer pleinement et à fond à l'égard soit de Henry George, soit des K. of L.

D'une Lettre écrite par Engels a son ami Sorge, en Amérique le 29 novembre 1886

(dans l'édition française le 9 novembre)

Le boom Henry George a naturellement suscité du vertige en masse gigantesque, et je suis heureux de n'y avoir pas été. Malgré tout, pourtant, ça a été un jour qui a fait époque. Les allemands n'ont décidemment pas su, en partant de leur théorie, placer le levier qui pût mettre en mouvement les masses américaines; ils ne comprennent souvent pas la théorie eux-mêmes et ils la traitent en doctrinaires, dogmatiquement, comme quelque chose qu'on doit apprendre par coeur, mais qui alors suffit sous plus à tous les besoins. C'est pour eux un credo, et non une mise en train pour l'action. En outre, par principe, ils n'apprennent pas l'anglais. C'est pourquoi il a fallu que les masses américaines cherchassent leur propre voie et semblent d'abord l'avoir trouvée dans les K. of L.; les principes confus et la risible organisation de ceux-ci paraissent correspondre à leur propre confusion. Mais d'après tout ce que j'entends dire, les K. of L. sont une force réelle, notamment dans New England et dans l'Ouest, et le deviennent chaque jour davantage grâce à la guerre brutale que leur font le capitalistes. Je crois qu'il est nécessaire d'agir dans leur sein, de former au sein de cette masse encore plastique un noyau d'hommes comprenant le mouvement et ses buts et assumant par là la direction au moins d'une partie hors de la dissolution inévitable de l'"ordre" actuel. Le plus mauvais côté des K. of L. était leur neutralité politique, qui aboutit à une pure trickerie des Powderly, etc... mais à celle à coupe court l'attitude des masses aux élections de novembre et surtout à New York. Le premier grand pas qui importe dans tout pays nouvellement entré en mouvement e toujours que les ouvriers se constituent parti politique indépendant, n'importe com ment, pourvu seulement qu'il soit un parti ouvrier distinct. Ce pas s'est fait plutô que nous n'étions en droit de l'attendre, e cela, c'est le principal. Que le premie programme de ce parti soit confus et de plus incomplets, ce sont là des inconvénient inévitables, mais d'ailleurs uniquement pas sagers. Les masses doivent avoir le temp et l'occasion de se développer, et l'occasio elles l'auront du moment qu'elles ont un mou vement propre--où elles seront poussées plus avant par leurs propres fautes, se rendront sages à leurs dépens. Le mouvement existe maintenant en Amérique au point où il était chez nous avant 1848; les gens véritablement intelligents de là-bas auront tout d'abord à jouer le rôle qu'avant 1848 jouait la Ligue des Communistes parmi les groupes ouvriers. Seul, le fait que cela ira maintenant infiniment plus vite en Amérique, qu'après huit mois à peine d'existence du mouvement il ait obtenu de tels succès électoraux, est quelque chose d'absolument inouï. Quant à ce qui manque encore, les bourgeois le feront; nulle part dans le monde entier, ils n'opérent d'une façon aussi imprudente et tyrannique que là-bas, et vos juges dament brillamment le pion aux chicaneurs impériaux de Bismarck. Là où les bourgeois mènent la lutte par de pareils moyens, elle arrive rapidement à la décision, et si nous autres en Europe ne nous depêchons pas, les américains nous dépasseront bientôt. Mais c'est bien maintenant qu'il serait doublement nécessaire qu'il y êut de notre côté deux ou trois hommes bien en selle sur la théorie et la tactique de longtemps éprouvée et sachant d'ailleurs parler et écrire en anglais; car les américains ont de bonnes raisons historiques pour être à mille lieues en arrière; ils n'ont, il est vrai, pas apporté d'Europe d'institutions Moyen âgeuses, mais des masses de traditions au moyen-âge, religion, droit coutumier (féodal) anglais, superstition, spiritisme, bref toute l'imbécilité qui n'était pas directement nuisible aux affaires et qui est maintenant fort utile pour l'abrutissement des masses. S'il y a là des lutteurs théoriquement au clair, qui puissent leur prédire les conséquences de leurs propres fautes, leur montrent clairement comment tout mouvement qui ne garde pas conti-

nuellement l'oeil fixé sur l'abolition du salariat comme but final doit fatalement s'égarer et échouer -- alors plus d'une inanité peut être évitée et le processus peut être essentiellement abrégé. Mais il faut que cela se fasse en anglais, qu'on secoue de ses épaules le caractere particulier allemand et ces messieurs du Sozialist n'ont guère ce qu'il faut pour cela; ceux de la Volkszeitung ne sont d'ailleurs plus malins qu'en affaires.

D'une Lettre écrite par Marx a son ami Sorge, en Amérique le 19 octobre, 1877

En Allemagne, il se fait sentir dans notre parti, pas tant dans les masses que parmi les chefs (classes supérieures et "ouvriers") un esprit malsain.

Le compromis avec les Lassaliens a conduit à un compromis également avec d'autres côtés mi-partis, en particulier (voyez Most) avec Dühring et ses "admirateurs", mais en outre avec toute une bande d'étudiants à demi mûris et de docteurs supra-savants qui veulent donner au socialisme une tournure "idéale supérieure", c'est-à-dire remplacer la base matérialiste (qui exige une sérieuse étude objective quand on veut opérer sur elle) par une mythologie moderne avec ses déesses de la Justice, de la Liberté et de l'Egalité, et de la "Fraternité".

D'une Lettre de Marx et Engels adressée à leurs associés allemands, Bebel, Liebknecht, Brackle et autres mi-septembre, 1879

C'est là le programme des trois censeurs de Zürich. Il ne laisse plus rien à désirer -- au moins pour nous qui connaissons très bien cette phraséologie depuis 1848. Nous avons devant nous des représentants de la petite bourgeoisie affirmant, pris de terreur, que le prolétariat peut "aller trop loin", poussé qu'il est par sa situation révolutionnaire. Au lieu de l'opposition politique résolue — esprit général de conciliation; au lieu de lutte contre le gouvernement et les bourgeois — tentatives de les convaincre et les gagner à la cause; au lieu de la résistance opiniâtre aux persécutions d'en haut -- humble soumission et aveu que le châtiment est bien mérité. Tous les conflits historiquement inévitables sont présentés comme des malentendus et toute discussion se termine par cette formule; au fond, nous sommes tous d'accord. Les gens qui, en 1848, se déclaraient démocrates bourgeois, peuvent avec autant de raison s'appeler maintenant social-démocrates. Pour ceux-là l'avènement de la république démocratique était un fait d'un avenir très lointain; il en est de même pour ceux-ci en ce qui concerne le renversement du régime capitaliste: cette question n'a donc aucune valeur pour la pratique politique journalière; on peut concilier, entrer en compromis et faire de la philosophie tant qu'on veut. Il en est de même de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. On la reconnaît sur le papier, car on ne peut faire autrement, mais en pratique on fait tout pour la voiler, l'effacer, l'émousser. Le parti social-démocrate ne doit pas être un parti ouvrier, il ne doit pas provoquer la haine de la bourgeoisie, ni aucune autre, il doit avant tout faire une propagande énergique parmi la bourgeoisie; au lieu de poursuivre en premier lieu des fins éloignées terribles aux bourgeois et irréalisables par notre génération, il doit plutôt appliquer toute sa force et toute son énergie aux réformes petites-bourgeoises de rapiecement qui vont consolider le régime social actuel et peut-être transformer ainsi la catastrophe finale en un processus de désagrégation progressif et autant que possible paisible. Ce sont les mêmes gens qui, sous prétexte d'une activité sans répit, non seulement ne font rien eux-mêmes, mais cherchent encore à empêcher que quelque chose soit fait en général, sauf le verbiage; les mêmes gens qui, en 1848 et 1849, par leur crainte d'accomplir un acte quelconque entravaient le mouvement à chaque pas et l'ont amené à la fin à la défaite; les mêmes gens qui voient bien la réaction et s'étonnent énormément de s'apercevoir qu'ils sont dans une impasse où ni la résistance ni la fuite ne sont guère possibles; les mêmes gens qui veulent faire entrer de force l'histoire dans leur horizon étroit de petits bourgeois, tandis que l'histoire s'y refuse et passe outre.

Pour ce qui est de leurs convictions so-

cialistes, elles ont été suffisamment soumises à la critique dans le Manifeste du parti communiste, au chapitre intitulé "Le socialisme allemand ou socialisme vrai". Là où la lutte de classe est rejetée comme une chose "brutale", repoussante, il ne reste, en fait de base du socialisme, que le "véritable sentiment d'"humanité" et les paroles en l'air sur la "justice".

On constate souvent ce fait inévitable résultant de l'évolution: même des gens ayant appartenu jusqu'alors à la classe dirigeante se rallient au prolétariat militant et lui fournissent des éléments instruits. Nous l'avons déjà indiqué clairement dans le Manifeste. Il importe cependant d'y ajouter deux remarques.

Premièrement: Ces gens pour être réellement utiles au mouvement, doivent bien fournir de véritables éléments d'instruction. Ce n'est pourtant pas le cas, le plus souvent, des bourgeois convertis allemands. Ni la Zukunft, ni la Neue Gesellschaft, n'ont rien apporté qui ait pu faire avancer le mouvement d'un seul pas. Il y a là un manque absolu de véritables matériaux aussi bien pratiques que théoriques, concourant à l'instruction. Au lieu de cela, on essaie de concilier les idées socialistes à peine assimilées avec les différents points de vue théoriques que ces messieurs ont apportés avec eux de l'Université ou d'ailleurs et plus embrouillés les uns que les autres, à cause du processus de putréfaction que subissent maintenant les restes de la philosophie allemande. Au lieu d'étudier tout d'abord à fond la nouvelle science, chacun d'entre eux s'évertuait à la conformer aux points de vue apportés par lui, se formait à la hâte une science à lui et prétendait aussitôt l'enseigner. C'est pour cette raison qu'on trouve chez ces messieurs autant de points de vues que de têtes. Au lieu d'apporter de la clarté dans n'importe quelle question, ils n'ont fait qu'y mettre de la confusion -- par bonheur presque exclusivement dans leur milieu. Le parti peut bien se passer d'éléments instruits de cet acabit, dont le premier principe est d'enseigner ce qu'ils n'ont pas appris.

Deuxièment: Quand des gens pareils issus des autres classes se rallient au mouvement prolétarien, la première chose qu'il faut exiger d'eux, c'est de n'apporter avec eux aucun reste de préjugés bourgeois ou petits-bourgeois, mais, de s'assimiler sincerement la conception prolétarienne. Or, ces gens, comme nous l'avons montré, sont imbus à satiété d'idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Ces idées sont d'ailleurs bien justifiées dans un pays petit-bourgeois comme l'Allemagne, mais cela uniquement en dehors du parti social-démocrate. Si ces messieurs avaient créé un parti social-démocrate

Leon Trotsky

THE LABOR PARTY IN AMERICA

Actual stenograms of Trotsky's remarks on this vital question reprinted from Internal Bulletins of the U.S. Socialist Workers Party.

English only -- 40 cents
Commandez à 66 Guilbault O., Montréal 18

petit-bourgeois, ç'aurait été leur droit absolu; dans ce cas, nous aurions pu nous entendre avec eux, et même suivant les circonstances, faire bloc, etc. Mais dans un parti ouvrier ils constituent un élément étranger. S'il y a des raisons de les tolérer pendant un certain temps, nous sommes tenus à les tolérer seulement, à ne pas leur permettre d'avoir une influence quelconque sur la direction du parti et avoir toujours en vue que la rupture avec ces gens n'est qu'une question de temps. Ce moment semble d'ailleurs être venu. Nous ne comprenons pas comment le parti peut encore tolérer les auteurs de cet article. Mais si ces gens-là arrivent même à prendre plus ou moins entre leurs mains la direction du parti, ce dernier est de ce fait castré et privé à jamais de sa fougue prolétarienne.

En ce qui nous concerne, nous avons devant nous, vu tout notre passé, une seule voie à suivre. Depuis près de quarante ans, nous avons fait ressortir au premier plan la lutte de classes comme la force motrice directe de l'histoire, et en particulier, la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le plus puissant levier de la révolution sociale. Il nous est par conséquent impossible de marcher de concert avec des gens qui tendent à rayer du mouve-

ment cette lutte de classes. En fondant l'Internationale, nous avons lancé en termes clairs son cri de guerre: "L'émancipation de la classe ouvrière sera l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même". Nous ne pouvons donc pas marcher avec des gens déclarant à cor et à cri que les ouvriers sont trop peu instruits pour pouvoir s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent être affranchis par en haut, par les philanthropes bourgeois et petits-bourgeois. Si le nouvel organe du parti prend une attitude qui correspond aux idées de ces messieurs, si cette orientation est bourgeoise et non prolétarienne, il ne nous restera plus autre chose à faire, si regrettable que ce soit pour nous, que de nous expliquer là-dessus ouvertement et de rompre la solidarité dont nous avons fait preuve jusqu'à présent, en qualité de représentants du parti allemand à l'étranger. Mais, les choses n'iront pas jusque-là, espérons-le...

Extrait d'une Lettre d'Engels a son associé allemand Bebel, le 28 octobre 1882

Cette question est purement de principe. Est-ce que le combat doit être mené comme un combat de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, ou doit-on permettre dans le meilleur style opportuniste (ou selon le jargon socialiste: possibiliste) que le caractère de classe du mouvement, avec son programme, soit jeté par dessus bord partout où il y a ~~une~~ chance de gagner des votes et des adhérents de cette façon. Malon et Brousse, en se déclarant tous deux en faveur de cette seconde alternative ont sacrifié le caractère de classe prolétarien du mouvement et rendu la séparation inévitable. Tant mieux. Le développement du prolétariat se fait au milieu même des conflits internes et la France qui voit maintenant se former un parti des ouvriers n'échappe pas à la règle. Nous en Allemagne sommes encore à la première phase de ces luttes internes; les autres sont encore devant nous. L'unité est une bonne chose autant qu'elle est possible, mais il est des choses qui ont plus d'importance que l'unité. Et quand, comme Marx et moi-même, l'on a lutté plus dur contre les prétendus socialistes que contre n'importe qui d'autre (nous avons toujours regardé la bourgeoisie comme une classe et rarement nous nous sommes engagés dans des conflits individuels avec des bourgeois), on ne peut guère s'attrister face au déclenchement de l'inévitable combat.

D'une Lettre écrite par Engels a son ami Sorge, en Amérique janvier, 1893

Ces Fabiens, ici à Londres, sont une bande d'arrivistes qui ont assez d'intelligence pour apercevoir le caractère inévitable de la révolution sociale, mais qui, trouvant impossible de confier ce travail de géants au prolétariat tout seul, ont par suite l'obligeance de se mettre à sa tête. La peur de la Révolution est leur principe fondamental. Ils sont les "cultivés" par excellence; leur socialisme est un socialisme municipal; la commune et non la nation, doit être, au moins provisoirement, propriétaire des moyens de production. Le socialisme qui est le leur est alors exposé comme une extrême, mais inévitable conséquence du libéralisme bourgeois, et de là s'ensuit leur tactique: ne pas combattre résolument les libéraux comme adversaires, mais les pousser à de conséquences socialistes, ergo coqueter avec eux, pour pénétrer le libéralisme de socialisme, ne pas opposer aux libéraux de candidats socialistes, mais s'en faire des auxiliares, des adeptes, au besoin des dupes. Qu'à ce jeux ils soient eux mêmes dupés et trompés ou dupent le socialisme, ils ne s'en aperçoivent naturellement pas.

Ils ont avec un grand zèle, au milieu de toute sorte de pacotille, donné aussi plus d'un bon écrit de propagande, et même réellement le meilleur de ce que les anglais ont donné sous ce rapport. Mais dès qu'ils en arrivent à leur tactique spécifique: estomper la lutte des classes, cela se gâte. De là aussi leur haine fantastique contre Marx et contre nous tous — à cause de la "lutte de classe"...

Les traductions qui apparaissent ici sont tirées de publications françaises approuvées. L'Extrait d'une Lettre d'Engels a son associé allemand Bebel du 28 octobre 1882 fut traduit par J-P B.

Malcolm X

SIGNIFICATION DE "pouvoir noir"

PAR GEORGE BREITMAN

DANS UN DISCOURS commémoratif pour Malcolm X que j'ai prononcé en février dernier, j'ai déclaré:

"....alors qu'organisationnellement, la tendance nationaliste noire (avec laquelle Malcolm X était associé) a souffert de sérieux échecs au cours des deux dernières années, idéologiquement son influence s'est étendue, s'est élargie et s'est approfondie. C'est comme si elle avait été arrêtée par une porte fermée, pour entrer ensuite par la fenêtre. Car aujourd'hui, beaucoup d'idées, de revendications et de mots d'ordre qui avaient été avancés par les nationalistes noirs en 1962, 1963 et 1964 -- idées, revendications et mots d'ordre surtout associés aux yeux du public à Malcolm X -- sont acceptés comme monnaie courante dans la majeure partie de la communauté noire et même dans de nombreuses organisations de droits civils qui se tenaient à cent lieues de distance de Malcolm X.

"Malcolm est mort. Le mouvement qu'il a cherché à construire n'a ni crû ni prospéré organisationnellement. Mais beaucoup de ses idées -- une direction noire; le pouvoir noir; la construction d'une base au sein du ghetto; l'autodéfense; la fierté et la solidarité raciales; l'identification avec la révolution coloniale et l'Afrique; l'action politique indépendante des Noirs -- ces idées et d'autres qui étaient considérées comme des caractéristiques uniques du nationalisme noir et de Malcolm X il y a deux ans, sont aujourd'hui généralement acceptées dans la communauté noire, et on ne discute plus à ce propos ou du moins on les approuve du bout des lèvres même dans des organisations pour la conquête des droits civils qui les avaient répudiées et dénoncées il n'y a pas si longtemps." (Young Socialist, mars-avril 1966).

Depuis le mois de février, le processus auquel je me suis référé est devenu plus concret et a polarisé le mouvement pour les droits civils. De grands changements se sont produits au sein du SNCC et chez CORE (1).

Ces changements ont été en partie le produit de l'influence de Malcolm. Mais

(1) SNCC: Student Non-Violent Coordination Committee (Comité de Coordination de l'Action Non-Violente estudiantine.) CORE: Congress for Racial Equality. (Congrès pour l'Egalité entre les Races)

la raison principale pour laquelle le SNCC et le CORE sont arrivés à certaines positions et orientations nouvelles, en résultat de leur expérience, c'est évidemment que ces positions et orientations politiques sont nécessaires pour que le peuple noir de ce pays puisse conquérir sa liberté. C'est une justification de Malcolm X, et un tribut qu'il faut lui rendre, que beaucoup d'idées qu'il a représentées et défendues, presque seul, lui survivent et sont aujourd'hui partagées par les organisations de lutte pour les droits humains les plus combatives de ce pays.

Par suite de ces changements, le SNCC et le CORE peuvent être considérés aujourd'hui comme l'aile radicale du mouvement pour les droits civils, alors que le NAACP en constitue l'aile conservatrice, et que le Révérend Martin Luther King et le SCLC en constituent le centre, ou plus exactement le centre-droite (2). Le SNCC et le CORE occupent maintenant plus ou moins les positions occupées par Malcolm et sa tendance au moment de sa mort (approximativement et non exactement; ils n'ont pas encore exprimé ses convictions fortement et explicitement anticapitalistes et prosocialistes). Mais ils sont mieux organisés que la tendance de Malcolm X n'eut le temps de l'être, et ils ont un plus grand nombre d'adhérents.

Pendant plus de vingt ans, le CORE s'est consacré à une forme de la non-violence qui a empêché ses membres de pratiquer leur droit à l'auto-défense devant les agressions des racistes. Un effort avait été entrepris pour dépasser cette interdiction au Congrès du CORE de 1965, lorsque James Farmer en était encore le dirigeant national, mais cet effort avait échoué. Lors du congrès de cette année, le mois dernier, avec Floyd McKissick comme dirigeant national, cet effort a réussi.

Lors du congrès de l'an dernier, les délégués du CORE ont voté au cours d'une séance une condamnation de la guerre américaine au Vietnam, mais sous la pression de Farmer, ils se sont déjugés à une séance ultérieure. Lors de son congrès de cette année, le CORE a adopté et conservé jusqu'au bout une position anti-guerre très prononcée.

Au cours des dernières années, le CORE a débattu de son attitude à l'égard de l'"intégration". Même Farmer, qui est loin d'être un extrémiste, a commencé de comprendre que ce terme, tel qu'il est utilisé habituellement, est ambigu, défectueux, ou sans rapport avec les objectifs immédiats de la lutte; quant que mot d'ordre, il ne correspond pas aux besoins ressentis par les masses dans le ghetto.

Entre temps, sous son nouveau président Stokely Carmichael, le SNCC était arrivé pratiquement aux mêmes conclusions. Il a adopté une position très ferme et avancée contre la guerre au Vietnam. Il s'est prononcé en faveur de l'auto-défense. Et, par la bouche de Carmichael, il a affirmé que le mot d'ordre de "l'intégration" était inapplicable.

Ces deux organisations ont réaffirmé leur sympathie avec la révolution coloniale. Toutes deux ont exprimé leur résolution de collaborer avec n'importe quelle organisation en vue d'atteindre l'unité des noirs. Et toutes les deux prônent évidemment le "pouvoir noir".

Je viens de lire plus d'une centaine d'articles de journaux et de revues consacrés au thème du "pouvoir noir" au cours des derniers mois. Johnson, Humphrey, les rédacteurs en chef et éditorialistes des journaux, les lieutenants noirs de la classe capitaliste -- à la fois ceux qui déforment ce que signifie le "pouvoir noir" et attaquent ses promoteurs, et ceux qui affirment que ce concept n'a pas été défini de manière

---

(2) NAACP: National Association for the Advancement of Colored People (Association Nationale pour le progrès des gens de couleur).
SCLC: Southern Christian Leaders Conference (Conférence des dirigeants chrétiens du Sud).

suffisamment précise -- tous savent très bien ce que signifie le "pouvoir noir" et ne l'aiment pas du tout.

Ils savent que ce slogan signifie qu'un nombre croissant de Noirs veulent "quitter les plantations", rompre avec le cercle vicieux du gradualisme et du symbolisme qui les mènent dans une impasse, et qu'ils veulent s'engager dans une voie indépendante, fondée sur les besoins et les aspirations des masses du ghetto, dont les conditions restent inchangées malgré toutes les phrases sur l'intégration, la "grande société", et la "guerre contre la pauvreté".

----------VIENS DE PARAITRE----------

POUVOIR NOIR

Une collection des discours de Malcolm X.....$5.40

Aussi

Malcolm X Talks to Young People
A Young Socialist Pamphlet...35 cents
Two Speeches by Malcolm X
Pioneer Publishers...25 cents
Malcolm X: The Man and his Ideas
By George Breitman
Pioneer Publishers 25 cents
The Last Year of Malcolm X; Evolution of a Revolutionary, Pioneer Publishers
(à paraitre à la fin de janvier 1967)

FAITES VOS COMMANDES A:
66 rue Guilbault O., Montréal 18, Qué

C'est pourquoi tout véritable militant de gauche et militant révolutionnaire a salué la mise en avant du mot d'ordre "pouvoir noir", a salué la cristallisation de la tendance en faveur du "pouvoir noir", et accordera un appui croissant à des organisations comme le SNCC et le CORE qu'abandonnent aujourd'hui beaucoup de libéraux blancs et de bureaucrates syndicaux qui jadis avaient contribué à le financer. Un mouvement noir indépendant correspond aux meilleurs intérêts de tous ceux qu'ils soient noirs ou blancs qui combattent le statu quo.

Alors que le contenu essentiel du "pouvoir noir" est déjà parfaitement clair, ce serait à mon avis une erreur que de s'attendre à une définition complète ou à un programme complet, simultanément et tout de suite. Le mouvement en faveur du "pouvoir noir" ne fait que commencer. Il faut lui laisser le temps d'achever la discussion que Carmichael, McKissick et d'autres ont si adéquatement ouverte. Le mouvement dépassera bientôt largement le cercle des adhérents du SNCC et du CORE; son caractère sera défini collectivement par tous ses participants, et non seulement par ses porte-parole actuels.

l'alternative politique

Une des questions-clés qu'il faudrait clarifier est celle de l'action politique.

Le Chicago Sun-Times (du 24 juillet) cite Stokely Carmichael qui aurait dit que le pouvoir noir, c'est "l'effort politique des Noirs pour élire leurs propres représentants et pour les obliger à exprimer leurs besoins".

Le pouvoir noir est, entre autres, un pouvoir politique -- il implique l'élection de représentants contrôlés par les Noirs et réellement responsables devant eux. Cela ne signifie pas seulement élire des représentants noirs. Cela signifie élire des représentants noirs qui exprimeront les aspirations des masses noires, parce qu'ils seront contrôlés par ces masses.

De ce point de vue, l'organisation pour la liberté du district de Lowndes ("le parti de la panthère noire"), et sa récente campagne électorale dans l'Etat d'Alabama, sont des exemples excellents et exaltants du "pouvoir noir". La LCFO (3) est une organisation politique souveraine et indépendante, créée démocratiquement par les ouvriers et les paysans noirs du district de Lowndes, qui a

ses propres candidats aux principaux postes du district, opposés aux candidats du Parti démocrate.

Le SNCC a aidé les Noirs du district de Lowndes à organiser la LCFO, mais celle-ci n'est pas une succursale du SNCC ni contrôlée par lui. Elle est contrôlée par les Noirs du district, et est capable d'exprimer leurs besoins parce qu'elle est indépendante de la structure bipartite à travers laquelle la classe capitaliste conserve son pouvoir politique dans le pays.

Carmichael est un de ceux qui ont aidé à la constitution de la LCFO et qui a appelé ses membres à rompre avec le Parti démocrate et à construire une organisation qu'ils contrôleraient eux-mêmes. Il est aussi un critique vigoureux du Parti démocrate à l'échelle nationale. Il a fait enrager les libéraux, tant noirs que blancs, en affirmant que vouloir réformer le Parti démocrate n'avait pas plus de sens pour les Noirs des Etats-Unis qu'il n'aurait eu de sens pour les Juifs de vouloir réformer le parti nazi au pouvoir en Allemagne. Sous sa présidence, le SNCC refusant de participer à la conférence à la Maison Blanche sur les droits civils, a appelé "tous les Américains noirs à commencer à construire des institutions politiques, économiques et culturelles indépendantes qu'ils pourraient contrôler et utiliser comme des instruments de changement social dans ce pays".

Carmichael a d'autre part rejoint la nouvelle Conférence Nationale pour une Politique Nouvelle, dont l'objectif principal semble être de financer l'élection de libéraux au sein du Parti démocrate. Cela, c'est bien entendu une politique; mais elle n'est en rien nouvelle! Il s'est allié avec Adam Clayton Powell, qui bavarde sur le "pouvoir noir" mais reste en général un démocrate loyal. Et la dernière chose au monde que Powell désire voir apparaître, ce sont bien des institutions politiques indépendantes à Harlem.

Le 20 juillet, Carmichael a appuyé la candidature du Révérend Alfred B. Cleage. Il y a deux ans, Cleage était candidat au poste de gouverneur du parti indépendant de la "Liberté Immédiate" (Freedom Now) Party. Il continue son agitation en faveur du "pouvoir noir", mais cette fois-ci il est candidat aux élections préliminaires (primaries) au sein du Parti démocrate pour remplacer le député Diggs.

Il faut savoir si on peut obtenir un pouvoir politique des Noirs à travers le Parti démocrate, ou si les Américains noirs ont besoin "d'institutions politiques...indépendantes, qu'ils pourraient contrôler et utiliser comme des instruments de changement social". Si on pouvait l'obtenir à travers le Parti démocrate (en le réformant ou en le conquérant ou de quelque manière que ce soit), quel <u>besoin</u> aurait-on de partis ou d'institutions politiques indépendants?

En 1964, le Parti de la "Liberté Immédiate" était la forme la plus avancée d'une organisation cherchant à établir un "pouvoir noir". Il n'a pas survécu aux élections de 1964, même dans l'Etat du Michigan où il était le plus fort, pour des raisons que tous les militants de gauche devraient étudier. Mais ce parti ou un parti qui lui ressemble -- une organisation politique indépendante contrôlée par les Noirs eux-mêmes -- reste la seule solution de rechange par rapport à la tactique qui consiste à vouloir réformer ou prendre en main le Parti démocrate...

Certains sont prêts à accepter la stratégie indépendante de l'Organisation pour la Liberté du district de Lowndes, pour la seule raison que les Noirs constituent la majorité de la population de ce district. Mais la circonscription électorale de Harlem qui élit Powell a, elle aussi, une majorité d'habitants noirs, et c'est également le cas d'un grand nombre de circonscriptions dans tout le pays. Le "pouvoir noir" signi-

(3) LCFO: Lowndes County Freedom Organization (Organisation du district de Lowndes pour la Liberté).

fierait-il en même temps le fait de ne pas rompre avec lui à Harlem, à Détroit ou ailleurs?

Avec les nouvelles positions adoptées par le SNCC et le CORE -- en faveur de l'auto-défense, contre la guerre du Vietnam, contre le fétiche de l'"intégration", en faveur de l'unité des Noirs, ces organisations se sont placées dans une position à partir de laquelle elles peuvent obtenir un écho favorable au sein des ghettos noirs. Si elles parviennent à adopter des positions tout aussi audacieuses et indépendantes dans le domaine politique, elles obtiendront et mériteront la confiance des masses du ghetto. Elles auront alors la possibilité de les guider vers des luttes qui conduiront à la victoire.

"Pouvoir noir" et nationalism noir

Le reste de cet article est consacré à une question moins urgente. Certains la rejetteront comme une querelle sémantique. Je crois qu'elle est plus que cela pour tous ceux qui s'intéressent à la théorie sociale et politique, surtout à la théorie de l'émancipation des Noirs.

Lorsque des membres du SNCC et du CORE ont commencé à scander le slogan de "pouvoir noir" au cours de la récente Marche à travers le Mississippi, des journalistes ont cherché à amener Carmichael à de nombreuses reprises à discuter les liens entre le "pouvoir noir" et le nationalisme noir. "Le nationalisme noir, dans ce pays, signifie être contre les blancs", a répondu Carmichael. C'est un piège dans lequel on cherche à m'enfermer" "rapporté par William A. Price, National Guardian, 25 juin, 1966).

Carmichael avait absolument raison quant aux mobiles de la plupart des journalistes, et au sens que la classe capitaliste et sa presse cherchent à donner au concept du nationalisme noir. Ils le définissent comme l'hostilité aux blancs, le racisme noir, la suprématie noire, le "séparatisme en une nation noire", etc. C'est ainsi que ce concept est compris par la plupart des gens de ce pays, qu'ils soient noirs ou blancs.

Et comme le concept du "pouvoir noir", avancé par le SNCC et le CORE ne correspond pas à une quelconque de ces étiquettes (impopulaires) sous lesquelles les capitalistes et les libéraux définissent le nationalisme noir, il est parfaitement adéquat que Carmichael refuse d'"être pris au piège". Les Noirs n'ont pas seulement le droit de décider de leur propre programme, stratégie, tactique, mots d'ordre et théories-- ils ont aussi le droit de choisir les mots pour désigner ceux-ci. En général, si la tendance en faveur du "pouvoir noir" ne désire pas être appelée nationaliste noire, elle a le droit de voir ses désirs à ce sujet respectés, et je les respecterai.

Mais supposons que vous croyez -- comme le font les nationalistes noirs et les marxistes révolutionnaires -- que la définition capitaliste et libérale du nationalisme noir est erronée, non valable scientifiquement, et ne constitue qu'une calomnie et que l'emploi d'épithètes abusifs? Supposons que vous croyez qu'analysé objectivement et scientifiquement, le nationalisme noir est une tendance hautement progressiste et potentiellement révolutionnaire qui peut donner des contributions importantes à la lutte d'émancipation? Devrions-nous cesser d'utiliser ce terme et le rejeter de notre vocabulaire, seulement à cause des déformations et des calomnies de la presse capitaliste?

Si nous agissions ainsi, qu'est-ce qui arrêterait l'ennemi de reprendre pour le terme "pouvoir noir" exactement ce qu'il a fait pour le terme "nationalisme noir"? En fait, la machine de propagande capitaliste a commencé à agir exactement ainsi, au moment même où les mots "pouvoir noir" ont été scandés pour la première fois dans l'Etat du Mississippi, et elle continuera à le faire avec toutes les vastes ressources à sa

disposition. Serait-on prêt, dès lors, à abandonner le terme "pouvoir noir" également?

Espérons qu'on n'en viendra pas là. Espérons que le terme "pouvoir noir" a déjà gagné tant de poids dans les esprits des Noirs que rien ne pourra plus le discréditer. Mais nous devons surtout comprendre que nous ne pouvons pas laisser la classe capitaliste décider ce que les mots d'ordre et les termes signifient pour nous.

Le nationalisme noir n'est pas ce que les capitalistes et leurs lieutenants blancs et noirs affirment qu'il est, et il en va de même du pouvoir noir. Si on veut définir objectivement et honnêtement le nationalisme noir aux Etats-Unis, on peut l'appeler "la tendance des Noirs des Etats-Unis à s'unir en tant que groupe, en tant que peuple, en un mouvement à eux afin de lutter pour leur liberté, pour la justice et l'égalité. Animée par le désir d'une minorité opprimée de décider de son propre sort, cette tendance est d'avis que le peuple noir doit contrôler son propre mouvement, ainsi que les institutions politiques, économiques et sociales de la communauté noire. Ses attributs caractéristiques incluent la fierté raciale, la conscience de groupe, la haine de la suprématie blanche, le désir de s'émanciper du contrôle des blancs et l'identification avec les groupes opprimés noirs et non blancs dans d'autres parties du monde" (Extrait d'un livre qui paraîtra bientôt: The last year of Malcolm X; Evolution of a Revolutionary, par G. Breitman.)

Si les membres de la tendance en faveur du pouvoir noir ne désirent pas être appelés des nationalistes noirs, pour des raisons tactiques ou autres, il faut respecter leur désir. Mais eux, et surtout les jeunes parmi eux, qui désirent s'équiper théoriquement de manière à lutter le plus efficacement possible, devraient reconnaître les liens valables qui relient la vieille tendance du nationalisme noir et la nouvelle tendance du "pouvoir Noir", et ils devraient assimiler tous les riches enseignements du passé. Nous savons toujours mieux où nous allons si nous savons d'où nous venons.

LA NOUVELLE OFFENSIVE ANTI-OUVRIERE ...7

LA LUTTE OUVRIERE

La Guerre

LA COMPLICITE CANADIENNE ...12

Soutenez l'héroïque révolution vietnamienne! (au verso)

LES BUTS DU TRIBUNAL INTERNATIONAL ...25

LES SOCIALISTES PARTICIPENT AUX ELECTIONS MUNICIPALES 9

La Crise yougoslave ...15

Qu'est-ce qu'une Constitution? ...17

Ferdinand Lassalle

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

Vol. 2, No. 7 (14) février-mars 1967 15 cents

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

la complicité canadienne – et

LE CANADA N'A PAS DECLARE LA GUERRE au Vietnam. En fait, d'après les déclarations faites par les officiels du gouvernement on pourrait supposer que la fin de la guerre est un intérêt majeur et que la participation canadienne en est seulement une de pacification. Cependant, tel n'est pas le cas, le Canada est profondément engagé à fournir des armes aux E.U. Un article de La Presse du 30 déc. 1966 souligne l'étentu des ventes canadiennes de matériel de guerre aux E.U. et la justification de notre gouvernement pour cela. Il demande: "Comment le Canada, pays non engagé, justifie-t-il sa position? Sa these est simple et défaitiste. Elle tient presque de la tartuferie: 1) Nous n'exportons pas d'armes ou de munitions au Vietnam; 2) Nous exportons du matériel de guerre aux Etats-Unis mais sans accès à leur destination, sans contrôle de leur utilisation ultime." Formellement, nous n'envoyons directement que des médicaments au Vietnam. Mais cette thèse ridicule, des exportations canadiens et du gouvernement, n'a pour but que de se dégager de leurs responsabilités et de laver leurs mains tachées de sang.

De plus, le gouvernement non seulement sait que ces ventes se font, mais les encourage même. Elles se font à travers un contrat sur le partage de la production de "défense" signé en 1959 entre le Canada et les E.U. Il a été fait pour équilibrer les ventes des matériaux de guerre entrer les E.U. et Canada. Mais la guerre du Vietnam les a débalancés et les E.U. achetant presque le double de leurs ventes. Le "Canadian Commercial Corporation" est une corporation de la couronne, qui offre pour des contrats d'armes aux E.U. avec le département de la défense et ensuite donne les contrats qu'il reçoit à des firmes canadiennes.

Selon l'article de La Presse, l'exportation de matériel de guerre aux E.U. a augmnntée de 82% en un an. (En 1964 les exportations étaient de $84.5 millions et en 1965 de 154.3 millions). D'après le Montreal Star du 24 janv. 1967, les officiels ont établi que les contrats placés en 1966 valent $300 millions comparés à $259 millions placés en 1965. Les ventes comprennent aéronefs, armements, incluant des armes portatives, canons, obusiers, munitions légères, moyennes et lourdes, roquettes, missiles, explosifs et certains produits chimiques, matériel électronique, navires, combustibles et lubrifiants, chars et véhicules-automobiles, construction, habillement et équipement, équipement de construction, alimentation et ravitaillement, et équipement de production. D'après M. David A. Golden, président de l'"Air Industries Association of Canada", les exportations de l'industrie canadienne de l'aéronautique vers les Etats-Unis ont augmenté en 1966 de 46.9% par rapport à 1965. Selon M. Golden, cette augmentation est due principalement à la construction civile (les appareils DC-9 notamment). Le Financial Post du 27 novembre 1965, porte-parole des intérêts du "business" canadien prédit: "En fait, la guerre du Vietnam pourrait signifier pour le Canada des effets similaires à ceux de la guerre de Corée. "En dépit du fait que la politique extérieure du Canada est en désaccord avec les E.U. sur plusieurs tactiques, l'économie canadienne en bénificie". Ensuite, dans le numéro du 15 jan. 1966 ils déplorent les ventes de A-7A "jet fighter" américains à l'armée des E.U. au lieu

des F-5 canadiens mais disent avec confiance, "Une bonne chose pourrait changer le tout; une situation empirant très rapidement au Vietnam. Ainsi les E.U. commanderaient des F-5 pour remplir le vide en attendant les A-7A qui ne seront pas vraisembablement disponibles en grand nombre d'ici 2 ou 3 ans." En plus de sa complicité dans la vente de produits de guerre, le gouvernement canadien donne des bourses à l'industrie pour du travail de recherche de développement qui pourraient intéresser les services américains ($27 millions de contrats en 1964).

les profits -- au Vietnam

Et nos universités sont fortement engagés dans des programmes de recherches pour l'armée américaine. A l'université McGill le Dr. Raymond Yong, directeur du Laboratoire de mécaniques du sol, d'après le McGill Daily, "essaie de découvrir une méthode pour déterminer du haut des airs la nature du sol. Cela permettrait aux pilotes américains de savoir d'avance si une bande de terre est convenable pour un atterrissage d'urgence et décollage subséquent". Il reçoit actuellement une bourse du Bureau de recherche de défense à Ottawa. Le doyen des études supérieures et le président du département de génie civil ont admis la possibilité que le Dr. Yong travaille pour le gouvernement américain. Il est extrêmement difficile d'obtenir des informations sur ces projets car ils sont secrets. Mais la vive réaction de l'administration aux déclarations du Daily révèle la situation explosive. Il est aussi évident que la dépendance financière des universités envers ces contrats, rend très difficile pour le personnel de ces universités de faire connaître leur opposition à la guerre au Vietnam. Les contrats diminuent énormément la liberté académique qui devrait éxister dans nos collèges. Pendant ce temps les dépenses d'armes par le gouvernement ici et aux E.U. se réflètent non seulement dans des taxes élevées, et un manque de fonds pour des projets de santé publique, mais aussi dans l'augmentation rapide du coût de la vie. D'après un article par Ed Finn, Directeur des recherches de la CBRT, dans le numéro de janvier 1967 du Canada Vietnam Newsletter:

"Les E.U. dépensent maintenant $55 millions par jour pour la guerre du Vietnam -- $322,000 pour chaque guérillero tué. Ils dépenseront un total de $20 milliards pour la guerre en 1967. On s'attend à ce que les contrats de défense au E.U. pour l'année fiscale courante atteignent $40 milliards.

"Deux effets de cette énorme production de matériel de guerre sont de réduire le volume de biens de consommation tout en donnant presque le plein emploi et mettant ainsi plus d'argent dans les mains des consommateurs. Ainsi le phénomène classique d'une trop grande demande pour une trop petite offre est commencé.

Puisque l'économie satellite du Canada est liée d'une manière inextricable à celle des E.U., les pressions inflationnaires de ce pays se font sentir ici très tôt.

"Un autre facteur est la pratique du gouvernement américain d'émettre plus de monnaie afin de libérer plus de richesses pour les industries de guerre.

"Le président de Grocery Manufacturers of America, Georges W. Koch, a dit récemment que la faute majeure pour l'augmentation des prix de la nourriture 'réside dans le fait que les E.U. sont en guerre." Bien qu'il était principalement intéressé à justifier l'industrie de l'alimentation, sa déclaration est fondamentalement vraie. Il a dit qu'il y a très peu de choses qu'une personne puisse faire pour arrêter l'infla-

tion aussi longtemps que la guerre du Vietnam continue.

"Les surplus d'aliments jadis abondants des E.U., fit-il remarquer, ont été épuisés à cause des demandes domestiques et étrangères accrues jusqu'au point où l'offre et la demande se rencontrent à peine.

"Les prix des aliments resteront hauts et même monteront peut-être, à mesure que de plus en plus la capacité productive nord-américaine est dirigée vers la fabrication d'armes et autre matériel de guerre, au lieu de biens de consommation.

"C.W. Gonick, éditeur de Canadian Dimension, cite également la guerre du Vietnam comme principale cause de l'inflation courante.

"Les immenses dépenses de guerre, écrit-il, ont placé de grandes contraintes sur toute l'économie nord-américaine, contraintes qui furent les plus évidentes dans des secteurs tels que la nourriture, le vêtement, le logement et les utilités, où le producteur est typiquement sur une petite échelle et où l'offre n'est pas très flexible.

"'A part le très mince perspective d'un ralentissement académique', ajoute-t-il, 'ou plus plausiblement, de vigoureusement mesures anti-inflationnaires prises par l'administration Johnson, nous vivrons dans l'inflation jusqu'à ce que la guerre soit terminée.'"

Il conclut l'article en commentant: "Dans les circonstances présentes, les vraies combattants de l'inflation au Canada et aux E.U. ne sont pas les hordes de consommateurs outragés mais les citoyens dans les diverses organisations pour la paix qui s'opposent à la guerre du Vietnam et font de leur mieux pour la terminer."

Et il y a un autre prix que nous devons payer pour les contrats de guerre. C'est le support diplomatique de notre gouvernement donne à la guerre des E.U. Ah oui, occasionnellement ils déplorent la guerre comme M. Martin l'a fait dans son message du Nouvel An cette année, lorsqu'il dit, "Je regrette que les efforts que le Canada et tant d'autres nations ont déployés en faveur de la paix au Vietnam, n'aient pas porté fruit". Mais au juste comment veut-il réaliser la paix? Favorise-t-il le retrait des troupes américaines par exemple? Pas du tout. Le premier fevrier 1966 il dit: "Si ce n'était de la force des E.U., si ce n'était de son armée extraordinaire, et du pouvoir associé, nous n'aurions peut-être pas été capables de garder la paix jusqu'ici. Ceci rend très clair comment-il considère les E.U. Et il n'est pas seul — le premier ministre le 18 juillet 1966: "Nous devrions nous rappeler quand nous critiquons les E.U., que les E.U. portent aujourd'hui la plus grand part du poids de la liberté dans le monde. Et s'il n'eut été du pouvoir, de la force et de la consécration des E.U. à la liberté et à la démocratie pendant les derniers vingt ans, nous dans le monde pourrions être dans un état bien pire que celui dans lequel nous sommes aujourd'hui."

Et il décrit un pays qui fait une guerre d'extermination, avec tout le pouvoir technique à leur disposition pour prévenir une petite nation paysanne dobtenir son auto-détermination et le remplacement d'une économie coloniale arriérée par une économie nationalisée qui permettra un niveau de vie décent. Les Libéraux (et les Conservateurs n'étaient pas mieux lorsqu'ils étaient au pouvoir) représentent le "big business" de ce pays. Et fournir des armes pour la guerre au Vietnam signifie de grosses affaires maintenant. Grosses affaires et gros profits. Et le gouvernement, suivant ces intérêts, supporte la guerre et la machine militaire américaine qui est déterminée à continuer celà jusqu'à sa fin horrible.

Le mouvement contre le guerre doit continuer à exposer le rôle du gouvernement canadien. Le peuple canadien doit demander une fin à l'exportation de matériel de guerre aux E.U.

Par Pat Mitchell

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

APPEL DU SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVe INTERNATIONALE

Soutenez l'héroïque

A plusieurs reprises, au cours des vingt derniers mois, la IVe Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste, a attiré l'attention sur les conséquences incalculables qui découleraient de l'escalade de l'agression impérialiste au Vietnam, si elle ne rencontrait pas une riposte suffisamment énergique pour l'arrêter net et la refouler.

Aujourd'hui, la IVe Internationale s'adresse une nouvelle fois à vous, devant la menace qu'un nouvel échelon soit bientôt franchi dans l'agression impérialiste contre la révolution vietnamienne. Cette agression avait pour premier but d'empêcher une victoire rapide du F.N.L., victoire qui semblait, au début de 1965, inévitable à courte échéance. Malgré un héroïsme inégalé dans l'histoire récente, les révolutionnaires vietnamiens ne sont plus sur le point de renverser le régime pourri du maréchal Ky, cet admirateur d'Hitler, que la puissance militaire colossale des Etats-Unis s'engage à maintenir à tout prix à Saïgon.

L'agression impérialiste avait pour deuxième but d'empêcher une rapide extension de la révolution coloniale dans l'ensemble du sud-est asiatique. Bien que de courageux révolutiinnaires aient déclenché la lutte anti-impérialiste au Thaïlande et repris le combat aux Philippines, ce but a, lui aussi, été largement atteint. La révolution a subi une très lourde défaite en Indonésie et cesse de s'étendre dans cette partie du monde, ce qui est dû, au moins en partie, à l'agression impérialiste.

Celle-ci avait pour troisième but d'intimider la révolution coloniale à l'échelle globale. En intervenant massivement dans la guerre civile vietnamienne, l'impérialisme américain donne aux révolutionnaires du monde entier l'avertissement précis qu'il s'arroge le droit d'intervenir et de faire pleuvoir sur eux des torrents de feu, s'ils mettent en danger le système capitaliste en un point quelconque du globe.

Les révolutionnaires ne se sont pas laissés intimider. Les masses, leurs organisations d'avant-garde, des groupes courageux de guerilleros, poursuivent la lutte anti-impérialiste sur une échelle plus ou moins vaste, avec des résultats variables, dans de nombreux pays du monde, de la Mozambique au Guatemala et de la Colombie à l'Arabie du sud.

Mais le fait que l'impérialisme américain ait pu intervenir impunément au Vietnam et qu'il ait pu élargir sans cesse cette intervention contre-révolutionnaire sans payer d'autre prix qu'une inflation modérée et qu'une opposition croissante contre la guerre au sein de son propre peuple et dans l'opinion internationale, a incontestablement contribué à rendre plus hardis et plus efficaces les réactionnaires, les gorilles et les camarillas oligarchiques de tout acabit.

L'agression impérialiste avait enfin pour but de préparer le "refoulement" des Etats ouvriers d'Asie, dont le renforcement est considéré comme une menace mortelle pour l'empire impérialiste dans le Pacifique, voire pour la survie du capitalisme dans toute l'Asie. D'où l'attaque militaire directe contre la République Démocratique du Vietnam. D'où les préparatifs croissants de guerre contre la République Populaire de Chine.

Washington agit à ce propos avec une méthode dont la logique est manifeste du point de vue des intérêts de classe du grand capital. Il ne choisit pas délibérément la voie de la guerre nucléaire

AUX MILITANTS REVOLUTIONNAIRES ET AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

révolution vietnamienne !

mondiale, qui serait une voie de désespoir dans laquelle il ne s'engagerait que le dos au mur. Il ne choisit même pas délibérément la voie d'un conflit armé avec la force collective des Etats ouvriers. En avançant pas à pas, il cherche à affaiblir, puis à abattre l'un après l'autre, les obstacles sur la voie du rétablissement de sa domination dans toute l'Asie. Il sera prêt à reculer s'il est brusquement confronté avec une riposte énergique. Mais, tant que cette riposte ne se produit pas, il y a au moins une tendance au Pentagone qui n'a aucune raison de ne pas chercher d'abord à liquider la République Démocratique du Vietnam, puis d'écraser sous les bombes les centres industriels de la Chine, avant tous ses centres nucléaires.

Les dirigeants de la bureaucratie soviétique essaient de justifier leur passivité criminelle devant l'agression impérialiste en invoquant la nécessité de "sauver la paix". Cette argumentation est spécieuse. L'histoire a démontré de multiples fois qu'en reculant devant l'agresseur, on ne réduit point ses appétits, au contraire, on les aiguise. En retardant la riposte énergique qui pourrait arrêter l'agression impérialiste au Vietnam, le Kremlin facilite objectivement l'extension de la guerre à la fois contre la R. D. du Vietnam et contre la révolution chinoise. Il facilite de même un affaiblissement relatif des masses vietnamiennes combattantes, ce qui pourrait finalement permettre à l'impérialisme d'obtenir par la voie diplomatique ce qu'il ne peut obtenir sur le terrain.

Les dirigeants de la bureaucratie chinoise refusent de constituer le front unique indispensable de tous les Etats ouvriers pour l'aide à la révolution vietnamienne en alléguant qu'on ne peut pas s'unir aux "révisionnistes complices de l'impérialisme", et que la victoire révolutionnaire dans chaque pays est essentiellement l'affaire du peuple de ce pays. Ces arguments spécieux cachent le désir compréhensible des dirigeants de Pékin de retarder une agression impérialiste contre leur propre pays. Mais, loin d'atteindre ce but, le refus obstiné de Pékin de mettre au pied du mur les soi-disants "alliés de l'impérialisme", par des propositions de mesures concrètes pour amplifier la lutte anti-impérialiste au Vietnam et dans tout le sud-est asiatique, rend plus difficile l'aide à la révolution vietnamienne et encourage en fait les préparatifs d'agression impérialiste contre la Chine même.

Le bilan est d'ailleurs éloquent quant à l'efficacité de la politique poursuivie tant à Moscou qu'à Pékin. Les ripostes purement verbales, l'aide matérielle accordée au compte-goutte, n'ont jusqu'ici nullement empêché l'impérialisme américain de franchir échelon après échelon de l'escalade. Après avoir mis le Sud-Vietnam à feu et à sang, après avoir empoisonné les rivières, détruit les arbres, massacré les habitants, après avoir impunément bombardé l'Etat souverain qu'est la République Démocratique du Vietnam et étendu ses bombardements aux grands centres urbains de Hanoï et Haïphong, il prépare ouvertement, au vu et au su de l'opinion mondiale, l'étape prochaine de l'escalade. Après les élections de novembre aux Etats-Unis, Washington s'apprêterait à débarquer des troupes sur le territoire du Nord-Vietnam, à pénétrer dans les territoires du Laos et du Cambodge, à bombarder les digues qui protègent les rizières de la plaine du Tonkin. En même temps, les incursions répétées au-dessus du ciel de Chine, les bombardements "par erreur" de villages chinois, les attaques nombreuses contre des navires chinois, multiplient les provocations et les coups d'essai pour déterminer jusqu'où il peut

aller impunément.

Il est vital pour l'avenir du socialisme, de la révolution, du genre humain tout entier, que les masses laborieuses et les Etats ouvriers réagissent avec vigueur et à temps contre cette escalade, qui risque de précipiter l'humanité dans l'holocauste nucléaire. Si l'on n'arrête pas maintenant l'impérialisme, il poursuivra son escalade, il attaquera la Chine, l'U.R.S.S. elle-même finira par se trouver isolée d'abord, menacée et attaquée ensuite, et la riposte inéluctable se présenterait dans des conditions telles que les moyens les plus terribles risquent d'être employés de part et d'autre. Une riposte rapide et énergique des Etats ouvriers est le seul moyen d'arrêter l'agression à un moment où les risques de guerre nucléaire sont encore en fait inexistants.

Au cours des derniers mois, d'autres que nous sont arrivés à des conclusions analogues. Fidel Castro a demandé que les Etats ouvriers s'engagent avec toute leur puissance militaire au Vietnam. Des personnalités progressistes comme Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre ont demandé que l'U.R.S.S. et la Chine envoient des Migs et des fusées en grand nombre au Vietnam, et ripostent à l'escalade impérialiste par une contre-escalade. Le P.C. de la Corée du Nord a demandé l'envoi immédiat de volontaires en grand nombre de tous les Etats ouvriers au Sud-Vietnam.

Toutes ces voix différentes n'expriment qu'une seule et même indignation devant la passivité de ceux qui se revendiquent du socialisme à l'égard des crimes que l'impérialisme commet quotidiennement contre la révolution vietnamienne. Toutes ces voix n'expriment qu'une seule angoisse, celle de voir la passivité encourager l'escalade jusqu'au point de non-retour où la guerre nucléaire mondiale deviendrait inévitable.

Nous réitérons donc une fois de plus notre appel:

Aidez, soutenez, par tous les moyens, l'héroïque révolution vietnamienne.

Envoyez-lui toute l'aide en volontaires, en armes, en matériel, en médicaments, en argent, que vous pourrez rassembler!

Combattez l'agression impérialiste par des mobilisations de masse de plus en plus amples, des manifestations de rue, des grèves, des refus de transporter les soldats et les armes impérialistes au Vietnam!

Développez de plus en plus vos actions contre la guerre en actions contre l'impérialisme et le capitalisme, responsables de l'agression! Avertissez ainsi les responsables américains que plus cette guerre se prolonge, plus les combats révolutionnaires se multiplieront en divers points du globe, plus les agresseurs seront condamnés à disperser leurs forces!

Exercez le maximum de pression sur le Kremlin et sur Pékin pour qu'ils multiplient l'aide accordée au Vietnam, pour qu'ils y expédient les armes les plus modernes en quantités suffisantes, pour qu'ils concluent un front unique d'aide à la révolution vietnamienne, indépendamment de leurs différends idéologiques et politiques qui continueront de toute manière à faire l'objet de débats et de luttes politiques.

Partout et dans toutes les circonstances, exigez du Kremlin qu'il affirme publiquement et avec force qu'il soutiendra sans réserve et avec tous ses moyens la République Populaire de Chine en cas d'agression américaine!

L'heure est grave. Agissez avant qu'il ne soit trop tard. Il y va du sort de la révolution vietnamienne, du sort de la révolution chinoise, du sort de toutes les révolutions dans le monde, du sort de l'humanité.

10 octobre 1966.

Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale

La Lutte Ouvrière

édito I/ La Commission royale d'enquête sur la Justice et la Police

Il est hors de doute que le Québec fait présentement face à une crise concernant les méthodes de ses polices. Il n'y a, pour s'en persuader, qu'à citer deux récents cas, particulièrement significatifs du "code moral" de "notre" police.

L'affaire Sicotte, dans laquelle le plaignant, Sicotte, a affirmé avoir été battu des plus brutalement aux Quartiers Gnénraux de la police provinciale à Québec et à Montréal durant son interrogatoire.

Une enquête du coroner, en date du 30 septembre a établi de son côté que Bernard Carpentier qui fut arrêté de bonne heure le 19 septembre pour avoir troublé l'ordre public, mourut de "violence accidentelle" un peu plus tard.

Gérard Rancourt, président du comité pour les Droits de l'Homme a affirmé que cela arriva lors d'une bagarre qui se déroula au poste de police central alors que l'homme arrêté était conduit dans une cellule.

"Les principaux reproches faits aux policiers sont les suivants: arrestations arbitraires sans mandats; détentions prolongées et secrètes; détentions préventives; perquisitions sans mandat; rafles ou descentes massives sans motif; vérifications d'identité sans motif et par contrainte physique; refus de laisser les détenus téléphoner à leurs avocats; multiplication des accusations similaires pour une même offense; constitution de dossiers sur tout citoyen un tant soit peu connu par ses opinions non-orthodoxes et même sur les plaignants; impolitesse à l'égard des citoyens; pressions sur les détenus pour qu'ils renoncent aux services de leur avocat; brutalité, torture." ("Québec est-il un Etat policier?", Le Magazine Maclean, janvier 1967).

Des membres d'organisations politiques furent plus d'une fois les victimes d'attaques brutales de la police. Chacun a en mémoire le "Samedi de la matraque", lorsque, non seulement les manifestants contre la visite de la Reine furent sévèrement battus, mais également des journalistes et de simples passants... Tout ceci au nom de la "Paix et de la Justice"...

Mais la police se surpasse en brutalité lorsqu'il s'agit de conflits du travail: les attaques les plus brutales et les plus vicieuses d'une force policière contre des travailleurs en grève ont sans aucun doute eu pour théâtre le Québec.

Les morts de Murdochville ou d'Asbestos n'ont pas été oubliés.

Le Barreau du Québec, la Confédération des Syndicats Nationaux, la Fédération des Travailleurs du Québec, le RIN, l'Union pour les libertés civiles et le Comité des Droits de l'Homme ont appellé à une enquête sur les méthodes de la police au Québec.

M. Lavigne de l'Association des Policiers, faisant face à une avalanche d'accusations à propos des brutalités policières, a essayé de détourner les attaques, notamment celles du barreau en déclarant: "Il y a des pommes pourries dans chaque panier, parmi les avocats comme parmi les policiers". M. Lavigne cherche-t-il à nous réconforter?

M. Bertrand, ministre de la Justice, qui ne croit pas en la nécessité d'une telle enquête dit: "Qu'on me soumette les cas et j'aviserai."

M. Wagner, l'ancien ministre de la

Justice, croit, quant à lui, en la nécessité d'étendre l'enquête sur la Justice aux activités de la pègre. Une telle suggestion équivaut à rien moins qu'à atténuer, partant détourner, la commission de son but premier.

Quel rapport en effet entre les crimes de la pègre et les brutalités policières ainsi que l'appareil administratif de la Justice?

Peut-être M. Wagner en voit-il un! L'appel pour une commission royale d'enquête représente sans conteste un progrès.

"Les travailleurs doivent être représentés dans toute commission royale concernant les brutalités policières" a affirmé M. Laberge, président de la FTQ le 12 janvier. La présence d'un représentant des syndicats aiderait sans doute à mettre en lumière le caractère de classe de la Justice. Un syndicaliste serait capable, au même moment, d'étudier le rôle de la Justice et de la police dans les problèmes du travail tels les injonctions ou le piquetage.

M. Laberge suggéra également une étude des cas de justice afin de savoir si les accusés sont jugés, oui ou non, sur la base de leurs moyens financiers et standard social. Une commission royale d'enquête sur la Justice et la Police est une nécessité au Québec, une nécessité qui se fait sentir depuis longtemps.

Les Québécois doivent faire pression sur le gouvernement pour accélérer les procédures d'une telle enquête.

édito 2/ Le nouveau Comité soutient le Tribunal de Russell

- Dans notre dernière livraison, nous avons annoncé la tenue d'une conférence d'une journée pour discuter les "Perspectives actuelles pour le Mouvement contre la guerre au Vietnam", le 17 décembre à l'Académie St-Joseph. On signalait que John Gerassi, directeur de la Fondation Bertrand Russell aux E. U., serait le principal conférencier, et que la conférence serait appelée à discuter des sujets de la politique et les revendications du mouvement contre la guerre au Vietnam.

Cette conférence exprimait le besoin, pour les militants du mouvement contre la guerre, d'une organisation à caractère plus représentatif et plus dynamique, notamment d'un programme pour la promotion du mouvement à l'ampleur des initiatives prises au Canada anglais et aux E.U. Toutes les personnes et toutes les tendances furent invitées à exposer leurs idées. L'ensemble des discussions des différents sujets refléta une plus grande diversité de représentants et d'idées qu'avaient été exprimées préalablement. Quoique peu concluante, une discussion fut ouverte pour demander le retrait immédiat des troupes américaines versus les négociations entre les E.U. et le FNL et les accords de Genève. On adopta une importante décision pour la mise sur pied d'une organisation de membres, c'est-à-dire où les personnes prenant part aux activités, aux protestations et manifestations projetées par le Comité auront le contrôle de ce Comité. En fait, l'établissement du comité a jeté les bases d'un mouvement de masse tout à fait démocratique et éducatif.

Un signe de l'enthousiasme provoqué lors de cette première tentative de créer une force vitale fut le fait que pas moins de 16 personnes acceptèrent de siéger à l'exécutif provisoire, qui agira comme direction provisoire jusqu'à ce qu'une assemblée générale puisse être tenue afin d'y élire un exécutif permanent.

Le discours de John Gerassi était une analyse documentée de la nécessité de la guerre pour le bon fonctionnement de

l'économie américaine et de son besoin organique d'étendre et consolider sa politique imperialiste, dans le monde colonial. Il avança des arguments très convaincants pour démontrer que la politique des E.U. au Vietnam est logique et inévitable, inhérante à la nécessité d'assassiner délibérément les civils dans un effort d'intimider la population entière et d'écraser la révolution, qui, de plus en plus, gagne l'allégeance de la vaste majorité des Vietnamiens, et crée un problème de désertion de masse parmi l'armée sud-vietnamienne sous la dictature de Ky. Il fit remarquer que la politique de conscription aux E.U. est fondée sur une base de classe discriminatoire; à cause des sursis donnés aux universitaires, l'armée américaine est composée surtout de fils d'ouvriers et de jeunes Noirs. Non seulement, la guerre est-elle une campagne raciste d'assujettissement des Asiatiques, mais l'enjeu même en est raciste, tel qu'il est prouvé par le fait que le taux de mortalité chez les Noirs au Vietnam est de 20%, le double du pourcentage de la population noire aux E.U.

Gerassi explique le but et l'importance du Tribunal International des Crimes de Guerre au Vietnam, qui examinera les actes de guerre au Vietnam, afin de déterminer si les E.U. a commis des actes d'agression ou des atrocités dans ce pays. (Voir la Déclaration des Buts que nous publions ailleurs dans cette livraison). Un des actes de la conférence à la fermeture, fut de se déclarer solidaire avec le Tribunal.

La conférence tenta sérieusement d'exécuter son programme et en Anglais et en Français, et, pendant la discussion, les participants décidèrent que la publication de la documentation en français, était une tâche prioritaire. Ceci comprend le discours de Gerassi, et la Déclaration des Buts du Tribunal International.

Le Comité est parti d'un bon pied. Sa tâche est importante et urgente: recueillir un puissant appui, sur la plus grande échelle possible, afin d'arrêter la guerre au Vietnam. Avec l'étonnante opposition aux mensonges au sujet de "la guerre", à la politique même du gouvernement Johnson, et à la complicité canadienne, cette tâche s'annonce de plus en plus réalisable, une bataille qui peut être gagnée.

NOVEMBRE 1966

Quatrième Internationale

Séléction du sommaire:
"La 'grande révolution culturelle'"
"Le coup d'Etat militaire en Argentine"
"Stalinisme ou trotskysme dans la révolution cubaine (réponse à Blas Roca)"
"Le mouvement ouvrier japonais à un tournant"
"A propos du nasserisme: Le capitalisme d'Etat et la stratégie de la révolution prolétarienne"
"La politique du gouvernement Wilson et le mouvement ouvrier britannique"
"Création de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire"
EN VENTE A 66 OUEST, RUE GUILBAULT $.50

LA LUTTE OUVRIERE

un an: $1.00

A partir du mois de_____

NOM:_____

ADRESSE:_____

FAIRE PARVENIR A 66 rue GUILBAULT O, MTL
Paiement par: _cheque _mandat
_comptant

abonnez vous

Les tâches du NPD ...3

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 2, No.8 (15) avril-mai 1966-67 15 cents

VIETNAM—Tous à la manifestation du premier juillet!

OTTAWA ET LES ENFANTS VICTIMES DE LA GUERRE ...7

Peng Shu-tsé:
CHINE: VERS LA GUERRE CIVILE? ...13

Qu'est-ce qu'une constitution? ..19

Les élections partielles ...1

POUR UNE VICTOIRE NPD!

60 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

tous à la manifestation

DU PREMIER JUILLET !

Le génocide du peuple vietnamien rencontre une opposition de plus en plus forte parmi les peuples du monde entier. Johnson et Humphrey ont rencontré des manifestations dans presque toutes les villes où ils ont mis les pieds dans leurs récents voyages aux différentes parties du monde. La plus grande action contre la guerre jamais organisée aux Etats-Unis s'est déroulée le 15 avril lorsque plus d'un demi-million d'Américains marchèrent pour marquer leur opposition à la guerre dans les rues de New-York et de San Francisco. Au Canada et aux Etats-Unis le mouvement d'opposition à la guerre touche de nouvelles couches de la population au-delà des étudiants, qui furent à l'origine du mouvement. Les ghettos noirs des villes du nord des Etats-Unis, de même que des syndicalistes ont commencé à parler contre le massacre vietnamien.

Toutefois, la guerre continue à se développer. Les troupes américaines au Vietnam atteignent maintenant un effectif d'un demi-million, et le nombre de Vietnamiens et d'Américains tués chaque semaine augmente régulièrement.

La puissance destructive des bombardements du Nord-Vietnam croît tout aussi régulièrement et tout récemment, la Maison Blanche a intensifié encore plus la guerre en bombardant et mitraillant vicieusement les centres de Hanoi et de Haiphong, qui sont des zones à haute densité de population. Par un tel acte, Johnson prend delivérément le risque d'une intervention russe ou chinoise pour aider le peuple vietnamien. Déjà il y a eu de sérieuses provocations américains

contre la Chine -- des avions de guerre américains ont à plusieurs reprises violé l'espace aérien chinois. Et des sources "informées" à Washington parlent de bombarder la Chine si les Vietnamiens essayent de baser leurs avions dans ce pays. Est-ce que l'administration Johnson espère trouver en la guerre du Vietnam l'alibi qui lui permettra d'attaquer la Chine, ce dangeureux exemple pour les masses misérables du sud-est asiatique?

Alors que le monde suit avec consternation les actes de l'administration Johnson, alors qu'une nombre croissant de gens se joignent au mouvement contre la guerre, il y a un groupe qui ne semble pas devoir être concerné -- notre gouvernement.

Daniel Johnson et son cabinet ne disent pas un mot alors que le peuple du Vietnam se fait massacrer, alors que l'invasion des troupes américaines est une négation du droit élémentaire à l'auto-détermination. Johnson, le premier ministre de cette province n'ignore pas qu'à Montréal et Valleyfield des compagnies comme la C.I.L. produisent des armes et des explosifs pour être vendus à la machine de guerre des Etats-Unis au Vietnam.

Ottawa autorise cette production d'armes à travers tout le pays. Plus scandaleux: récemment Ottawa a été très actif sur le front diplomatique, couvrant l'escalade américaine par sa demande à Hanoi de céder, réclamant des Vietnamiens qu'ils abandonnent les armes et qu'ils permettent aux Etats-Unis de rester dans leur pays. Tout ceci en guise de plan de paix!

Le peuple canadien n'est pas d'accord avec cette conduite. A travers le pays il y a des mobilisations pour montrer au monde ce qu'il pense. Le 1er juillet de l'année du centenaire est le jour où le monde entier observera le Canada et particulièrement Montréal. C'est ce jour que les forces opposées à la guerre ont choisi pour manifester. La Voix du Québec sur le Vietnam, la Student Association to end the War in Vietnam (qui regroupe les comités étudiants contre la guerre dans tout le pays), et le Comité de Coordination de Toronto contre la guerre au Vietnam sont mobilisés pour assurer le succès de cette très importante action. D'autres groupes ont été invités à y participer, et sont d'ores et déjà en train de s'y joindre.

De Vancouver nous parvient la nouvelle que les forces opposés à la guerre là-bas, songent à louer plusieurs wagons pour venir à la manifestation de Montréal.

La manifestation montrera au monde que, tandis que les grosses légumes se retranchent derrière la rompe officielle, le peuple canadien est conscient du sort réservé au peuple du Vietnam, en son nom.

C'est un des aspects les plus attrayants de cette manifestation: elle n'exclut aucun groupe ou individu, aucune pancarte ou littérature. Les organisateurs ont exprimé clairement leur désir d'une participation la plus large possible. Ils ont notamment fait appel aux forces nationalistes pour qu'elles se joignent à la manifestation, pensant que ceux qui sont pour l'auto-détermination du Québec, ou son indépendance, sont prêts à demander l'auto-détermination pour le Vietnam, ce qui signifie le retrait des troupes U.S. La complète liberté de pancartes et littérature permettra à toutes les tendances qui le désirent de porter ses propres bannières ou affiches.

La réaction à la manifestation a été enthousiaste à Montréal ainsi qu'à travers le Canada. De même des Newyorkais sont attendus.

Pour plus d'informations sur la manifestation contacter la Voix du Québec sur le Vietnam, 4073 Henri-Julien. Tél: 271-8523.

Des milliers de gens vont venir à Montréal pour manifester. Puissent les Montréalais répondre en plus grand nombre encore!

(Par Art Young)

OTTAWA ET LES ENFANTS VICTIMES DE LA GUERRE

Durant les 18 derniers mois, pendant que les enfants vietnamiens, victimes des bombardements américaines ont été brulés, saignés et tués, le gouvernement canadien n'a rien fait sur un programme d'aide médicale aux enfants sud-vietnamiens simplementparce que le régime quasi-hitlérien du premier ministre Nguyen Cao Ky s'y oppose! Ce fait ressort de l'article de Walter Stewart dans le Star Weekly du 1er avril.

En juillet 1965,le département d'Aide étrangere a demandé au Dr Gingras, directeur exécutif de l'Institut de Réhabilitation de Montréal, de commencer le travail d'organisation d'un programme d'aide à l'enfance. Le 28 septembre, 1965, il partit pour Saigon. Le 14 octobre, il revint au Canada, le gros de son travail accompli. Il avait la permission des autorités, un édifice et un programme qui auraient coûté au gouvernement Pearson moins de$500,000 par année.

En guise de réponse à tout son travail, fait sans salaire, le Dr Gingras obtint ce que lui-même décrit comme une rebuffade. Le directeur d'aide étrangère à l'époque, un nommé H.O. Moran, fut "trop occupé" pour le voir. Il fut reçu par un assistant qui n'avait qu'une seule instruction pour lui -- "Ne parlez pas aux journalistes".

Néanmoins, le Dr Gingras se mit à rassembler des volontaires pour équiper son centre de réhabilitation, confiant que le projet irait de l'avant. Ensuite il attendit et attendit et attendit.

Ce ne fut pas avant le 16 décembre 1966,quatorze mois après que le Dr Gingras eut soumis son rapport, que le ministre des affaires étrangères,Paul Martin, annonça que le projet avait été "remis", supposément parce qu'il n'y avait pas suffisamment de facilités.

Mais ce n'était pas au Dr Gingras et ses collègues que Martin a fait sa déclaration; même pas au Canada, mais à Paris et aux journalistes lors d'une conférence de l'OTAN. Et pourquoi? Parce que, comme le démontre l'article de Stewart,le régime de Ky refuse de coopérer. Martin ne voulait pas l'admettre; alors il commença à balbutier au sujet du manque de facilités. Comme Gingras déclara: "Quel manque de facilités?"

"Nous pourrions tout mettre dans un Youkon, traverser l'océan et utiliser n'importe quelédifice que nous pourrions obtenir."

Et pourquoi les fantôches de Johnson au Sud-Vietnam ne veulent-ils pas que cela se fasse? M. Martin a tenté de jeter un écran de fumée par des paroles contradictoires, sur toute cette sale situation.

Dans sa réponse à une question du dirigeant du NPD, T.C. Douglas, Martin proclama, "Le gouvernement du Sud-Vietnam n'était pas opposé à ce projet." Néanmoins, il dit à Stewart,"Il est possible qu'ils ne veulent pas de cela."

Et pourquoi ne veulent-ils pas de cela? Stewart avança l'idée qu'ils avaient rejeté cette aide, offerte par l'administration Pearson à cause de la possibilité que de photos d'enfants mutilés de guerre arrivent aux "mass media"; soulevant ainsi l'indignation et l'opposition à la guerre. Ceci semble une explication peu plausible, de par le fait que de telles photos ont déjà été publiées dans la presse nord-américaine et européenne.

Sa réponse repose plus vraisemblablement sur ceci: qui sont ces enfants et

de quoi sont-ils les victimes? Ils sont victimes de l'affreuse pluie destructrice accomplie aveuglement par les forces américaines sur les villages du sud, victimes du napalm et de bombes à fragmentation. La plupart viennent des villages détruite lors de la campagne pour exterminer les forces du Front national de Libération--le "Viet Cong"-- "l'ennemi." Ils sont des enfants "Viet Cong",des enfants "ennemis."

Il est entièrement dans la logique de la nature de la guerre contre-révolutionnaire de LBJ contre le peuple du Vietnam que ses "valets" à Saigon sont bien prêts à laisser mourir ces enfants,qu'ils se fichent complètement de leur sort. En couvrant ainsi Ky dont le héros Adolph Hitler n'avait aucun scrupule au sujet du massacre d'enfants lui non plus, le régime Pearson montre l'hypocrisie de son "inquiétude" au sujet de la guerre meurtrière du Vietnam.

Quelle autre explication y-a-t-il? Saigon a accepté d'autres formes d'aide du Canada -- l'entraînement de police "anti-émeute", des hopitaux, des vaccins etc. Pourquoi refuser cette aide? Non, les fantôches de Saigon savent très bien qu'ils sont engagés dans une guerre civile, que la grande majorité du peuple vietnamien, nord et sud, est contre eux et que leur seul espoir est dans la terreur et le génocide. Ils ne vont pas se donner la peine de sauver les enfants de l'"ennemi."

Pour ce qui est du gouvernement de Pearson qui, évidemment, appuie les objectifs américains dans la guerre du Vietnam sur toute la ligne, il n'est pas prêt à insister sur la question. Au contraire, il masque ce scandale.

Aussi choquant que cela puisse paraître, cette action insensible est tout à fait compatible avec le rôle du Canada envers la guerre du Vietnam. "Notre" gouvernement du grand capital ira aussi loin qu'il le faut pour appuyer l'agression américaine -- excusant les atrocités des E.U., donnant une appuie politique à la guerre vicieuse de L.B.J.

Aux délégués au congrès et aux militants du parti

LES TACHES DU NPD

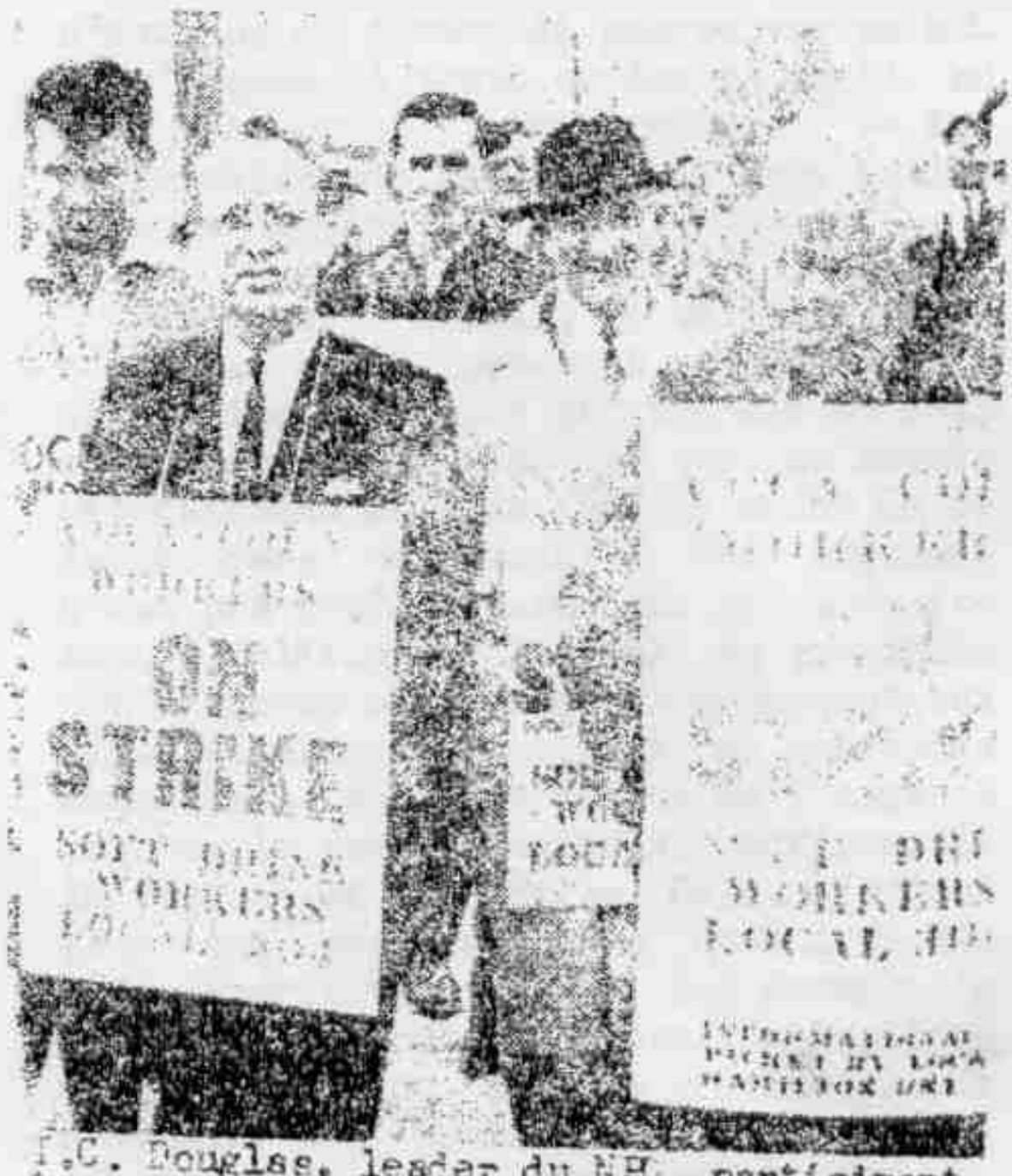
par Art Young

Au cours de ces dernières années, des développements d'importance se sont produits au Québec; l'un des plus intéressants est la croissance du NPD, en nombre et en influence. Partout dans le pays, depuis quelques années, le NPD n'a cessé de gagner du terrain, ce qui le porte au deuxième rang des partis politiques du pays, ayant gagné l'appui du peuple aux dépens des Conservateurs qu'il laisse loin derrière lui. Dans le Québec, l'augmentation de cet appui est encore plus dramatique que dans le reste du Canada. En 1962, aux élections fédérales, il reçut 4% des votes. Aujourd'hui des sondages révèlent qu'un Québécois sur cinq, et à Montréal même, un sur trois, sont en faveur du NPD. Aux dernières élections, il s'est compté second dans sept des districts électoraux de cette ville et aujourd'hui, il semble bien que si des élections avaient lieu, le NPD compteraient plusiers députés.

Malgré les scissions, les divisions au sein du parti, malgré sérieuses lacunes d'organisation, les effectifs du parti ont augmenté rapidement. Il y a deux ans, il comptait 300 membres, aujourd'hui, il en possède 2,000. Plusieurs clubs fort actifs se sont formés.

Ainsi, il est clair que le Congrès du parti se tiendra à un important tournant dans l'histoire de celui-ci, peut-être sommes nous à la veille d'une percée du NPD sur le front politique. Les délégués au Congrès, stimulés par les gains récents, doivent faire face à la responsabilité de consolider ces gains, de les raffermir en établissant la politique du parti sur des bases plus fermes, en définissant plus précisément son caractère propre, son programme, faisant de lui un instrument politique digne de la confiance des travailleurs du Québec. Le Congrès devra s'attaquer à plusieurs questions fondamentales.

Car les traits distinctifs du parti n'ont pas jusqu'ici été définis. Il



T.C. Douglas, leader du NPD, participant à une ligne de piquetage à Hamilton, en Ontario

faut reconnaître que,même si l'augmentation en nombre est encourageante, cette croissance est due en grande partie à des facteurs négatifs. Les partis bourgeois ayant failli complètement à pouvoir répondre aux besoins des travailleurs au plan national et social, le NPD a pu recueillir un part des votes de protestation du peuple. L'insatisfaction générale se voit dans le nombre d'abstentions de votes aux élections fédérales et dans la variété des partis vers lesquels se tournaient les électeurs allant des libéraux aux conservateurs et aux credit-sociaux et de nouveau aux libéraux, et qui ensuite? Le NPD a pu ainsi gagner beaucoup d'électeurs parmi les insatisfaits. Mais il faut encore qu'il retienne ces électeurs et qu'il en recrute d'autres. Et pour cela, il lui faut clarifier ses positions.

Il ne fait pas de doute que l'appui accordé au NPD est dû au rôle qu'il joue dans le reste du Canada, où le NPD offre une alternative de classe, permet aux travailleurs d'échapper aux vieux partis bourgeois. Il montre aux ouvriers la nécessité d'appuyer un parti de leur classe et en effet, un nombre de plus en plus grand de ceux-ci le font. Le NPD est le bras politique du mouvement ouvrier qui l'appuie et le contrôle.

Les positions réactionnaires et chauvines du NPD ne l'ont pas empêché de croître. C'est qu'il a en sa faveur un trait important qui le distingue des autres partis, il a ses racines dans la classe ouvrière.

Dans le Québec d'aujourd'hui, le besoin est évident d'un tel bras politique. Les grèves continuelles de ces derniers temps doivent conduire la lutte au plan politique. Le "bill 25" a mis les mots d'action politique sur toutes les lèvres dans le monde syndical, mais sans apporter de résultats concrets.Tous les syndiqués savent que les gouvernements d'Ottawa et du Québec préparent de nouvelles lois anti-ouvrières.La Chambre de commerce les réclame à grands cris. Le gouvernement est à la veille de jeter en prison des instituteurs parce qu'ils ont désobéi à une injonction. Les syndicalistes ne peuvent que songer à créer un parti qui représentera leurs intérêts de classe. Mais il ne faut attendre que le mouvement syndical décide de démarrer. Le NPD peut prendre l'initiative et, en posant des gestes concrets, en lui présentant un parti ouvrier,peut galvaniser la masse des travailleurs.

Plus précisément, il faut que le NPD convoque un congrès de tous les syndicats et autres groupes ou personnes que s'intéressent à la formation d'un parti du travail. Ce congrès attirera sans doute des milliers de syndiqués qui ne veulent plus se borner à écouter leurs chefs parler d'action politique, mais bien passer aux actes. Ce congrès serait aussi accueilli avec enthousiasme par ceux qui en ont par-dessus la tête du traditionnel jeu de balance entre les vieux partis. Les dirigeants des CSN-FTQ-UCC se trouveraient pressés fortement de contribuer à la formation d'un tel parti. Ainsi, les travailleurs du Québec disposeraient enfin d'un parti chargé de défendre leurs intérêts de classe.

Le leadership actuel du NPD au Québec n'est pas en faveur de poursuivre ce but. Il s'oppose à toute action du parti au plan provincial. Ses raisons ? -- les perspectives de gains faciles sont nulles dans ce domaine!

Selon cette manière de voir, le parti n'est pas assez fortement organisé pour entrer dans l'arène provinciale et doit attendre d'avoir remporté quelque succès retentissant au plan fédéral avant de se lancer dans ce domaine. Cet argument n'est pas fondé: parce que ces deux domaines politiques, fédéral et provincial ont beaucoup en commun: s'adressant aux mêmes électeurs, traitant de questions connexes. Au point de vue de l'organisation, le parti provincial renforcerait le fédéral et vice-versa. Cela, d'autant plus que certaines des questions les plus importantes, comme par exemple la défense des droits du travail appartiennent d'abord au domaine provincial. Et n'est-il pas préférable, même si le NPD ne gagnait pas beaucoup de terrain

aux élections,d'apporter une alternative aux ouvriers, de les éduquer politiquement plutôt que de les laisser donner leur appui à un parti capitaliste ou s'abstenir de voter?

L'argument suivant contre l'action politique provinciale du NPD semble bien expliquer le mieux le pourquoi de l'hésitation du leadership; la crainte de perdre des amis influents, des amis comme les directeurs des grands quotidiens, les grosses legumes de l'Union Nationale et du parti Libéral du Québec. Peut-être bien que parmi les dirigeants du NPD québécois, quelques-uns appartenaient a ces milieux et acceptent d'emblée cet argument. Mais en attendant le développement du parti est affaibli. Il faut donc bien voir que ces politiciens bourgeois qui, en ce moment, font montre d'appuyer le NPD de temps en temps, sont ceux-là mêmes qui approuvent des projets de loi comme le "bill 25" et participent à l'élaboration d'autres lois encore plus dictatoriales. Ils sont disposés à appuyer le NPD en ce moment parce que cela ne les dérange pas. Ils espèrent sans doute que leurs paroles aimables, leur amitié ralentiront le processus d'identification du NPD avec la classe ouvrière du Québec. Pour préserver cet appui conditionnel et provisoire, le leadership refuse de répondre au besoin du peuple, refuse d'entrer dans le domaine de la politique provinciale, et de démasquer les politiciens capitalistes ennemis jurés des travailleurs, parmi lesquels se trouvent sans doute les "amis" du NPD.

Il est grand temps que des militants réclament de leurs dirigeants une mise au point, et que ceux-ci lancent à ce congrès une campagne en faveur de la formation d'un parti des travailleurs au Québec.

L'attitude bureaucratique du leadership envers l'action politique au niveau provincial n'est pas un exemple unique de son étroitesse. Dans un numéro récent du journal Le Démocrate on peut voir que les dirigeants du parti au Québec comme dans le reste du Canada présentent des vues qui ne peuvent pas permettre au parti de s'attaquer aux problemes des ouvriers et des cultivateurs. Son programme comme celui de Wilson en Grande-Bretagne, ne propose aucun changement majeur au sein du systeme, mais seulement des réformes de peu d'importance. En examinant ce qui se produisit lorsque le Parti travailliste fut porté au pouvoir en Grande-Bretagne, on peut voir l'importance d'un programme pour un parti et aussi le fait que des réformes mineures sont insuffisantes.

Nous suggérons ce qui suit comme grandes lignes d'un programme pour le NPD.

1. Identification sans équivoque, avec les travailleurs dans leur lutte pour de meilleures conditions de travail, pour un salaire plus élevé,pour le droit de grève pour tous les ouvriers, contre les injonctions et l'arbitrage obligatoire. Ainsi le NPD ne restera plus muet sur ces questions alors que des grèves aussi importantes que celle des instituteurs secouent le régime.

2. L'affirmation renouvelée du droit du Québec à l'auto-détermination comprenant le droit de sécession, si c'est

LA JEUNESSE NEO-DEMOCRATE CONTRE LA GUERRE AU VIETNAM

La Jeunesse néo-démocrate, se réunissant en congrès en même temps que les Américains bombardaient encore Hanoi a condamné l'agression américaine au Vietnam. Dans ce sens, le congrès a réclamé la retraite immédiate des troupes américaines.

De plus, le congrès a décidé de participer à la manifestation du premier juillet (voir page 7).

Espérons que le Nouveau Parti Démocratique se déclarera aussi nettement, et participera activement à cette action contre la guerre du Vietnam.

la volonté du peuple. Le NPD par la bouche de certains de ses dirigeants a nié ce droit, les déclarations de Douglas Fisher en témoignent, ses porte-paroles font continuellement allusion à la préservation du Canada en modifiant sa Constitution, au bilinguisme, au biculturalisme, sans toutefois toucher au sujet de la nation canadienne-française sujette à l'exploitation et à l'oppression.

3. La propriété publique et le contrôle des richesses nationales. Le parti prend déja parti pour le contrôle de l'économie par le peuple, mais propose aussitôt l'exercice du contrôle au moyen de lois et d'un système de surveillance. Par exemple, le 1er avril au Cap-de-la-Madeleine, R. Cliche a déclaré que le profit est en quelque sorte utile et que le parti n'est pas en faveur d'une nationalisation trop poussée. Ce qu'il faut, selon lui, c'est que l'état joue pleinement son rôle en contrôlant et dirigeant l'économie de façon à rétablir l'équilibre en faveur des masses. Cependant, il est à remarquer que sous le système capitaliste, la propriété d'une usine ou de ressources quelconque donne à l'individu le droit de décider la manière d'en disposer. Aussi longtemps que les puissantes sociétés qui règnent nos vies demeurent entre les mains d'un très petit nombre de capitalistes, elles continueront de nous exploiter. Le peuple ne peut recevoir la part des richesses qui lui revient qu'au moyen de la nationalisation des industries de base et de la richesse nationale.

4. Solidarité avec le peuple vietnamien en lutte contre la domination des Etats-Unis. Dénonciation de la complicité du gouvernement canadien avec le gouvernement américain dans cette guerre.

Le peuple héroique du Vietnam fait face presque par ses propres forces à une intervention américaine de plus en plus dévastatrice de leur pays. Dans leur lutte contre l'impérialisme, il est le point de mire du monde politique de tous les continents. Le Vietnam est le front sur lequel se mène le combat des peuples coloniaux pour leur libération et l'auto-détermination. Le Canada a pris parti dans ce combat; il s'est rangé du côté des Etats-Unis: sur la Commission Internationale de Contrôle, en pourvoyant 300 millions d'armes et de munitions à la machine de guerre des Etats-Unis et par des actes diplomatiques qui vont en se multipliant contribuer à masquer les ravages exercés par l'armée américaine au sein du peuple vietnamien et de leur territoire.

Le Nouveau Parti Démocratique est le seul qui se soit prononcée nettement contre la guerre du Vietnam, mais il faudrait aussi qu'il utilise son influence pour mobiliser le peuple dans une opposition en masse à cette guerre. Jusqu'à maintenant, cette prise de position du parti est demeurée dans l'ombre. Ses portes-paroles et sa presse la considèrent comme secondaire. Cela ne devrait pas être. Il faut que le parti puisse donner à la guerre du Vietnam et à sa prise de position sur ce point toute son importance — dans les publications, des tournées de propagande des dirigeants, et par la collaboration active du parti avec le mouvement contre la guerre.

Laissez le parti devenir la voix du peuple du Québec!

WORKERS Vanguard

JOURNAL REVOLUTIONNAIRE CANADIEN
(Anglais)
$1.00 PAR AN POUR S'ABONNER
adressez-vous à: Workers Vanguard
1 Cumberland St.
TORONTO 5, Ont.
(ou à La Lutte Ouvrière, Montreal)

LIBERTÉ POUR

Hugo Blanco !

Hugo Blanco

- PLUS DE 7500 travailleurs québécois réclament cette libération.
- HUGO BLANCO est un socialiste, un syndicaliste péruvien.

Agé de 32 ans, il lutte pour organiser les paysans contre leur misère. Au Pérou, comme dans la plupart des pays sud-américains dominés par les grands propriétaires terriens, règne la misère, le chomage et l'injustice pour les paysans sans terre.

Ces paysans meurent de faim alors que d'immenses étendues restent le plus souvent en friche. Bien sûr, on parle beaucoup de réforme agraire; mais rien ne se fait car les propriétaires fonciers ont l'oreille de l'armée et exercent impunément un pouvoir féodal sur leurs territoires. Les plus justes revendications des paysans sont brutalement refusées et toute révolte sévèrement réprimée.

Hugo Blanco a organisé des syndicats de paysans et a dirigé des occupations de terre. Il a, ce faisant, combattu l'armée et la police des propriétaires fonciers. Arrêté en 1963, il a été torturé, avec sept de ses compagnons, et condamné à 25 ans de prison par le Tribunal militaire de Tacna en septembre 1966.

- MAIS CE n'était pas assez. Un autre procès est en train de s'ouvrir. Dans ce procès Hugo Blanco risque sa tête.

A travers le monde, l'opinion publique s'émeut. Jean-Paul Sartre vient de s'adresser à une grande réunion de protestation à Paris. Au Canada, le monde universitaire et syndicale se solidarise avec Blanco et ses camarades.

- GERARD RANCOURT, le Secrétaire Générale de la FTQ, écrit: "Le monde entier est alerté. Le mouvement syndical est solidaire de Blanco et ses camarades. La FTQ et ses affiliés doivent faire leur part pour empêcher la condamnation à mort de ces syndicalistes...Nous avons toujours proclamé notre foi dans la solidarité internationale des travailleurs. C'est le temps de le prouver en signant la pétition en faveur d'Hugo Blanco."

- DE SA CELLULE, Hugo Blanco écrit: "Votre attitude combative, votre voix, jointe à celles du monde entier, ont effrayé ceux qui assassinent notre peuple. L'impérialisme et ses laquais hésitent à me fusiller."

- FAITES PARTIE de la campagne pour sauver la vie d'Hugo Blanco!

- SIGNEZ la pétition ci-dessous, et envoyez-la au Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression au Pérou, 54 boul. Gouin, Longueuil, Qué.

M. le Président Belaunde Terry:

Nous vous demandons, Monsieur le Président, la libération et l'amnistie pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques.

Signature	Occupation	Adresse
.....		
.....		

édito 1/ les élections partielles

POUR UNE VICTOIRE NPD !

Les élections partielles, qui auront lieu le 29 mai, la soi-disant mini-élection, présentent une grande opportunité au peuple du Canada d'exprimer leurs aspirations politiques. Les cinq sieges, l'un à Sudbury, les autres au Québec, ont été tenus jusqu'ici par le parti capitaliste libéral,et le rejet de ce parti dans ces élections pourrait sérieusement avancer la cause de son seul concurrent signifiant -- les forces politiques de la classe ouvrière, groupées autour du Nouveau Parti Démocratique.

Les possibilités pour le NPD, en tant que bras politique du monde syndical, sont très bonnes. Les sondages les plus récents indiquent que le NPD a dépassé de loin le Parti conservateur dans son appui populaire, et n'est qu'à moins de pour-cent derrière les Libéraux. A Sudbury la fusion imminente du syndicat des métallos et des Mine, Mill and Smelter Workers, mettra fin à une division de longue date dans le mouvement syndical de cette ville division dont les partis capitalistes ont souvent profités. Une campagne sérieuse peut y réussir.

Cependant, c'est au Québec où le NPD pourrait percer un trou, si longtemps attendu, dans le mur capitaliste. Les sondages récents démontrent que le parti a l'appui de 20% des Québécois -- certainement plus de 30% sur l'île de Montréal, où deux des campagnes se déroulent De plus, le NPD a entrepris, très justement, de briguer les suffrages dans toutes ces élections et d'y mener des campagnes sérieuses.

Le NPD pourra facilement se présenter comme l'alternative anti-capitaliste sur toute une série de questions majeurs. L'opposition à la guerre au Vietnam, tel qu'a fait Tommy Douglas à Vancouver lors de la manifestation contre la guerre du 15 avril, la révélation des enquêtes fédérales frauduleuses sur les prix de la nourriture, une position ferme contre les injonctions anti-syndicales, tous ces points trouveraient une réponse parmi de larges couches de la classe ouvrière. Particulièrement, le NPD doit affirmer, sans tâtonnements, le droit à l'autodétermination du Canada français, droit fondamental de tous les peuples opprimés.

Nous devrions tous participer pleinement à la campagne. Les syndicats ouvriers et étudiants et les groupements socialistes et nationalistes peuvent faire la différence.

POUR UNE VICTOIRE NPD !

édito 2/ les menaces anti-cubaines à l'Expo

Canadiens de tous points de vue ne peuvent que souhaiter la bienvenue à la décision de Cuba révolutionnaire de participer à l'Expo '67 de Montréal. Les étalages peuvent jouer un rôle important en montrant les réalisations énormes du premier gouvernement socialiste en Amérique. En particulier, beaucoup de Canadiens et d'Américains que l'on a longtemps trompé et à qui l'on a menti sur Cuba auront l'opportunité unique de constater eux-mêmes les faits, de connaître le point de vue des Cubains, et de prendre part aux célébrations révolutionnaires du 26 juillet, la fête nationale de Cuba.

Cette heureuse décision de Cuba, cependant, fait face à une sérieuse obstruction de la part des émigrés anti-castristes,centrés à Miami. Ces émigrés, après avoir été définitivement repoussés par le peuple cubain, à Playa Giron, ont

(SUITE PAGE 8)

Les menaces anti-cubaines à l'Expo

(SUITE DE LA PAGE 1)

entrepris d'exprimer leur haine en menaçant de bombarder le pavillon cubain et tout ceux qui s'y trouvent. Il n'y a aucune raison d'ignorer les menaces de ces individus; ils ont eux-mêmes avoué être les auteurs d'un attentat à la compagnie Fraser Brothers, compagnie qui, au printemps, avait vendu aux enchères une collection saisie par le gouvernement révolutionnaire cubain. Subséquemment, peu de temps avant l'ouverture de l'Expo, la police de Montréal a découvert dans l'est de Montréal, non loin du terrain de l'Expo, une deuxième bombe, semblable à celle qui avait éclaté chez Fraser Brothers.

Encore plus alarmante que les actes des exilés cubains est la complaisance du gouvernement américain dans toute cette affaire. Où ces individus prennent-ils leurs armes, et pourquoi ne sont-ils pas arrêtés lorsqu'ils font des déclarations publiques d'intentions de bomberder le pavillon cubain?

Les autorités canadiennes et montréalaises qui semblent toujours prêtes à harceler et à dénoncer tous les mouvements nationalistes et socialistes quels qu'ils soient, sont drôlement tranquilles lorsqu'il s'agit d'enquêter sur les agissements des émigrés cubains.

Le peuple du Québec, très heureux d'accueillir les Cubains à l'Expo, devraient protester vigoureusement et exiger que les autorités assurent la protection des visiteurs cubains et des nombreux citoyens et touristes qui visiteront ce pavillon.

et faisant de gros profits grâce à cette écoeurante affaire en vendant des armes aux E.U. -- et maintenant ceci.

Au moins que cet article mette à nu les mensonges de ces apologistes du grand capital canadien qui proclament que la clique Pearson-Martin a un intérêt quelconque à mettre fin au génocide de Washington.

(Tiré du Workers Vanguard, mi-avril '67)

"J'ETAIS INQUIETE A PROPOS DE GEORGES, MAIS DEPUIS LE BILL 25 DE DANIEL ET LA LEGISLATION DES CHEMINS DE FER DE LESTER, IL EST DE PLUS EN PLUS INTERESSE A SON JEU FAVORI."

abonnez-vous à

UN AN: $1

LA LUTTE OUVRIERE

NOM_____

ADRESSE_____

à partir du mois de_____ paiement par: __cheque __mandat __comptant

faire parvenir à 66 rue Guilbault O., Montreal

Vietnam aux vietnamiens!

LA LUTTE OUVRIERE

Vol.3, No.4 (16) juillet-août 1967 15 cents

édito: LA GUERRE
AU MOYEN-ORIENT

Le congrès du NPD-Québec

HUGO BLANCO: grève de la faim

LA GUERRE: L'ESCALADE MONTE AU VIETNAM

-le Tribunal Russell juge coupables les Etats-Unis

-lettre d'un professeur vietnamien

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

Comment ils ont fabriqué la Confédération...

INVASION IMMINENTE DU NORD?

L'ESCALADE MONTE AU VIETNAM

L'article ci-dessous relate les derniers développements de l'agression américaine contre la révolution vietnamienne. Jour après jour de nouvelles troupes de l'envahisseur débarquent. 460,000 GI's, selon les derniers chiffres fournis. Probablement 600,000 à la fin de l'année. L'impérialisme ne veut pas avouer la défaîte des multiples stratégies déjà pratiquées, et pourtant face au peuple en armes déterminé à lutter pour sa survie pour défendre leur révolution, c'est-à-dire pour la défaîte de l'impérialisme. Les armes les plus meurtrières,les techniques les plus modernes ont été mises en échec - 460,000 troupes d'élite et les deux tiers des routes principales leur sont interdites!460000 troupes d'élite et les bombardiers géants sont nécessaires pour "nettoyer" les Vietcongs à 8 km de Saigon!

D'immenses bases stratégiques réduites à des camps retranchés sanglants par les tirs des révolutionnaires. Un tonnage de bombes égal à celui de la seconde guerre mondiale et le peuple du nord-Vietnam continue son combat avec plus de succès que jamais.

C'est l'échec sur toute le ligne. Un échec inavouable, impermissible pour l'impérialisme dont la force est l'arme suprême. Aussi, la voie prise pour ne pas se "discréditer" c'est la fuite en avant, la poursuite de la démente escalade grâce à laquelle les erreurs et les défaîtes peuvent être masqués derrière un impressionnant tonnage de bombes jetés. C'est comme conséquence logique l'accroissement inquiétant du pouvoir des militaires, des "durs", comme nous le voyons maintenant...

Le général Westmoreland, commandant en chef de l'état-major américain au Vietnam a eu le rare privilège de s'adresser en personne au Congrès, à Washington, le 29 avril. Certains sénateurs américains, dont Bob Kennedy ont déploré qu'un militaire se mêle si ouvertement des affaires politiques. A l'envers de la médaille, le relief est encore plus

net: qu'un politicien, en l'occurence le président Johnson ait à ce point besoin d'un appui direct et bruyant de la part de ses forces armées.

La tournée de son vice-président Humphrey, en Europe, début avril s'est soldée par un fiasco. Le bruit des slogans hostiles à l'agression américaine au Vietnam a couvert celui des timides déclarations gouvernementales sur les bienfaits de la collaboration avec les USA. Le 16 avril, à New York et San Francisco, 500,000 manifestants ont répondu à l'appel du Comité de Mobilisation du Printemps pour montrer leur opposition à la guerre au Vietnam avec des mots d'ordres aussi clairs que: Retrait immédiat des troupes! Lyndon B. Johnson a d'autant moins supporté le choc du désaveu de l'opinion que sur le terrain il essuyait des revers assez inquiétants.

Cela fait deux mois que le général Westmoreland déclenchait au sud la plus vaste opération de la guerre (la troisième opération-nettoyage menée par l'infanterie pour acculer le Vietcong), l'opération Junction City. Elle devait, assurait-il, sinon permettre d'éclatants succès dans l'immédiat, être "rentable" du moins dans quelques mois. Jusqu'à présent l'opération n'a pas "rapporté" du point de vue militaire. Ce sont au contraire les troupes du FNL qui, depuis un mois (début avril) ont pris l'initiative. Passant d'offensive en offensive, elles ont crée une situation d'insécurité autour des bases américaines, dans les provinces septentrionales: le 4 avril, c'est l'attaque des postes de police de Cholon, le 8 avril "l'occupation" de Quant-Tri (capitale provinciale de 12,000 habitants, située au sud du 17e parallèle). Jamais le FNL n'avait pris d'assaut une ville aussi importante. A Quang-Tri, 1,200 à 1,500 de ses hommes ont mis en fuite les lieutenants de l'armée gouvernementale et libéré les prisonniers "Vietcong". Le 13 avril, les guerrilleros font sauter le pont reliant Hué à Da-Nang; ce qui provoque deux jours durant l'interruption du ravitaillement des marines à Phu Bai et dans les deux provinces les plus au nord. Depuis, au nord de Da-Nang pèse constamment la menace d'offensives en règle du FNL.

Johnson s'efforce de démontrer le succès de sa politique par le soutien des militaires, il ne fait que démontrer l'inexistence de sa politique en dehors de son aspect militaire. On ne peut certes s'étonner que le général Westmoreland approuve cette orientation.

Westmoreland compte gagner la guerre

Le chef de l'état-major américain au Vietnam s'est déplacé devant le Congrès avec deux objectifs liés entre eux.

Sa venue à Washington a été précédée de l'aggravation de l'escalade au Nord — bombardement de Haiphong et des bases de Mig.

Il avait déjà déclaré son intention de "saigner à blanc" le Vietnam. Avec l'intensification de l'escalade, il cherchait à présenter à l'opinion américaine un avenir encourageant, difficile à envisager au Sud. "Etant donné la nature de l'ennemi, il me semble que la stratégie que nous suivons est la bonne et qu'elle produit des résultats..."

Pour mesurer ces résultats, le général n'a pu que dresser l'inventaire des moyens militaires mis en oeuvre (leur accroissement, certes, est constant: les USA en sont aujourd'hui au point de dépenser 3 milliards de dollars pour payer leur guerre). Les renforts qu'il est venu obtenir de Washington vont cependant à l'encontre de ce prétendu optimisme. On ne peut à la fois soutenir que les troupes du FNL sont décimées et complètement démoralisées et réclamer de 50,000 à 200,000 GI's de plus pour les combattre, contrairement à ce qui était antérieurement prévu (dans les provinces septentrionales, les bases auraient dû permettre aux troupes gouvernementales de "pacifier" la région, tout en permettant l'offensive de l'infanterie GI dans le sud. Or, il a fallu de toute urgence dé-

garnir ces provinces du sud pour porter secours aux bases du nord que les commandos "vietcong" empêchaient de "fonctionner").

Le général Westmoreland a pu difficilement se présenter en stratège triomphant et rallier derrière lui une opinion à nouveau confiante. Il a même dû en rabattre sur le plan politique. Son discours au Congrès a été soigneusement modéré (après trois relectures des officiels de la Maison Blanche) par rapport à ses premières déclarations où des opposants de la politique américaine au Vietnam étaient présentés comme des traîtres à la patrie. Immédiatement, les réactions aux USA ont été de dénoncer ce climat maccarthyste. Le président Johnson a dû déclarer que, certes, dans n'importe quel pays démocratique, n'importe quelle politique ne pourrait que susciter "certaines divergences".

Cependant, le général Westmoreland a remporté un grand succès lors de sa campagne de Washington; il s'est défini comme l'atout majeur du président Johnson dans sa politique au Vietnam.

Une contre-escalade!

Haiphong a été pilonnée trois jours de suite: la partie ouest de la ville, la zone industrielle a été rasée: les deux centrales électriques ont été détruites à 80% (elles se trouvent dans la zone habitée), la cimenterie (l'une des plus importante d'Asie, située à 2 km du centre de Haiphong) anéantie. Plus de 200 civils ont été tués ou blessés.

Pour la première fois, deux bases de stationnement des Mig ont été bombardées: le Pentagone a déclaré dans les heures qui ont suivi les raids de Kep et Hoa Lac que Hanoi faisait déjà réparer et entrerenir des Mig en Chine, à Meng-Tsu (360 km au nord de Hanoi). Or, McNamara avait "expliqué" dans une conférence de presse pourquoi les bases de Mig ne pourraient être des cibles: cela les entraînerait à se réfugier en Chine où il serait alors inévitable de les pourchasser.

Dans la poursuite de la guerre, la seule ressource de l'état-major américain, incapable de modifier le rapport de force au Sud, est l'intensification de l'escalade au Nord avec de plus en plus la menace de l'élargissement du conflit.

Les chefs du Pentagone et de la Maison Blanche avancent dans cette voie avec prudence. Ils évitent de brusquer Moscou et s'efforcent de lui laisser garder son calme. A la conférence de Karlovy Vary, les partis communistes européens réunis au moment même où un degré important de l'escalade était franchi ont semblé dominer leurs réactions avec beaucoup d'aisance, ce que la presse unanimement a remarqué. Fort de ce sondage, l'état-major américain amène plus loin l'escalade Radio-Pékin a annoncé que le 2 mai des avions américains ont bombarbé leur sol, à 32 km de la frontière nord-vietnamienne. Ce fait, qui n'a pas été reconnu par les Américains, est un sondage de plus.

Plus que jamais nous devons organiser dans le monde la contre-escalade qui doit faire reculer l'impérialisme américain!

Développer la contre-escalade apparaît d'une urgence et d'une nécessité plus grandes que jamais ces jours derniers. Car l'escalade se poursuit inexorable. La zone démilitarisée instaurée par les accords de Genève en 1954 a été envahie. Les villages qui s'y trouvent ont été évacués puis bombardés et systématiquement détruits. C'est un pas important vers la prochaine et décisive étape: l'invasion du Nord-vietnam.

Les récentes déclarations des généraux américains, la nécessité maintes fois affirmée récemment d'avoir plus de 600,000 soldats, la visite de McNamara au Vietnam ces jours derniers tout indique que cette étape majeure de l'escalade est proche.

Bertrand Russell

LES ETATS-UNIS COUPABLES DE CRIMES DE GUERRE

--le Tribunal Russell

La première session du Tribunal International contre les Crimes de Guerre, tenue à Stockholm, s'est achevée le 10 mai après neuf jours de délibérations. Après avoir entendu de longs témoignages venant des différentes commissions d'investigation, de juristes, et de victimes vietnamiennes, les jurés, regroupant des figures mondialement reconnues comme Bertrand Russell, l'initiateur du Tribunal, Jean-Paul Sartre, Lazaro Cardenas, Vladimir Dedijer, Stokeley Carmichael, Isaac Deutscher, Simone de Beauvoir, ont déclaré les Etats-Unis coupable de crime d'agression et de bombardement "général, délibéré et systématique" d'objectifs civils au Vietnam.

Le tribunal a par ailleurs déclaré les Etats-Unis coupables de violation de "la neutralité et de l'intégrité territoriale du Cambodge."

L'Australie, la Nouvelle Zéland et la Corée du Sud ont été jugés coupables de complicité dans les crimes de guerre.

C'est Jean-Paul Sartre, le philosophe et écrivain français, qui a lu les conclusions du tribunal. Sartre en était, lors de cette session, le président exécutif.

Lors des prochaines sessions la question de savoir si les Etats-Unis commettent un génocide au Vietnam sera examinée.

Les crimes américains ont étés définis comme "crimes contre la paix et crimes contre l'humanité". Des violations précises des lois internationales -- pacte Briand-Kellog de 1928, Charte des Nations-Unies, Déclarations de Nuremberg et Accords de Genève en 1954 -- ont été relevées.

Le Verdict du Tribunal et les volumineux témoignages présentés durant cette session frappent durement le prestige américain. Alors que la presse Yankee montait une campagne de silence ou de calomnie contre le procès, les faits ont montré à l'évidence que l'impact du tribunal était considérable en Europe.

On peut d'ailleurs se rendre compte de l'importance donnée au Tribunal par Johnson à travers les efforts considérables -- sous forme de pressions contre les gouvernements européens -- qu'il fit pour empêcher que cette session ne se tienne.

Tout au long de celle-ci le tribunal a fait la preuve de sa légitimité et de sa force. "Notre tribunal n'est pas un groupe hétéroclite de formalistes, argu-

...le témoignage de Do Van Ngoc

(L'un des moments les plus émouvants lors des auditions du Tribunal International sur les Crimes de Guerre à Stockholm fut lorsqu'un jeune enfant Vietnamien de 9 ans, gravement brûlé au bas de l'abdomen par du napalm temoigna sur les crimes de guerres commis par les envahisseurs américains de son pays. Un observateur dit que le contraste entre le brave petit garçon et l'usage barbare de la technologie américaine amena des larmes à tous ceux qui étaient présents. Ci-dessous, est la déclaration complète faite par le témoin.)

Mon nom est Do Van Ngoc. J'ai 9 ans. Je viens du village de Vinh Thuy, hameau de Vinh Minh, district de Quang Minh, province de Quang Minh. Je suis le fils de M.Do Oj et Mme. Ha Thi Giee; mes deux parents cultivent le riz.

Dans l'après-midi du 16 juin 1966, je gardais les boeufs avec mes deux amis, nommés Ha Khec et Do Van Giau, lorsque trois avions américains apparurent au-dessus de la mer et jetèrent des bombes là ou nous nous trouvions. Elles atteignirent les corps de chacun de nous trois, nous causant de très serieuses brûleurs. Ne pouvant supporter plus longtemps la chaleur, nous sautâmes dans l'eau d'un champ de riz; alors les flammes disparurent et la chaleur diminua, mais lorsque nous sortîmes de l'eau des flammes réapparurent sur nos corps.

Nous demandâmes de l'aide. Ensuite, nous fûmes envoyés à un hôpital pour être traités. Alors je repentis une douleur terrible.

Maintenant les brûleurs sont cicitrisées, mais j'ai toujours des démangeaisons et des sensations de brûleurs. Sur ma main droite le pouce est collé aux autres doigts; de grandes cicatricés restent sur mon ventre et sur mes cuisses.

ant sur des définitions, ou postulant une immorale impossibilité de jugement face à de tels événements", déclara dans son discours d'ouverture Bertrand Russell. "Il y a une raison d'être pour ce Tribunal International sur les Crimes de Guerre: une accablante évidence nous assiège: chaque jour des crimes sans précedents sont commis; à chaque moment une horreur plus monstrueuse est perpétrée contre le peuple du Vietnam. Nous enquêtons afin d'exposer. Nous nous renseignons afin de renseigner. Nous excitons les consciences afin de créer une résistance massive..."

Plus loin il dira: "C'est notre culture qui est au poteau. C'est notre barbarie qui la menace. Il n'est pas possible d'organiser la société en vue du pillage et du crime massif sans que des conséquences terrifiantes en résultent. Nos scientifiques, nos ingénieurs, nos chimistes, notre technologie et notre système économique ont été organisés pour le crime. Au Vietnam nous avons fait plus qu'Hitler en Europe..."

"Le tribunal international contre les Crimes de Guerre est un tribunal révolutionnaire. Nous n'avons ni armées, ni potences. Nous manquons de pouvoir, même de celui de communiquer avec les masses. Il n'est pas trop tôt pour que ceux qui sont dénués de pouvoir jugent ceux qui ont le pouvoir. Nous avons à le faire, même seuls. Nous sommes responsables face à l'histoire"conclura Lord Russell.

Cette dimension du tribunal a été largement comprise dans le monde si l'on se réfère au soutien international rencontré. Au Canada, un Comité de soutien au Tribunal a été crée à la suite de

(SUITE PAGE 14)

Ce jour-là les bombes américaines mirent le feu aux maisons de nos familles et à celles des voisins.

A ma connaissance, à part nous trois, la famille de Monsieur Du, perdit six de ses huit membres, brûlés par des bombes alors qu'ils prenaient leur repas.

Un terme à la

Les préparatifs pour la manifestation du premier juillet contre la guerre au Vietnam, ont été un grand succès, et, maintenant, le mouvement contre la guerre à travers le Canada peut être porté à des niveaux supérieurs d'activité. D'une manière significative, la manifestation, qui a lieu pour le 100ième anniversaire de la Confédération, est un événement vraiment pan-Canadien. On viendra par centaines de Toronto, du sud de l'Ontario, et même de plus loin, de Vancouver, par train, autobus, et auto.

A Montréal, de larges sections des mouvements de masse y prennent part. Pour la première fois, un soutien est venu du mouvement syndical. De même les mouvements nationalistes et socialistes y participent avec entousiasme, liant la protestation contre la guerre, au jour traditionnel pour manifester contre la Confédération. Très justement, l'événement se déroulera librement, sans exclusion, chacun pouvant protester contre ce qu'il veut, et avec ses propres pancartes.

Le fait même d'une manifestation si massive, indique la grande perspective qui existe pour construire des comités de membres contre la guerre dans les universités, dans les collèges, dans les syndicats, et sur une base régionale. C'est la seule voie qui puisse donner la forme organisationelle nécessaire pour mobiliser les milliers d'adversaires de la guerre. Alors que partout ailleurs la guerre vietnamienne présente le spectre du militarisme, de l'inflation, et de l'annihilation nucléaire, la situation va même plus loin au Canada. Le gouvernement Libéral actuel agit comme un complice loyal de la machine de guerre américaine au Vietnam. Les faits sont publics: le Canada emploie sa position sur la Commission Internationale de Contrôle pour espionner au profit du Pentagone; il offre de fausses "propositions de paix", qui mettraient les Vietnamiens face à une nouvelle solution imposée par de nouveaux accords de Genève ou par l'intermédiare des Nations Unis; solutions qui au Vietnam, au Congo, à Chypre, et dans le Moyen-Orient ont toujours servi les fins de l'impérialisme international. Non contents du support politique, les gouvernements du Canada, et

complicitè Ottawa-Quèbec!

du Québec, ne font rien pour arrêter le flot de centaines de millions de dollars de matériaux de guerre exportés aux Etats-Unis. De fait, ils encourageant et supportent l'élargissement des usines de guerres canadiennes, qui sont naturellement très profitables. Les matériaux canadiens tuent maintenant des Vietnamiens. Il est clair que le mouvement canadien contre la guerre doit démasquer résolument le rôle d'Ottawa, et affirmer le droit à l'auto-détermination du peuple vietnamien, une revendication aussi légitime, que lorsqu'elle est appliquée à la nation opprimée du Canada français.

A ceux qui disent que les manifestations sont allées et venues pendant que la guerre continuait son escalade, nous répondons que le mouvement contre la guerre grandit maintenant à cause de ses actions précédentes. La grande assistance du premier juillet ne peut pas être isolée, ni de l'impact des manifestations géantes de ce printemps aux Etats-Unis, ni des conclusions des premières séances du Tribunal Russell sur les crimes de guerre.

De plus, il est certain que, bien qu'il soit encore faible, le mouvement contre la guerre a eu un effet sur Washington. Imaginez combien plus insoucientes auraient été les escalades, s'il n'y avait pas eu de protestations publiques! Sur la page 22, nous publions une lettre ouverte aux professeurs et étudiants américains d'un professeur nord-vietnamien. Il montre que la guerre raciste n'engendre pas une réaction chauvine parmi les Vietnamiens, et qu'au contraire, ils voient et apprécient la différence entre les fauteurs de guerre et les masses de l'Amérique du nord. Ainsi, loin d'être futiles, ces protestations fournissent aussi une grande inspiration au peuple en lutte du Vietnam.

EVACUEZ LES TROUPES AMERICAINS MAINTENANT!

FIN A LA COMPLICITE CANADIENNE!

AUTO-DETERMINATION POUR LES VIETNAMIENS!

Hugo Blanco entame une grève de la faim

Une série de dépêches provenant du Pérou en date du 7 avril rapportent que, selon les autorités pénitenciaires, le célèbre dirigeant paysan a été mené dans un hôpital "gravement malade" à la suite d'une "affection pulmonaire".

Toutefois, les bureaux parisiens du bulletin de presse Perspective Mondiale ont appris de source digne de foi que, s'il est vrai que Blanco a été transféré dans un hôpital, la cause en est bien différente de celle officiellement fournie. Il a en fait, au début de mois d'avril été brutalement battu par ses gardes. Le prétexte a été que, alors qu'il traversait la cour de la prison pour se rendre au bureau du directeur où il avait été appelé, Blanco traversa une zone dite "militaire" par conséquent interdite aux prisonniers... A un garde qui lui faisait remarquer qu'il commettait une infraction, Blanco répliqua qu'il ignorait celà dans la mesure où, aucune pancarte, aucun avertissement, ne signalait la zone comme étant interdite. C'est alors qu'un capitaine survint et ordonna au garde de battre Blanco. Cet ordre fut si bien exécuté qu'il laissa le prisonnier gisant inanimé sur le sol. Un de ses amis, prisonnier politique lui aussi, tenta alors de venir en aide au blessé. Mais, ce faisant, il fut battu à son tour. Tentant de se défendre il vit les soldats autour de lui, mitrallette en main, prêts à tirer. Le déroulement même des faits laisse bien peu de doutes quant à la nature provocatrice d'un tel incident. Car, et c'est là l'opinion du Comité Français de Solidarité avec les Victimes de la Repression au Pérou, s'il est devenu difficile après la vaste campagne internationale en sa faveur de condamner Blanco à mort, le supprimer à l'occasion d'un "accident" serait une bien commode alternative. C'est le sort qui a été, par exemple, réservé à Maximo Velando, dont on a annoncé la mort à la suite d'empoisonnement dans sa cellule, mais qui, en réalité, fut battu à mort par ses gardes. Face à de tels développements comment ne pas s'alarmer de ce qui a de grandes chances d'être la première étape d'une opération de mise à mort..."accidentelle".

Des nouvelles plus récentes en date du 11 mai, reçues par le Comité Urugayen pour la défense des droits de l'homme, rapportent que Blanco est maintenant en

convalescence et qu'il a entamé une grève de la faim, son seul moyen d'autodéfense.

Le comité rapporte également que les amis de Hugo Blanco à Lima lancent un appel pour l'organisation d'un vaste mouvement de protestation internationale face à ces nouvelles et précises menaces.

Rappellons que Blanco fut condamné à 25 ans de prison par un tribunal militaire illégal, pour avoir organisé les paysans pauvres des plateaux péruviens dans un mouvement pour la revendication de leurs terres, dont les grands propriétaires fonciers les ont dépourvus, et pour une amélioration de leurs conditions de vie misérables et inhumaines. Hugo Blanco fit appel. Mais selon de nouvelles dispositions judiciaires adoptées pour la circonstance il risque maintenant la peine de mort sans aucun nouveau recours possible.

Une campagne mondiale a été organisée en sa faveur. Nous avons rapporté dans notre dernier numéro les aspects qu'a pris cette campagne au Québec, avec notamment la signature d'une pétition demandant la libération immédiate de Blanco par plus de 7500 travailleurs Québécois.

Depuis, dans le monde d'autres déroulements de cette campagne sont à signaler. Une réunion organisée à Paris et à laquelle le philosophe français Jean-Paul Sartre à pris la parole, de concert avec une impressionante liste d'autres personnalités françaises, à réuni près de trois mille personnes.

Au Canada, la campagne se poursuit. L'un de ses aspects, et non des moindres, a été la parution d'un pamphlet spécial en anglais, intitulé "Hugo Blanco ne doit pas mourir" (commander de La Lutte Ouvrière) et dans lequel le professeur Gunder Frank, de l'Université Sir George Williams, spécialiste mondialement reconnu des problèmes Latino-américaines, dresse un saisissant tableau du contexte d'exploitation économique et de misère sociale au sein duquel Blanco agissait. Ainsi on comprend mieux le danger que représente ce dirigeant populaire pour ceux qui, au prix de la plus sanglante répression, sont déterminés à conserver leurs privilèges.

Il faut sauver Hugo Blanco. Pour celà le soutien le plus large est nécessaire.

● JOIGNEZ le mouvement internationale de solidarité avec Hugo Blanco!

● SIGNEZ la pétition ci-dessous, et envoyez-la au Comité de Solidarité avec les Victimes de la Répression au Pérou, 54 boul. Gouin, Longueuil, Qué.

M. le Président Belaunde Terry:

Nous vous demandons, Monsieur le Président, la libération et l'amnistie pour Hugo Blanco et tous les autres prisonniers politiques.

Signature	Occupation	Adresse
.....		
.....		

LE TRIBUNAL RUSSELL...

(Suite de la page 12)

l'appel lancé par Bertrand Russell, alors qu'il remerciait ceux qui le supportent ici.

"Je suis heureux que des Canadiens rejoignent les rangs des supporters du Tribunal International sur les Crimes de Guerre. Je lance un appel pour le support le plus large de notre Tribunal au Canada. S'il vous plaît aidez-nous avec votre temps, votre argent et vos efforts pour enquêter et exposer les horreurs de cette guerre."

Envoyez vos dons et messages de soutien au comité canadien, 758 Yonge St., Rm. 6, Toronto 5.

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

COMMENT ILS ONT FABRIQUÉ LA CONFÉDÉRATION

EN 1867, un géant naquit, un immense pays qui très vite s'étendit entre deux mers,riche de toutes les ressources imaginables, incomparablement beau.

Aujourd'hui, après 100 années, nous fêtons les hommes de grande renommée qui ont établi les fondations de l'édifice. John A. MacDonald, Georges Etienne Cartier, Thomas d'Arcy McGee, George Brown, Alexander Galt, des héros selon l'histoire. Avec prévoyance,avec patriotisme, avec désintéressement, ils réunirent les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, créèrent une nation indépendante.

Voilà. C'est ce que disent les promoteurs du Centenaire.

Les journaux sont remplis d'articles sur les "pères de la Confédération",mais nulle-part on ne voit mentionnée la richesse énorme que ces mêmes hommes ont accumulée grâce à la Confédération par le commerce d'influence, les pots-de-vin. Nous entendons parler de ces fameux démocrates, mais jamais on ne cite ces mots de John A. MacDonald: "Personne ne possède un droit inaliénable au vote". On parle de l'ouverture de l'ouest du Canada, mais jamais on ne mentionne les sommes énormes et l'étendue du territoire accordées au C.P.R. pour accomplir ce projet. On fait discours sur discours au sujet de l'unité nationale,mais jamais un mot sur la suppression systématique du Québec organisée et consacrée par la Confédération.

Les hommes qui se rencontrèrent pour la première fois à Charlottetown ont agi pour leurs propres intérêts. Avec un cynisme insurpassable, ils ont procédé à la fondation du Canada-- leur mine d'or.

La lutte pour l'indépendance du Canada vis-à-vis de l'Angleterre leur appartenait. Bien entendu, la mère-patrie encouragea et appuya la Confédération. Le capitalisme industriel de la Grande Bretagne dominait alors le monde. A ce moment-là, l'Angleterre n'avait pas besoin de colonies au sens strict du mot. La Confédération était pour elle un moyen d'éliminer certaines dépenses et responsabilités que les colonies apportent. Cela permettait entre autres de couper les dépenses de l'armée. D'autre part, la classe nouvelle des capitalistes canadiens avait besoin de l'appui de la Grande-Bretagne pour se développer. Cette entente avec la Grande-Bretagne devint évidente quand celle-ci prêta de l'argent au Canada pour acheter la Compagnie de la Baie d'Hudson qui lui appartenait.

De fait, la Confédération n'a pas apporté l'indépendance,mais bien un nombre infime de droits nouveaux aux colonies. Le Canada n'en tirait même pas le droit de mener sa propre politique extérieure. Ce n'est que soixante ans plus tard que le Canada a pu gagner une certaine indé-

pendance. La constitution du Canada est encore même aujourd'hui sujette au contrôle du Parlement britannique.

S'il est une chose que les Canadiens apprécient hautement aujourd'hui, c'est bien leurs droits démocratiques, liberté de parole, de religion, d'association. Ces droits, malgré leurs limitations et le fait qu'ils ne soient pas respectés dans bien des cas, sont vraiment importants. Ces droits n'ont pas été acquis par les pères de la Confédération,ni par des discussions autour de la table de conférence. Trente ans avant la Confédération, la rébellion se répandit dans le Haut et le Bas-Canada. Les rebelles ont combattu contre la Clique du Château, contre le Family Compact, ces représentants des grands propriétaires et des marchands qui gouvernaient les colonies avec une main de fer. Au Canada français, Louis-Joseph Papineau dirigea le combat des petits marchands et cultivateurs contre un petit groupe qui saignait la population à blanc au profit des Anglais. Il déclara aux représentants britanniques: "On nous dit, soyons des frères. Oui, soyons-en. Mais vous désirez posséder tout: pouvoir, prestige, richesses. C'est cette injustice que nous ne pouvons tolérer. Nous réclamons les institutions politiques correspondant à notre qualité de citoyens."

Au Canada anglais, William Lyon MacKenzie déclencha une rébellion, une tentative manquée d'éliminer le Family Compact. Il écrit dans une circulaire publiée en 1837: "Braves Canadiens, Dieu a inspiré les coeurs honnêtes et courageux de nos concitoyens du Bas-Canada pour qu'ils se soulèvent non pas contre une autorité légitime, mais contre celle qui ne l'est pas. La loi dit que nous ne serons pas taxés sans notre consentement, exprimé par des hommes de notre choix. Mais un gouvernement tyrannique et corrompu a foulé aux pieds cette loi,a volé le trésor public,partagé le butin et déclaré que, sans égards pour la justice, ils continueraient de rouler dans leurs superbes voitures et de faire la fête dans leurs palais, que nous ne sommes que des paysans stupides et ignorants, sans âmes, nés pour travailler pour nos supérieurs. Mais les paysans commencent à ouvrir les yeux et à prendre conscience de leur force..."

Papineau et MacKenzie ont combattu pour mettre en pratique les idéaux des révolutions française et américaine et quoique ces révoltes furent écrasées sur le moment, elles ont contribué grandement à obtenir les droits démocratiques qu'elles réclamaient. Ils croyaient que la liberté est une droit appartenant au peuple et que, comme le dit MacKenzie: "quand on pourra discuter et comprendre dans le calme, en dehors au Parlement, les points principaux sur lesquels la prospérité du pays repose, il ne sera pas difficile de faire respecter d'un gouverneur ou d'un gouvernement quelconque la volonté du peuple énoncée clairement et solennellement." Quel contraste. frappant entre ces chefs et les "pères" qui se rencontraient dans les cafés de Charlottetown pour négocier le sort de la moitié d'un continent!

Et pourquoi négotiaient-ils? Non pas pour les libertés politiques et sociales objet que poursuivaient MacKenzie et Papineau. La Confédération était pour eux le moyen selon lequel le capitalisme canadien pouvait se développer et s'étendre.

J.M.S. Careless, dans "Brown of the Globe" commente la réaction des pères de la Confédération à l'économie grandissante des E.U.: "Un groupe d'états sans liens solides entre eux, pauvrement armés devint une république au gouvernement centralisé dont la poussée industrielle était aussi irrésistible que celle de ses armées. Qui pourrait résister à une telle force en Amérique du Nord...?" Même s'il doutait fort de la probabilité d'une attaque, il se rendait compte du danger venant de cette république gagnant en influence, à cause de sa population nombreuse, de sa richesse et sa vitalité, dans le Nord-ouest britannique désorganisé et sous-développé. Dans ces circonstances,puisqu'il s'agissait de presque la moitié d'un continent, il se rendit compte de la nécessité d'une union britannique nord-américaine.

Brown et ses valets savaient que leur avenir dépendait de l'exploitation des prairies et des richesses naturelles de la côte de l'océan pacifique. Ils ne

voulaient pas que ces richesses tombent entre les mains des Américains, non pas pour les mettre entre celles du peuple canadien, mais bien pour les garder pour eux-mêmes et leurs partenaires britanniques.

Dans le but d'exploiter l'ouest, un chemin-de-fer s'imposait. Qui devait le payer? Les Anglais avaient déjà contribué largement à la construction des chemins-de-fer canadiens. Mais ces investissements étaient infimes comparés aux capitaux requis pour accomplir les nouvelles tâches.

Les magnats de la finance montréalaise et torontoise fort désireux d'accumuler des profits par la spéculation et la corruption, virent dans l'entreprise des chemins-de-fer une source de capitaux facile à exploiter. Ils firent voeu de passer par-dessus les différends raciaux, de contrecarrer l'avance des Yankees, de construire les chemins-de-fer et -- finalement, c'est le peuple canadien qui payerait!

Afin de permettre l'accès au trésor public, un fort gouvernement central était requis. "L'Amérique du Nord Britannique et la Confédération", une étude de la Commission Royale sur les relations fédérales-provinciales, décrit ce gouvernement comme suit: "Les chemins-de-fer inter-coloniaux furent la base matérielle nécessaire de la Confédération, mais en même temps, la Confédération paraissait être la base politique nécessaire à la construction des chemins-de-fer. Les chemins-de-fer n'étaient pas seulement un aspect secondaire de la Confédération, ils en étaient la nature même.

Il était donc tout naturel que les promoteurs des chemins-de-fer deviennent d'enthousiastes prôneurs de la Confédération. Signalons parmi ceux-là Alexander Galt, qui fut à la fois un promoteur influent de la Confédération et un contracteur ayant investi de gros capitaux dans "Le Grand Tronc" qui absorbait déjà de larges sommes du trésor public. Antoine Aimé Dorion, un adversaire de la Confédération explique les liens entre La Confédération et l'affaire des chemins-de-fer: Le but, selon lui, des représentants du Grand-Tronc était de puiser dans le trésor public et que pour cela ils ont mijoté un moyen de venir au secours de l'entreprise en difficultés. Ce moyen fut d'en appeler à la Confédération des colonies britanniques Nord-américaines qui a répondu promptement à l'appel car pour ses organisateurs c'était un moyen de mener a bien la construction du Chemin-de-fer intercolonial. C'est ainsi que l'on peut, toujours selon Aimé Dorion, découvrir l'origine de la Confédération.

Pour les capitalistes canadiens, il y avait beaucoup à tirer l'avenir d'une union de mer à mer en vue de l'exploitation des richesses naturelles. Dans l'immédiat, il y a un grand profit à tirer de la construction des chemins-de-fer. Tous les représentants du gouvernement y trouvaient leur part de gâteau parmi lesquels le plus connu est John MacDonald qui, en 1872, accepta $350,000 pour sa campagne électorale, de Sir Hugh Allen qui venait de recevoir du gouvernement MacDonald la charte qui l'autorisait à lancer la construction d'un chemin-de-fer traversant tout le continent de l'est à l'ouest. Lorsque son adversaire libéral révéla ce fait en Chambre, le gouvernement fut forcé de démissionner. Parmi les documents prouvant le fait se trouvait une lettre d'Allen à ces associés Américains disant: "Hier, nous avons conclu un accord comme quoi le gouvernement s'engage à former une Compagnie comprenant des Canadiens seulement, selon mon désir. Je serai le Président de la Compagnie et mes amis et moi auront la plus grande part des valeurs. Le contrat de construction des chemins-de-fer sera passé comme projet de Loi. Les Américains doivent être exclus du plan de peur qu'ils vendent à la "Northern Pacific". J'imagine que nous pouvons contourner cet obstacle d'une façon quelconque."

"Pour obtenir ce genre de contrat du gouvernement, il nous a fallu payer de larges sommes. J'ai déjà fourni plus de $200,000 et je devrai encore remettre $100,000."

Aujourd'hui, un tel pot-de-vin se situerait entre cinq et dix millions. Et cela n'était rien comparé aux profits énormes que le C.P.R. devait récolter

plus tard.

En même temps que les capitalistes canadiens alliés aux Anglais voyaient en la Confédération un moyen d'étendre leur influence et de répandre leurs investissements, ils voyaient aussi en cette formule d'union un moyen d'écraser un autre groupe d'adversaires, les Canadiens-français.

La rébellion de Louis-Joseph Papineau dura plus longtemps et eut plus d'effet que celle dont MacKenzie fut le chef. Les Britanniques furent donc doublement féroces dans la répression. Lord Durham, chargé d'examiner la situation dans les colonies, suggéra des moyens de manier les Canadiens-français. Il recommanda entre autres l'union des colonies qui devait noyer la nation québécoise dans la majorité anglaise. "Je ne doute pas", dit-il, "que les Français devenant une minorité, abandonneront leurs vains espoirs de garder leur nationalité".

La plupart des historiens s'accordent à dire que "... Alors qu'une poignée d'auteurs anglo-canadiens tâtonnent à la recherche d'une expression canadienne originale, le nationalisme canadien-français florissait dans la littérature et l'histoire." (Canada: A Political and Social History, Edgar McInnes). Pourtant Durham ce représentant d'une nation qui avaient vaincu les forces françaises du Bas-Canada plusieurs années auparavant écrit: "...un peuple sans histoire, ni littérature..." Peut-être voulait-il dire: rien d'important en anglais...

George Brown et John A. MacDonald s'expriment tous deux très clairement sur cet aspect de la Confédération. Après la Conférence de Québec, Brown écrivit à sa femme: "...La Constitution adoptée-- un document recommandable, une réforme complète des abus et injustices dont nous nous plaignions. N'est-ce-pas magnifique? Le Canadianisme français complètement aboli!"

La constitution légalisait l'extinction du canadianisme français. Alors que la minorité anglaise dans la province de Québec était parfaitement protégée dans ses droits, on n'accordait aucun des leurs aux Canadiens français dans les autres provinces. Leur langue n'avait aucune légitimité, ils n'avaient pas d'écoles. Le gouvernement central avait pouvoir de veto sur les décisions des gouvernements provinciaux. Ce pouvoir permettait d'empêcher tout soulèvement nationaliste de la part des Canadiens français. Loin d'établir l'union entre les nations canadienne-anglaise et française, la Confédération a été conçue en vue d'établir plus solidement le règne du capitalisme anglais sur la nation québécoise.

La Commission Royale sur les relations fédérales-provinciales dit: "La Confédération fut bâtie par tout un peuple, toute une société". Mais il est clair qu'il existait une opposition considérable à l'adoption de cette constitution. Dans une province seulement, le gouvernement permit au peuple de voter sur cette question. Colony to Nation, un des textes classiques de l'histoire du Canada, révèle le prétexte à cette absence de vote populaire. "Aucun homme public sérieux ne prétendrait que toutes mesures importantes doivent être soumises au vote populaire. Ainsi, les hommes publics, du temps n'ont pas été dérangés plus qu'il ne faut par l'agitation populaire que les adversaires politiques essayaient de faire valoir".

En d'autres mots, dans la mesure où ils obtenaient ce qu'ils voulaient, au diable la démocratie!

On estime qu'au moins un tiers de la population du Québec s'opposait à la Confédération. Entre autres, ils s'opposaient aux articles donnant au gouvernement d'Ottawa le droit de veto sur les décisions des gouvernements provinciaux, Antoine Dorion considère ce droit comme une manoeuvre en vue de subordonner le Québec aux intérêts financiers britanniques et "canadian": "...Ne voyez-vous pas qu'il est fort possible qu'une majorité dans l'une des provinces s'oppose au gouvernement central et que dans un tel cas la minorité dans la dite province en appellerait à ce gouvernement central pour rejeter les lois adoptées par la majorité?"

En Nouvelle-Ecosse, Joseph Howe mobilisa la majorité de l'électorat contre la Confédération. L'île du Prince Edouard et Terreneuve rejetèrent le projet en entier, refusant de faire partie

de l'union. Au Nouveau-Brunswick, Tilley fit de la Confédération la question clé dans sa campagne électorale et fut vigoureusement défait. John A. MacDonald critiqua Tilley en ces termes: "Ce qu'a fait le gouvernement du Nouveau-Brunswick, dissoudre le Parlement et en appeler au peuple, n'était pas le fait d'un gouvernement compétent et échoua comme il se devait". Ces commentaires indiquent l'attitude de John A. MacDonald envers la démocratie.

McInnis le dit dans Canada: "Le temps était venu d'en appeler à l'autorité incontestée du gouvernement britannique". En effet, les représentants des intérêts financiers britanniques intervinrent de sorte que le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse fut remplacé par un autre favorable à la Confédération et le gouverneur du Nouveau-Brunswick fut rappelé dans son pays où on l'instruit de la ligne de conduite à adopter.

Il revint évidemment converti. "Je suis convaincu," écrit-il "que je puis déclencher un vote majoritaire à l'assemblée législative, en faveur de la Confédération".

McInnis résume la Confédération et sa nature démocratique en ces mots: "Le Dominion n'était pas le fruit d'un mouvement populaire, mais bien celui du travail d'un groupe de chefs politiques appuyés par les représentants d'intérêts financiers importants. Le projet final ne fut pas soumis au peuple, il n'a pas non plus été soumis aux gouvernements provinciaux ou accepté par ceux-ci. L'autorité derrière l'Acte Britannique de l'Amérique de Nord, la seule qui pouvait lui conférer la légalité, c'était l'autorité de gouvernement britannique.

L'Acte représente les intérêts des hommes qui l'ont élaboré. Il établit une union de quatre provinces, Ontario, Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick sous la tutelle de la Couronne et s'engage à "servir les intérêts de l'Empire Britannique". Tout pouvoir, excepté en ce qui concernait une liste de questions que l'on attribua aux provinces, appartenait au gouvernement central.

Les pères de la Confédération, afin d'assurer le pouvoir aux riches ont créé le Sénat. Le Sénat utilisa son pouvoir dans ce seul but: par exemple, pendant plusieurs années, ce corps gouvernemental maintint la Section 98 de la Loi infâme contre les "rouges" à la suite de laquelle des radicaux furent jetés en prison dans les années vingt et trente. Le Sénat demeure "la forteresse qui permet de résister aux clameurs et aux caprices de la populace" (Sir James Lougheed, chef conservateur du Sénat, 1906-1921).

Cette année, nous célébrons la centième anniversaire de la réunion des colonies britanniques de l'Amérique du Nord en un seul pays. Nous pouvons nous demander: comment la Confédération a-t-elle fonctionné?

Du point de vue de ses promoteurs, c'est un succès. Le capitalisme canadien est en effet demeuré tel qu'il était à son origine, un partenaire de second ordre dans le monde des affaires. La situation a changé sur un seul point, le partenaire principal est maintenant les E.U., et non plus l'Angleterre. Le Canada joue maintenant le rôle de petit frère, agressif et préoccupé des affaires internationales, du colosse américain. Le fait que l'impérialisme américain est beaucoup plus puissant que l'impérialisme canadien n'indique pas l'échec de la Confédération, mais bien l'immense succès du capitalisme américain.

La Confédération a réussi à subordonner la nation canadienne-française au monde capitaliste anglo-canadien. Aidée par les chefs religieux et par les riches propriétaires du Québec, les dirigeants du Canada anglais ont gardé le Québec dans un état d'assujettissement à la foi économique et culturel.

Mais la réaction à cet acte de suppression a été beaucoup plus forte que les Pères de la Confédération ne l'avaient prévue. Dans les années soixante, un mouvement nationaliste plus puissant que jamais s'est développé au Québec, le nationalisme de la classe ouvrière militante, insatisfaite.

La Confédération a été une affaire excellente pour un petit groupe de gens, pour ceux qui voulaient que la richesse du pays leur profite. Mais pour la majorité du peuple canadien, elle apporta cent années de lutte — contre cent ans d'injustice.

AU Congrès du NPD-Québec:

"Le mot socialisme est un exemple assez frappant de notre rigidité". "La grande faiblesse économique du Canada n'est pas qu'on n'a pas voulu ou qu'on n'a pas su nationaliser". "Il me semble évident qu'un parti politique doit gagner des élections"; ces commentaires, extraits d'un discours prononcé par Laurier Lapierre, ont établi le ton et l'orientation du leaderhsip lors du congrès du NPD-Québec, qui a eu lieu du 12 au 14 mai. Les 255 délégués, dont la majorité était canadiens-français, représentaient des associations régionales de toute la province, un bloc d'unions affiliées, de la FTQ, ainsi que la section de la jeunesse, en majeure partie anglophone. Quelque membres de la CSN étaient aussi présents.

Bien que le congrès souffrait d'un manque de discussions politiques, deux résolutions importantes sur les affaires étrangères furent adoptées. Le congrès trouvant les Etats-Unis seul agresseur dans la lutte interne du peuple vietnamien, réclama le retrait immédiat de toutes les forces américaines du Vietnam, et demanda au caucus fédéral NPD d'exiger un arrêt des ventes d'armes canadiennes aux Etats-Unis. Il réclama, également le retrait canadien de l'OTAN, bien que, malheuresement, il continua à suggérer que les fonds ainsi libérés soient alloués aux Nations Unies en vue de "sauvegarder la paix".

Le congrès se déroula sans heurts. A aucun moment n'exista une sérieuse menace contre la politique et la domination bureaucratique du leadership Cliche-Taylor-Lapierre. Un Caucus Démocratique, avec le support de quelques secteurs d'associations régionales et de la jeunesse, limita son opposition à des critiques non coordonnées sur des questions d'ordre purement organisationnel. Il n'essaya pas de se dissocier de la politique du leadership et ne pensa pas même à publier un seul pamphlet. Bien que des points de vue socialistes furent présentés, et souvent bien reçus, celà fut fait par des individus, et l'absence de tout caucus de la gauche, ne laissait aucun doute quant aux résultats lorsque vint le moment du vote pour l'exécutif. Quatre membres de la liste du Caucus Démocratique retirèrent promptement leurs candidatures et la liste du leadership obtint la totalité des 21 postes de l'exécutif sauf un.

Les points d'intérêts du congrès furent l'adoption, en principe, du "Statut Particulier du Québec dans le contexte de la Dualité canadienne" et des "Conditions de l'indépendance économique", les deux écrits par Charles Taylor. Les délégués au congrès purent voir une partie de ce document important sur le Canada français dans l'édition du samedi de La Presse, mais la reçurent eux-mêmes plus tard lorsque la période de discussions fut ouverte. Ainsi, il leur fut impossible de discuter sérieusement ces idées. Le document a peu de valeur étant donné qu'il n'offre aucune solution à la question nationale du Canada français. Il omet d'affirmer le droit à l'auto- détermination des Canadiens français -- un droit démocratique élémentaire -- et n'offre aucune analyse de la nature politique de la Confédération, créé par, et servant les intérêts du capitalisme canadien. Au contraire, il accepte la Confédération et propose seulement des modifications juridiques pour donner au Québec quelques droits supplémentaires. Il n'affirme même pas la présence de deux nations au Canada, se limitant à la "dualité culturelle canadienne". Bref, il ne présenta rien qui ait pu ouvrir la voie à une solution socialiste de la question nationale.

Des débats considérables précédèrent

— — peu de progrès

l'adoption par un vote de 68-40 du second document traitant de la question largement débattue de la reprise du contrôle de l'économie canadienne. La thèse principale de ce document est que le seul moyen "pratique" de répondre à cette question est de rendre le Canada compétitif sur le marché mondial capitaliste. Il suggère que le gouvernement supporte la recherche industrielle et scientifique en vue de développer une économie hautement spécialisée et efficace dans quelques domaines choisios, comme a fait le Japon dans le domaine de l'électronique et de la construction navale. Les barrières douanières et les lois antimonopoles seraient réduites et la libre compétition encouragée. Tout cela se passerait dans les secteurs privés, publics et mixtes sans insister particulièrement sur les nationalisations. Les cartels étrangers seraient par ailleurs libres d'étendre leurs domaines dans d'autres secteurs de l'économie.

Plusieurs délégués s'opposèrent à ce rapport. Monsieur Lenihan, un leader de la jeunesse, réclama sa défaite parce qu'il omettait de mettre en question la domination de l'économie par les Etats-Unis et il n'envisageait pas une société socialiste. Il exigea que les corporations américaines soient lourdement taxées, déclarant que "la possession de l'économie était une condition préliminaire pour le socialisme". Une critique socialiste plus juste fut faite par d'autres délégués qui firent remarquer qu'il serait incorrect d'exiger des mesures contre des compagnies étrangères tout en laissant les compagnies capitalistes canadiennes entièrement libres de faire des profits. Ils arguèrent qu'une classe capitaliste indépendante, puissante et riche règne au Canada en collaboration avec le capital américain, que l'on ne peut diviser la lutte au Canada en deux stades -- d'abord pour l'indépendance, ensuite pour le socialisme, -- et que la seule alternative au rapport Taylor était l'abolition du capitalisme par la nationalisation des secteurs primordiaux de l'économie, étrangers et nationaux, tout comme à Cuba et dans les autres états ouvriers.

Ces rapports et ces discussions ont révélé clairement l'approche politique du leadership du NPD-Québec -- une approche d'acceptation complète de la société bourgeoise, tout en avançant des réformes qui la rendraient plus efficace -- des réformes à peine différentes de celles proposées par les Libéraux du Québec et le RIN. Et celà venant du parti qui jouit du support de l'avant-garde ouvrière québécoise!

Les conséquences de cette politique furent évidentes lorsque le congrès refusa de discuter l'entrée dans l'arène de la politique provinciale. De fait, la question n'était même pas à l'ordre du jour, et une proposition de l'y ajouter pour discussion fut battue dans une proportion de 5 contre 3. Il est clair que, en dépit du caractère ouvrier du parti, qui est à l'origine du support grandissant de la classe ouvrière, le leadership voit la section québécoise comme un "lobby" pour le NPD canadien -- une machine qui doit faire de son mieux pour élire des députés fédéraux, en cultivant en même temps les "amis" dans les partis bourgeois des Unionistes et des Libéraux, en leur offrant, l'abstention du parti dans l'arène provinciale.

Le concept de construire une base ouvrière massive pour le parti, est rejetté actuellement par le leadership. Que celà corresponde au point de vue de la bureaucratie qui domine le mouvement syndical du Québec est évident, puisque messieurs Laberge, Pépin et Laliberté respectivement de la FTQ, CSN, et de la

Corporation des Instituteurs Catholiques s'adressèrent au congrès. Laberge fut satisfait de ne pas changer les relations actuelles et de mentionner la motion du support au NPD, adopté au dernier congrès de la FTQ. Il n'avait rien à dire sur la possibilité de larges affiliations au NPD. (Le parti à plus de 200,000 syndiqués affiliés au Canada, mais seulement 10,000 au Québec).

Encore moins engagés furent Pépin et Laliberté, qui firent remarquer le caractère "sans classe" de la société québécoise, et leur propre "indépendance" politique. Ils ne tinrent pas compte de la nécessité d'une action politique propre de la part des organisations ouvrières. Combien furent différents les discours de ces collaborateurs de classes opportunistes, de leur phraséologie radicale et de leurs menaces vides d'une action politique lors de la grève des professeurs!

- - - - - - - - - - - - - - - - - - - -

Les élections partielles du 29 mai suivaient de près le congrès. Un effort particulier a été fait dans la campagne d'Outremont, qui mobilisa plus de 200 travailleurs. Ici fut appliquée intégralement l'approche énoncée par Lapierre au congrès - un ancien Libéral prestigeux comme candidat, des tracts qui exigeaient "l'efficacité" et une "équipe gagnante", sans aucune mention des problèmes du logement, des pris en hausse, ou des lois anti-ouvrières; ne parlons même pas de l'oppression nationale du Canada français, et de la guerre au Vietnam! Des soutiens sont venus du Devoir, d'élements Libéraux québécois, et du RIN, et avec un candidat Libéral de transition, pas de candidat Tory, la situation, du point de vue du leadership était modèle.

Le leadership déclara les résultats "une victoire morale" --- Outremont en particulier "une grande victoire". Quels sont les faits? Le NPD a augmenté son vote substanciellement et a gagné avec une étroite marge à Sudbury. Mais au Québec le trait frappant des résultats fut que les électeurs, bien que désenchantés des partis bourgeois, ne virent aucune alternative dans le programme du NPD et s'abstinrent en grand nombre. Ces abstentions sont la caractéristique principale de l'élection. De fait, bien que les pourcentages fussent en augmentation, le total du vote québécois tomba de 11,418 à 8,515 et la réussite à Outremont, ne fit rien de plus qu'additionner 1100 votes aux résultats de 1965, et ramener le total au niveau de 1963. La "victoire morale" est simplement une rationalisation face à l'échec du NPD à gagner une siège québécois.

Il est temps que la gauche commence à considérer un programme socialiste pour le NPD, et les méthodes nécessaires pour faire adopter un tel programme, si le NPD doit jouer le grand rôle, qui lui est ouvert au Québec.
- par Robert DeFer

WORKERS Vanguard

JOURNAL REVOLUTIONNAIRE CANADIEN
(Anglais)
$1.00 PAR AN POUR S'ABONNER
adressez-vous à: Workers Vanguard
1 Cumberland St.
TORONTO 5, Ont.
(ou à La Lutte Ouvrière, Montreal)

édito: **"L'AFFAIRE DE GAULLE..."**

LA LUTTE OUVRIERE

Vol.3, No.5 (17) septembre-octobre 1967 15 cents

MONTREAL-1er JUILLET:

2000 ont marché contre la guerre du Vietnam...13

Les socialistes face aux élections provinciales ...3

L'OLAS: UN PROGRES ENORME POUR LA REVOLUTION LATINO-AMERICAIN ...19

'SUR LA LIGNE DE PIQUETAGE' ...8

"Pouvoir Noir!"

-les ghettos explosent...

..5

...Gutbault, Montreal 10, Quebec

LE "POUVOIR NOIR" EN MARCHE

LES NOIRS EN REVOLTE

Par Michel Mill

Il y a quelques semaines, nous avons célébré le 26 juillet, jour duquel on date le début de la révolution cubaine. Mais en même temps qu'on a fêté ce jour si important dans l'histoire de la révolution socialiste mondiale, des évènements se déroulaient aux Etats-Unis qui seront probablement traités dans l'avenir comme marquant le début de la révolution socialiste américaine.

Durant tout le printemps et l'été de cette année, une série de conflits violents entre les autorités blancs et les masses noires ont sévi les villes majeures d'un bout à l'autre des USA. Des explosions de violence majeures ont eu lieu dans les ghettos noirs de Boston, Mass., Cincinnati, Ohio, Buffalo, N.Y., Plainfield, N.J., Dayton, Ohio et Tampa, Floride. Dans chacun de ces soulèvements des centaines de policiers ont dû être mobilisées pour pacifier les ghettos.

Mais le couronnement de cette révolte noir était le grands soulèvements de Newark et de Détroit. Dans les deux cas des milliers de Gardes nationaux et de policiers municipaux et étatiques, armés de mitrailleuses, de bazookas et de canon, et appuyés par des chars blindés et des hélicoptères, ont dû lutter pendant au moins cinq jours avant qu'ils réussissent à écraser à la vietnamienne les masses de noirs militants.

Dans tous ces soulèvements la cause immédiate était la brutalité policière. Une enquête récente menée par la Commission présidentielle sur les forces de police a constaté que 90% des policiers américains ont de tendances fortement racistes et que le racisme de 45% d'eux peut être considéré comme étant 'pathologique'.

D'ailleurs les racines de ce mécontentement révolutionnaire doivent être cherchées plus loin. Quatre cent ans de répression et plus de cent ans de citoyenneté de deuxième classe ont leurs effets sur la mentalité d'un peuple. "The American Way of Life" et "The American Dream" ne sont pas réalisables pour les Afro-Américains, qui commencent à les reconnaître pour ce qu'ils sont; une mensongerie horrible et une fumisterie gigantesque ayant pour but de les garder dans un état de fragmentation et de minorité offrant ainsi du 'cheap labor' au capitalisme américain.

Le peuple afro-américain nous présente un autre exemple de ce qu'a appelé Frantz Fanon "la mentalité du colonisé". D'une part on a les flics noirs et les 'leaders' modérés (Uncle Toms)qui acceptent les valeurs et les buts du colonisateur et deviennent eux-mêmes racistes; d'autre part on a les masses noires qui commencent à rejeter consciemment ces valeurs et à exprimer leur haine du 'pouvoir blanc'capitaliste dans une violence révolutionnaire, accompagnée d'une joie libératrice qui effraie par son incompréhensibilité les libéraux et les 'gens de bonne volonté' qu'ils soient des Governor Romney ou des Martin Luther King.

L'attitude de ceux qui ont pillé les magasins des propriétaires blancs (il est intéressant à noter que la police et les soldats ont pillé en revanche des magasins de propriétaires noirs) était très claire; ils ne volaient pas les biens mais plutôt reprenaient une partie de ce qui leur a été volé pendant des années. Le prix des nécessités de vie, la nourriture, les vêtements etc. est 25% plus haut dans les ghettos que dans les quartiers blancs.

Les conditions de vie dans les ghettos n'ont pas été améliorées bien que la lutte pour les droits civils, dirigée par des leaders 'responsables', ait lieu depuis plus de dix ans. A Watts, scène du soulèvement jusqu'ici le plus important, le taux de chômage est toujours 13% comparé à 4.2% pour l'ensemble du comté de Los Angeles. Trente-et-un pour cent des habitants de Watts reçoivent de l'aide du bien-être social. Le problème des taudis et des rats est toujours brûlant et le Congrès vient de rejeter un bill de financement d'une campagne contre les rats. Dans tous les ghettos la police emploient quotidiennement 'la loi de fuite' pour assassiner des Noirs en disant qu'ils ont essayé de s'évader. Le cas du meurtre insensé des trois Noirs par des policiers blancs à Détroit n'est pas une exception; c'est la règle.

Même un modéré tel que le sénateur Brooke, républicain noir de Massachusets, qui appuie Johnson dans sa guerre impérialiste au Vietnam, a condamné la faillite du programme de 'la guerre à la pauvreté' comme 'une invitation à la violence'. La politique de répression militaire des révoltes au lieu de la conciliation va continuer. Le New York Times a bien expliqué dans une seule phrase la nécessité d'une pacification à la vietnamienne: "Il n'est pas possible de mettre tout un ghetto en prison".

De plus, le peuple noir a un autre grief à ajouter; celui de la guerre au Vietnam. Même les autorités de la ville de Plainfield, New Jersey, ont admis que le taux de conscription des jeunes Noirs a contribué à provoquer la révolte. L'attitude des masses noires vis-à-vis la guerre au Vietnam est encore très simple; pourquoi aller au Vietnam se faire tuer dans une guerre blanche contre des gens de couleur lorsqu'on a notre propre liberté à gagner ici. Dans ce sens les soulèvements sont la réponse du peuple afro-américain à la guerre et font partie du mouvement contre la guerre.

Le rôle des vétérans noirs, rentrés du Vietnam, est très significatif. L'un d'eux à Détroit a déclaré à un journaliste; "Là-bas je ne connaissais pas mon ennemi; ici je le connais et je sais tirer". Ils ont cru lutter pour la liberté au Vietnam mais rentrent aux E.U. pour trouver le racisme et la misère.

Le caractère révolutionnaire de ces luttes était très en évidence à Plainfield, non loin de Newark, où les Noirs se sont armés de 46 carbines prises dans une usine d'armements locale. La simple possession de ces armes par des gens qui avaient reçu de l'instruction militaire au Vietnam a suffi pour créer une situation qu'un journaliste du New York Post, Murray Kempton, a qualifié de "double pouvoir". Le 19 juillet il a écrit: "Il y a deux gouvernements, d'un côté, la ville de Plainfield et l'Etat de New Jersey, de l'autre, le gouvernement des 46 carbines". C'était une application concrète du pouvoir noir pendant trois ou quatre jours. Jusqu'ici la police n'a trouvé que trois de ces carbines. Les restes sont cachées pour la prochaine fois par les militants de Plainfield.

En avril 1964, juste avant le soulèvement de Harlem, Malcolm X a affirmé au Militant Labor Forum de New York:

> "Hier, c'était des pierres, aujourd'hui des cocktails Molotov; demain ce sera des grenades et le jour après, tout arme disponible...
>
> "Il y a 22 millions d'Afro-Américains prêts à lutter maintenant pour leur indépendance. Quand je dis lutter pour leur indépendance, je ne veux pas dire une lutte

"non-violente,une lutte d'offrir-
"l'autre-joue. Ce temps est révo-
"lu. Ce temps est fini."

La furie de ces explosions de ghetto d'un bout à l'autre du pays indique que les Afro-Américains sont de plus en plus disposés à risquer leur vie dans la lutte pour leur libération. Malcolm X a eu raison. Traité de chien enragé, de fanatique,de raciste à l'envers, etc. durant sa vie, il est devenu une légende parmi les masses noires. Si ces masses ont une théorie, une idéologie c'est celle qu'a propagée Malcolm.

Cependant, les luttes sont localisées et spasmodiques. Elles manquent l'unité, la coordination, un leadership et un programme précis. Le slogan du 'pouvoir noir', concrétisation du droit à l'autodétermination du peuple afro-américain, a été le thème majeur des luttes actuelles, mais cette idée ne s'est pas encore cystallisée dans une action ou une organisation politique indépendante. Ceci est la plus grande obstacle au développement du mouvement afro-américain à l'heure actuelle. Les élections présidentielles de 1968 s'en viennent bientôt et les masses noires n'auront pas de choix sauf entre un raciste républicain et un raciste démocrate.

D'autre part la classe ouvrière blanche reste toujours quiescente et même tâchée par le racisme de la société américaine. Toutefois il y a des indications d'une vague de grèves militantes qui commencent à cause de l'inflation causée par la guerre au Vietnam,ce qui permet de l'espoir quant au développement révolutionnaire des ouvriers blancs. Déjà une grève récente à Newport News au sud des USA a vu des ouvriers noirs et blancs lutter ensemble contre la répression policière. A Détroit l'insurrection, bien que dans sa majorité noire, voyait une participation active de certains résidents blancs du ghetto. Même la presse bourgeoise a dû admettre que la lutte à Détroit prenait de plus en plus le caractère d'une lutte de classes.

De plus il n'est pas concevable qu'une classe ouvrière en voie de radicalisation syndicale ou anti-guerre ne chercherait pas des alliés parmi les masses noires. Certes le développement d'un parti noir indépendant des partis bourgeois aurait des répercussions sérieuses parmi la classe ouvrière blanche. La tactique prônée par les dirigeants blancs du mouvement syndical et suivie jusqu'ici par la majorité des ouvriers est celle d'appuyer le Parti démocratique afin d'aider les libéraux 'amis du Travail' à faire passer de la législation progressiste. Mais avec le retrait de l'appui des Noirs et avec le sentiment contre la guerre au Vietnam dont une certaine partie tourne malheureusement en sentiment pro-républicain, il est bien possible que le Parti démocratique tombe du pouvoir et se trouve réellement coupé de possibilités nouvelles. Dans cette situation la politique de collaborer avec l'aile "progressiste" de la bourgeoisie paraîtrait beaucoup plus irréaliste que de former un parti ouvrier indépendant.

D'ailleurs il y a déjà un mouvement socialiste révolutionnaire comprenant des Blancs et des Noirs aux Etats-Unis. Ce mouvement qui appuie totalement la lutte pour le 'pouvoir noir' et fait appel à la fondation d'un parti noir indépendant, est encadré dans le Socialist Workers Party et le Young Socialist Alliance. Lors des dernières élections présidentielles le SWP a présenté leur camarade Clifton DeBerry, premier candidat noir à la présidence dans l'histoire des USA. Il est certain que ces révolutionnaires vont encore présenter des candidats lors des prochaines élections.

De tout ceci, une conclusion saute aux yeux -- la société américaine est en pleine crise de dégénérescence. Che Guevara a demandé aux forces révolutionnaires du monde de créer deux ou trois nouveaux Vietnams: les Noirs américains sont en train d'en créer un au sein même de la plus grande puissance impérialiste du monde. Les pessimistes et les anti-américains purs-et-simples ont eu tort. La révolution américaine est possible; elle est en marche.

ÉDITORIAUX

L'unité syndicale

Les deux centrales ouvrières semblent sur le chemin d'une unité qui peut améliorer le sort de tous les travailleurs de la province.

Les récentes déclarations réciproques de Marcel Pépin, président de la CSN, et de Gérard Rancourt, secrétaire général de la FTQ, en faveur de la coopération syndicale, surtout en ce qui concerne la fonction publique seront accueillies partout militant. Car il est suffisamment clair que le gouvernement de Québec a préparé "un autre bill 25", contre l'ensemble des employés de la province qui doivent renouveler leurs conventions collectives en 1968.

Ce bill, comme l'ancien bill 25 contre les enseignants, déterminera les salaires, les conditions de travail, etc. pour ces 150,000 ouvriers. Ainsi le gouvernement deviendrait à la fois le patron et l'autorité finale quant à ses relations ouvrières.

Tout le monde ouvrier -- surtout les chefs syndicaux -- doit commencer la lutte contre ce complôt gouvernemental. La lutte sera dure; l'enjeu est capital au syndicalisme. Seule la coopération et une plus forte unité d'action entre les centrales permettra la victoire nécessaire.

"L'affaire de Gaulle"

"L'affaire de Gaulle", comme on l'appelle, a signalé une des confrontations les plus aigues depuis plusieurs années entre les deux nations qui composent le Canada. Elle a soulevé encore la question de l'avenir de la Confédération canadienne, et de la nation canadienne-française qui vit là-dedans.

En s'identifiant avec la nation canadienne-française, et en l'encourageant à exercer ses droits nationaux, de Gaulle est devenu l'objet d'un accueil énorme. La classe possédante canadienne-anglaise à Ottawa, et ses complices à travers le pays, ont provoqué en réponse une vague étonnante de chauvinisme et de haine nationale. Ils étaient peut-être enragés parce que le voyage, et les évènements qui l'ont entouré, ont révélé la crevasse à l'intérieur de la Confédération, mettant ainsi à nu la fumisterie de la Centenaire. Ils ont forcés l'annulation d'une partie du voyage de de Gaulle en parlant de son "ingérance dans les affaires internes du Canada" -- comme si le statut du Québec dans la Confédération était défini et inaltérable à jamais -- presque comme si la nation canadienne-française n'existait pas.

Au fond, de Gaulle lui-même n'était pas trop impliqué dans "l'affaire de Gaulle". Le vrai conflit n'était pas entre lui et Ottawa, mais entre le Québec et Ottawa. Plusieurs semaines avant son arrivée au Québec, il y avait toute une série de chamailleries sur le protocol de la visite -- à qui serait le premier à lui serrer la main, etc. Sans aucune doute une forte partie de l'intérêt dans le voyage du président français était due à la probabilité d'un conflit Ottawa-Québec autour de la visite.

La première responsabilité dans le différend se trouve clairement au gouvernement d'Ottawa et dans son attitude chauvine vis à vis le Québec. Mais on doit reconnaître dans ce contexte, que le gouvernement unioniste a employé ce chauvinisme pour faire croître son prestige dans la province —se liant au chef d'un Etat indépendant et puissant dans la lutte contre Ottawa, et -- comme le gouvernement Johnson l'a semblé vouloir -- en défendant la nation canadienne-française des attaques surchauffées des journaux et politiciens chauvins canadiens-anglais. Le gouvernement Johnson a ainsi réussi à hausser son prestige, et même pendant la présente période des luttes syndicales continuelles contre le gouvernement et ses appuyants, des hausses mensuels du coût de la vie, et de la pénurie des logements. On n'est plus fasciné par le Métro et l'Expo.

Quelques leçons sont claires. Les Canadiens-français ne sont pas du tout satisfaits de leur sort. Ils saisiront n'importe quel outil — même un outil autocratique comme de Gaulle -- pour exprimer leur mécontentement.

Dans l'absence d'un parti de masse de gauche, le gouvernement s'est montré capable de se présenter comme porte-parole de la nation canadienne-française, et ainsi de recueillir l'appui populaire malgré ses attaques parfois victorieuses contre le mouvement syndical, malgré les ventes des richesses naturelles de la province aux trusts géants du Canada-anglais et des Etats-Unis.

Seul un parti de masse de travailleurs, basé sur leurs propres organisations, les syndicats, peut exprimer leurs luttes sur le plan politique. Seul un tel parti peut présenter au peuple québécois la voie valable vers un vrai "Québec Libre". Il signalerait aux Québécois qu'ils resteront super-exploités et doublement opprimés (en tant qu'ouvriers et en tant que nation) aussi longtemps que le Canada actuel existe. Ce Canada est dominé par les gigantesques sociétés des monopoles qui contrôlent complètement les richesses du pays, monopolisent les processus de production, et font chanter les consommateurs qui doivent acheter leurs produits. Ces monopoles profitent des divisions nationales dans le pays en concentrant contre les Canadiens-français leur vol de ressources, leur politique anti-syndicale, et leur chantage du consommateur. L'exploitation nationale est très rentable pour eux. C'est surtout ces entreprises géantes qui se rangent le plus obstinément contre l'emploi du Français au travail même si c'est la langue de la majorité écrasante de leurs ouvriers. Les monopoles peuvent compter sur l'état du Canada et son pouvoir central à Ottawa. Le gouvernement fédéral peut répondre aux grèves de leurs employés et aux révoltes des consommateurs de leurs produits avec tout son appareil de propagande, et avec la fumisterie parlementaire pour obscurcir la nature du système capitaliste qui domine le pays Si ce jeu échouait, il resterait au gouvernement l'armée, la police, et la cour pour imposer l'obéissance.

Un tel parti ouvrier, s'il veut représenter les intérêts des travailleurs québécois, devrait conclure que le Québec libre est impossible, dans n'importe quel contexte constitutionnel, aussi longtemps qu'il n'est pas un Québec socialiste -- c'est à dire libéré de la dictature économique (et politique) de ces monopoles, à prédominance étrangers mais aussi québécois

Pendant la lutte pour un Québec socialiste, il est peu probable que les ouvriers du Canada-anglais et des E.U. resteraient passifs. Sans doute, notre lutte sera liée étroitement avec la leur. Chaque pas vers des E.U. socialistes est un pas vers le socialisme au Canada et au Québec. Et vice versa.

Avec nos victoires respectives, la victoire du socialisme en Amérique du Nord, avec l'éradication du capitalisme et de l'exploitation, les bases serait créées permettant l'éradication de l'oppression nationale du Canada-français. Citons seulement deux exemples concretes: 1) le contrôle ouvrier est une partie

(SUITE PAGE 12)

DE GAULLE... (Suite de la page 2)
essentielle de toute nationalisation socialiste. Ainsi, quand l'économie appartient collectivement aux ouvriers, et quand les ouvriers de chaque usine discutent et déterminent en grande partie les conditions de travail dans l'usine, la langue parlée au travail évidemment sera celle préférée par la majorité des ouvriers de l'usine. 2) la parité des salaires des ouvriers qui font le même travail serait une mesure immédiate de tout gouvernement socialiste.

Après "l'affaire de Gaulle", les responsabilités des socialistes et des militants syndicalistes doivent être très claire. C'est de travailler pour transformer la perspective en réalité -- de canaliser les sentiments nationaux des Québécois vers la seule solution — le socialisme. On ne doit point s'emballer dans les chamailleries continuelles entre le Québec et Ottawa, on ne doit point permettre aux partis bourgeois d'employer le sentiment national des Canadiens-français afin de cacher leur politique en faveur des monopoles géants des Américains, Canadien-anglais, et Québécois. La responsabilité reste toujours la même -- l'établissement d'un alternatif de classe, un parti ouvrier au Québec.

fonctionnaires, sinon à trouver toutes les implications des lois, d'écrire les lois justement au désir du gouvernement?

Evidemment, M. Gérin-Lajoie croit que c'était une erreur. Il trouve responsable "ni le gouvernement actuel ni celui qui l'a précédé." Pour lui, "le gouvernement Johnson est sur le point de passer dans cette affaire son premier test en rapport avec la législation syndicale."

Il est bon d'être optimiste. Mais il y a pas mal d'ouvriers qui ont appris quelque chose de la grève des ouvriers d'hôpitaux; de la grève des enseignants; et plusieurs autres grèves. Ils ont appris que le gouvernement Johnson est un gouvernement des patrons. Quant à M. Lesage et les Libéraux on n'a qu'à rappeler la lutte autour du Bill 54 il y a peu d'années pour voir que les Libéraux représentent cette même classe.

Il est clair que le Ministre du Travail du Québec, M. Maurice Bellemare, n'agit pas dans l'intérêt des travailleurs, mais dans l'intérêt des capitalistes; n'oublions pas qu'il est également le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

DEUX BROCHURES DE LA FRANCE:

Israël et la révolution arabe
L'analyse des récents évènements au Moyen-Orient de la perspective de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire de la France.
On y trouvera plusieurs prises de position dont celles de la JCR et des groupes socialistes arabes et israéliens.

les deux en vente à 66 Guilbault O. .60 chacune

Révolution et contre-révolution en Indonésie
Indonésie et le débat qu'elle a provoqué dans la gauche européenne. DOCUMENTS SUR LA TRAGEDIE DU PEUPLE INDONESIEN présenté par Guy Desolre

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

A17

"Fin à la sale guerre du Vietnam! USA dehors!"

---2,000 ont marché

Par M. Bourhis

photos par Michel Goyer

On ne l'a jamais vu auparavant, une manifestation du premier juillet au Parc Lafontaine avec une participation massive des Canadiens-anglais. Mais cette année, année du centenaire de la Confédération, le centième premier juillet de l'oppression constitutionalisée du Québec, une foule de 2,000 Québécois et Canadiens-anglais venus de tout le Canada ont marché du Carré Dominion au Parc Lafontaine. Oui, on a fêté le centenaire de la Confédération mais en exigeant l'auto-détermination pour les peuples du Vietnam et du Québec.

Pourquoi a-t-on choisi ce jour, le 1er juillet 1967, jour qui était pour certains, surtout à Ottawa, la date d'une célébration joyeuse et pour d'autres, dont nous, la date traditionelle de protestation vive contre l'oppression nationale du Québec, pour une manifestation contre la guerre au Vietnam? La réponse est très simple; c'était le jour du siècle pour révéler l'hypocrisie de nos gouvernants d'Ottawa qui veulent que le peuple du Québec célèbre joyeusement la culmination de cent ans d'oppression tout en même temps que ces Libéraux et Conservateurs continuent à prêter leur aide matérielle et diplomatique aux impérialistes américains dans leur guerre d'extermination du peuple vietnamien. C'était parce qu'aussi longtemps que nous ne disons rien sur l'emprisonnement du peuple du Vietnam sous le joug de l'impérialisme nous ne pouvons guère parler honnêtement de la libération du Québec, nous ne pouvons rien célébrer.

Mais la manifestation a-t-elle été une réussite? demandent encore les pessimistes. Oui elle a réussi simplement parce qu'elle a eu lieu. Nous avons dit ce qu'il fallait dire le jour où il fallait le dire. Plus d'une fois dans le passé les militants montréalais opposés à la guerre au Vietnam ont raté le bateau, lors des premiers bombardements de Hanoi par exemple, mais cette fois-ci nous y étions, et en masse. Même si nous n'avions été qu'une vingtaine la manifestation aurait réussi.

D'ailleurs, le journaliste Claude Masson écrivant dans La Presse du 4 juillet a constaté que "c'est en effet la plus imposante manifestation du genre qui ait eu lieu à Montréal depuis le début de la guerre au Vietnam". Et la raison pour laquelle ce grand nombre de personnes y a participé, est en elle-même une réussite et une nouveauté dans le mouvement contre la guerre ici à Montréal. La manifestation était totalement non-exclusive; toute personne et tout groupement qui s'y intéressaient, ont été invités à participer non seulement à la manifestation elle-même mais à sa planification et organisation. Suivant la forme établie aux Etats-Unis avec tant de succès, un Comité de Mobili-

sation pour le 1er juillet a été fondé incluant des pacifistes, indépendantistes, socialistes, etc.,tous unis dans le but d'avoir la plus grande manifestation possible sur la simple base d'une opposition à la guerre au Vietnam et à la complicité d'Ottawa et de Québec dans cette sale guerre. Quand a-t-on vu des centaines de Canadiens-anglais venus de Toronto, Peterborough, Saskatchewan, Alberta et Vancouver, marchant ensemble avec les Chevaliers de l'Indépendance de Reggie Chartrand? On a également vu Laurier Lapierre du NPD parler de la même plateforme que Luc Racine de parti pris et du RIN. Une telle unité où personne n'est exclu à cause de ses idées politiques et où des individus et des groupements peuvent librement porter les slogans qu'ils veulent, loin de présenter la division, fait la force nécessaire pour changer les options du gouvernement canadien ou américain. Il est à espérer qu'on la verra de plus en plus souvent dans l'avenir.

Mais encore une autre question; la manifestation,quel effet a-t-elle eu sur la masse des gens à Montréal et au Québec? Le but du mouvement est très simple et très précis: mettre un terme à la guerre au Vietnam. Pour un socialiste révolutionnaire il n'est pas possible de mettre fin à la guerre en général sans mettre fin au capitalisme qui est la cause de la guerre; mais il est bel et bien possible de mettre un terme à une guerre précise. Pour cela il faut une action massive; il faut une mobilisation de larges couches de la population et surtout de la classe ouvrière. L'histoire nous donne de bons exemples de telles mobilisations qui ont réussi; la mobilisation de la classe ouvrière d'europe occidentale qui empêcha les pays impérialistes de l'Entente de réussir dans leur invasion de la Russie révolutionnaire en 1919-20 et plus récemment le sentiment contre la guerre qui a forcé Eisenhower de négocier en Corée.

Pour faire ceci il faut deux choses; un programme simple et compréhensible qui touche directement les masses et l'unité de toutes les forces déjà opposées à cette guerre précise. De cela découle la nécessité des slogans contre la complicité des gouvernements d'Ottawa et de Québec pour montrer aux peuples canadien et québécois que ce n'est point une guerre étrangère mais une guerre qui,par l'activité de leurs gouvernements, les implique eux aussi. L'expérience aux USA nous demontre la nécessité de l'unité. La première tentative aux USA de mobili-

New York, le 15 avril 1967

sation contre la guerre au Vietnam s'est déroulée au printemps de 1965 ou 20,000 personnes ont participé à une marche sur Washington. En montrant aux gens qui s'opposaient à la guerre qu'ils n'étaient pas isolés et ainsi impuissants, cette première marche unie a permis une progression presque géométrique de la grandeur des manifestations aux E.U., progression qui a culminée dans la mobilisation du printemps dernier ou entre un quart et un demi million de gens ont marché dans les rues de New York le 15

avril et qui est loin d'être terminée. La manifestation du ler juillet avec ses deux mille personnes ne doit être que le début d'une progression parallèle au Québec. Selon les sondages Gallup 31% de la population du Canada se sont dit d'accord pour le retrait immédiat des troupes américaines du Vietnam. Il faut mobiliser ces 31%.

Toutefois il faut être réaliste et honnête; la mobilisation du ler juillet n'a pas réussi dans une de ses plus importantes tâches; la mobilisation du mouvement syndical. Le mouvement syndical avait décidé au tout début de l'organisation de la manifestation d'y participer, ce qui était déjà un grand pas en avant, mais il a décidé plus tard de se retirer pour des raisons tout-à-fait regrettables. Très tard dans les préparations de la manifestation des rumeurs commençaient à circuler voulant que les mouvements indépendantistes et 'extrémistes' avaient l'intention de tourner la manifestation en protestation violente seulement contre la Confédération. Ces rumeurs se sont avérées totalement fausses et la manifestation s'est passé dans un ordre et une unité impeccable mais néanmoins militant et le mouvement syndical s'est fait paraître un peu bête en faisant confiance à des rumeurs aussi non-fondées et pernicieuses.

Nous avons ici au Québec, le mouvement syndical le plus avancé quant à la question de la guerre au Vietnam,de tout le continent nord-américain. La FTQ et la CSN ont toutes les deux fait des déclarations contre la guerre au Vietnam et ont demandé à leurs membres de participer à des manifestations publiques. Leur erreur en se retirant du ler juillet n'est ni raison de les abandonner ni de dire qu'on ne devrait pas essayer de les avoir dans les manifestations à venir. Ce n'est pas non plus une raison d'exclure les groupes que les leaders du mouvement syndical traitent d'extrémistes. Après la réussite du ler juillet la tâche de les convaincre de la nécessité de leur participation à des mobilisations réellement non-exclusives devrait être beaucoup plus facile. Avec la participation du mouvement syndical, le mouvement contre la guerre au Vietnam pourrait devenir d'un jour à l'autre un mouvement véritablement de masse. Et si les syndicats québécois décident d'y participer, il serait d'autant plus facile pour les militants du Canada anglais et des USA d'impliquer leurs mouvements syndicaux dans l'opposition à la guerre.

Rien ne nous permet de croire que la fin de la guerre au Vietnam s'approche. Les récentes déclarations de MacNamara et de Johnson semblent indiquer une autre escalade. Les bombardements du Nord-Vietnam tout près de la frontière chinoise mettent en relief le danger de la généralisation de la guerre. Les expéditions d'armements et le jeu diplomatique du gouvernement d'Ottawa continuent en pleine force. Cependant plus de la moitié de l'industrie de guerre au Canada se trouve sur le territoire du Québec mais le gouvernement unioniste "autodéterminationiste" et son opposition libérale "progressiste" sont toujours silencieux, ainsi approuvant et aidant la guerre.

Aux USA le Comité de mobilisation éstudiantine a fait appel pour une marche sur Washington le 21 octobre. Ils attendent que cette marche soit la plus inclusive et la plus grande que jamais. Ici au Canada l'Association éstudiantine contre la guerre au Vietnam, mouvement regroupant tous les comités universitaires contre la guerre au Canada et sa section autonome du Québec ont fait aussi un appel pour une mobilisation de solidarité pour la même date. La Voix du Québec sur le Vietnam, un des principaux organisateurs du ler juillet s'est déjà prononcée en faveur d'une nouvelle mobilisation. Il va falloir s'unir aussitôt que possible pour faire du 21 octobre le plus grand succès possible. En se basant sur le succès du ler juillet et en cherchant l'appui du mouvement syndical il ne devrait pas être difficile de doubler la grandeur de la manifestation. Les tâches sont là et il faut que le mouvement contre la guerre soit assez militant et sérieux pour les remplir.

La Lutte Ouvrière

organe officiel de la ligue socialiste ouvrière

La conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité

PAR JOSEPH HANSEN

La première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité s'est clôturée le 10 août après un discours de Fidel Castro qui était un de ses plus importants discours depuis le commencement de la Révolution cubaine. La conférence a franchi une étape progressiste énorme pour tout le mouvement révolutionnaire en Amérique latine.

Le thème principal de la conférence était la réaffirmation du programme de la révolution socialiste, le contraire de

"Créer deux, trois, de nombreux Vietnam"
— "Che" Guevara

la ligne de la "coexistance pacifique" avec le secteur dit "progressiste" de la bourgeoisie nationale. On s'est opposé à l'adaptation aux processus électorals frauduleux et à l'abandon de la lutte armée dans les pays où les oligarchies et leurs appuyants impérialistes ont bloqué toutes les voies pacifiques.

Une série de documents fondamentaux ont été adoptées. Ces documents analysent la réalité latino-américaine, résument l'expérience de la lutte de 150 ans pour l'indépendance et la liberté, projettent les moyens principaux de la lutte co -e l'impérialisme américain, défendent la conquête du pouvoir du peuple cubain, et avancent la révolution socialiste à travers le continent. Une organisation permanente, dont le siège se trouve à La Havane, a été créé.

Malgré les contraintes de voyage érigées par le Département d'Etat américain et par ses régimes fantoches latino-américains afin de réduire la présence à la conférence, l'assistance était substantielle. Il y avait 162 délégués, 66 observateurs, 31 étrangers invités, et 153 journalistes de l'étranger.

La reconnaissance du lien étroit entre la révolution latino-américaine et la lutte des noirs aux Etats-Unis était un des plus importants points de la conférence de 10 jours.

On a accordé à Stokely Carmichael une position d'honneur. Lui et d'autres membres de SNCC qui ont assistés au rassemblement comme observateurs ont été assiégés pour connaître leurs explications sur le mouvement du "pouvoir noir" aux Etats-Unis et sur les soulèvements des ghettos.

Leurs explications, données dans des discours et des interviews, étaient hautement appréciées par les Cubains, qui ont été intrigués par plusieurs aspects de ce mouvement. De retour, les représentants de SNCC ont parlé en termes chaleureux de ce qu'ils ont appris en voyant les gains de la Révolution cubaine et en écoutant les révolutionnaires des

27 pays représentés à la conférence...

Les délibérations principales des délégués à l'OLAS se sont passées dans quatre comités de travail à huis clos.

Le leadership droitier du Parti Communiste vénézuélien, qui a attaqué les dirigeants cubains et leur ligne révolutionnaire, n'était pas invité à la conférence. Ainsi l'opposition était réduite à celle des représentants des autres partis qui ont essayé de relier l'écart ou d'adoucir la position cubaine.

Mais les Cubains et les représentants nombreux des fronts de guérillas actifs ont insisté pour clarifier d'une façon qui ne permettait aucun doute les principes de base en jeu. Ils ont fait des concessions seulement sur quelques formulations. Les propositions finales était passées à l'unanimité.

Dans son discours terminant la conférence, Castro a exposé le Parti Communiste vénézuélien qui a cédé sous la pression de l'impérialisme. Il a lu tout le texte du document principal des leaders de ce parti, et le prenant comme cible, a répondu à ses arguments fondamentaux.

Sa réponse a traité des questions spécifiques. Mais en somme, c'était aussi une forte déclaration des droits de la souveraineté de Cuba face aux efforts de l'impérialisme américain pour faire tomber le gouvernement révolutionnaire et écraser les conquêtes socialistes.

En même temps, Castro a affirmé catégoriquement la loyauté de Cuba à la révolution latino-américaine, et à la révolution mondiale dans l'ensemble. Il a cité des occasions notables où le gouvernement cubain a mis les intérêts de cette révolution avant même les besoins économiques de leur nation.

Un des items les plus remarquables dans cette déclaration vraiment révolutionnaire était la dénonciation par Castro de la trahison du leadership droitier du Parti Communiste vénézuélien et ceux des autres pays qui prennent la même ligne, y compris même une "micro-fraction" cubaine.

Castro a réaffirmé la condamnation cubaine aux "pays socialistes" qui ont offert de l'appui financier et technique aux oligarchies de l'Amérique latine. Ainsi il a mis l'accent sur la position indépendante du leadership révolutionnaire cubain tout en maintenant les liens établis avec les autres Etats ouvriers.

Il a terminé par une déclaration stimulante de la détermination de Cuba de ne pas céder devant l'impérialisme américain, même en cas d'un blocus total, ou d'une attaque militaire.

La conférence de l'OLAS a marqué un progrès absolu sur la Conférence Tricontinentale en janvier 1966. Il a continué et mis l'accent sur la ligne révolutionnaire fondamentale adoptée par l'assemblée Tricontinentale. De plus, il a éliminé certaines concessions cédées devants les partisans de la "coexistence pacifique".

La conférence de l'OLAS a marqué une scission définitive avec le leadership traître du Parti Communiste vénézuélien et a dressé le bilan de la lutte contre lui. Elle a averti clairement ceux qui voteraient pour les propositions de l'OLAS mais qui refuserait de les exécuter.

Elle a ouvert la voie vers un regroupement des effectifs révolutionnaires en Amérique latine — un contraste très bienvenu avec les attaques "anti-trotskyste" qui ont gâté la conférence Tricontinentale.

Finalement, elle a érigé une structure pour coordonner la lutte révolutionnaire sur une échelle continentale.

La conférence de l'OLAS a été une réussite remarquable, une réussite qui promet beaucoup au mouvement révolutionnaire dans l'hémisphère occidentale, et dans le monde entier.

Déclaration de La Ligue Socialiste Ouvrière

DEVANT LES ELECTIONS PROVINCIALES

"Le gouvernement Johnson songerait sérieusement à déclencher une élection générale l'automne prochain, si l'on croit de nombreux rapports circulant dans les milieux parlementaires québécois (La Presse du 15 juillet)". De toute évidence la visite de de Gaulle n'a que renforcé ces rumeurs en donnant une allure prestigieuse au gouvernement Johnson tout en semant de la confusion et le discrédit dans les rangs des partis libéraux fédéral et provincial. Une forte majorité, permettrait à Johnson et Cie. de réaliser plus efficacement leurs deux tâches principaux; d'abord, d'arracher plus de concessions d'Ottawa et deuxièmement, de réprimer la classe ouvrière québécoise, plus particulièrement celle du secteur public. La possibilité d'une telle élection rend impératif la préparation immédiate d'une campagne socialiste.

Un an après sa victoire, la loyauté fondamentale de l'Union Nationale est révélée; les capitalistes y règnent. Les grèves des instituteurs, des hospitaliers et de l'Hydro-Québec se sont vues intimidées et finalement écrasées. En dernière analyse le gouvernement unioniste s'est avéré très apte dans ce genre d'activité, bien que dans le domaine social, il n'ait rien offert.

Dans le cas d'une élection prochaine, qui se présentera comme alternatif réel devant les travailleurs du Québec dont beaucoup ont voté unioniste en 1966 croyant malheureusement que l'U.N. aurait pu offrir une réponse au régime Lesage?

D'ailleurs il ne faut pas s'illusionner du côté 'progressiste' des Libéraux tels que Lévesque et Kierans. Se trouvant dans la position de l'opposition loyale depuis un an, ils n'ont pas fait plus pour les travailleurs que lorsqu'ils étaient au pouvoir. Leur Code de Travail anti-ouvrier les caractérise toujours pour ce qu'ils sont. Les congrès syndicaux d'urgence qui les ont menacé d'une grève générale à l'epoque du Bill 54 deviendront encore nécessaires, si cette même bande de 'libéraux progressistes' reprennent en main la tâche d'administrer le Québec au nom des bourgeois. En fait, lors de la grève cruciale des instituteurs, ils se sont joyeusement joints Unionistes dans l'attaque et ont affirmé qu'ils auraient eux-aussi commandé les grévistes à rentrer au travail.

Quant à la Ligue Socialiste Ouvrière, elle affirme que la classe ouvrière n'a rien à gagner et tout à perdre en appuyant soit le Ralliement National de 'droit' soit le RIN de'gauche'. Ce dernier n'offre qu'un programme de 'nationalisme pur'. Il exige un Québec constitutionellement indépendant mais se fout de la question principale, le contôle de classe du Québec. Loin de proposer la nationalisation des grandes entreprises industrielles et commerciales et leur contrôle par les ouvriers qui y travaillent, le RIN prône l'encouragement de l'investissement étranger dans une économie 'mixte', c-à-d capitaliste. Au lieu d'une solution prolétarienne à la question nationale, le RIN se contente d'un insipide appel réformiste, obscurcissant ainsi les divergences de classe, et frustrant les espoirs de certains membres radicaux en n'attirant pas un appui significatif de la classe ouvrière.

Donc, une analyse sérieuse ne peut aboutir qu'à la conclusion qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de parti de masse de caractère socialiste ou ouvrier

qui est capable de disputer le pouvoir aux partis bourgeois. Et le Nouveau Parti Démocratique est le principal coupable de ce crime; lors de son dernier congrès il a refusé catégoriquement de mobiliser ses membres et ses alliés,les syndicats, pour faire leur entrée sur la scène provinciale. L'essor du vote fédéral pour le NPD, constitue un reflet du désir de la part de milliers de travailleurs québécois de rompre avec les partis de la classe possédante. Néanmoins, le NPD et beaucoup de ses alliés dans le leadership du mouvement syndical ne veulent rien savoir de l'arène provinciale, allant jusqu'au point de suggérer cyniquement aux militants que certains Libéraux et Unionistes devaient être appuyés, que le NPD et le mouvement syndical sont trop faibles pour disputer le pouvoir aux vieux partis, etc. Quel manque de vision historique, quel mépris de la classe ouvrière!

Cette situation exige une mobilisation des divers mouvements socialistes afin de se préparer pour les élections. Nous, de la L.S.O., faisons appel à la convocation d'une conférence d'urgence, composée de délégués des comités d'action politique de la FTQ, la CSN, l'UCC, la CIC etc. Tout autre mouvement politique ou individu de gauche devaient également avoir le droit d'y assister. D'ailleurs la participation du NPD québécois, section officielle du parti des travailleurs canadiens serait d'une valeur indiscutable.

Une conférence de ce genre pourrait élaborer un programme électoral, un programme qui répondrait aux injonctions anti-syndicales, à la misère rurale, au chômage et surtout à l'oppression nationale du Québec. L'appareil du mouvement syndical -- sa presse, ses fonds et ses permanents pourrait entrer en jeu dans une campagne à travers la province, qui pouvait faire de la représentation des travailleurs à Québec, une réalité. Cette conférence ne marquerait pas seulement un grand pas en avant vers un parti des travailleurs de masse au Québec,mais elle forgerait également de forts liens entre la FTQ et la CSN,les poussant vers l'unité contre l'ennemi commun — le patronat.

Une telle conférence poserait le jalon le plus important dans le développement jusqu'ici d'une conscience socialiste au Québec; en fait ce serait un jalon d'une importance majeure dans la vie politique du Canada tout entier. Faute d'une conférence, il incomberait aux socialistes québécois de se présenter contre les vieux partis de la bourgeoisie. Pour sa part, la L.S.O. axerait ses activités électorales autour de la nécessité d'un parti des travailleurs au Québec.

POUR UN PARTI OUVRIER!
POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS!

REGIS DEBRAY ET LA REVOLUTION LATINO-AMERICAINE par Livio Maitan

-- la politique des trotskystes
-- le livre de Régis Debray "Révolution dans la révolution"

...quelques autres articles dans le même numéro:
Editorial: un deuxième, un troisième Vietnam...
deux articles sur le conflit du Moyen-Orient
deux documents sur la "révolution culturelle"
dans le nouveau numéro de la

Quatrième International

avec nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

en vente à 66 Guilbault .0. .75

LE CONGRES FEDERAL DU NPD A TORONTO

--- UN PAS DE PLUS A LA DROITE

Plus encore que ceux des années passées, le Congrès fédéral du NPD du 1967 a révélé comment la quête de son leadership pour la respectabilité a dirigé le programme du nouveau parti de plus en plus vers les intérêts de la grosse finance et leurs porte-paroles à Ottawa.

Plus de 900 délégués assistèrent aux séances du 3 au 6 juillet à Toronto, ce qui montre la force et la popularité grandissante du parti. Comme aux congrès précédents les orateurs invités ont occupé plus de temps que les débats politiques.

Le programme du dernier congrès est semblable à celui du congrès de 1965, différant seulement dans l'importance relative attribuée aux sujets traités. Ainsi, on présenta la résolution sur l'économie canadienne comme une tournant dans la politique du NPD. Selon ses promoteurs, l'indépendance du Canada serait une question d'importance primordiale et la résolution contiendrait le clé de la solution au problème. Mais le fait qu'il y eut désaccord parmi les dirigeants après la session sur l'importance accordée à l'indépendance du Canada réflète le fait que la politique économique du congrès n'apporte pas de solution nouvelle, se contentant de faire revivre la vieille formule de contrôle d'une économie mixte, le système économique demeurant indemne, camouflé sous un nationalisme canadien. Plusieurs délégués commentèrent ce fait et réclamèrent une politique économique en rapport avec la réalité des classes dans la société canadienne. Un délégué des Métallos tenta même, mais en vain, de donner une forme concrète aux idées émises dans ce sens en proposant de renvoyer la résolution et d'y inclure une clause portant sur la nationalisation des industries essentielles.

On traita non moins superficiellement de la question du Québec. Bien que l'atmosphère du Congrès exprimait implicitement la reconnaissance de l'oppression nationale dans laquelle vit le peuple canadien-français, la résolution sur ce point ne s'attaquait pas aux vrais problèmes. La formule de statut particulier demeurait indéfini et quelque peu vide de sens puisque la politique du NPD sur ce point ne reconnaît pas le Québec comme nation, pas plus que son droit à l'autodétermination. Les dirigeants du parti mirent en valeur leur politique, la citant comme une importante étape franchie par le parti, ce qui manifeste leur empressement à capter la conscience nationale des Québécois en vue des élections fédérales prochaines plutôt qu'un vrai désir de faire face au problème.

La discussion sur le Vietnam a démasqué avec éclat cet opportunisme des chefs du parti. Les douzaines de résolutions réclamant la nécessité de protester énergiquement contre l'agression américaine et la complicité canadienne, et demandant plus d'activités de la part du parti dans ce but représentaient le sentiment accablant des délégués. Lorsque le président de l'assemblée ouvrit le débat sur la question le troisième jour à la dernière minute une dizaine de délégués s'entassaient derrière les micros. Mais à leur grande horreur, la question du Vietnam fut enfouie dans une résolution portant sur les affaires étrangères comprenant de tout, à partir de NORAD jusqu'à l'aide étrangère.

Le premier délégué au micro critiqua le fait que la résolution ne traitait pas de la complicité du gouvernement canadien et ne réclamait pas la retrait des troupes américaines. Son discours fut ovationné. Le deuxième orateur, Nick Shugalo, leader du caucus socialiste de la C-B, proposa de renvoyer la résolution et d'y incorporer le contenu de celle du

club Rosedale (Toronto) qui propose que le parti consacre des fonds et du personnel à la formation d'un comité sur la guerre au Vietnam travaillant sur le plan provincial et avec le mouvement anti-guerre pour créer une opposition de masse à la guerre au Vietnam. Un troisième délégué prit le micro attaquant cette motion de renvoie, accusant l'orateur précédant de comploter pour détourner les ressources du parti et les utiliser à des fins secondaires. Sur ce, clameurs dans l'auditoire que le président utilisa pour passer au vote. La motion de renvoie ne passa pas, de nombreux délégués étant d'avis que son adoption aurait terminé la discussion. Le débat continua le matin suivant, à cause de l'intense sentiment soulevé par la question, mais ne dura pas longtemps, les délégués se préparant à rentrer chez eux.

C'est dans cette atmosphère qu'Andrew Brewin expliqua en quelques mots l'attitude du leadership: "Ce parti" dit-il "s'approche des responsabilités du pouvoir. Il a maintenant celle d'exercer une grande influence. Si nous voulons exercer cette influence sur nos amis... nous devons éviter les mots trop durs."

A ces mots, on s'écria dans l'auditoire: "En quoi cela diffère-t-il de l'attitude des Libéraux et de Paul Martin, de la diplomatie du silence?" et "Cela rappelle la politique vendue du gouvernement Harold Wilson en Grande-Bretagne". Mais, la période de discussion était achevée et la résolution-échappatoire fut adoptée comme pis-aller sans beaucoup d'opposition.

Dans sa manière de traiter de la question du Vietnam, le leadership illustra d'une façon frappante le dilemme dans lequel le parti se trouve. Le parti ouvrier canadien ouvre une grande promesse aux travailleurs canadiens parce qu'il est un premier pas vers un Canada socialiste. Il est vrai qu'il "s'approche vers les responsabilités du pouvoir". C'est pourquoi il est d'autant plus important que ce parti traite sérieusement des questions auxquelles les travailleurs canadiens doivent faire face. Mais le leadership du NPD continue sa direction vers l'opportunisme et le réformisme libéral tel que l'ont exprimé ses propositions au congrès et son absence de toute lutte sérieuse contre la guerre du Vietnam. Ainsi il faillit à la tâche d'assumer les responsabilités les plus élémentaires de sa montée au pouvoir.

Les délégués socialistes au Congrès, particulièrement ceux qui appartiennent au Caucus socialiste, tentèrent de donner aux questions-clés leur importance et de commenter la crise du programme que traverse le NPD. Bien que le Congrès ne réagit pas beaucoup à cela, l'intérêt, voire la préoccupation que ces délégués exprimèrent au sujet du Vietnam est un signe que des milliers de membres du NPD ne demeureront pas indéfiniment éloignés des questions d'importance majeure qui nécessitent une solution socialiste.
(Tiré du Workers Vanguard, juillet/67)

Le nouveau mouvement de jeunesse -- La LJS/YS

Gary Porter, Walter Blumenthal, et Andrée Goyer prenant la parole (Photo par M. Goyer)

(NDLR: Voici la majeure parti du discours d'Andrée Goyer qui présenta la politique du nouveau mouvement de jeunesse canadienne,le Young Socialists/ Ligue des Jeunes Socialistes. Le discours fut prononcé dans le cadre des forums mensuels de la LJS.)

Le monde dans lequel nous évoluons aujourd'hui est très explosif. C'est l'époque des grandes révolutions sociales -- la Russie en 1917, la Yougoslavie, la Chine, Cuba, l'Algérie, le Vietnam, et combien d'autres à venir. Pourtant l'impérialisme continue son offensive et la menace d'une guerre mondiale finale grandit. En réponse à l'impérialisme aujourd'hui il y a le Vietnam, la lutte héroique de son peuple. Le Vietnam est le grand test de l'impérialisme,et l'impérialisme ne gagne pas. Malgré tout l'argent, les troupes et la technologie moderne que les E.U. utilisent contre ce peuple, ils perdent la bataille. Les Vietnamiens continuent la lutte et autour du monde les mouvements de support pour les Vietnamiens se sont accrus. Particulièrement, c'est la jeunesse autour du monde qui est au premier rang du mouvement à l'appui des Vietnamiens. Mais le Vietnam est seulement l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste d'étendue mondiale. C'est présentement l'exemple le plus avancé et le plus aigu de la lutte des peuples colonisés contre l'impérialisme. (...)

La révolution cubaine se développe généralement vers la gauche sous un leadership indépendant avec orientation internationaliste et anti-bureaucratique. Ceci a influencé les nombreux nouveaux groupes à travers l'Amérique latine qui ont rompu avec les vieux partis communistes et travaillent maintenant pour la lutte armée contre l'impérialisme. Cuba, soutenu par le Nord Vietnam et la Corée du Nord, a lancé un appel pour un front uni international pour une aide importante à la révolution vietnamienne. Dans les pays autour de monde on peut voir les efforts des nouvelles forces pour se libérer de leurs leaderships et bâtir de nouvelles organisations révolutionnaires.

(...) C'est la jeune génération qui prendra en main le travail pour continuer la formation d'un nouveau leadership révolutionnaire. C'est notre génération qui a le plus grand intérêt dans l'avenir et la plus grande énergie dans l'action. Les jeunes ont été à l'avant-garde du mouvement anti-impérialiste autour du monde, et de plus, a l'avant-garde des tentatives pour créer de nouvelles organisations avec une direction révolutionnaire.

La jeunesse nord-américaine grandit

dans une société très avancée techniquement, capable de produire plus qu'il n'en faut pour rencontrer les besoins de tous. Mais la technologie est utilisée non pour pourvoir aux besoins mais pour opprimer et tuer. On l'emploie pour faire la guerre aux peuples du monde et maintenir le système dans lequel quelques individus possèdent l'économie et contrôlent la politique. Mais cette oppression du système capitaliste ne se manifeste pas seulement à l'extérieur. Les jeunes sont particulièrement conscients de l'oppression interne de la société capitaliste à travers leurs expériences dès la naissance, dans la famille, à l'école, etc. (...)

L'introduction de la technologie avancée et de l'automation devrait signifier plus pour tous mais avec la société capitaliste ça signifie le chômage en particulier pour les jeunes travailleurs. (e.g., selon Le Devoir de ce matin, dans la région de Drummondville, 45% des chômeurs n'ont pas leur 7è année à l'école, et 80% ont moins de 44 ans.)

Les problèmes des jeunes travailleurs sont plus durs au Québec à cause de conditions plus mauvaises pour les travailleurs en général dans cette province -- salaires plus bas, nécessité de parler anglais pour obtenir la plupart des emplois et discrimination envers les ouvriers canadiens-français par les compagnies anglaises.

(...) Seul un faible pourcentage des jeunes reçoit une éducation plus avancée ou un entraînement technique qui leur permet d'obtenir de meilleurs emplois. L'éducation avancée est encore la priorité des plus riches, spécialement pour les universités et colleges classiques qui coûtent cher et plusieurs jeunes sont de familles pauvres et doivent souvent subvenir à leurs besoins avant même la fin de leur cours secondaire. Le système d'éducation lui-même n'est pas adapté aux besoins et à l'idéologie de la classe ouvrière.

(...) ...l'éducation, comme tout le reste dans une société capitaliste a pour but de répandre le capitalisme sans se soucier de ce qui arrive aux individus qui sont là. L'éducation est réactionnaire: elle falsifie l'histoire et le rôle que la classe ouvrière y a joué. Avec les sciences on enseigne un mysticisme religieux empêchant toute leçon philosophique matérialiste qui pourrait être tirée de l'étude des sciences. La méthode d'enseignement n'en n'est pas une de direction mais d'endoctrination; la vraie compréhension de principes généraux est remplacée par une mémorisation desfaits. La mémorisation est le principal thème du système d'éducation dans notre société -- à partir du catéchisme jusqu'aux faits historiques écrits du point de vue bourgeois. On n'enseigne pas aux étudiants à penser, questionner la vie et la société est en fait désapprouvé, plus que cela, c'est même défendu. Les clubs politiques ne sont pas permis dans les écoles secondaires. Tout groupe de discussion, de publications littéraires,et les comités étudiants sont surveillés étroitement par les professeurs et censurés par les directeurs. Les étudiants ne peuvent pas fumer, se laisser allonger les cheveux ou porter les vêtements qu'ils veulent porter.Tous leurs gestes sont suivis de près. (...)

En fait, aucun moyen ne nous est offert par le présent système afin de discuter de ces problèmes. Parce que notre système scolaire est contrôlé étroitement par l'Etablissement, il force son point de vue sur les jeunes, dans une tentative de renforcer le status quo. Il rationalise l'injustice et les contradictions sociales en les attribuant aux faiblesses de la nature humaine. De cette façon il essaie de nous préparer à accepter les injustices que nous rencontrerons en essayant de survivre dans la société capitaliste.

Le capitalisme nous calomnie, en nous disant que nous sommes trop jeunes pour savoir ce qui est bon pour nous, et en nous appelant des "fous idéalistes"alors que nous cherchons à délivrer la société des causes de ses problèmes. Le capitalisme essaie de nous étouffer quand nous demandons des opportunités pour discuter, essaie de nous diviser et de nous dis-

perser lorsque nous formons nos propres organisations dans ce but.

La répression ne résoudra jamais la crise d'un système sociale et économique en décadence, mais ne fera qu'agrandir le besoin de nous débarrasser de ce système à jamais. Nos propres expériences, à la fois subtiles et évidentes, nous ont appris que nous vivons dans une société qui souffre de contradictions massives. Notre propre raisonnement nous a démontré une façon réaliste d'aboli- ces contradictions: le socialisme.

Notre dignité le demande. Nous rejetons les illusions capitalistes comme étant cruellement et délibérément fausses. Nous ne sommes pas des "idéalistes", mais avons un programme concret pour faire face aux problèmes concrets de la société.

La base matérielle de notre société, les usines, les chemins de fer, les écoles, les théatres, etc., doivent êtres retirés des mains des petites minorités qui les exploitent à profit. Ils doivent être placés dans les mains
de ceux qui créent la culture de notre société -- les ouvriers et les fermiers -- contrôlés et distribués d'une façon démocratique et équitable.

- L'homme doit cesser d'exploiter l'homme, la nation d'exploiter la nation. Alors seulement les problèmes du racisme, de la guerre et de la faim seront résolus universellement. Alors seulement la personalité humaine se développera sans conflits et privation.

C'est le socialisme!!

Nous rejetons les fausses références aux faiblesses de la nature humaine; si la nature de l'homme est faible, c'est seulement en proportion du degré de restriction qui lui est imposé par les conditions sociales et économiques. Nous rejetons les promesses de bonheur futur sous le régime capitaliste. Nos propres observations et notre connaissance de l'histoire nous démontrent que le monde s'en va vers la famine et la destruction nucléaire, que les standards et les valeurs de la civilisation sont corrompues et détruites.

Nous voyons dans la destruction des familles et des terres vietnamiens, tout ce que le capitalisme a à offrir à notre société.

Et nous nous organisons pour construire un nouvel ordre social: la société socialiste.

Partout autour du monde les jeunes sont doublement exploités et opprimés par le système capitaliste. Nous reconnaissons le fait que partout sous ce système les jeunes subissent des répressions semblables, par conséquent, nous solidarisons avec leur lutte pour le socialisme. Au Canada, le caractère international de la lutte est évident, non seulement parce que le Canada est composé de deux nations mais parce que les jeunes des deux nations se battent pour plusieurs droits indentiques.

Ici, au Québec nous pouvons apprendre des luttes de nos camarades canadiens-anglais parce que qu'ils se révoltent contre plusieurs préjugés d'institutions communes aux deux nations. De la même façon ils apprendront par nos expériences. Ils reconnaissent les particularités et les similitudes de la lutte ici et solidarisent avec la lutte contre l'oppression nationale du Québec.

Ils rejettent le racisme des chefs de leur nation et reconnaissent que pour mettre fin à l'oppression nationale ils doivent abolir leur propre classe capitaliste dirigeante. En d'autres mots la lutte contre l'impérialisme canadien anglais est autant leur lutte que la nôtre. Notre lutte unie pourra abolir ce système et ses manifestations. C'est pourquoi nous attachons une telle importance au nouveau mouvement unifié YS/LJS.

Pour la première fois les jeunes à travers le Canada ont un mouvement révolutionnaire capable de diriger la bataille pour le socialisme sur tous les fronts. C'est le YS/LJS! Joignez nous!

Québec, Vietnam, et le NPD discuté par

Le Comité Central de la LSO/LSA

Le comité central de la Ligue pour l'Action Socialiste/La Ligue Socialiste Ouvrière (League for Socialist Action), qui avait été élu lors de la convention de l'été dernier, a tenu ses sessions plénières à Toronto, les 6, 7, 8 et 11 juillet dernier. Il y avait une importante assistance à la réunion. Un représentant du Québec, et deux membres de la Colombie Britannique seulement manquait à la réunion. Des cadres de la LSO purent apporter une plus forte représentation à la session sur le Québec, du 8 juillet dernier.

La plupart des délégués revenaient directement de la manifestation du 1er juillet, contre la guerre au Vietnam et de la convention fédérale du NPD qui s'était clôturée la veille à Toronto. Des délégués avaient aussi participé à la fondation de la nouvelle organisation, nommée La Ligue des Jeunes Socialistes/ Young Socialists, du 8 au 10 juillet. Ces trois évènements d'une très grande portée, où les forces de la LSA/LSO, qui continuent à se développer, jouèrent un grand rôle, furent le sujet de discussions profondes au sein des réunions des fractions des participants se réunissant entre les sessions, sinon dans les sessions formelles du "plenum".

Un rapport concernant le développement du mouvement contre la guerre au Vietnam, qui fut le premier point discuté, après l'ordre du jour, indiquait la priorité que la LSA/LSO accorde à ce problème, le document émanant de ce rapport, mettant l'accent sur l'objectif de la LSA/LSO, i.e., la mise sur pieds de la plus large et de la plus puissante mobilisation possible contre la guerre. Ceci peut être garanti en maintenant le caractère du présent mouvement, basé sur la liberté d'expression et à but unique. Après avoir constaté le progrès limité déjà accompli au sein du NPD et des syndicats, cette "très large et puissante mobilisation" se précise dans le principal défi du mouvement.

La discussion sur le NPD pivota autour d'un document présenté par le comité politique sur l)la constante évolution du parti qui devient de plus en plus

...message de solidarite a l'OLAS

Le texte est cité comme diffusé par Radio-La Havane le 7 août.

"Salutations à votre première conférence. En tant que socialistes révolutionnaires canadiens, nous exprimons nos espoirs et notre confiance que vos délibérations répondront pleinement au défi du peuple héroique vietnamien et à l'inspiration des luttes montantes des peuples d'Amérique latine contre l'impérialisme.

"Nous sommes convaincus que la réponse se trouve dans l'aperçu général de "Che" sur le caractère de la lutte et ses objectifs socialistes. Les yeux de l'avant-garde international regardent vos sessions avec anticipation. Que votre conférence signifie un tournant dans la révolution latino-américaine et mondiale. Pour le succès de vos délibérations. Salutations socialistes.

"Ross Dowson, sécretaire exécutif de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action."

l'appareil électoral, sous le contrôle des "gros légumes", et où les vues socialistes sont de moins en moins tolérées,et) les problèmes que cette situation représente pour les militants et socialistes dans la présente période de stabilité de classes.

On s'accorda sur la nécessité, pour la LSA/LSO, de renforcer leurs actions indépendantes afin que les forces essentielles aux prochaines batailles soient sauvegardées. Un second document traite du travail à faire afin de gagner le NPD a une politique socialiste.

La discussion continue,sur le Québec, autour de trois documents qui avaient été soumis, lors de la convention de l'été dernier, et qui n'y furent pas votés, progressa à ce "plenum". Une thèse comprenant onze points y fut présentée. Apres une sérieuse discussion, elle fut adoptée dans les grandes lignes. Ce document caractérise la nation canadienne-française comme "une nation opprimée, subordinée politiquement a un régime fédéral et, économiquement, aux intérêts capitalistes du Canada anglais et des USA".

Ce document fait une distinction entre la "conscience nationale" et le "nationalisme", entre le nationalisme comme tendance et le nationalisme comme "mouvement". Ce document souligne que "tous les Canadiens-français,quelque soit leur position sociale de classe, ont, jusqu'à un certain point, une conscience collective d'identification comme Canadien-français ou Québécois... mais la conscience nationale ne se développe pas nécessairement en un programme positif de nationalisme, encore moins en séparatisme."

Le séparatisme n'a jusqu'ici, reçu qu'un appui limité de la "petite-bourgeoise", et n'a reçu qu'un appui très faible de la classe ouvrière, ou de la grande bourgeoisie. "La Révolution tranquille", plus que toute autre chose est "la conscience et le militantisme croissents des travailleurs qui ont ébranlé de large couches du prolétariat industriel, rejoignant même les rangs des 'collets blancs' de la classe ouvrière".

Ce document énonce que la LSO/LSA défend le droit à l'auto-détermination, y compris à la séparation si les Québécois le veulent, mais souligne qu'en tant que que socialistes "nous ne sommes pas des nationalistes, encore moins des séparatistes".

Parce que la lutte politique, au Canada français et au Canada anglais demeure en premier lieu, orientée contre une classe capitaliste canadienne unie, avec un gouvernement centrale à Ottawa, la LSO/LSA se sont réunies dans une seule organisation.

Les thèses ainsi adoptées, et une participation plus étendue à la discussion intitulée Le Québec et la Question nationale seront distribués aux rangs de la LSO/LSA.

Un autre sujet important de la discussion fut la presse — The Vanguard & Le Lutte Ouvrière. Des mesures préliminaires furent prises afin de publier le Vanguard deux fois par mois a partir du mois d'octobre.

EN DERNIERE HEURE: LA LSO/LSA CONTRE STANFIELD

La LSO/LSA vient d'annoncer qu'elle présentera son candidat Ross Dowson contre Robert Stanfield, le nouveau chef conservateur. Les libéraux et les néo-démocrates ont fait savoir qu'ils ne présenteront aucune opposition à M. Stanfield dans les élections partielles de mi-novembre, en vue de faciliter son entrée aux Communes. M. Dowson, Secrétaire exécutif de la LSO/LSA, avait déclaré auparavant que son mouvement se présenterait si le NPD s'abstenait de la lutte. "Le NPD, qui cherche le pouvoir afin de légiférer en faveur des travailleurs,doit faire la lutte aux libéraux et aux tories à chaque occasion"a-t-il dit.

MANIFESTATION MONDIALE

le 21 octobre, contre la sale guerre du Vietnam!

- protestation monstre à Washington, USA.

- défilés de solidarité à travers le monde.

- nombreuses manifestations dans plusiers villes canadiennes dont Montréal.

Renseignements:

La Voix du Québec sur le Vietnam
4073 Henri-Julien, Montréal
524-6440

(ou)

La Ligue Socialiste Ouvrière,
66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18
844-7742

abonnez-vous à

LA LUTTE OUVRIERE
66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Québec

nom .....
adresse .....

une année - $1.00

OU VA L'ESCALADE U.S. AU VIETNAM ?

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 3, No. 6 (18) novembre – décembre 1967 15 cents

CHE *est mort mais sa cause vit toujours !*

Johnson écrase les employés du transport

LE RIN:

un congrès de compromis

Colchester - Hants: la LSO - LSA contre Stanfield

VERS UN PARTI OUVRIER QUEBECOIS?

– le congrès de la FTQ

– éditorial

66 ouest, rue Guilbault, Montréal 18, Qué.

La révolution russe a 50 ans !

LA LUTTE OUVRIERE

'CHE' EST MORT, MAIS SA CAUSE VIT!

PAR MICHEL MILL

Né en Argentine, issu d'une famille petite bourgeoise il y a 39 ans, cet homme a été durant sa courte vie, médecin, soldat guatémaltèque, guerrillero, directeur de banque et ministre gouvernemental. Mais la direction que prenait l'évolution de sa vie et de sa pensée personelle a toujours été très claire. Cette évolution n'était que celle de la révolution latino-américaine elle-même -- une ligne toute droite vers le socialisme révolutionnaire et international.

N'ayant jamais reconnu aucune contradiction entre la théorie et la pratique, le jeune médecin Ernesto Guevara est parti de l'Argentine en 1952 afin de mieux participer à la libération de son continent. En 1954, il participa comme soldat de rang dans la défense désespérée du gouvernement nationaliste d'Arbenz à Guatémala. Après la sordide victoire des impérialistes et leurs laquais dans ce pays, Che arriva au Mexique où il allait rencontrer bientôt le jeune avocat cubain, Fidel Castro. Débarqué à Cuba en décembre 1956 avec une petite bande de révolutionnaires convaincus, sa carrière remarquable commença pour de bon.

Ses capacités intellectuelles et pratiques firent presqu'immédiatement un leader militaire et politique de Che. En 1958 il fut commandant des sections de

l'Armée Rebelle qui gagnèrent les batailles de Sancti Spiritus et de Santa Clara, batailles qui permirent l'entrée triomphale de Castro et son mouvement à La Havane.

Dans le nouveau régime, Guevara fut d'abord gouverneur de la Banque cubaine et ensuite ministre d'Industrie. Dans ces postes, il fut un des premiers responsables de la transformation révolutionnaire de Cuba d'un Etat bourgeois démocratique à un Etat ouvrier, d'une économie capitaliste de propriété privée à une économie socialisée sur la voie au socialisme.

De 1961 à 1965 Che Guevara fut reconnu comme l'économiste, le représentant international et le théoricien le plus important de la révolution cubaine et coloniale. Fidel Castro, chef d'Etat et leader reconnu de la révolution cubaine suivait presque toujours les conseils de son camarade Guevara; l'amitié personelle et politique de ces hommes n'était jamais doutable.

En 1961 Che fut le délégué cubain à la fameuse Conférence de Punta del Este, conférence qui voyait la création de la soi-disant Alliance pour le Progrès. Seuls, les représentants cubains ont présenté la dure réalité -- sans révolution anti-impérialiste, sans lutte armée il n'y aura jamais de progrès pour les pays coloniaux. Cette Alliance proposée par les USA n'était qu'une autre forme de "l'alliance" entre le maître et ses esclaves. Depuis lors, la ligne cubaine

....de la puanteur politique

"Il est mort sans comprendre pourquoi l'insurrection armée, quoique forme la plus élevée de l'action révolutionnaire, n'est qu'une des formes de la lutte pour le pouvoir du peuple.

Il a donné sa vie sans comprendre qu'il peut être aussi héroïque et aussi utile de mourir avec des tracts pleins ses bras qu'avec des grenades plein sa musette."

On aurait cru que c'était un écrit de Kautsky, de Léon Blum ou même de Kerensky parlant de Lénine si on n'avait pas vu la date et le nom du journal où cet article a paru. Dans son plus récent numéro, Combat, organe du Parti communiste du Québec, a publié une saloperie ignoble sous le titre d'"Adieu, guerrillero" d'où ces extraits sont tirés. La personne dont il s'agit est Ernesto 'Che' Guevara bien que l'article de moins d'un quart de page ne mentionne jamais son nom.

Faisant suite à des bêtises écrites, intitulées "OLAS, Hélas!" et "Pourquoi pas 3 ou 4 Cuba" cet article trouve sa réponse dans le discours de clôture à la Conférence de l'OLAS de Fidel Castro;

"Et ici, nous avons aussi notre micro-fraction, composée de vieux sectaires, ce qui n'est pas la même chose que les vieux communistes. Ils se sont systématiquement opposés à toutes les conceptions de la révolution, aux plus sincères et aux plus pures attitudes révolutionnaires de notre peuple; à notre conception du socialisme, du communisme, à tout."

Non, messieurs les calomniateurs, les pseudo-révolutionnaires, vous avez tort; il a bien compris. Il a bien compris votre réformisme cru; la portée anti-révolutionnaire de vos idées et de vos activités. Sa grandeur est de vous avoir compris et combattu.

Non, messieurs les ignares, vous avez tort de lui dire, adieu; it vit toujours. Sa pensée vivante et ceux qui la suivent les vrais révolutionnaires vont vous écraser. C'est plutôt à vous qu'ils diront, adieu! Viva Che!

M.M.

dans les affaires internationales fut celle de Che -- le prolétarisme international et la révolution socialiste mondiale.

"En bref, il faut se rappeler que l'impérialisme est un système mondial, la dernière étape du capitalisme, et il faut le battre dans un confrontement mondial...

De plus, les bourgeoisies indigènes ont perdu toute possibilité d'opposer l'impérialisme -- si elles en ont jamais eu -- et ne constituent que son dernier atout.

Il n'y a pas d'alternative; c'est soit la révolution socialiste soit une caricature d'une révolution."

Guevara, Sur le Vietnam et la Révolution mondiale, 1967

Malgré la dépendance de Cuba de l'aide soviétique 'Ché' n'hésitait jamais de critiquer ouvertement le rôle des Etats ouvriers sur le plan international:

"Les pays socialistes ont le devoir moral de liquider leur complicité tacite avec les pays-exploiteurs de l'Occident."

Une Aspiration Commune, 1965

A l'intérieur de Cuba, Che se battait pour un plan anti-bureaucratique de développement économique et social. Dans le débat économique qui se déroula à Cuba il y a quelques années Che proposait les stimulants moraux contre l'idée de stimulants matériels individuels (c'est-à-dire, des hausses de salaires pour des 'bons' travailleurs et rien pour les 'mauvais') tout en rejettant la fausse notion maoiste que les stimulants économiques collectifs constituent eux aussi un embourgeoisement de la classe ouvrière. Pour lui l'évolution de l'homme socialiste de l'avenir dépendait de son évolution économique et culturel; mais cette évolution doit être surtout collectiviste.

En mars 1965 Che disparut subitement de Cuba et de la scène politique. Des spéculateurs se mirent à l'oeuvre; leurs idées allaient de sa démoralisation politique jusqu'à l'accusation récente faite par un vénézuélien que Castro l'avait fait tuer en 1965 pour des raisons personelles!

D'ailleurs, Castro a rendu publique une lettre de Che disant qu'il allait offrir ses services de révolutionnaire à d'autres pays de son continent. Pour Che le prolétarisme international n'était pas un mot d'ordre folklorique mais un guide d'action personel. On sait maintenant qu'il est allé participer à la guerrilla en Bolivie.

Néanmoins ses travaux théoriques n'ont pas cessé. La théorie révolutionnaire et l'action de guerrilléro se complètaient en lui -- sa dernière communication au mouvement socialiste international lançait le mot d'ordre, "Créez deux, trois, plusieurs Vietnam". La meilleure défense d'une révolution est son extension dans d'autres pays. La conférence de l'OLAS a repris ce slogan et, en fait, a fait la sienne le programme révolutionnaire que symbolisait Guevara.

Le 8 octobre, 1967, les militaires boliviens avec l'aide de leurs conseillants américains ont capturé et tué Commandante Ramon; Ernesto 'Che' Guevara est mort.

Les impérialistes et leurs laquais avaient raison à craindre et haïr Che. Les 'Gorilles' boliviens et leurs maîtres américains en ont eu tellement peur qu'après l'avoir assassiné ils se sont pressés de brûler et cacher ses restes.

Maintenant ces bouchers se fêtent de leur 'victoire'. Mais leurs grimaces obscènes se gèleront sur leur visage lorsqu'ils se rendent comptent que Che vit toujours. Il vit dans ses idées révolutionnaires irrépressibles et il agit dans tous ceux qui continueront la lutte qui ne pourra aboutir qu'à la victoire.

Viva Che!

HUGO BLANCO

ET REGIS DEBRAY: LA VIE SAUVE

Tandis que les flammes de la révolte se propagent à travers le continent, l'impérialisme américaine et ses fantoches latino-américains intensifient leur répression. Dans presque tous les pays, on chiffre le nombre des prisonniers politiques par des centaines et des milliers. Dans certains pays, ceux qui s'opposent au régime sont souvent retrouvés morts, victimes d'assassinats politiques.

C'est dans ce cadre qu'a été fait la sentence de 25 ans d'emprisonnement au Pérou contre le leader paysan Hugo Blanco et celle de 30 ans en Bolivie contre Régis Debray. Bien sûr, les deux procès se moquaient de toute conception de justice; les prisonniers étaient jugés coupables avant l'ouverture du procès. Mais ce qui nous frappe, c'est qu'ils n'étaient pas condamnés à mort, ou "trouvés morts" quelque part. La campagne internationale de solidarité a sauvé la vie des deux révolutionnaires. Mais restons conscients. A l'intérieur des prisons sud-américaines il y a d'innombrables menaces à la vie d'un prisonnier politique. On a déjà blessé Blanco à cause d'une supposée infraction des réglements. Seul le maintien de la pression sur ces gouvernements peut assurer la vie de ces combattants qui veulent mettre un terme à la misère du peuple latino-américain.

LA LUTTE OUVRIERE

au Vietnam

Où va l'escalade?

Il n'est plus possible désormais à la Maison Blanche d'éluder les problèmes qui se posent dans la poursuite de la guerre au Vietnam, sur les plans militaire et politique. A cela deux raisons: face à l'enlisement de la guerre au Sud, à l'inefficacité des raids sur le Nord, il faut, pour simplement continuer le combat, prendre de nouvelles mesures; les chefs d'état-major les ont définies. Leurs conséquences sont d'une nature différente de toutes les autres mesures précédentes.

Au Sud, pour sortir de la simple défensive, il faudrait doubler le nombre des troupes engagées. Cela signifie un changement au mode de recrutement, l'appel aux réservistes, l'engagement d'un million d'hommes, sans que l'état-major puisse compter changer la nature de la guerre, sans qu'il puisse compter remporter de victoire militaire (l'aide reçue par le FNL, tant des troupes nord-vietnamiennes que du fait des armes soviétiques et chinoises lui permettraient de faire front).

Les chefs du Pentagone ont renoncé à gagner la guerre au Sud. Le général

L'ESCALADE DES MANIFESTATIONS

Le 17 novembre ceux qui se trouvaient au centre-ville aux heures de pointe devaient voir le déroulement d'une des plus importantes manifestations montréalaises contre la guerre du Vietnam. Quelques 3,000 étudiants envahissaient les rues, criant "Johnson, assassin, USA hors du Vietnam, Nous voulons la paix" et d'autres mots d'ordre. L'ampleur et le militantisme de la manifestation a étonné plusieurs observateurs. Arrivé au consulat US rue Macgregor, on écoutait les discours des représentants de L'UGEQ (l'organisateur de la manifestation), et de la FTQ. Puis "la bagarre éclata" selon les journaux. En fait, il s'agit d'une attaque policière contre les manifestants après que certains eurent brisé quelques fenêtres et d'autres lancés quelques pots d'encre rouge contre le consulat "sacré". Selon la police, elle a dû intervenir contre les trois milles à cause des actions d'une dizaine d'entre

Westmoreland a lui-même reconnu son impuissance et le fiasco de ses plans stratégiques, soigneusement mis au point en trois ans, et qui auraient dû, s'ils lui avaient permis de mener l'offensive, lui apporter la victoire. Réduit à la défensive et à la protection de ses bases, le général Westmoreland n'est même plus assuré que l'implantation de ces enclaves lui permette de contrôler la région qui les entoure. Là aussi le FNL a pris l'initiative, comme il vient de le démontrer avant les élections du 3 septembre: la série successive de ses raids est d'autant plus significative que les coups en ont porté sur les principales villes de la première région tactique, sur 200 milles de côtes. La série a commencé le 28 août par les bombardements FNL les plus violents de toute la guerre, sur la base de Dong-Ha, au nord de Da-Nang. Elle s'est poursuivie avant les élections par deux autres opérations d'envergure.

1. l'isolement de la principale base américaine, joyau et symbole de la stratégie du Pentagone, la base de Da-Nang: huit ponts sautés dont sept sur la route numéro 1 qui joint Saigon par Chu-Lai;

2. l'action de commando dans le grand centre de Quang-Iai, près de Chu-Lai, 977 prisonniers libérés.

En tenant compte de l'échec de Westmoreland au Sud-Vietnam, le camp des "faucons" ne peut plus, pour sortir de l'enlisement, que jouer à fond l'autre arme qui lui reste, la seule dont l'initiative reste entre ses mains, la poursuite de l'escalade. Autrement dit, tenter de gagner la guerre en écrasant le Nord. Mais, là encore, continuer ne signifie pas seulement intensifier. L'escalade au Nord a désormais atteint des points-limite. Le seuil qu'il lui faudrait franchir pour <u>changer</u> quelque chose implique le risque d'affrontement avec la Chine et l'URSS. Aussi bien dans les plans du responsable des opérations aériennes dans le Pacifique, l'amiral Sharp (dont Johnson attendrait la relève des anciens plans Wheeler et Westmoreland) que dans les interventions de l'état-major devant la sous-commission Stennis (Affaires étrangères, Sénat) chargée de faire le point de la guerre au Vietnam, les nouveaux objectifs, après la destruction systématique des voies de communication du Nord-Vietnam, mettent à l'ordre du jour l'anéantissement du port de Haiphong, voie essentielle de ravitaillement du Nord-Vietnam. Cet objectif, s'il était adopté, mettrait directement face à face les Américains et les Soviétiques dont les bateaux ne manqueraient pas d'être touchés au port.

Voilà ce qui vient d'être établi sur le plan strictement militaire, voilà ce que signifie pour le gouvernement Johnson la continuation de la guerre.

eux. La police, attaquant avec matraques et chevaux, blessa plusieurs dizaines d'étudiants.

En dépit des slogans pacifistes (arrêt des bombardements, reconnaisance du FNL) qui ne demandaient pas le retrait des Américains du Vietnam, c'est-à-dire l'autodétermination vietnamienne, l'ampleur de la manifestation, et le fait qu'il y avait des manifestations semblables dans une dizaine d'autres villes de la province, démontre les possibilités énormes pour la construction d'un puissant mouvement contre la guerre ici.

Moins d'un mois avant cette manifestation, il en était passée une autre — celle du 21 octobre. Les manifestations mondiales de cette journée ont marqué une nette escalade dans la lutte contre la guerre. A Washington, 150,000 manifestants ont entouré le Pentagone, cerveau de la machine de guerre américaine; au Japon, plus d'un million ont manifesté dans plus de 300 villes. A montréal un défilé de 600 personnes a réclamé l'autodétermination vietnamienne et un terme à la complicité canadienne. La manifestation, organisée par plusieurs groupes suivant l'initiative de la Voix du Québec sur le Vietnam, a applaudi plusieurs orateurs, dont ceux du RIN, de la VQV, et de la LSO.

C'étaient deux réponses populaires contre l'escalade US au Vietnam.

Ainsi, le gouvernement Johnson en est arrivé à l'heure des choix décisifs. Il ne peuvent plus être repoussés. Ils sont impliqués par le cours même de la guerre.

Le président Johnson ne peut compter avec le temps; tout montre qu'il joue contre lui. Il ne peut espérer prolonger la situation actuelle en retardant les décisions à prendre. Il ne peut affronter les élections de 1968 aux USA avec le statu quo actuel au Vietnam: c'est une situation intenable, un bilan de faillite de sa politique.

Il a un an pour choisir l'une ou l'autre solution alternative; amorcer la politique qui conduirait à des négociations, ou la fuite en avant dans l'escalade avec le risque, cette fois direct, de la guerre mondiale.

Il est encore trop tôt pour déceler la voie dans laquelle il s'oriente (et qui dépend notamment des réactions soviétiques qu'il pourra enregistrer: pas-

L'opinion publique contre la guerre

Pendant que le gouvernement américain, "démocratiquement élu" en 1964 poursuit son escalade contre les vietnamiens, un pourcentage toujours croissant de la population américaine réclame un terme à la guerre. "Notre" gouvernement à Ottawa continue de vendre plus de $300 million d'armes aux E-U pour leur guerre, et camoufle les actes meurtriers du Pentagone avec une fanfare verbale, tout en se proclamant "neutre" face au conflit. Mais le récent sondage Gallup révèle que la majorité des canadiens qui ont une opinion sur la guerre demande que les troupes américaines soient retirées.

Il y a plusieurs semaines les habitants de la ville de San Francisco, USA, ont participé à un référendum sur la guerre. Plus de 76,000 ont voté pour un retrait immédiat des troupes du Vietnam, soit 36% du vote total. Et rappelons que d'habitude les noirs votent dans une faible proportion, et que les jeunes entre les âges de 18 et 21 ans, assujettis à la conscription, n'ont pas le droit de voter.

Quant à l'opinion canadienne, le sondage publié dans Le Magazine Maclean's d'octobre démontre qu'elle va en croissant contre la guerre. Le magazine estime que "le Vietnam, pour les Montréalais, c'est une guerre qui se déroule dans une géographie un peu floue, mais à laquelle le Canada ne devrait en aucune façon participer; une guerre, en plus, dont les Américains devraient eux-mêmes se retirer; une guerre enfin qui fait peur, qui pourrait déboucher sur le conflit mondial, si l'escalade continue. ...Les Torontois, quant à eux, sont également opposés en majorité à la participation du pays dans la guerre vietnamienne."

"Faudrait-il envoyer des troupes ou expédier du matériel de guerre si les E-U nous incitaient à nous engager dans la guerre du Vietnam?" "Non, faire rien du tout" est la réponse de 65% des Montréalais, 54% des Torontois. Les deux tiers des Montréalais se prononcent en faveur d'un terme à "la diplomatie discrète" canadienne, et d'une déclaration gouvernementale nettement en faveur d'un arrêt immédiat sans condition des bombardements.

Remarquons que l'opinion montréalaise est plus fortement contre la guerre que l'opinion torontoise. Chose peu surprenante. Il s'agit de l'opinion à travers la province, non seulement à Montréal. Car un sondage de la semaine du 17 novembre à l'université Laval révèle que 58% des étudiants sont contre l'intervention américaine au Vietnam, tandis que 30% l'approuvent.

Mais tout de même "notre" Daniel Johnson ne se dissocie jamais de la politique de complicité canadienne tandis qu'il est très prêt à se prononcer au nom des Québécois sur n'importe quel autre sujet.

sivité ou détermination). Tout, à l'heure actuelle, révèle de sa part l'hésitation et les contradictions.

La politique amorcée depuis la nomination d'Ellworth Bunker comme ambassadeur au Sud-Vietnam: donner au gouvernement de Saigon une apparence de représentativité et de démocratie suffisante pour lui permettre de prendre à son compte des initiatives allant vers les négociations et dégageant la responsabilité directe des américains, est menée de pair avec l'élargissement de l'escalade. Ce n'est de toute façon qu'une politique inconsistante et illusoire: l'un des points essentiels du programme du FNL est sa reconnaissance en tant que seul interlocuteur valable pour la négociation de la paix.

En outre, le statut du gouvernement de Saigon est depuis longtemps établi. Aux Etats-Unis mêmes, comme l'a montré un sondage effectué avant les"élections" du 3 septembre, seulement 25% des personnes interrogées attendaient de celles-ci l'expression des "voeux profonds de la population". La comédie des élections (les 35% de suffrages prétendument obtenus par les généraux Thieu et Ky)n'a pas augmenté le crédit des fantoches de Saigon. Le mépris témoigné par le FNL à leur égard, les offensives menées à leur lendemain autour de Da-Nang ont suffisamment répondu à ceux qui s'interrogeraient sur ce "paradoxe": les généraux Thieu et Ky,battus à Saigon comme à Hué, comme dans toutes les grandes villes où le truquage des élections était plus difficile, auraient remporté le plus de voix dans les régions contrôlées par le FNL.

Tandis que Johnson continue ses atermoiements, il doit enregistrer la chute fracassante de sa popularité, l'élargissement de l'opinion hostile à sa politique au Vietnam. En six semaines, le nombre des Américains favorables à un retrait immédiat des troupes passe de 24 à 34%, le nombre des partisans de sa politique vietnamienne baisse de 47 à 33%. Dans le même temps, les prises de positions critiques suscitent des remous de plus en plus larges.

Non seulement parmi les démocrates, le challenger attitré de Johnson, Bob Kennedy, a misé sur le mot d'ordre de négociations pour remporter les élections; non seulement le gouverneur du Michigan, George Romney, son adversaire républicain, vient de mettre en doute la nécessité historique de l'intervention américaine au Vietnam, mais celui que Johnson vient de redéfinir comme le second personnage du gouvernement, le secrétaire à la Défense, Robert S. MacNamara, l'une des grosses têtes de l'ancien "Brain Trust" de John Kennedy, n'a pas hésité à s'opposer aux chefs du Pentagone et, partant, à la ligne de conduite actuelle de la guerre, lors des séances de la sous-commission Stennis chargée de faire le point sur la guerre au Vietnam.

A contre-courant de ce qui est désormais la règle admise de l'intervention américaine au Vietnam, il a réitéré ses déclarations du 15 février 1967 quant à l'inefficacité des raids aériens sur le Vietnam-Nord. Il est cette fois allé beaucoup plus loin: les raids sur le Nord, a-t-il dit en substance, ne pourraient être utiles qu'à moins d'anéantir Haiphong, "ce que je me refuse à envisager".

Cette position d'un homme-clé du gouvernement, selon laquelle c'est au Sud qu'il faut gagner la guerre, intervenant au moment où les chefs d'état-major viennent d'en faire le constat d'impuissance, est très explosive.

On ne peut encore mesurer l'ampleur des répercussions de l'offensive en règle menée par MacNamara. Mais la position qu'il a prise, révèle la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les Américains au Vietnam.

Le FNL et le Nord-Vietnam les ont d'ores et déjà acculés à cette alternative: stopper leur agression ou prolonger l'escalade jusqu'aux risques directs d'engagement d'une troisième guerre mondiale.

Par Anne Leires

(Tiré de La 4e Internationale)

A quand le parti ouvrier ?

"Le syndicalisme dans la province de Québec, tant que j'aurai un mot à dire, devra demeurer le syndicalisme et ce ne sera jamais'le gouvernement. Il ne fera jamais marcher le gouvernement... Qu'on se fasse élire si on veut faire adopter (ses politiques)et qu'on les fasse adopter ici, en chambre." Ainsi le premier ministre M. Johnson lança le défi au mouvement ouvrier pendant la session extraordinaire passée.

Quelques jours avant son défi, les délégués au congrès de la FTQ eussent voté la création d'un parti ouvrier au Québec. La proposition fut accueillie avec enthousiasme par les délégués; on prévoya la convocation sous peu de tous les syndicats et mouvements de gauche à une conférence de fondation de ce parti. (Voir notre article sur le congrès.)

Mais plusieurs mois après le passage de cette proposition très peu se passe dans le sens indiqué. Les dirigeants de la FTQ parlent d'un long processus de pourparlers dans la gauche, tous en disant (selon La Presse du 20 novembre) qu'"il n'est pas question pour l'instant de créer un nouveau parti politique". Marcel Pépin, chef de la CSN, refuse à son tour toute action politique sérieuse, se cachant derrière une "éducation politique" qui n'est plus qu'un effort de trouver des amis dans les partis bourgeois, surtout parmi les libéraux.

Sans doute les bureaucrates syndicaux sentent la pression de leurs membres les plus conscients en faveur d'un parti créé par les syndicats,mais ils ont peur des suites possibles après la création du parti, qui en présentant la possibilité d'un pouvoir ouvrier à Québec peut vite élever la conscience politique de la population québécoise.

Mais une telle conférence se montre aussi importante que jamais. Même le leader de la Corporation des Enseignants du Québec, Raymond Laliberté eut déclaré que "les centrales ne peuvent pas se permettre de ne pas déboucher sur la politique", qu'ils doivent se faire élire au Parlement.

Les travailleurs de la CTM semblent au moins avoir tiré les leçons nécessaires de leur grève brisée par le parlement. Yvan Blain, président du syndicat des Employés de Transport de Montréal (CSN) déclara que "l'ouvrier de cette province n'a plus de chance. Il doit se lever et prendre parti. Il doit prendre une option politique qui favorisera son avenir... Il devra envoyer à Québec des hommes qui représentent vraiment les ouvriers," ajoutant qu'on a des hommes qualifiés déjà dans le mouvement syndical, et que l'établissement du parti n'est pas une tâche à long terme.

Malgré les hésitations de leurs "dirigeants", les ouvriers québécois lutteront et créeront sous peu leur propre parti.

LA LUTTE OUVRIERE

La révolution russe a 50 ans!

La révolution socialiste russe a 50 ans. Pendant que le monde regarde les célébrations du cinquantenaire du premier Etat ouvrier du monde et les progrès énormes créés par la révolution, nous rappelons la signification internationale de la prise de pouvoir par les ouvriers russes menés par le parti bolchévik de Lénine et de Trotsky.

C'est sûrement une des "ironies" les plus énormes que la révolution socialiste ait pu triomphé dans le pays le plus arriéré d'Europe. Cette arriéreté est même reflétée dans le fait qu'on l'appelle la révolution d'octobre, selon le calendrier tzariste anachronique. Mais ce n'était pas du tout "un accident". La Russie de 1917, dominée par l'agriculture, criblée par la pauvreté, prostrée par les fardeaux de la guerre, possédait une classe de capitalistes autochtones qui n'avaient aucun rôle progressiste à jouer. Le régime social-démocrate réformiste de Kerensky, qui s'installait comme un kyste sur la révolution démocratique anti-monarchiste de Février, et qui représentait de plus en plus ouvertement les intérêts des propriétaires fonciers et des capitalistes, se trouvait confronté par la nouvelle classe ouvrière se développant rapidement dans une lutte pour le pouvoir. C'était surtout parce que le régime était impuissant de donner la terre aux paysans, d'émanciper les nations opprimées (qui en fait composaient la majorité de l'ancien empire tzariste). Déjà fort concentrée dans les petites régions-clés comme Petrograd, la classe ouvrière commençait à prendre l'initiative politique en créant leurs propres organes de pouvoir -- les Soviets. Le parti ouvrier le plus avancé de l'Europe, le parti socialiste de Lénine a piqué l'ulcère des contradictions russes nationales et sociales. On avait besoin dans la Russie semi-féodale du programme socialiste et du leadership bolchévique de la classe ouvrière pour régler les tâches qui, dans d'autres pays et dans d'autres époques ont été reglées par le capitalisme. La propriété nationalisée, l'économie planifiée, le monopole étatique du commerce extérieur sont les bases sociales du nouvel Etat ouvrier sur lesquelles on a réalisé des progrès matériels et sociaux énormes. Dans une telle société où on a éliminé la concurrence pour les profits privés on n'a pas besoin de la guerre pour maintenir l'économie.

La révolution socialiste russe a manqué dans sa tâche à se répandre à l'Europe occidentale. Ce manque, dû dans l'analyse finale à l'immaturité des partis ouvriers de l'époque, était la source principale de l'isolement consistant de l'Union Soviétique, et a encouragé la croissance d'une bureaucratie privilégée. Les intérêts nationaux et les perspectives étroites du Stalinisme ont triomphé, premièrement dans le nouvel Etat soviétique, deuxièmement dans le parti de Lénine (maintenant démoralisé) et finalement dans la réussite suprême des Bolchéviks, l'Internationale Communiste. Les échecs ont suivi les échecs -- en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France... Dépourvue de leadership, la lutte ouvrière dans les pays du capitalisme avancé a reculé sous les coups du fascisme et du nazisme. L'épicentre de la révolution a poussé autre part dans le monde.

Mais depuis des années, la montée de la révolution coloniale a démontré irréfutablement que la révolution russe d'octobre n'était pas un accident. En Chine, à Cuba, et maintenant au Vietnam, la lutte anti-impérialiste a débordé de ses limites nationales et démocratiques, et de la direction de la classe moyenne pour se diriger vers le socialisme. L'établissement des nouveaux Etats ouvriers et l'extension du socialisme vers d'autres parties du monde ont, à leur tour déchaîné de nouveaux courants qui ne sont nullement corrompus par le stalinisme, qui tâtonnent vers la tradition révolutionnaire de Lénine et les chefs de la révolution russe. A l'intérieur même de l'Union Soviétique une nouvelle génération de la jeunesse interroge ses autorités et défie la bureaucratie dirigeante. Sa protestation prend la forme d'une révolte culturelle, elle demande la liberté d'expression. Mais déjà les plus avancés d'entre eux soulèvent le cri: "Pour le retour à la politique de Lénine".

Nous sommes confiants qu'avant le passage d'un autre cinquantenaire le reste du monde aura suivi l'exemple des ouvriers russes en 1917. Seulement après cela nous pourrons juger de la pleine valeur de la révolution russe, l'événement le plus important de ce siècle. Car l'octobre de 1917 signifie le point de départ de l'humanité: du stade de la nécessité aveugle jusqu'au stade de son existence dans le contrôle planifié et conscient de son économie et de son avenir.

Le congrès de la FTQ

Montréal - Le 10ième congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec se terminait ici le 8 octobre au nouvel et luxueux Hôtel Bonaventure. Ce fut un congrès sans précédent pour la FTQ -- où on entendit un discours d'un étudiant vietnamien du FNL en tournée au Québec; où il y eut un important débat sur le nationalisme canadien-français, sur l'unité syndicale au Québec, et le plus significatif de tout, sur le besoin d'un parti indépendant du mouvement ouvrier au niveau provincial.

Le premier jour du congrès Robert Cliche, leader du NPD-Québec, lança un défi aux dirigeants de la FTQ pour qu'ils se déclarent pour l'action politique sous leur propre bannière. Il a dit aux délégués que "le syndicalisme pur et simple" est dans une impasse au Québec, et a déclaré que de nouvelles méthodes doivent être trouvées si le syndicalisme veut survivre. Il demanda encore le support de la FTQ pour le NPD-Québec, sans toutefois engager le NPD dans la participation des élections provinciales à venir. Il parla ensuite de la faiblesse de la démocratie parlementaire au Québec, comme étant l'ombre du vrai pouvoir des gros monopoles derrière elle. Ainsi, le NPD, comme au Canada anglais, fut présenté comme une force pour la réforme d'une législature provinciale. Le conférencier ajouta le sage conseil que le syndicalisme simple "avait seulement contesté la force du capitalisme jusqu'à maintenant; que ce qu'il est nécessaire de contester est le système capitaliste lui-même."

Marcel Pepin, de la CSN et M. Louis Laberge de la FTQ

Certainement les dirigeants de la FTQ sentent de plus en plus le besoin de "contester" le capitalisme au Québec. La plus importante décision que prit le congrès, et son pas en avant le plus positif, fut la décision de réaffirmer fortement le support des travailleurs québécois pour le NPD, et en plus, de s'engager à appeler une conférence de tous les "groupes de gauche" au Québec cet automne. Ces décisions étaient les recommandations du Comité d'action politique de la FTQ, présidé par Roland Morin des TUA, qui est également président

du NPD-Québec. De vives discussions marquèrent le débat, et les tentatives pour renvoyer le sujet furent carrément défaites, comme le furent les évasions des différents adversaires, tels que les partisans du Parti Socialiste du Québec. On vota pour avoir un permanent pour organiser la conférence et promouvoir la formation de comités d'action politique dans les syndicats locaux aussi bien que d'inciter les syndicalistes à se joindre au NPD et les locaux à s'y affilier. Ainsi les dirigeants se sont engagés à leur manière typique en créant des postes et des comités.

Mais il semble que la plus grande force organisée des travailleurs au Québec est prête à se lancer, enfin, dans l'arène de la politique provinciale. La Presse donna à la décision son plus gros titre: "La FTQ songe à créer un parti travailliste québécois". Cette importante décision de la FTQ provient avant tout des confrontations répétées entre la force ouvrière organisée du Québec et un gouvernement québécois qui n'hésite pas à utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris les "lois spéciales", pour briser les grèves dans le secteur public. C'est peut-être le plus militant et le plus actif secteur du mouvement ouvrier provincial, et celui qui à récemment établi les barèmes de salaires dans la province.

Une atmosphère de dures luttes syndicales dans un avenir prochain surplombait le congrès, alors que les fonctionnaires québécois, employés de l'Hydro et travailleurs des hôpitaux feront face à des négociations pour de nouveaux contrats au début de l'an prochain. Les fonctionnaires peuvent très bien exercer le droit de grève gagné récemment contre un gouvernement de l'Union nationale et son opposition libérale qui ont déjà montré leur empressement à lancer des injonctions et invoquer des lois anti-grèves contre les enseignants, les employés d'hôpitaux et maintenant les employés de la CTM. (Les délégués au congrès même furent forcés de faire du pouce ou prendre un taxi s'ils pouvaient en trouver un, alors que la grève inébranlable du transport public entrait dans sa troisième semaine.)

L'inquiétude de la bureaucratie de la FTQ s'exprima dans un remarquable discours d'ouverture de Laberge lui-même; en fait cette peur fut élevée jusqu'à une théorie d'"égoisme institutionnel" des travailleurs organisés qui par les services syndicaux sont devenus "professionnels" avec des "privilèges exclusifs". "C'est pourquoi nous avons des grèves de classe dirigées plus contre d'autres groupes d'ouvriers que d'employeurs", dit-il, déclarant qu'à un temps où les employeurs commençait à avoir une certaine "conscience sociale", les syndicats ont développé un "appétit frénétique pour des gains" -- aux dépens du pauvre, du non-syndiqué.

Suggérant qu'il s'avouait déjà vaincu dans les prochaines négociations des fonctionnaires, Laberge déclara que dans le secteur privé, le public considérait les augmentations de salaire comme justifiables car il est généralement reconnu que les augmentations de salaires ne sont pas responsables pour l'augmentation des prix et pour l'inflation -- mais, il n'en est pas ainsi dans le secteur public, dit-il, où le public voit l'augmentation de salaire comme étant la cause de la hausse des taxes. En fait, il justifie cette notion, en avançant l'idée que 50% des familles québécoises vivent dans la pauvreté, et que la population n'est pas préparé à payer le coût des demandes légitimes des travailleurs.

Venant ainsi la veille de négociations vitales dans le secteur public (où la plupart des travailleurs appartiennent à la CSN rivale), et durant une grève du transport organisée par la CSN qui a mis tous les organes du "big business" dans un accès de rage, le discours de Laberge était dans son essence une attaque à peine voilée contre les travailleurs en grève. Comme tel c'était un acte remarquable de perfidie contre tout le mouvement ouvrier.

La "théorie" de Laberge sur l'embourgeoisement croissant des travailleurs organisés fut mise au défi par certains

délégués, notamment William Houle du syndicat des postiers, qui défendit les demandes des employés du transport pour $3.50 de l'heure en disant qu'un tel salaire était nécessaire pour vivre et ne constituait pas la base de "l'embourgeoisement" des travailleurs. Ce fut l'un des rares moments durant lesquels le congrès montra quelques étincelles

DUPLESSIS

JOHNSON

de résistance à la bureaucratie bien organisée. Peu de temps après, un délégué d'un des syndicats des cheminots lança une résolution d'urgence sur le plancher,déclarant le congrès contre toute intervention gouvernementale dans la grève. (Cette résolution fut acceptée par le conseil général, amplifiée, et passa presqu'à l'unanimité le lendemain.)

La FTQ, à laquelle sont affiliés 198,000 des 350,000 membres des syndicats CTC au Québec,fut créée parle corps fédéral comme sa "voix" provinciale,tout comme les divers conseils ouvriers municipaux furent créés pour amener les politiques de la CTC au niveau urbain.

Toutefois,avec les années, et avec l'expérience étendue de la bureaucratie centralisée de la CTC et de ses léthargiques "représentants régionaux" les fédérations provinciales ont commencé à prendre une plus grande importance, particulièrement au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Par exemple, le président de la FTQ, Laberge des TUA, joua récemment un grand rôle dans d'importantes disputes ouvrières telles que la "grève tournante" à l'Hydro. Bien entendu, la situation au Québec a été aggravée aussi par l'absence au niveau provincial du NPD ou son équivalent, pour donner jusqu'à un certain point un contrepoids à l'usage croissant d'injonctions et à la nouvelle législation anti-syndicale.

La FTQ a déjà demandé, et s'est vue refuser, au dernier congrès de la CTC une plus grande part de pouvoir sur les affiliés de la CTC au Québec (un "statut spécial" qui fut justifié sur des bases de meilleure efficacité en combattant l'appel de la CSN à base québécoise). Au congrès de la FTQ de cette année la fédération alla de l'avant et établit des postes à plein temps de président, secrétaire général et directeur d'action politique. Elle lança également le congrès derrière des demandes pour assumer certaines fonctions de la CTC au Québec (le droit de chartrer des groupes d'ouvriers) déclarant en même temps qu'elle désirait voir "une CTC plus forte" à travers une proposition qui demandait que tous les syndicats internationaux créent des districts canadiens. Le fait que toutes ces propositions seront opposées de front par la CTC fut rendu clair dans un discours du vice-président exécutif de la CTC. William Dodge déclara qu'en cédant ces pouvoirs aux fédérations il en résulterait une "désintégration"de la CTC,et en dépit du fait qu'il a reconnut que le Québec peut avoir droit à un "statut particulier", cela s'appliquait en termes de constitution canadienne seulement et ne pourrait pas s'appliquer au domaine des pouvoirs syndicaux.

Le discours de l'un des trois étudiants vietnamiens qui visitaient Montréal

en tant qu'invités de la fédération étudiante, l'UGEQ, fut sans précédent pour un congrès syndical d'après guerre. Par une résolution d'urgence les étudiants furent invités à venir présenter les points de vue du Front nationale de libération. Les délégués entendirent une condamnation de l'intervention armée des E-U au Vietnam et une affirmation du droit du Vietnam de déterminer son propre avenir librement et selon sa volonté. Sa réponse fut d'ailleurs polie et même sympatique (un fort contrast avec les deux assemblées tumultueuses des campus de Sir George Williams et de l'Université de Montréal où les étudiants pouvaient à peine se faire entendre).

Un délégué du mouvement syndical soviétique fit également un bref discours. Un des vétérans socialiste et syndicaliste au Québec, J-M Bédard (du syndicat des travailleurs du bois) nota que le fait que ce congrès ait entendu ces conférenciers était une indication d'un gros changement dans l'attitude du mouvement syndical. Sans aucun doute, une atmosphère a été crée en partie par l'élimination des statuts de la Fédération de toute mention de la lutte contre le communisme à l'intérieur des syndicats.

Une discussion importante sur la question nationale fut provoqué par deux résolutions: la première une résolution composite présentée par le conseil fit opter le congrès contre la séparationdu Québec à l'heure actuelle (une référence au séparatisme étant une"idéologie bourgeoise" avait été rayée) et la deuxième, du local 2-279 des travailleurs du bois, Montréal, demandant la reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec jusqu'à et incluant la sécession. Les deux résolutions passèrent avec une majorité de plus des deux-tiers après un court mais bon débat durant lequel plusieurs délégués nièrent que les deux résolutions étaient nécessairement contradictoires, démontrant qu'il était important de réaffirmer le "droit" de se séparer même si le congrès avait décidé que la séparation ne correspondait pas aux besoins des travailleurs québécois maintenant.

D'autres résolutions demandant la nationalisation des services publics et une enquête publique à l'Hydro-Québec passèrent sans commentaire. Un débat considérable fut toutefois provoqué par la proposition de la bureaucratie pour une sorte de comité paritaire avec la CSN afin d'"investiguer"les champs d'action commune. La nécessité de l'unité du mouvement syndical au Québec rencontra une dure opposition de la part des délégués qui insistèrent sur la mauvaise foi de la CSN concernant toute proposition de trève dans les activités de maraudage, mais avec les appels des dirigeants,leur résolution modérée fut acceptée. Plus tôt, Laberge avait rejeté la demande du président Pépin de la CSN pour un front uni dans les négociations des fonctionnaires provinciaux l'an prochain avec l'excuse échappatoire que seule l'action politique commune pourrait être efficace.

Sur certains points importants, le congrès ne réussit pas à parler adéquatement. Une résolution sur le besoin d'agir contre les injonctions contre l'action de grève efficace ne réussit pas à démontrer la nécessité de mobiliser les masses pour défier l'action du tribunal. Une résolution sur la guerre du Vietnam demandait simplement le retrait de "toutes les armées étrangères" et ne tint pas compte de l'aide qu'Ottawa et Québec donnent aux E-U dans cette sale guerre.

En général, le congrès demeura carrément dans les mains des dirigeants. La liste d'officiers du leadership, publiée assez étrangement sous le nom "Le caucus officiel" n'eut pas d'adversaire sérieux. La voix des rangs fut plus clairement entendue dans leur support de la résolution demandant un parti ouvrier du Québec, et leur insistance sur l'urgence de la tâche. Mais les forces militantes au congrès restèrent faibles et désorganisées, car ils leurs manquaient le développement d'un programme sérieux d'opposition à la bureaucratie. La construction d'une telle opposition demeure la tâche majeure des militants dans la prochaine période.

PAR J. MORGAN

LE RIN: UN CONGRES DE COMPROMIS

PAR ARTHUR YOUNG

Le congrès annuel du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale(RIN) s'est déroulé le 7 et 8 octobre, à Trois-Rivières. Il était précédé par toute une série d'évènements spectaculaires: refus du président Pierre Bourgault de s'adresser à un diner-bénéfice du parti, sa démission peu avant le congrès, ses dénonciations d'anarchie dans les rangs, la candidature de Mme. Ferrati comme porte-parole de la gauche, et les rumeurs répandues un peu partout concernant un possible éclat au congrès et une sortie du parti d'une des tendances.

Mais rien ne s'est produit dans ce sens. La tension était évidente dans les salles du congrès, quelques débats un peu échauffés, mais à la fin du weekend on est sorti sans avoir vu aucune explosion.

L'assistance au congrès témoignait que le parti avait grandi pendant l'année passée. Il y avait plus de mille personnes présentes. Le rapport du président Bourgault soulignait qu'une partie importante de cette croissance s'est produite depuis deux mois, et surtout après l'affaire de Gaulle.

Un simple bilan du congrès ne donne guère le sens des conflits qui s'y sont produits. Mais résumons les résultats majeurs:

Sur la question de fusion avec les autres groupements indépendantistes, question qui a soulevée le plus d'intérêt au congrès, on a voté une proposition de compromis. L'ancien leadership a échoué dans sa tentative de réaliser "l'unité à tout prix" avec les Grégoire etc. La proposition prévoit que tout pourparler sera fait dans le but de faire entrer au RIN les autres individus et mouvements. Mais en même temps, la gauche du parti n'a pas réussi à défaire toute idée d'unité qui ne se base pas sur le programme actuel --la proposition laisse au leadership le droit de continuer ses pourparlers avec les autres.

C'était un échec pour "l'équipe des neuf", comme s'est appelé la liste de candidats de l'ancien leadership aux nouvelles élections; leur programme principale était l'unité avec les autres indépendantistes. Par contre, Mme. Ferrati a insisté sur la transformation du RIN en parti des travailleurs, luttant en faveur des masses laborieuses du Québec. Les résultats des élections démontrent que la gauche demeure forte au sein du RIN -- Mme. Ferrati étant élue par une majorité importante. Mais dût au manque d'une liste de candidats de la gauche, six de l'équipe des neuf étaient élus à la direction nationale, Bourgault en tête.

La gauche est sortie du congrès un peu plus forte qu'avant. Mais les différences dans le parti restent fortes; tellement fondamentales qu'on peut attendre à ce qu'elles éclatent pendant les prochaines mois. Des conflits sérieux au sein de la direction nationale ont déjà eu lieu.

Mais pour bien comprendre le sens du congrès, il faut aller plus à fond, et

surtout apprécier les idéaux de la gauche riniste et ses perspectives. Car la croissance du RIN est un phénomène important pour les socialistes québécois. Cette croissance pose la question des rapports entre le mouvement socialiste et le RIN qui continue d'attirer un bon nombre de militants socialistes. Alors passons à un résumé de la politique de la gauche riniste, ce qui reste toujours difficile, parce qu'elle n'a pas été explicitement exprimée, et parce que la gauche n'est pas unie dans ses buts. L'essentiel de sa pensée, c'est de créer un parti des travailleurs qui exprime les besoins des travailleurs et qui lutte pour le pouvoir politique -- un Québec indépendant gouverné pour les travailleurs. Certains n'insistent pas que le parti soit composé des travailleurs, mais seulement qu'il exprime leurs intérêts. Aussi certains insistent que le Québec indépendant soit socialiste -- c'est-à-dire basé sur l'expropriation des corporations monopolistes géantes -- pendant que d'autres croient en une réforme (à la Suède) du système économique actuel.

Dans sa contribution à la discussion (c'est-à-dire son tract passé parmi les congressistes), la Ligue Socialiste Ouvrière a essayé de clarifier ses pensées sur les questions majeurs devant le congrès. Commençant par souligner que la tâche est un renversement total du système actuel, et pas une modification formelle du statu quo, la Ligue a souligné que ce sera la classe ouvrière qui bouleversera le capitalisme québécois, et érigera la nouvelle société socialiste. Mais parce que les ouvriers manquent à l'heure actuelle une conscience, et surtout une conscience politique, la tâche des socialistes est de hausser leur niveau de conscience.

Selon la Ligue, c'est dans les syndicats que se trouve la plus importante partie de cette lutte de politisation. Dans les syndicats les socialistes luttent à côté des militants contre les patrons et les bureaucrates syndicaux. Ils luttent pour le militantisme et pour la démocratie syndicale. Surtout ils essayent d'élever la lutte économique au plan politique, ils insistent sur la nécessité pour les ouvriers de combattre la bourgeoisie sur le plan politique, à travers leur propre parti, indépendant des politiciens patronaux.

On a carrément nié la possibilité de transformer le RIN en parti ouvrier: "Le programme du RIN parle en grande partie des changements constitutionnels; en ce qui concerne le programme social du nouveau Québec, il préconise un capitalisme un peu réglé, planifié, ne différant pas dans l'essentiel du système actuel." (Mais) les problèmes qui touchent les ouvriers: l'écart entre leurs salaires et les salaires de leurs voisins; la discrimination; la langue au travail; le contrôle par les monopoles étrangers de l'économie québécoise --ces problèmes sont surtout économiques, qui ne seraient aucunement changés par une déclaration d'indépendance.

"A notre avis, considérant les rapports entre les ouvriers canadiens-français, anglais, et ouvriers américains, il nous semble probable que la lutte ne se limitera pas au Québec, mais se déroulera sur le plan pan-canadien. Dans les grands secteurs de l'industrie comme les chemins de fer, la poste, les voies maritimes, la lutte ouvrière est pan-canadienne. C'est pourquoi nous ne sommes pas indépendantistes: nous ne voulons pas aller à l'encontre de cette tendance vers une lutte unie des travailleurs contre leurs patrons unis -- une lutte qui aboutira au socialisme.

"La voie principale vers le socialisme est dans un parti ouvrier -- c'est-à-dire, un parti de classe, érigé et contrôlé seulement par les masses travailleuses. Un exemple d'un tel parti est le NPD au Canada-anglais, où, malgré ses défauts programmatiques énormes, ce parti élève la lutte syndicale au plan de la lutte pour le pouvoir politique et économique du pays." Un tel parti ouvrier serait un parti basé sur les syndicats, les organisations économiques de la classe ouvrière.

SUITE PAGE 26

...le congrès du RIN (SUITE DE LA PAGE 24)

La Ligue Socialiste Ouvrière a préconisé depuis longtemps ce parti. Mais il semble que la décision du congrès de la FTQ, et les conséquences du Bill 1 (contre les employés de la CTM) ne laissent aucun doute que le parti est en train de se former. Ce sera un événement capital pour l'histoire socialiste au Québec. Une telleformation éclaircira sur le champ d'action toutes les conceptions théoriques de tous les mouvements de gauche.

L'affrontement entre la gauche et la droite riniste ne peut que se produire; de même, le parti ouvrier est peut-être en train de se fonder. Ces deux évènements forceront les socialistes du RIN à choisir: ou rester dans le RIN devenant de plus en plus anti-socialiste, ou former un autre petit groupement, ou militer au sein du parti ouvrier.

On espère qu'ils choisiront la dernière voie.

La LSO/LSA vs. Stanfield

par Walter Blumenthal

Le processus électoral pour la classe dirigeante du Canada, est la scène d'un cirque où évoluent deux troupes de clowns échangeant des insultes des plus dévastatrices, sous le feu des projecteurs, et receuillant ensuite leurs gages du même propriétaire de cirque. Mais au cours des dernières années une nouvelle et plus sérieuse arène a diverti l'attention de la foule de ces bouffons -- soit vers le parti politique représentant les travailleurs organisés, le Nouveau Parti Démocratique. Le contraste entre la réalité du NPD et la clinquante et fausse peinture grasse illusoire dont on enduit la duplicité des politiciens capitalistes, font que les clowns ne rient plus et l'assistance de plus en plus diminue. Ne dites pas ceci, toutefois, aux dirigeants du NPD. Pendant que la classe ouvrière tente de trouver une alternative politique réaliste et sérieuse à la politique capitaliste, en se penchant de plus en plus en faveur du NPD, ses dirigeants sont occupés à se couvrir de peinture grasse et à prendre des cours d'élocution afin d'adoucir leur voix et à brosser leurs haut-de-formes déguenillés, complément de leur "respectabilité" --pour mieux ressembler aux clowns de la politique capitaliste.

Récemment, M. Robert Stanfield a été choisi comme chef de l'une de ces troupes de clowns -- le Parti Progressiste-Conservateur. La réaction à Ottawa était favorable. Certainement, un chef aussi dynamique aiderait à faire revivre l'intérêt très diminué pour le cirque politique de nos partis bourgeois du Canada. Une élection fédérale était prévue pour le 6 nov. dans la demeure de Stanfield à Colchester-Hants, afin de l'expédier dans la Chambre des Communes.

Apparemment, à cette occasion, les Libéraux et les Tories étaient d'accord pour dispenser un autre "show" de campagne électorale. La décision prise permettrait à M. Stanfield le "droit démocratique" d'exprimer son point de vue au Parlement — et alors la politicaillerie capitaliste deviendrait plus sérieuse. Il est inutile de mentionner les "droits démocratiques" des Canadiens de déterminer le mérite d'un candidat ou d'un parti dans une campagne électorale.

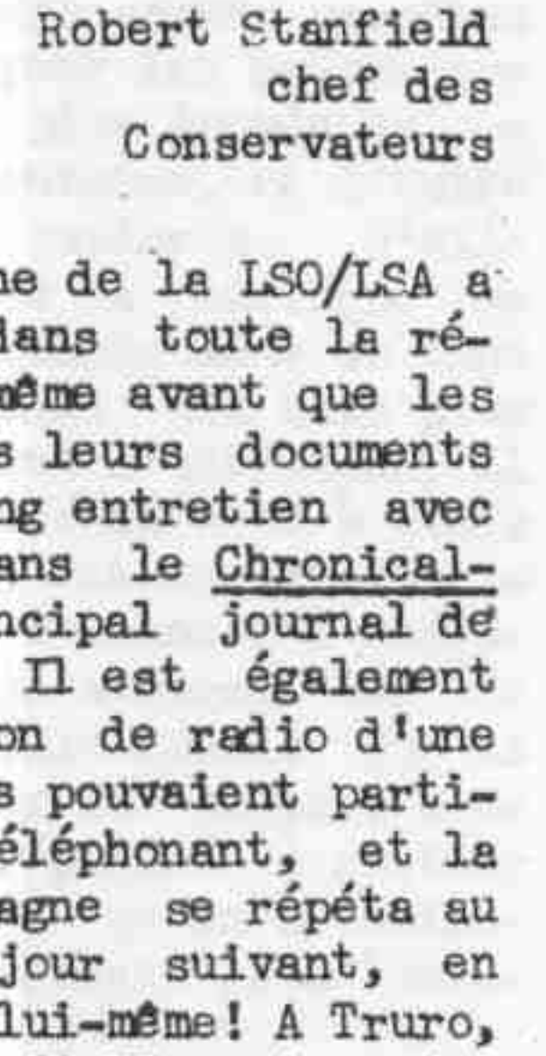
L'opportunité ouverte au NPD dans cette élection était exceptionnelle --la possibilité de démasquer Stanfield, la cabale des Tories-Libéraux, et poser comme question valable l'action ouvrière politique contre le Capital — mais la direction du NPD a refusé cette opportunité, par une adhésion stricte des normes des politiques bourgeoises, et a annonçé qu'il ne contesterait pas l'élection. La réaction parmi les militants du parti et celle des socialistes adhérant à ce Parti était celle du dégout. Quand avons-nous vu les Tories ou les Libéraux être si généreux envers un dirigeant du NPD? Serait-ce que le NPD n'était pas une sérieuse et réelle alternative aux vieux partis capitalistes? Quand il devint évident que le Parti ne se présenterait pas, le Comité Central de la Ligue Socialiste Ouvrière/League for Socialist Action a annoncé qu'il présenterait Ross Dowson, son secrétaire-exécutif, contre Stanfield, provoquant une élection, et posant les questions essentielles qu'il jugeait nécessaire pour le NPD d'avoir posé.

Des milliers de feuillets et d'affiches ont été imprimés, exprimant le programme d'opposition de base de la LSO/LSA à la complicité canadienne dans la guerre US au Vietnam, l'opposition à la participation à l'OTAN et au NORAD, et exprimant également la nécessité d'un programme socialiste pour le NPD. Dès le début, la campagne a attiré l'attention de tout le Canada. Les dirigeants militants de la Jeunesse néo-démocrate se sont ralliés à la cause de la campagne de la LSO/LSA. Les dirigeants fédéraux Ken Novakowski et Chris Thurrot, l'en-

tière direction de la section d'Alberta, et plusieurs des dirigeants de la Nouvelle-Ecosse ont appuyé la campagne de Ross Dowson, outragés de la connivence du leadership fédéral, et conscients que Dowson seul soutenait les principes ouvriers. Un appui enthousiaste a été fourni par plusieurs membres d'un groupe radical de l'université Dalhousie à Halifax, la Ligue pour l'Action Sociale.

Les adversaires...

Ross Dowson
de l'LSO/LSA



Robert Stanfield
chef des
Conservateurs

De plus, la campagne de la LSO/LSA a causé un choc profond dans toute la région des Maritimes, même avant que les candidats aient soumis leurs documents de nomination. Un long entretien avec Dowson est apparu dans le Chronical-Herald qui est le principal journal de la région d'Halifax. Il est également apparu à une émission de radio d'une heure, où les auditeurs pouvaient participer au collcque en téléphonant, et la discussion de la campagne se répéta au même programme, le jour suivant, en l'absence du candidat lui-même! A Truro, la ville natale de Stanfield, et centre de la campagne, Dowson a apparu à la radio et dans des rapports de la presse. Et quand on a organisé un ralliement contre la guerre, le 21 octobre à Halifax,les rapports de la presse ont mis en vedette sa contribution a ce rassemblement.

Avant que Ross Dowson n'est arrivé en Nouvelle-Ecosse, un seul événement a effacé tout doute quant à la nécessité de forcer M. Stanfield à affronter ses électeurs dans sa province natale. Le jour que Dowson a quitté Toronto, la Dominion Steel and Coal Co. (Dosco) a annoncé qu'en moins de 5 mois, elle arrêterait ses opérations sur l'acier à Sydney, et de cette manière éliminera les moyens d'existence de 100,000 résidents de l'île du Cap Breton et assénera ainsi un coup fatal à l'économie de la Nouvelle-Ecosse, et des Maritimes.

Cette annonce a couru comme un choc électrique à travers la région, ramenant en question le programme de développement économique de Stanfield, et les raisons de son départ fortuit des politiques provinciales; et quand l'histoire de la politique économique de Stanfield a été découverte, elle présentait un tableau sordide de duplicité, de corruption, et du pillage considérable du trésor public dans la forme de subventions gouvernementales. En quarante ans, les autorités ont puisé plus de $200 millions pour la Dosco, pendant que les patrons de cette firme ont refusé de moderniser l'outillage, et d'ouvrir à l'inspection publique ses livres de profits acquis. Du plus récent prêt de $8 millions il en reste encore la somme de $5 millions à rembourser, et la Dosco a régulièrement transferré ses opérations rentables à leur succursale de Montréal. Elle a même fait pression sur ses amis dans le gouvernement de Pearson pour qu'ils achètent leurs opérations sur le charbon, et plus tard éliminer l'opération sur cette matière graduellement, apportant de cette manière plus de chômage dans la région et provoquant une émigration de masse du Cap Breton. La réponse d'Ottawa a été l'établissement d'une Corporation de Développement du Cap Breton (CBDC) avec $25 millions alloués afin de maintenir et ensuite éliminer progressivement l'industrie improfitable et seulement $20 millions pour développer la nouvelle industrie qui remplacera celle éliminée.

Le plan, toutefois,était d'encourager les résidents de Cap Breton à quitter

leur terre natale, qu'ils ont bâti et développé au cours des générations, et chercher de l'emploi ailleurs. Pendant ce temps, la Sydney Steel Works a reçu pas moins de $26 millions en subventions, cette année seulement; et maintenant, cette firme également était pour fermer. Il était clair que Robert Stanfield était en grande partie responsable pour cette politique,et actuellement est complice dans les machinations de la Dosco. Sa propre contrepartie à la CBDC, appelée, "Industrial Estates Limited" était une corporation destinée à attirer la nouvelle industrie en Nouvelle-Ecosse avec la promesse de bas salaires et de subventions massives de la part du Gouvernement. Stanfield avait désigné le magnat des super-marchés, Frank Sobey, à la tête du IEL: il devrait être noté que Frank Sobey était le représentant de Stanfield au Bureau des Directeurs de la nulle autre que la Dominion Steel and Coal Co.-- Dosco. La réalisation totale de l'IEL a été l'établissement de deux industries, soit la Deuterium oi Canada et la Clairtone, deux compagnies qui ont été par la suite achetées entièrement par la IEL,après que des sommes massives aient été utilisées pour les mettre sur pied. L'avenir de la plus grande de ces deux industries est douteuse, et l'autre emploie seulement 175 employés. D'ailleurs, la duplicité de la politique de Stanfield était remarquable même en tant que politique bourgeoise. Six mois plus tôt, à un rassemblement d'élections, il avait nié la possibilité de mise à pieds d'employés à la Dosco; le lendemain de l'élection,300 hommes avaient été congédiés. Le 6 octobre, il assurait les résidents de la Nouvelle-Ecosse que la Dosco ne fernerait pas ses portes; à ce même moment, il se préparait à quitter les affaires politiques de la Nouvelle-Ecosse,pour l'arène fédérale plus lucrative.

Le NPD local n'avait pas l'intention de le démasquer et d'opposer une alternative viable à la machine Tory locale. Ils sont même allés plus loin en refusant d'appuyer la campagne de Dowson et en recommandant aux néo-démocrates une complète abstinence. Mais plusieurs facteurs les ont forcés à reviser leur politique scandaleuse. L'attention de tout le pays au candidat socialiste et l'appui de la jeunesse NPD pour Dowson, en plus de la tendance de la population locale à lier la campagne de la LSO/LSA au NPD, a plus que frustré leurs essais à s'abstenir. Les dirigeants fédéraux et provinciaux du NPD avaient déjà demandé la nationalisation de la Dosco, et un ancien candidat NPD dans la ville de Truro avait sévèrement critiqué la politique de Stanfield dans la presse locale. De plus, un homme d'affaires de la région se présentait maintenant comme "Indépendant-Libéral". Effrayés par le potentiel explosif de la campagne, et honteux de leur propre inaction, ils ont plongé dans la mêlée.

Ils ont nommé Elwood Smith, un candidat NPD de Sudbury, à entrer dans la campagne en tant que "Indépendant". Mais il était clair pour la communauté de quel appui il jouissait, et de quelle initiative il se présentait. La vitesse avec laquelle il a deposé ses documents officiels d'élection a été expliqué par la prédominance des néo-démocrates locaux qui les ont signés. Tous ont refusé de signer les documents de Ross Dowson. Le gérant de la campagne de Smith était un ancien candidat NPD, et même si Smith avait quitté le parti le même matin, il était clair que le NPD fédéral avait donné le feu vert à sa candidature. Il se présenterait sur un programme de nationalisation de la Dosco. En fait, le NPD se présentait. La LSO/LSA avait atteint son but: forcer le parti ouvrier canadien à se battre contre Robert Stanfield. Opposer la LSO/LSA contre le NPD dans Colchester-Hants n'était pas le but de la campagne de Ross Dowson. Et par conséquant, il a retiré sa candidature.

Le 6 novembre, la machine Tory a livré les votes -- presque le même nombre que pour la dernière élection. Les deux autres candidats en ont reçu seulement une poignée. Le NPD, n'ayant offert qu'une opposition cachée et presque symbolique, les milliers de résidents de la Nouvelle-Ecosse sont simplement restés chez eux.

QUELLE EST LA BASE ELECTORALE DU NOUVEAU PARTI DEMOCRATIQUE ?

(La rédaction du journal Workers Vanguard a fait une analyse très intéressante des élections en Ontario et en Saskatchewan,dont nous avons extrait le résumé suivant.)

Le résultat des élections provinciales ont démontré encore une fois que le Nouveau Parti Démocratique est le parti ouvrier du Canada anglais.

Ce fait saute aux yeux en examinant le vote ontarien. Dans toutes les grandes villes, sauf Ottawa, le NPD a fait des gains importants. A Windsor, on a percé le mur érigé par la puissante machine libérale de Paul Martin en élisant deux néo-démocrates. Dans le nord de la province, on a maintenant quatre députés NPD. A Peterborough, et à Oshawa, où on a vu des luttes ouvrières acharnées contre les injonctions,les candidats du NPD ont été élus. L'un de ces candidats est le président du grand local des Travailleurs Unis de l'Auto à Oshawa. Dans la ville de l'acier, Hamilton, le parti a gagné la moitié des sièges et plus de 40% du vote total. C'est la base la plus forte du parti.

Dans les 26 comtés de la métropole torontoise, le parti espérait faire une perçée. Il s'est rangé le deuxième avec 33% du vote, peu derrière les Tories; il n'a augmenté que par trois sièges les cinq qu'il avait déjà établis.

Les vingt comtés ontariens où le NPD s'est trouvé à la deuxième place (souvent pas très loin du premier)sont tous, ou urbain, ou au nord de la province. Tandis que le vote pour les Libéraux et les Conservateurs a diminué, le vote pour le NPD a sugmenté de 16% à 26%. Dans les comtés ruraux, l'appui au parti néo-démocrate est resté très faible.

Dans les deux provinces, néanmoins,on avait espéré des gains plus sérieux. Le NPD en Ontario n'a même pas réussi à déplacer les Libéraux comme opposition officielle au gouvernement. Les chefs du parti attribuent le manque de progrès important au désinteressement de la population. En Ontario, sculement 65% des électeurs ont voté. Les néo-démocrates se plaignent de la pénurie de questions qui differencient le NPD des vieux partis,questions qui peuvent gagner l'appui écrasant de la population. Mais certainement, il n'y a pas une autre question qui est plus importante que celle en jeu -- quelle classe gouvernera, la bourgeoisie ou la classe ouvrière?

La plupart de ceux qui ont voté pour le NPD l'ont fait parce qu'ils identifient celui-ci à la classe ouvrière. L'analyse de l'expert Peter Regenstrief dans la métropole torontoise a conclu que c'était le facteur le plus important pour ceux qui appuyaient le NPD. Il a découvert que "près de la moitié de la population s'identifie comme membre de la classe ouvrière." Mais si le parti n'a pas reçu les votes d'une grande partie de ces ouvriers, c'est parce qu'il a refusé de présenter une alternative claire et nette à cette classe,préférant essayer de démontrer sa "responsabilité" et son "honorabilité" envers le système actuel.

Le potentiel du NPD comme parti de la vaste majorité, soit la classe ouvrière, doit se transformer en pouvoir politique réel. Sa seule façon de le faire, c'est de présenter aux ouvriers une alternative programmatique claire, pour laquelle il vaut le peine de lutter. Ne confondons pas cette action avec les élections qui ont lieu tous les quatre ans. La lutte politique doit se faire continuellement, et sur tous les niveaux ; municipal, provincial et fédéral.

des F-5 canadiens mais disent avec confiance, "Une bonne chose pourrait changer le tout; une situation empirant très rapidement au Vietnam. Ainsi les E.U. commanderaient des F-5 pour remplir le vide en attendant les A-7A qui ne seront pas vraisembablement disponibles en grand nombre d'ici 2 ou 3 ans." En plus de sa complicité dans la vente de produits de guerre, le gouvernement canadien donne des bourses à l'industrie pour du travail de recherche de développement qui pourraient intéresser les services américains ($27 millions de contrats en 1964).

les profits -- au Vietnam

Et nos universités sont fortement engagés dans des programmes de recherches pour l'armée américaine. A l'université McGill le Dr. Raymond Yong, directeur du Laboratoire de mécaniques du sol, d'après le McGill Daily, "essaie de découvrir une méthode pour déterminer du haut des airs la nature du sol. Cela permettrait aux pilotes américains de savoir d'avance si une bande de terre est convenable pour un atterrissage d'urgence et décollage subséquent". Il reçoit actuellement une bourse du Bureau de recherche de défense à Ottawa. Le doyen des études supérieures et le président du département de génie civil ont admis la possibilité que le Dr. Yong travaille pour le gouvernement américain. Il est extrêmement difficile d'obtenir des informations sur ces projets car ils sont secrets. Mais la vive réaction de l'administration aux déclarations du Daily révèle la situation explosive. Il est aussi évident que la dépendance financière des universités envers ces contrats, rend très difficile pour le personnel de ces universités de faire connaître leur opposition à la guerre au Vietnam. Les contrats diminuent énormément la liberté académique qui devrait éxister dans nos collèges. Pendant ce temps les dépenses d'armes par le gouvernement ici et aux E.U. se réflètent non seulement dans des taxes élevées, et un manque de fonds pour des projets de santé publique, mais aussi dans l'augmentation rapide du coût de la vie. D'après un article par Ed Finn, Directeur des recherches de la CBRT, dans le numéro de janvier 1967 du Canada Vietnam Newsletter:

"Les E.U. dépensent maintenant $55 millions par jour pour la guerre du Vietnam -- $322,000 pour chaque guérillero tué. Ils dépenseront un total de $20 milliards pour la guerre en 1967. On s'attend à ce que les contrats de défense au E.U. pour l'année fiscale courante atteignent $40 milliards.

"Deux effets de cette énorme production de matériel de guerre sont de réduire le volume de biens de consommation tout en donnant presque le plein emploi et mettant ainsi plus d'argent dans les mains des consommateurs. Ainsi le phénomène classique d'une trop grande demande pour une trop petite offre est commencé.

Puisque l'économie satellite du Canada est liée d'une manière inextricable à celle des E.U., les pressions inflationnaires de ce pays se font sentir ici très tôt.

"Un autre facteur est la pratique du gouvernement américain d'émettre plus de monnaie afin de libérer plus de richesses pour les industries de guerre.

"Le président de Grocery Manufacturers of America, Georges W. Koch, a dit récemment que la faute majeure pour l'augmentation des prix de la nourriture 'réside dans le fait que les E.U. sont en guerre." Bien qu'il était principalement intéressé à justifier l'industrie de l'alimentation, sa déclaration est fondamentalement vraie. Il a dit qu'il y a très peu de choses qu'une personne puisse faire pour arrêter l'infla-

J-P SARTRE: Génocide au Vietnam!

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 4, No. 1 (19) janvier - février 1968 15 cents

Une formule constitutionelle ou un gouvernement ouvrier?

CUBA, L'OLAS, ET LA LUTTE CONTINENTALE

Réponse au chômage:

Une semaine de travail plus courte

J-P SARTRE: GENOCIDE AU VIETNAM

David Dellinger, Stokely Carmichael et Peter Weiss, trois membres du jury

La deuxième session du Tribunal international des Crimes de Guerre, mieux connu sous le nom du Tribunal Russell, vient de se terminer à Roskilde, au Danemark. Entre la fin des sessions et son départ à Cuba pour assister au Congrès culturel de La Havane, le président du Tribunal, M. Jean-Paul Sartre a accordé deux interviews majeures, l'une à l'hébdo social-démocrate français, le Nouvel Observateur et l'autre à Radio La Havane.

Dans l'interview à la Radio La Havane, publiée dans le Granma du 24 décembre 1967, M. Sartre a expliqué l'importance de ces sessions dans les termes suivants:

"Pour nous la deuxième session était d'une grande importance parce que, du témoignage de Vietnamiens résidents dans le Sud, de paysans vietnamiens qui sont venus témoigner, et d'anciens combattants américains, nous étions capables d'établir que les Américains ont pris une part active dans les tortures dont ils blâment le gouvernement-marionette. Ils ont perpétré des massacres à une très grande échelle, détruit des villages et déporté des populations entières, ce qui nous a ammené à la conclusion unanime qu'ils sont coupables du crime de génocide...

"Cette session a clairement révélé les intentions de génocide des Américains. En même temps, elle a indiqué la signification de cette guerre, qui n'est pas seulement une guerre contre le peuple héroique du Vietnam, mais, dans un sens plus profond, une guerre contre toute l'humanité, puisqu'en employant le génocide pour essayer d'écraser une guerre populaire au Vietnam, ils essaient d'intimider ces pays qui veulent se libérer de la domination U.S."

Au reporter du Nouvel Observateur (le 6 déc.) Sartre a affirmé au sujet de la deuxième session:

"Nous avons appris beaucoup de choses mais nous avons surtout compris. Nous avons compris, notamment, qu'il n'y a jamais eu de guerre moins franche, plus hypocrite que celle-là. Jamais une opinion publique n'a été si bien informée des détails d'un combat et si ignorante de sa signification réelle.

"Il s'est passé une chose très curieuse, à Copenhague. Nous savions tous, en arrivant, que le problème du génocide serait posé, et nous en avons discuté dès le début. Mais je dois dire que ce terme embarrassait la plupart d'entre nous. Pris dans son sens large d'"extermination d'un peuple", il est vague et on peut dire qu'il y a eu des génocides depuis que l'homme existe. Dans son sens juridique, c'est une notion établie par Lemkim entre les deux guerres mondiales, à propos d'un certain nombre de massacres, et qui n'a été reconnue, votée par une convention internationale qu'en 1948, pour condamner par avance

toute entreprise comparable à l'extermination systématique des Juifs par Hitler.

"Moi-même, je me demandais s'il était bien utile d'avoir recours à ce grand mot dans l'affaire du Vietnam. Pourquoi pousser les choses aussi loin? Ne suffisait-il pas d'établir -- puisque nous pouvions le prouver— que les Américains torturent, détruisent la végétation, brisent les structures familiales et commettent différents crimes de guerre? Des amis nous téléphonaient de Paris pour nous dire: "Vous n'allez tout de même pas conclure au génocide. Ce serait excessif."

"Et puis, à mesure que les témoignages s'accumulaient devant nous, à mesure que se découvrait le vrai visage de cette guerre -- parce que nous avons tout de même appris beaucoup de choses -- nous nous sommes rendu compte qu'il n'y avait pas d'autre notion que celle de génocide -- excessive ou pas --pour rendre compte de ce qui se passe au Vietnam. Ceux qui faisaient les plus grandes réserves au départ en ont été convaincus comme les autres."

Plus tard dans le même interview M. Sartre a donné les détails sur les méthodes d'interrogation employées par les Américains et leurs alliés:

"...Le système des interrogatoires nous a été très bien expliqué par l'un des témoins américains, qui avait lui-même torturé et appris aux autres à torturer. Il avait fait cela pendant dix mois et constatait presque calmement: 'Je suis un Américain moyen et je m'aperçois que je suis devenu aussi un criminel de guerre'...

"Il n'y a pas, nous a-t-il expliqué, d'interrogatoires sur le terrain. Quand on s'empare d'un village situé dans une zone contrôlée par le Vietcong, on le rase et on embarque tout le monde-- sur-

---

le NPD-Saskatchewan --

"Un terme à la complicité canadienne"

Attendu que le peuple du Vietnam lutte pour ses droits démocratiques essentiels depuis plus de 25 ans,

Et attendu que la présence de 500,000 soldats américains au sud-Vietnam constitue l'obstacle majeur à la réalisation de ces droits,

Et attendu que le gouvernement canadien appuie l'intervention injustifiable des E-U et l'aide sur le plan diplomatique, moral, et matériel,

Et attendu que le danger de la guerre thermo-nucléaire devient imminent,

Qu'il soit résolu que le Nouveau Parti Démocratique réclame un terme immédiat à la complicité canadienne dans la guerre du Vietnam, un terme immédiat à la vente du matériel de guerre aux E-U, et, plus important encore, que le gouvernement canadien se dissocie nettement de la politique américaine au Vietnam;

Et qu'il soit de plus résolu que le NPD exige un terme immédiat et inconditionnel des bombardements et de l'emploi de napalm et phosphore blanc, suivi d'un retrait des troupes américaines du Vietnam, ainsi qu'un règlement basé sur le principe de l'auto-détermination de tous les Vietnamiens,

Et aussi qu'il soit résolu d'instruire notre Exécutif National et nos députés fédéraux, ceux-ci devant promouvoir activement cette politique.

Adopté par le congrès du NPD-Saskatchewan

tout des vieillards, des femmes et des enfants, parce que les hommes sont généralement cachés loin de là, avec les unités combattantes. Tous ces gens sont considérés comme suspects et on les envoie dans des"hameaux de la vie nouvelle", nouveau nom des anciens "hameaux stratégiques". Et puis on en interroge quelques-uns, ceux qui ont été dénoncés comme Vietcongs ou chez qui on a trouvé des armes. Quand des unités de l'armée de Saigon ont participé à l'opération,ce sont des Vietnamiens qui mènent l'interrogatoire,mais toujours sous le contrôle d'un officier américain. Tous les témoignages concordent sur ce point. En matière de torture, il y a peu à apprendre aux Vietnamiens, qui ne manquent pas d'imagination, mais les Américains sont là pour leur enseigner l'art de la progression dans la souffrance, sans laquelle il n'y a pas d'efficacité. 'Quand on m'amène un type dont le visage a déja été écrasé à coups de crosse, nous disait notre témoin, comment voulez-vous que j'en tire quelque chose?'

Quand les opérations sont menées par les seuls Américains, ce sont eux qui interrogent -- qui torturent -- mais avec, cette fois, un interprète vietnamien. Nous avons vu un film montrant un gros Américain frappant inlassablement, a grands coups de pied, sur les parties sexuelles d'un Vietnamien à terre. De toute manière, les Américains sont toujours là. Et affirmer que ce sont les Vietnamiens qui se torturent entre eux, c'est une demi-vérité qui devient, aux Etats-Unis, un mensonge raciste en renforçant l'idée que 'tous ces gens-là sont des sauvages et des brutes'."

La sauvagerie de cette guerre saute aux yeux lorsqu'on ne regarde que quelques uns des chiffres décelés par les équipes d'investigation du Tribunal: 250,000 enfants tués, 750,000 blessés; 67% des morts et 86% des blessés vietnamiens sont des enfants, des femmes et des vieillards.

Mais il n'y a rien de plus graphique que les détails racontés par Sartre: "...Il y a cette scène horrible du soldat qui tue un Vietnamien de deux balles dans la nuque puis, pour s'amuser, pour faire rire le copain qui filme, envoie encore une balle dans l'anus de sa victime."

"...Un jeune Noir américain nous a raconté comment,au cours d'un ratissage, un de ses officiers lui avait dit, en montrant une femme qui passait devant eux: 'Alors, tu la descends!' Et il l'avait descendue. L'officier n'était pas un sadique: simplement, c'était une opération dans laquelle il fallait abattre tout le monde. Nous avons demandé à ce témoin pourquoi il avait tiré. Il a répondu: 'Parce que si je ne l'avais pas fait, c'était moi qui y passais, tôt ou tard.'

"On nous a parlé aussi de ce général américain qui allait, en hélicoptère, faire la 'chasse au Viet'. Il abattait à la mitrailleuse tous les hommes qu'il apercevait. 'Mais pas les femmes' précisait-il. Or les femmes vietnamiennes, vous le savez portent les mêmes pyjamas noirs et les mêmes chapeaux que les hommes. De haut, il ne doit pas être très facile de faire la différence."

"...Les structures familiales, si importantes dans tous les pays d'Asie,sont brisées. Souvent, l'homme est parti depuis longtemps combattre avec le F.N.L. Mais s'il est resté et s'il se rend avec sa famille, il est aussitôt interrogé et souvent torturé. S'il est très jeune,on l'enrôle de force dans l'armée gouvernementale. Donc, plus ou presque plus de liens familiaux et baisse de la natalité. J'ai moi-même insisté pour savoir si cette baisse était importante et on me l'a confirmé: elle provient de ce qu'il y a 500,000 personnes dans les prisons et de ce que, dans les zones contrôlées par les Américains, plus d'un tiers de la population vit dans des 'hameaux de la vie nouvelle'. Or toute pratique entraînant une baisse de la natalité est qualifiée de'crime génocide' par la Convention de 1948.

"Les habitants des hameaux n'ont souvent aucune possibilité de travailler.

Les moins suspects sont employés à des tâches subalternes dans les camps américains, mais l'équilibre du travail et de la vie, sur lequel repose toute culture, est rompu. Les conditions d'hygiène sont abominables. Le ravitaillement est honteusement insuffisant, soit parce que les Américains 'oublient' de le distribuer, soit parce que le riz livré -- qui a d'ailleurs été volé aux paysans de la région -- est vendu au marché noir par les fonctionnaires sud-vietnamiens. Tout cela entraîne la 'dégradation physique et mentale', qui est dénoncée comme 'crime génocide' par la Convention de 1948."

Mais le génocide n'est pas seulement pratiqué sur la population du sud du Vietnam. Moins hypocrites dans l'action que dans la propagande, les impérialistes américains traite le Vietnam comme un pays lorsqu'il s'agit de génocide. Le Tribunal les a également trouvés coupables de génocide et de crimes de guerre dans le Nord:

"Au Nord également, les Américains sont coupables d'intention génocide, parce que leurs bombardements visent à briser toutes les structures sociales du pays, à détruire tout ce que le socialisme a construit en treize ans. Ils voudraient non seulement que la guérilla ne paie pas mais que le socialisme ne paie pas. Et lorsque les Vietnamiens du Nord auraient capitulé, on leur 'reconstruirait tout ça' -- les Américains l'ont offert -- sur des 'bases plus saines'. Cela, on cherche à l'obtenir par une terreur quotidienne qui finit par engendrer des troubles mentaux chez beaucoup d'individus. Le ministre de la Santé vietnamien est venu nous dire lui-même-- et je considère que cela lui fait honneur d'admettre ceci en pleine guerre — qu'il y avait des gens qui craquaient nerveusement, surtout des enfants et des vieux, et qu'il faudrait des années pour réparer les ravages psychologiques causés dans la population par les bombardements. Cette terreur elle-même est donc génocide, car elle diminue l'intégrité mentale des individus du groupe, crime défini par la Convention de 1948."

Dans son jugement le Tribunal, qui était composé de juristes, médecins, savants, a également voulu expliquer les implications pratiques pour tout le monde de cette guerre et non seulement son immoralité. Dans ce sens Sartre a déclaré à Radio La Havane: "Oui, il est vrai que le Tribunal Russell a démontré que l'attitude des E-U au Vietnam est une attitude visant à montrer aux peuples d'Amérique latine qu'une pluie de feu descendra sur eux, pareil comme au Vietnam, si les guerilléros menacent l'empire impérialiste. En conséquence nous avons conclu que cette guerre prend des proportions mondiales et est vraiment l'événement le plus important de la deuxième moitié de ce siècle, et que, lorsque le peuple héroique du Vietnam aura gagné cette guerre, il l'aura gagné dans les intérêts du monde entier."

Dans le Nouvel Observateur, Sartre a présenté ces conclusions de la deuxième session du Tribunal de la façon suivante:

"Pour une puissance impérialiste, le génocide est la seule réponse stratégique possible -- je ne dis pas tactique — à la résistance d'une population totalement unie dans la guerre. Ce ne sont pas les Américains qui l'ont inventée mais il n'y en a pas d'autre. Peut-être certains d'entre eux, même dans les sphères gouvernementales, ne le savaient-ils pas quand ils se sont engagés dans la guerre au Vietnam, mais ils ne peuvent plus l'ignorer aujourd'hui. Il n'y a que deux solutions pour eux: partir ou tout anéantir..."

Pour nous, Nord-américains vivant dans un pays directement impliqué dans cette guerre, il n'y a pas de choix non plus. Il faut exiger à haute voix dans la rue, dans les écoles, dans les syndicats, partout, que les Américains se retirent immédiatement du Vietnam et que nos gouvernants d'Ottawa et de Québec cessent leur complicité dans ce génocide. Il n'est plus une question morale; le Tribunal Russell nous a démontré que c'est une question de vie et de mort pour l'humanité toute entière.

PAR MICHEL MILL

OPPOSONS LA COMPLICITE DU PARTI LIBERAL !

PAR BRENDA ZANNIS

Pour le mouvement croissant contre la guerre du Vietnam au Canada, deux mobilisations majeures sont en vue . Le 9 février aura lieu une journée canadienne de protestation contre la complicité des universités dans la guerre. Sous le mot d'ordre "Chassez les faiseurs de guerre de nos écoles" les étudiants entendent démasquer la participation et la complicité des écoles dans la guerre. Au cours du week-end du 6 avril, se déroulera le congrès du Parti libéral à Ottawa. A ce congrès on choisira le chef du parti et le nouveau premier ministre. Le spectacle de la course à la chefferie attire l'attention de tout le pays; les militants qui s'opposent à la complicité du gouvernement libéral dans la guerre doivent attirer l'attention du pays sur la responsabilité de ce parti dans le génocide vietnamien. On prévoit une protestation massive aux portes de ce congrès.

Ce sont les résultats majeurs d'une conférence de l'Association Etudiante Contre la Guerre du Vietnam, tenue à Toronto le 28-29 décembre, qui a réuni plus de 120 personnes venant de plus de 20 universités et écoles secondaires à travers le pays, de Halifax jusqu'à Vancouver. Ces étudiants ont discuté et réaffirmé le but de leurs activités, l'établissement d'un nouvement de masse étudiant contre la guerre du Vietnam. Ils ont aussi entendu des discours de Laurier Lapierre, vice-président fédéral du NPD, et Syd Stapleton, un dirigeant du Student Mobilization Committee aux E-U. Plus tard, ils se sont manifestés devant les édifices de la compagnie DOW, principal fabriquant du napalm destiné à la guerre du Vietnam; la conférence s'est terminée par l'élection des représentants de l'association, Joe Young ayant été réélu comme président.

en primeur ---

DANIEL JOHNSON APPUIE LA GUERRE DU VIETNAM

Par l'entremise du Toronto Star du 18 novembre, nous venons de prendre connaissance d'une déclaration du Premier Ministre Daniel Johnson au sujet de la guerre du Vietnam. Parlant à ce sujet devant les hommes d'affaires de New York, il a déclaré:

"Nous comprenons aussi que les Etats-Unis ont assumé une responsabilité mondiale, dont nous vous remercions."

Aucun des journaux québécois n'a publié cette déclaration.

La Conférence de l'OLAS

JOSEPH HANSEN

La première Conférence de l'OLAS (organisation de solidarité latino-américaine) qui s'est tenue à La Havane du 31 juillet au 10 août a été reconnue de toute part comme un événement d'une importance politique mondiale.

La presse internationale accorda une haute priorité aux délibérations, 157 journalistes étrangers s'étant fait accréditer. Le State Department paya, bien qu'involontairement, un tribut élevé en retardant la réunion prévue de l'Organisation des Etats américains jusqu'à septembre afin de mettre cet organisme réactionnaire en meilleure position pour tenter de contrebalancer les décisions de l'OLAS. Tous les gouvernements satellites de Washington en Amérique latine réagirent avec colère et appréhension à la Conférence, prenant des mesures extraordinaires pour empêcher les délégués d'y assister. Le gouvernement de Mexico, sous la pression de l'administration Johnson, échafauda même une chasse aux sorcières à la veille de la réunion. (Des agents du gouvernement ont fait un raid sur une librairie maoiste à Mexico pour obtenir 'plus de douze tonnes de preuves' que le capitalisme mexicain et son principal ornement, le président Diaz Ordaz, étaient les objectifs d'un "complot" de guerillas, complot monté par quatorze partisans de Mao Tsé Tung, de Fidel Castro ou de Léon Trotsky. Certains de ces quatorze membres firent connaissance pour la première fois dans les chambres de torture de la police politique mexicaine. Tous sont maintenant dans la prison de Lecumberri où ils peuvent être détenus indéfiniment sans procès.)

NDLR

Dans notre numéro de sept.-oct., nous avons publié le reportage de Joseph Hansen sur la Conférence de l'OLAS à Cuba. Hansen y assistait en tant que journaliste américain socialiste. L'analyse suivante qu'il a fait de la signification de la Conférence nous semble d'un intérêt remarquable, et nous le publions complètement.

La conférence fut la plus vaste assemblée d'authentiques représentants des fronts actifs de guérillas en Amérique latine qui ait été tenue. Le patronage de l'assemblée, celui d'un Etat ouvrier, y ajouta de l'importance. Il y eut des délégations de dix autres Etats ouvriers et de quatorze organisations internationales. Un absent notoire fut la République populaire de Chine. Une particularité éminente fut donnée par la présence du porte-parole du mouvement pour le Pouvoir noir aux Etats-Unis. Stokely Carmichael, un des dirigeants du SNCC, fut inclus dans les principales figures de la Conférence dont il fut fait délégué honoraire.

Les appréhensions des impérialistes et de leurs suiveurs n'étaient pas déplacées, ainsi qu'on put le juger à la façon dont la presse et même le Congrès américain jetérent feu et flamme au fur et à mesure que procédait la Conférence. Parmi les formations de gauche, les réactions furent mélangées, allant de l'opposition et du mécontentement avoués, exprimés par les directions droitières des partis communistes, comme en France, à la satisfaction exprimée par divers mouvements de guérillas, les déclarations

élogieuses des porte-parole du mouvement pour le Pouvoir noir aux Etats-Unis et par la reconnaissance de la part de dirigeants trotskystes que la Conférence constituait une réalisation encourageante et un pas en avant pour la révolution mondiale.

Les sujets traités par les délégués étaient d'une actualité brûlante:

1) les Etats-Unis et l'Amérique latine, avec un accent particulier sur la place de la Révolution cubaine dans la lutte du continent exploité pour se libérer de la métropole impérialiste.

2) l'escalade de l'agression impérialiste américaine au Vietnam, ainsi que la menace qui lui est associée envers d'autres pays, y compris la République populaire de Chine et l'Union soviétique, et l'implication grandissante que l'extension de la puissance militaire américaine dans le sud-est asiatique se poursuivra jusqu'à ce qu'elle atteigne le niveau de la guerre nucléaire à moins que d'efficaces contre-mesures ne soient prises à temps.

3) les soulèvements des ghettos aux Etats-Unis, et leurs rapports avec la révolution coloniale et la lutte internationale pour le socialisme.

4) la lutte de classe en Amérique latine, impliquant d'une part les oligarchies complètement réactionnaires soutenues par Washington, et d'autre part les masses ouvrières et paysannes et leur avant-garde révolutionnaire.

5) la trahison de la lutte révolutionnaire en Amérique latine commise par la direction droitière du Parti communiste vénézuélien.

6) la politique de collaboration de classe du Kremlin dite de "coexistence pacifique" avec le capitalisme mondial suivie par le régime Kossyguine-Brejnev.

Tout au long des travaux, le thème principal fut le rôle réactionnaire joué par l'impérialisme yankee en Amérique latine, particulièrement son maintien de régimes militaires très répressifs. Une attention considérable fut accordée à la profondeur de la pénétration économique, politique et militaire yankee à l'échelle continentale. Les délégués soumirent des rapports saisissants sur ce qui se produisait dans leurs propres régions et sur la manière dont les Etats-Unis bloquent les transformations sociales nécessaires pour arracher leurs pays à la stagnation.

La mise en accusation de l'impérialisme américain commença avec le discours inaugural prononcé par le président Osvaldo Dorticos Torrado et atteignit son expression la plus puissante dans le discours de clôture prononcé par le Premier ministre Fidel Castro au théâtre Chaplin.

Moments dramatiques

Mais les moments les plus dramatiques dans la présentation de la cause contre la puissance économique et militaire la plus colossale du monde eurent lieu au cours de deux conférences de presse où les journalistes et les délégués eurent l'occasion d'interroger des agents du CIA faits prisonniers à Cuba pendant qu'ils effectuaient des missions contre-révolutionnaires. Un des groupes avait débarqué pendant la conférence même!

De la prémisse fondamentale concernant l'échelle continentale du rôle de l'impérialisme américain et sa politique d'intervention dans tout pays d'Amérique latine où il décide qu'il peut exister une menace active à ses intérêts réactionnaires, la conférence tira un certain nombre de conclusions.

Avant tout, il était évident que la lutte pour l'émancipation doit être menée à l'échelle continentale. Une insistance très grande doit être donnée à l'identité des intérêts des masses travailleuses dans tous les pays d'Amérique latine. Ceci avait été résumé à la Conférence dans les mots de Simon Bolivar: "Pour nous, notre patrie c'est l'Amérique." Reformulé, ceci devient le mot

d'ordre d'aujourd'hui: "L'Amérique latine, une seule patrie."

Deuxièmement, il était évident qu'en face de la politique de Washington qui bloquait même de modestes réformes en soutenant ou en installant les dictatures militaires les plus féroces, il n'y a pas d'autre voie ouverte aux peuples d'Amérique latine que la lutte armée. De plus, il fut affirmé que l'objectif de cette lutte ne peut être rien d'autre qu'une victoire socialiste.

Ces deux conclusions --les dimensions hémisphériques de la lutte de libération et la nécessité de prendre les armes pour une issue socialiste -- furent affirmées dans des discours et des résolutions qui firent sensation dans le monde entier. La position fut symbolisée de manière saisissante dans deux portraits géants, l'un de Simon Bolivar le Libérateur, lors de la séance d'ouverture, l'autre de Che Guevara placé de façon semblable au théâtre Chaplin où la réunion de l'OLAS prit fin. On ne pouvait se tromper sur la signification: ce que Bolivar avait commencé au siécle dernier comme révolution démocratique bourgeoise doit être complété et mené à bien aujourd'hui seulement comme révolution socialiste.

La coexistence pacifique

Ce point de vue, on le voit clairement, est en contradiction aigue avec la "coexistence pacifique" ou la collaboration de classe suivie par les directions droitières des partis communistes en Amérique latine. L'expérience faite avec ces directions, particulièrement avec l'aile droite du Parti communiste vénézuélien qui alla jusqu'à répudier publiquement les guérilleros, fut placée à l'ordre du jour pour y être soumise à un examen particulier. Les Cubains ainsi que les représentants des divers fronts de guérillas recherchèrent une épreuve de force sur la question.

Considérant que la direction du PC vénézuélien avait trahi la lutte au Vénézuéla, elle ne fut pas invitée à la Conférence. Il revint à un groupe centriste, dirigé principalement par le secteur du PC dans la délégation uruguayenne, de chercher à éviter ou à amortir l'épreuve de force. Il argua qu'il ne serait pas sage de se séparer des dirigeants de droite du PC vénézuélien, qui étaient de bons camarades qui, avec le temps, s'apercevraient de leurs erreurs. L'unité du mouvement devait être préservée à tout prix. Même si les Cubains et les combattants des guérillas étaient sensibles au sujet des actions des dirigeants du PC vénézuélien, une action définitive ne devrait pas être prise à la Conférence de l'OLAS. La question devrait être renvoyée devant une conférence ultérieure des Partis communistes latino-américains où les communistes pourraient régler leurs divergences entre eux. En outre, ce serait une faute de faire un fétiche de la lutte armée. Dans certains pays, bien sûr, il n'y avait aucune autre voie ouverte, et il était possible qu'elle s'avère comme une étape nécessaire dans tous les pays, mais il fallait aussi admettre la valeur d'autres formes de lutte. La critique faite au gouvernement soviétique pour l'aide technique et financière qu'il accorde à des dictatures comme celle de la Colombie était considérée comme particulièrement immérité et répréhensible.

Ces arguments et d'autres semblables ne purent convaincre les délégués et la Conférence se termina en caractérisant la lutte armée comme la seule voie vers la victoire dans les conditions qui prévalent en Amérique latine, toutes les autres formes de lutte étant nécessairement subordonnées à elle et n'ayant de valeur que dans la mesure où elles stimulent la lutte armée.

En relation avec cela, la Conférence présenta l'expérience de la Révolution cubaine comme un modèle général. Quelles que soient les erreurs qui aient pu être commises dans le cours de la Révolution cubaine et quelles que puissent être les modifications nécessaires en vue de circonstances spécifiques dans les divers pays latino-américains, la leçon principale de Cuba reste valide, à savoir que,

contre une dictature militaire répressive de type Batista, seule la lutte armée peut assurer la victoire. En outre, l'expérience cubaine, fut-il dit, reste également valide sur le plan tactique. La clef pour développer une lutte armée avec une chance de succès est de lancer une guerre de guérillas.

La lutte armée

Ainsi, la question de la lutte armée fut prise à la Conférence de l'OLAS comme la ligne de division décisive, séparant les révolutionnaires des réformistes sur l'échelle continentale. De ce point de vue, elle fait écho à la tradition bolchevique. Cherchant à préciser les choses plus strictement, les Cubains insistèrent sur importance clef de la guerre de guérillas comme méthode pour progresser vers la lutte armée. Ils insistèrent de même sur la priorité à donner à la campagne sur la ville pour constituer un noyau de guérilla et le faire progresser. Toutefois, il faut noter certaines modifications. Par exemple, on rapporte qu'au Vénézuéla les guérillas étaient passées d'un centre fixe à une "colonne mouvante". Un autre développement intéressant fut la différence qui fut faite entre des "conditions révolutionnaires" et des "situations révolutionnaires". La première expression se rapporte au rapport général des forces, la seconde à une combinaison spécifique de circonstances, comme l'envisageait Lénine lorsqu'il projeta la prise du pouvoir. Bien que les conditions révolutionnaires existent pour toute l'Amérique latine, il n'y a à présent de situation révolutionnaire au sens léniniste dans aucun pays. La perspective est donc d'une période longue et difficile sans succès facile en vue.

Bien que les délégués se soient concentrés sur les problèmes de la révolution latino-américaine, le cadre de leurs délibérations fut beaucoup plus vaste. Ils firent tout ce qui était possible pour utiliser la conférence en vue d'exprimer la solidarité envers le peuple vietnamien. Ils ne se bornèrent pas à saluer l'héroisme des Vietnamiens, mais insistèrent sur la nécessité de les soutenir de la façon la plus vigoureuse et efficace, en augmentant l'aide matérielle, en ouvrant de nouveaux fronts contre l'impérialisme américain, des révolutionnaires faisant la révolution dans leurs propres pays.

Une attitude semblable fut déployée à l'égard de la lutte du peuple noir dans les ghettos des Etats-Unis. Lorsque Stokely Carmichael parla à la séance finale, il reçut une ovation des délégués debout; et, pendant tout son séjour à Cuba, la presse, la radio et la télévision le mirent en vedette comme une des personnalités principales. Les soulèvements dans les ghettos aux Etats-Unis qui se produisirent pendant la Conférence furent semblablement mis en épingle; après la Conférence un rassemblement géant fut organisé à La Havane le 18 août pour commémorer l'explosion de Watts. De cette façon, les Cubains cherchèrent à attirer l'attention sur les liens entre la révolution coloniale et la lutte du peuple noir aux Etats-Unis et à tirer les leçons appropriées.

La Conférence s'acheva par l'établissement d'une organisation permanente disposant de statuts. Le but de la nouvelle organisation, l'OLAS, est de coordonner et de promouvoir la lutte revolutionnaire en Amérique latine suivant les lignes spécifiées dans les résolutions principales adoptées par les délégués. De cette façon, la Conférence n'établit pas seulement un bilan de l'expérience avec les directions droitières des partis communistes latino-américains, elle établit une organisation continentale pour défier celles-ci sur le terrain de la lutte. Ce fut probablement le plus important résultat de l'assemblée de La Havane.

Quel était l'axe de la pensée politique se trouvant à la base de la Conférence de l'OLAS? Il n'y a aucun document à ce sujet, mais on peut le déduire avec une approximation raisonnable. Je dirais que les dirigeants cubains ont tiré certaines conclusions générales de toute leur expérience à ce jour.

Pour sauver la révolution cubaine de l'écrasement par l'impérialisme américain, ils furent obligés de se tourner vers l'Union soviétique. Sans aide matérielle de l'Union soviétique, il eût été probablement impossible de survivre en l'absence d'une extension immédiate de la révolution. Outre l'aide matérielle, ils se tournèrent vers le premier Etat ouvrier pour y trouver des modèles dans divers domaines. Ceci impliqua aussi se tourner vers le Parti communiste existant à Cuba, en particulier pour des cadres.

Ce cours, auquel les Cubains pensaient qu'ils ne pouvaient guère d'une façon réaliste se dispenser dans les circonstances, comportait aussi certains désavantages. L'un des pires fut l'impulsion excessive donnée à la croissance de la bureaucratie, laquelle aurait en tout cas constitué un problème. Le danger fut vu à temps, et les dirigeants cubains l'abordèrent de front dans la fameuse affaire Escalante. Ils allèrent de l'avant, restructurant complètement le parti afin de démunir les Escalante de points d'appui.

Politique internationale

Dans le domaine international où, dès le début, les Cubains furent tenus de propager la cause de la révolution mondiale, l'expérience fut encore plus perturbante. La ligne de Khrouchtchev dans la crise des fusées en 1962 montra qu'il était douteux de compter sur la bureaucratie soviétique dans une épreuve avec l'impérialisme américain. Les doutes qui naquirent ou furent renforcés à l'époque se transformèrent en conclusions fermes au sujet de la politique suivie à la fois par Moscou et Pékin face à l'escalade de Johnson dans la guerre du Vietnam. On permettait à une guerre terrestre asiatique qui aurait dû conduire à une défaite précoce de la puissance militaire américaine de se développer en une menace croissant dangereusement sans que soit entreprise une seule contre-mesure sérieuse. Les deux puissances se sont montrées à ce jour incapables de s'unir, même au niveau gouvernemental, pour la défense d'un Etat ouvrier assiégé alors que leurs propres pays sont marqués comme les objectifs suivants! Les Cubains en vinrent à voir dans le Vietnam un avertissement quant à leur propre sort éventuel.

Ils ne pouvaient échapper à la conclusion. La défense de Cuba repose en premier lieu sur les ouvriers et paysans cubains. La meilleure défense est l'extension de la révolution.

Venant à le réaliser avec une instance nouvelle, les Cubains passèrent par une autre expérience décevante: la direction du PC vénézuélien abandonna la lutte armée à laquelle elle s'était engagée et revint à la "voie électorale", c'est-à-dire participa dans le domaine électoral non comme un parti d'opposition révolutionnaire mais comme un groupe de pression soutenant "l'aile progressiste" de la bourgeoisie nationale.

Et cette trahison reçut en soutien ouvert du gouvernement Kossyguine-Brejnev sous forme de propositions cyniques d'aide technique et financière à des dictatures militaires latino-américaines participant de toutes leurs forces contre-révolutionnaires au blocus de Cuba par les Etats-Unis.

Pour contrer la trahison vénézuélienne et les manoeuvres traîtresses du Kremlin en Amérique latine, il fallait évidemment réaffirmer à nouveau vigoureusement les principes révolutionnaires et faire un nouveau début dans leur application. La Conférence de l'OLAS fut projetée pour remplir cette tâche.

Si l'on jette un coup d'oeil en arrière, on peut voir que la Tricontenentale de janvier 1966 représentait un pas dans cette direction. Mais elle s'acheva par un compromis. En même temps qu'étaient affirmés des buts révolutionnaires, furent acceptées des formules qui fournirent une couverture aux directions de droite des PC et à tous ceux qui étaient prêts à payer de mots la lutte armée tout en continuant à pratiquer les jeux pourris de la politique é-

lectorale. Ceci fut couronné par l'attaque de Castro contre le "trotskysme" qui, tout en donnant satisfaction aux directions de droite des PC, fut prise par tous les éléments d'avant-garde ayant une connaissance réelle du mouvement trotskyste, au mieux comme une identification erronée du trotskysme avec la secte bizarre de Posadas, au pire comme un écho tardif des vieilles calomnies staliniennes dont l'objectif restait complètement obscur. Il était donc nécessaire d'attendre pour voir quel pourrait être le vrai résultat de la Tricontinentale. La ligne suivie par les Cubains montra bientôt que l'aspect révolutionnaire de cette Conférence était l'aspect dominant et il devint de plus en plus clair, notamment après les révélations sur la trahison au Vénézuéla, qu'une rupture publique avec les courants droitiers des PC était inévitable et imminente.

Le trotskysme

Celle-ci fut rendue formelle à la Conférence de l'OLAS. Les dirigeants de droite des PC furent stigmatisés comme des traîtres à la révolution, ceux qui tentèrent d'obscurcir la question furent obligés de prendre position, une déclaration claire fut faite sur la lutte armée comme la seule voie en Amérique latine. Dans ce contexte, la signification politique de la Conférence de l'OLAS est absolument claire. Elle enregistra la différenciation fondamentale de la Révolution cubaine d'avec les vieux partis communistes et leur politique de collaboration de classe.

Cela veut-il dire que les dirigeants cubains sont devenus "trotskystes"? La réponse à cette question est non. Ce qu'ils ont fait, c'est affirmer leur indépendance politique par rapport à Moscou et Pékin, ou à tout autre centre à ce sujet. En même temps, logiquement, ils ont décidé une politique de <u>non exclusion</u> à l'égard de toutes les autres tendances révolutionnaires. Ils écouteront tout autre courant révolutionnaire et collaboreront avec lui. Ce qui déterminera si une tendance donnée est réellement révolutionnaire sera son attitude envers la Révolution cubaine et le principe de la lutte armée en Amérique latine.

La rupture avec les dirigeants de droite des PC consommée à la Conférence de l'OLAS ouvre par conséquent la voie en Amérique latine à un regroupement accéléré des forces révolutionnaires. Comment cela s'effectuera spécifiquement est à déterminer dans chaque pays évidemment.

Une conférence ou un congrès, si révolutionnaire qu'il soit en principe, ne peut faire plus que de tirer un bilan des expériences de la période précédente et définir une ligne d'action conforme aux leçons qui ont été tirées. La Conférence de l'OLAS ne fit pas exception à cette règle; en fait, elle fit un bon travail de ce point de vue, réalisant ce qu'elle s'était fixée.

Néanmoins, quelques questions très importantes, soulevées du moins par implication, furent peu ou pas discutées. A l'avenir, elles occuperont sans aucune doute l'attention de nombreux participants de la Conférence et peut-être seront-elles soulevées à une étape ultérieure, dans le processus de regroupement.

Par exemple, il se pose le problème d'expliquer la trahison de l'aile droite du PC vénézuélien. Il est à peine suffisant de considérer un tel développement comme une question de faiblesse individuelle de caractère dans la mesure où il s'agit de toute une direction d'un parti de masse avec une forte base syndicale. La trahison avait évidemment des racines sociales. Celles-ci devraient être étudiées non seulement pour l'éducation de nouveaux cadres révolutionnaires mais aussi pour mieux éviter une nouvelle répétition d'une telle issue désastreuse et pour combattre les traîtres au Vénézuéla même.

A cela se trouvent associées évidemment les liens internationaux de ces dirigeants, leur base politique et parti-

culièrement leur formation à l'école du stalinisme. Tout ceci devrait être porté au grand jour et les leçons en être assimilées.

Une question connexe est la carence des Cubains en particulier à prévoir la trahison. Soulever cette question ne signifie en aucune façon accuser les Cubains. En fait, l'intégrité dont ils ont fait preuve rend possible de soulever cette question sereinement. L'étude de la question éliminera d'elle-même la faiblesse qui réside dans la manque de connaissance de la véritable histoire du mouvement communiste mondial et le manque d'appréciation de ce qui le stalinisme fit à ce mouvement.

Que ceci ait un aspect très pratique est indiqué par la question connexe: comment se fait-il que, dans la lutte intérieure au PC vénézuélien, la fraction qui était pour les principes révolutionnaires se trouve mise finalement en minorité tandis que la fraction qui se prononçait pour la collaboration de classe ait acquis la majorité? La question est d'autant plus pertinente qu'il faut tenir compte de la proximité de Cuba, de l'impact de la Révolution cubaine sur le continent, et du fait que la fraction révolutionnaire avait pour elle le poids d'un Etat ouvrier. Il faudrait étudier soigneusement le cours de cette lutte fractionnelle dans tous ses aspects afin de déterminer si la défaite était objectivement inévitable ou si des erreurs ont peut-être été commises. Si la défaite fut causée par un changement dans le rapport des forces de classe au Vénézuéla, le mouvement révolutionnaire doit non seulement en étudier les causes mais aussi comment cela affecte sa stratégie et sa tactique. Si c'était dû à des erreurs de direction, l'effet objectif de ces erreurs doit encore être considéré.

Un problème sur lequel quelques délégués méditaient déjà à la Conférence de l'OLAS exige la prise en considération la plus sérieuse. C'est le problème de la lutte révolutionnaire dans les villes. La question clef est de savoir que faire dans des situations où les masses ne sont pas encore prêtes à s'engager dans un combat jusqu'au bout mais peuvent être mobilisées au moins dans une certaine mesure. La direction des ouvriers et des chômeurs doit-elle être laissée aux traîtres? Sans bataille pour gagner l'allégeance des masses? Y a-t-il des luttes partielles dans lesquelles les ouvriers et les chômeurs peuvent être prêts à s'engager dans ce qui pourrait s'avérer profitable à la cause révolutionnaire et qui pourrait au moins servir à empêcher les traîtres de droite de constituer un sérieux obstacle sur le terrain?

La lutte urbaine

Il faut noter que les traîtres vénézuéliens, en s'efforçant de répondre aux accusations accablantes dirigées contre eux par Fidel Castro, ont mis en avant comme un de leurs plus forts arguments précisément la question du maintien par l'avant-garde révolutionnaire de ses liens avec les masses des villes. Bien sûr, eux s'efforcent d'utiliser les masses comme des pions sur l'échiquier électoral et de les détourner en même temps de la voie révolutionnaire; mais il faut juger très objectivement le calcul qu'ils font, selon lequel les Cubains sont vulnérables sur ce terrain. Ce n'est pas seulement au jeu d'échecs que les mouvements de l'ennemi peuvent indiquer des faiblesses que l'on aurait négligées dans sa propre position. La réponse correcte semble être d'entrer dans l'arène de la lutte de classe dans les villes et de chercher à y déborder les dirigeants droitiers des PC sur la gauche. Le secret du succès réside dans la mise en avant de mots d'ordre transitoires qui en soi et pour soi, sont plus réalistes que les mesures préconisées par les réformistes, et dont la logique porterait les masses sur la voie de la révolution.

Tout cela est lié à la question de construire une direction et une structure d'organisation capables de donner une orientation juste à la lutte révolutionnaire dans tous ses aspects. C'est ce qu'entendent les marxistes révolu-

tionnaires quand ils parlent de la nécessité de construire un parti d'action. A la Conférence de l'OLAS,cette question fut marquée par l'expérience cubaine de sorte qu'on entendait des déclarations contradictoires, que "la révolution serait faite avec ou sans parti" et que "les guérillas constituaient le noyau du parti". Si la révolution pouvait être faite sans parti, pourquoi mettre en avant l'idée qu'un parti serait formé autour de guérillas ou que les guérillas rempliraient une fonction politique quelconque? Et, tandis que la possibilité de faire une révolution sans un parti était exprimée,en même temps on insistait sur la nécessité d'une discipline absolue dans l'action, de la combinaison disciplinée des aspects politiques et militaires. La question exige évidemment un examen approfondi, l'élimination de malentendus résultant de diverses sources, surtout de la mauvaise impression créée par les états de service des staliniens et des sociaux-démocrates en Amérique latine et ailleurs. Une étude de l'expérience bolchevique pourrait s'avérer d'un intérêt exceptionnel si elle était entreprise en tenant compte des particularités de l'Amérique latine.

On peut aussi escompter qu'un rapport juste entre la théorie et la pratique révolutionnaire sera étudié dans la prochaine période. Il y avait à la Conférence de l'OLAS une tendance évidente à attribuer les faillites et trahisons des directions droitières des PC à des théories fausses ou désuétes ou à une "théorisation" divorcée de la réalité. Une étude plus approfondie de tout le phénomène stalinien découvrirait, cependant, que la politique des partis affectés par lui ne découlait pas de la"théorie" mais directement de quelques intérêts bureaucratiques pratiques et très terre à terre. La "théorie" ne constituait rien de plus qu'une façade, bien qu'éventuellement certaines théories mises en avant, telle celle de la construction du socialisme dans un seul pays, ait eu une influence pernicieuse. La tendance notable à la Conférence de l'OLAS de déprécier la théorie était une des conséquences du fait qu'a été laissé de côté le rôle déterminant du stalinisme dans la trahison du Parti communiste vénézuélien.

Il faut ajouter que le préjugé apparent contre la théorie révolutionnaire en général provient en réalité d'un rejet spécifique des idéologies staliniennes, social-démocrates et autres variétés d'idéologies réformistes, tout comme la dépréciation apparente du rôle décisif qu'un parti peut jouer comme instrument révolutionnaire provient d'un rejet spécifique des partis du type stalinien et social-démocrate. Cette attitude, une étape nécessaire pour préparer la voie à l'organisation de véritables partis révolutionnaires de masse en Amérique latine et à la renaissance de la théorie révolutionnaire, approche de sa fin. La rupture définitive avec les directions droitières des PC en est un signe certain.

Il faut enfin noter que, si la lutte des noirs et sa phase de Pouvoir noir furent traitées de façon exemplaire à la Conférence de l'OLAS, la lutte anti-guerre et le mouvement dynamique qui se forme autour de celle-ci aux Etats-Unis ne furent pas examinés et analysés. Cette omission fut d'autant plus flagrante, compte tenu de l'importance que leur accordent les Vietnamiens et l'impression qu'elles ont produite dans le monde entier. Les Cubains méconnaissent peut-être les potentialités du mouvement anti-guerre en le considérant gelé dans un moule pacifiste. Dans la période à venir, ce développement sans précédent aucun dans la lutte de classe aux Etats-Unis révélera indiscutablement de nouveaux aspects qui ne manqueront pas d'impressionner tous les révolutionnaires latino-américains et de les inviter à y prêter une plus grande attention.

La Conférence de l'OLAS a clos un chapitre de la politique révolutionnaire en Amérique latine et en a ouvert un nouveau avec des perspectives très prometteuses. Pour les impérialistes, les choses ont pris un mauvais tour. L'avant-garde a enregistré un grand progrès. Elle est maintenant en meilleure position pour accomplir son devoir, c'est-à-dire pour faire la révolution.

NOTRE OPTION CONSTITUTIONNELLE:
le socialisme

PAR ARTHUR YOUNG

Après cent ans de confédération, le Canada traverse une crise aigue. L'avenir du pays est incertain; le Québec, longtemps opprimé, bouge enfin. Il ne se soumet plus tranquillement. La société québécoise, exploitée, dite arriérée et rurale est devenue consciemment moderne, urbaine, et dynamique. Depuis 10 ans, à l'intérieur de cette société, des batailles acharnées se sont produites. Le nombre des syndiqués a doublé; la classe ouvrière québécoise, alliée aux cultivateurs, s'est engagée contre le régime capitaliste actuel, contre sa misère et son exploitation impitoyable. Les étudiants, impressionnés par son exemple, se syndicalisent. Les fonctionnaires, ingénieurs, et maintenant les employés de banques, longtemps considérés isolés et même hostiles au mouvement ouvrier, s'organisent aussi. On a vu, lors de la grève des postiers, que l'exemple du militantisme québécois menace de se répandre à travers le pays. L'action de la classe ouvrière provoque des réactions parmi toutes les autres couches de la société qui commencent à prendre parti face aux tâches énormes qui restent à accomplir.

Chacun a son option. Les représentants du capitalisme, les gouvernements fédéral et provincial, essayent de réduire au silence ce mécontentement sans mettre en question leurs bénéfices énormes puisés de la sueur des canadiens. Ainsi, on a la Commission Royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme("la B et B") et la conférence des premiers ministres provinciaux. De son côté, le parti ouvrier canadien, le NPD, a endossé "le statut particulier du Québec au sein de la confédération". Les Etats Généraux du Canada-français ont prôné l'indépendance, de même que les Lévesque, Aquin, et partis indépendantistes. Chacune de ces catégories est fortement nuancée.

Après quatre années d'études, après avoir dépensé $7 millions d'argent des contribuables en recherchant une solution au problème, la "B et B" a enfin soumis son rapport. Le rapport recommande qu'on accorde aux minorités francophones dans les autres provinces les droits qu'ont les anglophones au Québec. Dans les milieux bourgeois le rapport a été en général favorablement acceuilli.

L. B. Pearson:
maux de tête constitutionnels

Le porte-parole de la haute finance, le Toronto Globe and Mail a qualifié les recommendations comme un minimum nécessaire pour que le pays n'éclate pas. Le gouvernement fédéral a déclaré officieusement qu'il était prêt à les accepter. Daniel Johnson les a vues comme un signe de bonne volonté envers les Canadiens français; le NPD a répété ces ré-

actions favorables.

Admettons qu'il y a dans le rapport un petit aspect positif. On nous raconte que le Canada représente quelque chose d'unique, un pays basé sur un pacte confédéral entre deux peuples, que cela démontre la possibilité d'une harmonie entre toutes les nations du monde. Au moins, on y admet que cette histoire, toujours la même, est sans fondement, la Confédération défavorisant les Canadiens français. Bien entendu, les considérables minorités francophones d'Ontario et du Nouveau-Brunswick doivent pouvoir vivre en français. Mais ce n'est qu'un petit aspect du problème national. Plus de 80% des canadiens-français sont québécois; plus de 80% des québécois sont francophones. Ces deux faits démontrent que c'est surtout au Québec où doit être résolu le problème national, et que les recommandations de la Commission Royale ne vont rien améliorer pour l'écrasante majorité des Canadiens-français.

D'autre part, les premiers ministres de toutes les provinces, réunis à Toronto il y a quelques mois, ont longuement discuté la crise canadienne sans rien proposer de concret. Ils ont uniquement discuté de la présente constitution canadienne, et la possibilité d'une constitution nouvelle. Il est facile de comprendre pourquoi un Daniel Johnson et ses partisans les Jean-Louis Lévesque de la province veulent avoir plus de pouvoirs. Mais comment cela va-t-il résoudre le mécontentement réel de la population ici? Ce mécontentement est issue de problèmes bien concrèts, comme la misère dans laquelle presque la moitié des montréalais sont obligés de passer leur vie; selon le Conseil du Travail de Montréal, seules des solutions concrètes aux problèmes peuvent faire taire les Québécois.

Le "statut particulier" du NPD contient la même erreur. Considérant la question nationale comme simple question de langue et de culture ils essayent de la résoudre en donnant plus de pouvoirs à "L'Etat national" des Canadiens-français, le Québec; mais -- cela veut dire à son gouvernement actuel, le NPD néglige aussi le caractère social des revendications nationales.

Que peut-on penser d'un Pierre Bourgault qui a récemment déclaré à Paris que son parti ne songe pas à nationaliser les monopoles étrangers après l'indépendance, que la bonne entente avec les capitalistes américaines est possible? Ou d'un René Lévesque qui pour sa part, souligne que son "socialisme" se base sur le modèle scandinave, c'est-à-dire la régimentation étatique de l'économie dans les intérêts du grand capital. Le même René Lévesque, député, aurait pu, à lui seul, retarder l'adoption de la récente "loi d'exception" contre les employés du Transport de Montréal en ouvrant sa gueule et refusant le consentement unanime. Sans ce consentement unanime, le bill aurait demandé plusieurs journées afin d'être adopté. On n'a aucune assurance que ces messieurs Lévesque-Bourgault, une fois arrivés au pouvoir, amélioreront sérieusement notre sort.

Considérons en passant ces Etats Généraux du Canada français. Un corps choisi par soi-même, deux tiers de son argent venu du gouvernement provincial, du commerce ou de sources catholiques, il n'est pas surprenant de voir que la population l'avait oublié. Même parmi ceux qui se sont inscrits en voulant faire parti du processus, très peu se sont efforcés de voter pour élire les délégués. On a dû finalement envoyer les bulletins de vote par le courrier! Le mouvement ouvrier ne jouant pas de rôle dans l'affaire, l'écrasante majorité des délégués est venue des institutions et associations de la classe moyenne. Peu de personnes sérieuses ne peuvent croire en effet qu'ils représentaient la nation; ils ne représentaient plutôt que la petite bourgeoisie canadienne française.

Plus de pouvoirs au gouvernement provincial, une nouvelle constitution, le statut particulier du Québec, l'indépendance, toutes ces formules ne veulent rien dire dans l'abstrait. C'est dans

la situation actuelle qu'on voit ce qu'ils veulent dire, car aucune des formules ne répond au problème. On pose les questions suivantes: qui exactement peut parler au nom des québécois? Est-ce que le gouvernement actuel représente les ouvriers, les cultivateurs, les pauvres de la province? Ou est-ce qu'il représente les intérêts des riches, des monopoles français et anglais? Avec qui est-il plus solidaire -- les masses québécoises ou les capitalistes canadiens?

Depuis la confédération, la classe possédante canadienne-française a contrôlé son propre Etat. L'Etat du Québec jouissait déjà d'énormes pouvoirs sur les ressources naturelles, les relations du travail, l'éducation, le bien-être social, l'assurance-maladie, le logement. C'étaient les politiciens québécois qui avaient donné nos forêts, nos mines, notre amiante, toutes nos richesses naturelles et notre travail aux étrangers lesquels en ont pris une tranche considérable. Ce n'est pas le pouvoir d'attaquer notre misère qui manque au gouvernement, c'est la volonté. Personne ne peut croire qu'un Daniel Johnson, ayant proposé des lois d'exception contre la plupart des grèves importantes des travailleurs ici va employer des pouvoirs accrus en faveur des gagne-petits québécois.

Les discussions sur un nouveau partage des pouvoirs fédéraux-provinciaux sont aussi pires qu'inutiles. On n'a pas besoin d'un renversement des pouvoirs constitutionnels, mais d'un renversement des forces de classes et d'un remplacement des régimes capitalistes canadiens

---

Si, par conséquant, la Constitution représente la loi fondamentale d'un pays, elle serait donc... une force agissante qui fait de toutes les autres lois et dispositions juridiques édictées dans ce pays nécessairement ce qu'elles sont, en sorte que, dorénavant des lois différentes des premières ne peuvent même pas être promulgées dans ledit pays.

Mais... existe-t-il dans un pays quelque chose, une force agissante, déterminante, qui influe sur toutes les lois édictées dans ce pays de telle sorte que, dans des limites données, elles soient nécessairement telles qu'elles sont et non différentes? Mais évidemment, Messieurs, cela existe, et ce quelque chose n'est rien d'autre que les rapports de force réels existant dans une société donnée. Les rapports de forces réels qui existent dans chaque société sont cette force effective, agissante, qui conditionne toutes les lois et les dispositions juridiques de cette société, de telle sorte que pour l'essentiel elles ne peuvent guère être différentes de ce qu'elles sont.

...Ces rapports de forces réels, on les inscrit sur une feuille de papier on leur donne une expression écrite; et lorsqu'ils sont écrits, ce ne sont plus de rapports de forces réels; ils sont devenus le droit, des dispositions légales, et qui les enfreint est puni!

...(En 1848) faire une Constitution écrite était la moindre des choses; cela se fait quand il le faut en trois fois 24 heures: c'était la dernière de toutes les choses à faire; par elle, si elle venait prématurément, la plus minime des choses ne se trouvait accomplie.

Transformer effectivement dans les pays les rapports réels des forces, entamer le pouvoir exécutif, le faire de telle façon, le transformer tellement qu'il ne pût plus jamais, par lui-même, s'opposer à la volonté de la nation -- c'était cela qu'il fallait faire alors, ce qui devait tout précéder, afin qu'une Constitution puisse être durable.

De "Qu'est-ce qu'une Constitution", un discours de Ferdinand Lassalle, publié dans La Lutte Ouvrière, numéro 14 et 15.

et québécois par un pouvoir ouvrier.

La constitution réelle du pays pour les avocats et politiciens est peut-être une feuille de papier: l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique; mais pour les travailleurs, elle est plutôt un système qui comprend: les tribunaux qui brisent leurs grèves avec des injonctions et condamnent à la prison les militants syndicaux qui refusent de s'y soumettre; la police, attaquant les lignes de piquetage et les manifestations contre la guerre du Vietnam; leurs salaires pitoyables qui condamnent la moitié des Montréalais à vivre dans la misère; les capitalistes s'engrossant toujours de leur sueur;la pollution; le chômage; la crise de logement. Ces maux qui se manifestent quotidiennement aux travailleurs, sont pour eux plus réels que toute discussion constitutionnelle. Ils représentent pour eux la véritable constitution.

C'est pourquoi 57% des Québécois n'ont rien entendu à"la these des deux nations au Canada"selon le Sondage Gallup publié le 18 novembre; pourquoi seulement 4% ont affirmé que les problèmes constitutionnels méritent la priorité au sondage de Radio-Canada publié le 24 octobre. Le problème du logement est prioritaire pour 40% de la population; les autres priorités sont l'éducation,le chômage, les salaires et l'inflation. Robert Cliche, chef du NPD-Québec commente avec raison: "Que le Québec se sépare ou non, les élites devront réaliser que 80% de la population vit entre l'indigence totale et la privation constante... La solution des problèmes du Québec n'est pas dans le nationalisme dont parlent les élites, mais dans la prise en main par la population des moyens nécessaires à la reconquête économique... La lutte doit se faire par des hommes exploités,contre le système qui les exploite. Si l'on décortique les revendications des Canadiens-français, on voit qu'elles sont toutes dirigées, au fond, contre le régime capitaliste."

Donc, pour changer la constitution réelle du pays, il faut changer le système économique. Les travailleurs et cultivateurs du Québec, ceux qui ont provoqué la révolution tranquille par leurs maintes batailles courageuses contre le patronat pourri dirigé par Duplessis, sont capables de réaliser le changement. Ils sont capables d'engager de nouvelles luttes pour syndicaliser le reste de la classe ouvrière de la province, obtenir la parité des salaires avec les Ontariens et Américains, mettre un terme aux lois anti-syndicales, forcer la mise en vigeur de l'assurance-maladie, combattre le chômage, gagner l'éducation gratuite à tous les niveaux. Les masses québécoises peuvent remplacer la présente administration fédérale-provinciale corrompue, par une vraie démocratie ouvrière.

Cette lutte demande une expression politique des revendications des travailleurs et sultivateurs de la province,un parti ouvrier basé sur les syndicats, c'est-à-dire les organisations de combat de la classe ouvrière. Les travailleurs du Canada anglais l'ont déjà fait. Elle demande aussi l'unité entre les travailleurs des deux nations, qui combattent le même régime capitaliste fédéral et une bourgeoisie pan-canadienne sans scission interne importante.

Après la victoire conjointe des ouvriers canadiens, l'abolition du système qui exploite les ouvriers des deux nations et qui provoque la haine nationale, on pourra discuter la question constitutionnelle dans le cadre d'une démocratie ouvrière totale. Les rapports entre les deux nations seront établis selon la volonté de chaque nation,libérée de l'union capitaliste forcée. L'exemple de Cuba, petite île qui a aboli toute discrimination raciale depuis la révolution nous démontre que cela est possible.

La tâche actuelle n'est nullement de discuter la constitution capitaliste actuelle mais d'engager la lutte qui aboutira à l'établissement du gouvernement des ouvriers et des cultivateurs. La tâche n'est pas de trouver une nouvelle constitution. Elle est de réaliser le socialisme!

RENĒ LĒVESQUE et SON OPTION QUĒBEC

LA LUTTE OUVRIERE

Vol. 4, No.2 (20) mars-avril 1968 15 cents

VIETNAM: le sens des victoires du FNL

"La crise du dollar" par E. Mandel

L'URSS: la révolte gronde

17 ouest, rue Ontario, Montreal 18, Quebec

LA LUTTE OUVRIERE

VIETNAM

LE SENS DES VICTOIRES DU FNL

PAR DICK FIDLER

L'offensive du Front national de libération contre la plus grande partie des villes occupées du Sud Vietnam qui commença le 30 janvier et dura plusieurs semaines, marque une nouvelle phase de la révolution vietnamienne.

Des attaques éclairs lancées simultanément par les combattants de la libération avec une habileté et une audace peu commune contre 33 au moins des 44 capitales provinciales et nombreuse petites villes, terrains d'atterrissage et bases militaires ont pris les leaders politiques et militaires au dépourvu.

Les hommes qui mènent les destinées de la plus grande puissance militaire du monde doivent maintenant voir les choses telles qu'elles sont dans cette guerre, car, comme le dit le New York Times: "les faits sont finalement devenus d'une clarté limpide."

Malgré l'intervention massive des E-U en hommes et en matériel, 500,000 soldats, $30 milliards par an — les forces révolutionnaires ont montré qu'elles peuvent contester chaque pouce de terrains aux armées de Saigon et des E-U. Les bombardements du Nord-Vietnam -- un million de tonnes-bombes,1,000 aviateurs tués ou capturés — n'ont atteint en aucune sorte leur but. Citons le Times: "Les bombardements se sont multipliés, de même le nombre d'Américains tués ou blessés. Cela n'a fait qu'augmenter la détermination et la force des troupes ennemies."

La semaine précédant le début de l'offensive du FNL, un dirigeant américain à Saigon a produit un tableau montrant que 66.9% de la population du Vietnam (17 million) n'était pas sous l'influence du FNL lequel selon ce tableau, ne contrôlait que 16.6% de la population. Maintenant que des secteurs entiers de toutes les grandes villes et villages étaient occupés par les FNL et que, personne ne peut en douter, les populations locales les appuient, il est absolument évident que les seules parties du Sud-Vietnam qui soient "pacifiées" sont celles qui

sont occupés militairement par les Américains.

Sur le plan militaire, on a déjoué les manoeuvres américaines. Les grands spécialistes de l'information sont plongés dans l'incertitude: est-ce une avance que l'ennemi tente qui aboutira a un retour du FNL à la jungle ou près des frontières si elle échoue? Ou est-ce un dernier sursaut de résistance?

"Ni l'une ni l'autre de ces interprétations ne satisfait Washington" écrit James Reston dans sa colonne du N.Y. Times. Les événements dramatiques de ces jours derniers donnèrent à Washington l'impression de se trouver en face d'une

force absolument inconnue et inexplicable, une force imprévisible."

Ce que les cerveaux de Washington ont négligé de faire entrer dans leurs calculs, c'est que leur logique de la guerre, qui normalement aurait rapporté l'écrasement du Vietcong depuis longtemps, doit laisser la place à la logique de la révolution, plus forte que celle de la guerre. Nous mentionnons ici une loi qui s'applique à plein à l'intervention américaine dans une guerre civile touchant au coeur même de la nation vietnamienne.

Un appel à la révolution de la Radio Libération du Sud-Vietnam quelques heures avant l'offensive FNL annonce la lutte totale pour le pouvoir politique: "La révolution que nous attendions et désirions depuis longtemps a enfin éclaté..!

"...Nous devons immédiatement organiser un gouvernement révolutionnaire, former des bataillons révolutionnaires et organisations patriotiques, arrêter et punir les valets de la clique Thieu-Ky et des puissances étrangères et aider les forces révolutionnaires à accomplir leur devoir..."

Le plus fort de l'attaque du FNL est dirigée contre les marionnettes du régime sud-vietnamien; les attaques contre les aéroports et héliports n'étant que des tentatives d'importance secondaires afin de ralentir les mouvements de troupes de renfort américains.

Il est facile de voir ce que cela veut dire: Si les forces sud-vietnamiennes reçoivent un coup dur qui les ébranle, si les troupes commencent à passer au FNL avec leurs armes, les pertes du FNL (fort exagerées en nombre dans les rapports militaires américains) sont rapidement compensées et la position des E-U encore plus intenables au point-de-vue politique et militaire.

C'est la première fois depuis le début de la guerre que les guérilleros s'adressent aux soldats de l'armée de Saigon qui occupent les villes, les appelant à leurs côtés.

Le 7 février, selon une émission de la radio de Hanoi conduite par le FNL, les troupes de l'armée de Saigon dans 169 camps militaires avaient déjà passé au FNL. François Pelou, correspondant de Saigon pour Le Devoir, cite des cas où les soldats ont refusé de tirer à Saigon même et dans la région du delta avoisinant. Il raconte, ce qui est encore plus significatif, que "Les services de renseignements américains savent aujourd'hui que la majorité de la population était au courant des préparatifs vietcong pour l'offensive mais personne n'a parlé.

Les soldats américains qui ne servaient jusqu'ici que dans les campagnes doivent maintenant s'occuper principalement de déloger les révolutionnaires des grandes villes. La nouvelle "pacification" c'est celle que l'on a employé pour le village Ben Tré dont on dit: "il est devenu nécessaire de le détruire" afin de le "sauver", où les bombes antipersonnelles et le napalm ont été utilisés sans souci de qui ou quel objet ils atteignaient. Résultats: 1,000 civils morts. Les gaz s'emploient pour chasser les guerilléros de la ville de Hué en grande partie rasée, comme Varsovie l'a été aux mains des Nazis durant la deuxième guerre mondiale. Le génocide, c'est la seule solution pour les impérialistes à une révolution à laquelle le peuple vietnamien donne si évidemment son appui.

Alors que le feu a cessé dans certains endroits et que la première phase de l'offensive tire sur sa fin, le régime fantoche ne peut clamer aucune victoire. Les combats recommencent en d'autres endroits. A Khe Sanh, les marines attendent une attaque qui pourrait bien être décisive. Craignant un nouveau Dien Bien Phu, Johnson a fait signer à plusieurs de ses généraux un engagement comme quoi ils doivent assurer la défense de Khe Sanh. Il a besoin de boucs-emissaires pour l'année des élections présidentielles.

Mais quel que soit l'issue de la guerre, le conflit au Vietnam apporte

"plus que jamais, l'AIDE A LA REVOLUTION VIETNAMIENNE EST LE DEVOIR numéro un du mouvement ouvrier international"

LE COMITE exécutif international de la IViéme Internationale salue le courage indomptable des masses des combattants du FNL du Sud-Vietnam, ceux du maquis et ceux des centres urbains, qui ont déclenché une offensive générale contre les forces d'occupation de l'impérialisme américain et ses valets du régime Thieu-Ky.

L'ampleur de l'offensive, l'héroisme des combattants, le soulèvement en masse des travailleurs et des masses pauvres de nombreuses villes, confirment une fois de plus que le FNL jouit du soutien de l'immense majorité du peuple laborieux du Sud-Vietnam, sans lequel il n'aurait pu résister à l'assaut de la puissance militaire concentrée des Etats-Unis.

Malgré le déluge de feu et de fer que les criminels bombardements impérialistes ont fait pleuvoir sur les villes et les villages du Vietnam; malgré le napalm, les gaz asphyxiants, la destruction des villages, les tortures et les massacres de prisonniers, le peuple vietnamien a fait mieux que résister. Son héroisme est un exemple sans précédent de ce que peut réaliser un peuple qui est conscient de combattre pour son émancipation nationale et sociale.

Plus que jamais, dans ces jours de combats meurtriers au Vietnam, le devoir le plus pressant pour le mouvement ouvrier international est de venir en aide, immédiatement, à la révolution vietnamienne.

Plus que jamais, il est nécessaire que cette aide dépasse le stade des manifestations tranquilles, des collectes d'argent et de médicaments, si utiles et nécessaires qu'elles soient par ailleurs.

Pour être à la hauteur des exigences posées par la lutte du peuple vietnamien, la solidarité internationale doit harceler sans cesse la machine de guerre américaine, suivre l'exemple des débardeurs australiens et des syndicats japonais, refuser le chargement, le déchargement ou le transport de troupes ou de munitions américaines, forcer par des manifestations et des grèves de plus en plus dures les gouvernements de tous les pays capitalistes à refuser toute aide directe ou indirecte à la machine de guerre yankee, empêcher toute fourniture d'armes aux armées impérialistes contre-révolutionnaires engagées dans la guerre du Vietnam.

L'exemple de la petite République Populaire de Corée a par ailleurs nettement démontré combien avaient raison ceux qui réclamaient une vigoureuse "contre-escalade" des forces anti-capitalistes de par le monde. Il démontre que l'impérialisme américain est décontenancé par des ripostes qu'il subit ailleurs qu'au Vietnam, et que l'appel de "Che" Guevara en faveur de la création d'"un deuxième, un troisième Vietnam", loin d'être irresponsable ou romantique, correspond aux possibilités et aux nécessités de l'heure.

---

une leçon fort claire. Edwin O. Reuschauer, ex-ambassadeur au Japon et partisan de la guerre au Vietnam exprime la déception qui augmente de jour en jour dans les milieux influents des E-U. "Par rapport à notre but initial, nous avons perdu cette guerre. Nous voulions prouver que ce que l'on appelle les guerres de libération ne peuvent réussir, que nous pouvions toujours les arrêter. Il est évident que nous ne le pouvons."

LA SECTION JAPONAISE DE LA IVè INTERNATIONALE

s'adresse aux marins américains

Voici quelques extraits du tract diffusé par nos camarades japonais et adressé aux marins américains du porte-avions atomique "Enterprise":

"Soldats américains,

Nous avons combattu ensemble pour la liberté et contre la guerre dans le monde entier, tout spécialement avec le mouvement "anti-guerre"et celui de libération des Noirs dans votre pays. Maintenant, nous voulons collaborer avec vous dans la lutte pour mettre fin à la sale guerre du Vietnam. Nous sommes prêts à soutenir toutes vos actions anti-guerre par tous les moyens, comme nous avons soutenu les 4 marins américains John M. Barilla, Richard D. Bailey, Michael A. Lindner et Graig W. Anderson, qui ont déserté le porte-avions "Intrepid" quand il était à Yokoska en refusant de perpétrer les crimes de guerre et le génocide au Vietnam...

Soldats américains,

Vos frères commencent à lutter contre la guerre dans les campus universitaires et dans les principales villes des Etats-Unis. De nombreux soldats courageux ont entrepris des actions contre la guerre sans craindre les sanctions de la cour martiale.

Ils réclament non seulement la paix au Vietnam mais aussi le retrait immédiat des troupes américaines de ce pays. Ils ne se contentent pas de protester mais résistent au gouvernement qui dirige la guerre. Ils ne brûlent pas seulement leurs feuilles de route mais organisent de nombreuses actions contre la guerre. Ils appellent au soutien du peuple vietnamien et de son avant-garde, le FNL.

Car ils comprennent que la lutte du peuple vietnamien est la leur et que la paix au Vietnam ne peut être que la victoire du FNL.

Soldats américains,

Vous devez savoir quel menteur est Johnson. Avez-vous oublié que si ce n'est pas le "faiseur de guerre" Goldwater, c'est tout au moins le "président de la paix" Johnson qui vous envoie commettre des crimes, dont le génocide au Vietnam?

Vous devez refuser d'obéir aux ordres sanglants de vos officiers. Commencez immédiatement toutes les sortes d'actions contre la guerre. Paralysez le fonctionnement de l'armée. Exigez le droit d'expression; élisez des comités de soldats!

Le Comité exécutif de la IVième Internationale appelle les masses laborieuses de l'URSS, de la RP de Chine et de tous les Etats ouvriers à exercer le maximum de pression sur leur gouvernement pour que l'aide à la révolution vietnamienne s'amplifie et se combine avec l'aide active aux mouvements révolutionnaires et avec l'abandon de la désastreuse stratégie dite de "coexistence pacifique". Il réclame une fois de plus que le gouvernement soviétique réitère sa garantie publique à la RP de Chine contre toute agression impérialiste, et que se constitue sur cette base un véritable front unique anti-impérialiste de tous les pays ayant aboli le capitalisme.

GLOIRE AUX HEROIQUES COMBATTANTS DU FNL ET DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM !

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE AGISSANTE AVEC LA REVOLUTION VIETNAMIENNE !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

Le 5 février 1968
Le Comité Exécutif
de la IVième Internationale

Pierre Vallières, prisonnier politique

Tous les Canadiens intéressés dans la justice et dans la liberté politique doivent protester contre la condamnation de Pierre Vallières, chef du néo-FLQ, à l'emprisonnement à vie.

Pierre Vallières et Charles Gagnon ont passé plus d'un an derrière les barreau, avant d'être condamnés pour un seul crime. d'autres restent encore plus longtemps sans subir leur procès. Un de leurs conseilliers juridiques a été congédié de son emploi pour les avoir défendus; les témoins de la Couronne affirment avoir été victimes de pressions policières. Ils nient carrément tout de même que Vallières ait le moindre rapport avec le crime mentionné.

La chose la plus choquante c'est l'acte d'accusation contre Vallières: d'avoir par ses écrits, par ses paroles, par ses attitudes, ou autrement provoqué des actes illégaux menant à la mort de Mlle. Thérèse Morin (lors de l'explosion d'une bombe à Lagrenade en 1966). Autrement dit, on l'accuse non pas d'un act précis, mais de ses opinions politiques... qui ont pu provoquer d'autres à poser des actes.

Ceci est un menace contre tout québécois. Qu'un type peut être poursuivi pour meurtre simple parce qu'il a osé exprimer ses critiques politiques du système actuel et discuter comment le combattre, ça veut dire que n'importe quel socialiste ou syndicaliste peut être arrêté pour un crime commis par un autre. Pour avoir osé contester ce système qui pratique le génocide au Vietnam est-on susceptible de subir des années de prison comme ...meurtrier?

Il n'est nullement question pour l'instant d'être en accord ou non avec les idées de Vallières. Nous avons déjà indiqué nos critiques envers ses idées. Mais il nous incombe tout de même la responsabilité de défendre ce prisonnier politique, victime de la répression gouvernementale.

Le Comité d'aide au groupe Vallières-Gagnon a lancé un appel financier afin de payer les dépenses considérables de la défense. Cet appel mérite une réponse rapide et chaleureuse. L'adresse du Comité est 622 ave. Outrement, Montréal 8, Québec.

LE PROBLEME CHYPRIOTE

(Voici la dernière partie d'un commentaire de la Quatrième Internationale émis lors de la crise de Chypre à la fin de l'année passée.)

...A partir d'un certain point, la tactique de l'OTAN et de l'impérialisme, qui a toujours été de diviser pour régner (la population chypriote grecque et la population chypriote turque installée depuis 1571 se sont généralement toujours entendus pacifiquement jusqu'à l'intervention de la Turquie, sur la demande du premier-ministre britannique de l'époque, Eden, pour bloquer le mouvement d'indépendance en 1956), cette politique s'est retournée contre ses auteurs. Deux Etats membres de l'OTAN étaient sur le point de s'affronter.

...Une "solution" a été trouvée dans le cadre de l'OTAN. Chypre représente en effet une pièce stratégique maîtresse pour le dispositif militaire impérialiste de l'OTAN. On a donc accepté un départ progressif des troupes grecques et turques, non prévues par les traités de Zurich et de Londres. On garantit momentanément l'indépendance au travers du Conseil de Sécurité. Les troupes de l'ONU, dont le mandat venait à expiration, seront maintenues.

...La seule direction qui permette réellement au peuple chypriote de s'autodéterminer, c'est le retrait de Chypre de toutes les bases, y compris celles prévues par les traités (bases grecques, anglaises et turques). Il faut mettre fin au mandat de l'ONU et de ses troupes. Il faut abolir les traités qui tronquent l'indépendance de Chypre. Il faut que l'auto-détermination locale des chypriotes turcs soit garantie, dans les localités turques homogènes, et que l'égalité des langues et l'autonomie culturelle extra-territoriale soient garanties dans les villes et dans les villages mixtes.

C'est ce drapeau de l'indépendance et de l'auto-détermination véritables, que brandit la section chypriote de la IVe Internationale!

La SGF, commerçante de la mort

Daniel Johnson ne se content pas avec ses propos en faveur de la guerre du Vietnam (voir notre numéro precédant). Le Magazine Maclean de février revèle que la Société Générale de Financement, appartenante en large mesure au gouvernement québécois, fabrique des munitions employées au Vietnam. La SGF est co-propriétaire des ateliers Arsenaux à Valcartier où l'on fabrique des balles de carabine, de pistolet et de mitrailleuse. Par l'entremise du gouvernement fédéral, ces munitions se vendent aux Etats-Unis, d'où une bonne partie partent pour le Vietnam. La SGF a aussi une usine de munitions lourdes à Québec. L'objectif des ventes de ces usines en 1967 était de huit millions de dollars et il semble qu'il sera largement dépassé.

ABONNEZ-VOUS A

GRANMA

HEBDOMADAIRE CUBAIN EN FRANCAIS

- Articles sur le Vietnam et l'Amérique latine
- Discours de Fidel Castro
- Nouvelles cubaines

Envoyez $5.00 pour un abonnement d'un an aux "Amis du peuple cubain", 165 Spadina Avenue, #32, Toronto 2B, Ontario.

CRITIQUE DE LIVRE

René Lévesque — son OPTION-QUÉBEC

Par Jean-Guy Lemire

OPTION QUEBEC, René Lévesque, Les Editions de l'Homme, Montréal, $2.00.

Des milliers de Québécois se précipitent actuellement sur le manifeste du mouvement Souveraineté-Association de René Lévesque qui se transformera bientôt en parti politique. Option Québec est présenté comme un défi décisif aux vagues de duplicités et de verbiages que le débat sur l'avenir du Québec a engendré. Cet homme de taille populaire et dynamique semble être loin de l'image d'un homme de l'appareil politique mais joua tout de même un rôle important comme vétéran du cabinet Lesage. Au milieu de l'excitation et du tumulte de la visite de de Gaulle au Québec et sa fameuse déclaration sur les marches de l'hôtel de ville de Montréal, il prit une position indépendantiste pour la première fois. Peu après, il a été effectivement expulsé du parti Libéral provincial, qui était désireux de réaffirmer sa politique strictement fédéraliste dans le cadre d'un statut particulier pour le Québec. Néanmoins,il bénéficiait d'un reportage spectaculaire de la radio et de la TV sur ses débats avec son ancien collègue Eric Kierans. Depuis ce temps,il voyage partout dans la province,son mouvement voit une croissance rapide, principalement parmi les Québécois professionnels et de classe moyenne, et il jette les partis indépendantistes actuels dans une crise de regroupement forcé.

Lévesque, ancien commentateur de Radio-Canada qui se solidarisa avec les réalisateurs de radio et de TV en grève en se joignant à leur ligne de piquetage, devint un "socialiste" de l'établissement. Au pouvoir, il exécuta la "nationalisation" circonspecte de l'industrie hydro-électrique du Québec (mais

sans déranger les installations massives d'Alcan, par exemple), et il transfera certains programmes de bien-être d'Ottawa sous l'administration provinciale. Mais, en tant que Ministre de Ressources naturelles, il refusa de prendre parti pour les ingénieurs de l'Hydro en grève contre leur patronat anti-syndical. En élaborant sa thèse indépendantiste au sein du cabinet Libéral, son éducation et son expérience en tant que politicien bourgeois lui fit exclure toutes considérations des besoins et des aspirations de la vaste majorité de la population québécoise, soit les ouvriers et les cultivateurs. Ainsi, son concept purement capitaliste d'"association" entre le nouvel Etat québécois et le Canada se limite à sa perception de"souveraineté", à l'exercice de pouvoirs tellement maigres et timides qu'il ne projete même pas les reformes sociales les plus élémentaires comme bénéfice d'un Etat séparé.

La première section de cette thèse très brève, esquisse l'histoire de l'op-

pression du Canada français, et décrit la "Révolution tranquille" en termes de "la révolution de l'impatience sans cesse croissante..." et "l'accélération de l'histoire" vers la création d'un Etat "à notre image, soit aussi progressive, aussi efficace, aussi 'civilisée' que toutes les autres". Pendant qu'il était dans le cabinet il était dans l'avant-garde de la lutte contre Ottawa pour l'obtention de plus de droits pour le Québec. Il argumente maintenant contre les tentatives futiles de Québec pour obtenir un statut particulier, comme perte de temps et d'énergie qui aboutira à "deux majorités paralysées". Pour lui, la seule véritable solution qui donnera satisfaction est de réaliser la juridiction entière en tant qu'Etat -- une solution qui serait tout aussi salutaire pour l'Etat central canadien. Fortifié par des théories économiques de Jacques Parizeau qui favorise le principe d'un Etat fort et centralisé, Lévesque ainsi présente la séparation du Québec comme réponse des désirs fondamentaux des Québécois, et comme la seule solution efficace de la crise du centenaire de la confédération canadienne.

Ce pamphlet, bien qu'en termes assez menues, est un appel à l'action pour la défense de "notre personnalité collective". Il y a un "pari", un "projet", il cite F. D. Roosevelt que "nous n'avons rien d'autre à craindre, au fond, que la peur *elle-même"; il déclare qu'il y a un "pays qu'il faut faire ... qu'on peut faire". Le fait que la "Révolution tranquille" est surtout dûe à l'expression du militantisme croissant des ouvriers syndicalisés n'est pas reconnue dans son schéma, malgré que Parizeau fait remarquer que "L'explosion de l'enseignement secondaire, le duplication du salaire minimum en l'espace de trois ans, l'institution dans le secteur public d'une forme de négociation collective qui reste unique en Amérique du Nord ne sont pas vraiment des mesures bourgeoises." Parce que Lévesque ne reconnaît pas que ses propres mesures de bien-être sociales n'ont pas été librement données aux ouvriers québécois, ce qui fut plutôt le fait de la lutte des ouvriers qui obligèrent le gouvernement à prendre ses mesures, son concept d'un nouvel Etat méconnaît exprès la force motrice derrière la poussée québécoise quand il déclare que le Québec doit devenir le maître de toutes ses "décisions collectives". Son Québec souverain protégerait l'agriculture québécoise, il réclamerait "le respect de nos employés et de nos ouvriers dans les entreprises", il travaillerait à bâtir un développement régional équilibré -- un tel programme marquerait les limites de l'exercice de la souveraineté du nouvel Etat à l'égard des vives impatiences des ouvriers et des cultivateurs québécois.

Ces revendications pour la souveraineté sont tellement temperées, tellement partielles, qu'elles ne vont guère plus loin que les propos de Paul Gérin-Lajoie pour une division des pouvoirs d'Etat avec Ottawa dans son concept des "Etats-associés". Parce que Lévesque propose que le nouveau Québec souverain entrerait tout de suite dans une "Union canadienne", dans laquelle, sans plus de cérémonie, il partagerait la juridiction de la Défense nationale (qu'il vient d'appeler "notre pseudo-défense"), et les Affaires étrangères (en dépit de l'"affaire de Gaulle", et l'incident du Gabon...). Lévesque toutefois, ce réaliste politique, cet ancien membre d'un cabinet de la haute finance, connaît bien les problèmes économiques en jeu en évitant de trop inquiéter la finance internationale ou les actionnaires étrangers. Quant à la "souveraineté" des compagnies puissantes d'extraire des profits et les ressources naturelles du Québec, et de dicter les conditions d'approvisionnement de nouveaux capitaux, et d'exporter des capitaux (la pratique précipitée de ceci est connue sous l'expression de "la fuite des capitaux") -- tout ça reste sans défi, c'est le saint des saints qui ne peut être empiété ni par des siècles d'exploitation dont on est victimes, ni par nos "impatiences sans cesse croissantes".

Le "pari" et le "projet" de Lévesque contiennent des garanties encastrées. Pour faire face au danger de la dévaluation du dollar québécois, il y aura une

union monétaire avec le Canada; pour assurer le fonctionnement normal du commerce extérieur, il y aura un marché commun, qui va ressembler en fin de compte aux relations économiques actuelles, sous lesquelles le Canada anglais bénéficie du Québec et tous deux se protègerons du pillage excessif de la part du géant américain. Peut-être le marché alimentaire sera sauvegardé pour l'agriculture québécoise. La Bourse de Montréal va maintenir sa relation "intime" avec celle de Toronto; une communauté tarifaire serait mise sur pied aussi, bien entendu, parce qu'elle continuerait d'être à l'avantage de l'Ontario; il y aura de plus une division proportionnelle des postes de haut niveau à la Banque du Canada (la vieille méthode des confédéralistes d'assurer leur domination sur les Canadiens-français); l'argent en commun, les fonds de réserve communs, et une dette nationale partagée! En partageant également notre "souveraineté" si bien au chaud avec les vieilles classes dirigeantes, nous n'aurons qu'un concept formel, sans contenu réel, d'une autonomie nationale.

Tout ce qui reste c'est une explication en détail du fonctionnement du marché commun futur entre le Québec et le Canada, et une considération complexe du financement du nouvel Etat avec les fonds d'impôt présentement versés à Ottawa, et d'autres fonds venant des coopératives et de l'Etat. Lévesque promet que l'Etat va jouer un rôle important (avec la Société générale de Financement) à l'égard des niveaux des salaires et de la création de nouveaux emplois. Quand nos industries "d'une inquiétante fragilité" seront subventionnées suffisamment, ou quand des tarifs protecteurs leur seront donnés, alors peut-être le niveau des salaires sera à la hausse. Le but principal des fonds de l'Etat serait de participer et d'encourager la formation d'une économie mixte, dans laquelle les capitaux privés domineraient. Mais la politique salariale, et leur niveau réel, tomberaient certainement sous la "souveraineté" de ces capitaux privés comme question préalable de leur entrée. Lévesque rejette même l'idée qu'on peut décider de faire fonctionner n'importe quelle forme de planification de l'économie, "parce qu'on n'ose plus après en avoir trop parlé avant l'heure..."

D'abord, il n'y a pas d'espérance que les revendications des ouvriers, des étudiants et des cultivateurs seront satisfaites par l'établissement de son Etat souverain. En effet, le fardeau des impôts va toujours rester comme il était dans le passé, simplement déplacé entièrement à Québec. Le principe de la taxe de ventes qui augmente toujours et qui frappe surtout les familles des ouvriers, va probablement être maintenu au lieu de l'utilisation de la nouvelle souveraineté du Québec pour percevoir des impôts plus élevés contre les entreprises étrangères qui ramasseront toute la véritable richesse de ce nouvel Etat.

Des Québécois sérieux et idéalistes, qui sont à ce moment convaincus de la nécessité d'une forme ou d'une autre d'indépendance pour le Québec, doivent se demander laquelle est "le chemin de l'avenir" si ce n'est pas celle proposée par Lévesque? Pourquoi Lévesque n'a-t-il rien à dire quant à l'amélioration de l'éducation et aux meilleurs salaires — dans l'intérêt de qui précisement pose-t-il la priorité pour un climat favorable pour nos actionnaires étrangers, pour la bienveillance des sources des capitaux de Toronto et de New York?

De plus, une grande partie de la gauche québécoise indépendantiste, surtout la jeunesse, s'est déjà aperçue que la lutte pour une société socialiste est une partie intégrale de la lutte pour la libération du Québec. Il s'est déjà solidarisé avec le combat des syndiqués québécois contre le patronat et le gouvernement de Québec -- mais la question qui se pose à la gauche est le rapport précis entre cette lutte et le désir actuel pour la suprématie de la langue française et le contrôle du Québec par les Québécois. Il y a une appréciation croissante et toujours plus tranchante du contenu politique des programmes indépendantistes --celle-ci était reflétée avec le fractionnement de l'aile gauche du RIN quand Bourgault était en train de

REPRESSION POLICIERE EN ISRAEL

NDLR -- Voici l'appel de l'Organisation Socialiste Israélienne, organisation comprenant des socialistes arabes et juifs en Israél. Le 12 mars Kalil Touame était condamné à neuf mois de prison. On peut envoyer des fonds et des communications à: B.P. 2092, Jerusalem, Israél.

Notre camarade Kalil Touamé a été arrêté par la police le lundi 8 janvier 1968. Le lendemain, 9 janvier, lui a été signifié un mandat d'arrêt pour 15 jours par le Tribunal de Jérusalem. Cette arrestation représente un acte intervenant dans une série d'actes de répression et de terreur de la part du gouvernement contre des citoyens arabes de l'Etat d'Israél et contre de nombreux habitants des territoires conquis, qui s'opposent à l'occupation et expriment leur avis publiquement.

Notre camarade Kalil Touamé -- étudiant de la faculté de droit de l'université de Jérusalem-- se réclame, comme tous les autres militants de notre organisation, des principes du socialisme révolutionnaire comme base du progrès de la société et comme seul moyen pouvant résoudre la question des rapports israélo-arabes.

Kalil Touamé, comme tous nos autres militants, est un ennemi irréconciliable de tout nationalisme, juif ou arabe, et proclame le droit à la libre détermination des peuples.

Tout homme intègre pourra s'en rendre compte en lisant les deux interviews publiées ces derniers mois dans Pi Haaton, organe de l'Union des étudiants de l'Université, et dans le quotidien Davar (Mapai). Les journaux sus-mentionnés ont publié ces interviews parce qu'il se trouve être une figure bien connue parmi les étudiants arabes. Et c'est au titre de secrétaire du comité des étudiants arabes qu'il a rencontré le philosophe français J-P Sartre, lorsque celui-ci est venu en Israel l'année dernière.

Nous repoussons avec dégoût toute tentative de faire tomber sur Kalil Touamé des accusations fausses, émises en fonction de lois scélérates, destinées à empêcher les activités politiques qui ne sont pas du goût du gouvernement.

Nous appelons l'opinion avancée dans le monde et dans le pays à protester contre des actes arbitraires de ce genre.

Libérez immédiatement Kalil Touamé.

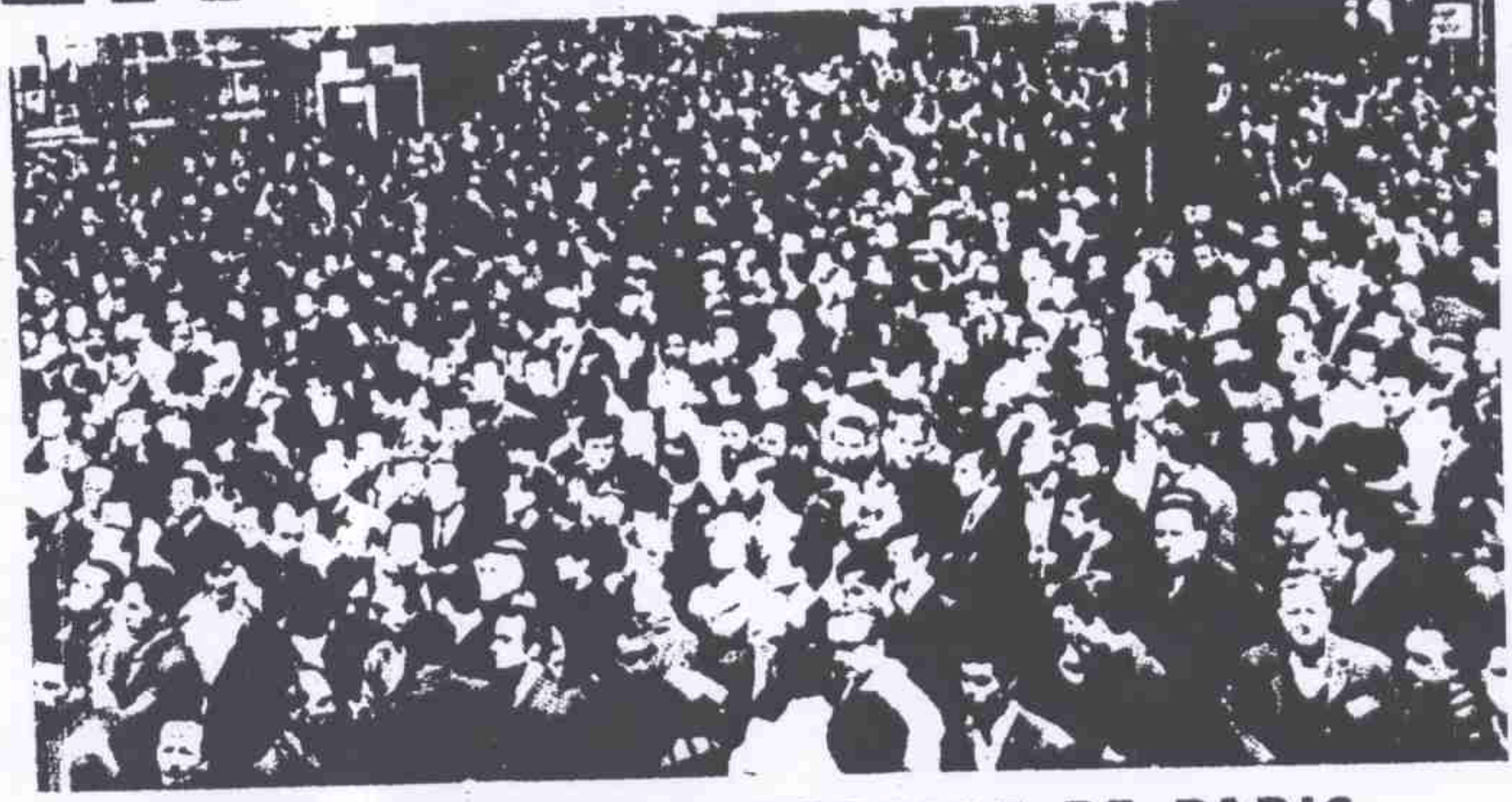
---

se fusionner avec le groupe de Lévesque.

La question brûlante pour les indépendantistes de gauche et les socialistes révolutionnaires -- c'est, si le mouvement ouvrier se montrera à la hauteur du défi de la poussée du Québec? Dans cette période de fermentation politique et de regroupement des forces, un pas en avant décisif serait l'entrée des syndicalistes québécois dans le champ d'action politique — avec la formation d'un parti ouvrier — aussi bien qu'un lancement immédiat d'unité entre les deux grandes centrales -- la FTQ et la CSN. Pour commencer, la FTQ doit abandonner son opposition hystérique au Bill C-186, et il doit résister à toutes provocations qui ont comme but de diviser les centrales ouvrières du Québec.

Non seulement jettera-t-il le fondement d'une force politique capable d'établir un Québec socialiste, authentiquement souverain, mais un parti syndicaliste des forces unies des ouvriers québécois pourrait gagner l'appui des ouvriers canadien-anglais, (déjà organisés dans leur parti ouvrier, le NPD) — qui seront des alliés puissants dans le combat contre le centre des capitaux canadiens -- Ottawa.

REVOLTE EN FRANCE



EN PRIMEUR: REPORTAGE DE PARIS

les élections fédérales

Le NPD au pouvoir !

Vol. 4, No.3 (21) mai–juin 1968 15 cents

• LA LUTTE OUVRIERE

17 ouest, rue Ontario, Montreal 18, Quebec

AVANT-PROPOS: la portée du soulèvement français

11 JUIN -- Au moment où nous écrivons ces lignes, la plus grande grève générale de l'histoire continue de se répandre. Quatre semaines après que 10 millions de travailleurs français ont fermé toute l'industrie du pays en s'emparant des usines des centaines de milliers, même des millions d'ouvriers se tiennent fermes pour appuyer leurs revendications. D'autres, retournés au travail après avoir été rassurés des concessions importantes de la part du patronat et du régime gaulliste, se sont mis en grève de nouveau en protestation des nouvelles attaques policières contre les étudiants et leurs camarades de travail.

Jamais dans les années récentes, un pays européen n'a connu une crise d'une telle profondeur. Rarement, y a-t-il eu une manifestation aussi frappante du pouvoir des travailleurs. De par l'intransigeance, et la détermination des ouvriers et étudiants, la France a débouché sur une situation pré-révolutionnaire. La crise politique qui en résulte va beaucoup plus loin que la fin du gaullisme. La question que tout le monde s'est posée jusqu'à récemment -- "Après de Gaulle, Quoi?" -- est en train de se résoudre sur le vif.

Il n'est pas difficile de trouver les sources du mécontement des ouvriers français. Un des pays les plus prospères du Marché Commun, la France a connu un taux de chômage sans précédent pendant les 20 dernières années -- de 5 à 600,000 travailleurs. Les prix ont sauté sous le coup de l'inflation. La discimination dans le système d'enseignement scolaire est effroyable -- il n'y a qu'un fils d'ouvrier sur dix à qui il est permis de fréquenter l'université. Les conditions du logement sont parmis les plus mauvaises dans toute l'Europe. Ce qui a fait déborder la coupe, ce fut la réduction gouvernementale du service gratuit des soins médicaux.

Les revendications mises de l'avant par les ouvriers au début de la lutte actuelle -- réduction des heures de travail, hausses des salaires, baisse des taxes, la fin du chômage, des réductions du bien-être sociale et de la crise du logement, ainsi qu'une "participation" dans la gestion des usines -- soulignent mieux que toute autre indice, l'échec complet du "pouvoir personnel" de de Gaulle à résoudre les problèmes crées par le capitalisme français dans la période d'après-guerre.

Quelque soit le dénouement des actuelles journées d'action, il est certain que l'époque Gaullisme est révolue.

La nouvelle période révolutionnaire dans l'histoire française, déclenchée par les plus grandes manifestations estudiantines dans la vague actuelle du radicalisme étudiant, a mis un terme au débat sur quelle classe sociale est la force motrice du changement sociale dans les pays capitalistes développés. En s'identifiant avec la nécessité objective pour la classe ouvrière de prendre l'initiative de se saisir du pouvoir, les étudiants ont permis a cette dernière de dépasser le leadership sclérotique des organisations ouvrières traditionnelles -- à savoir, les syndicats, particulièrement la centrale stalinienne, la CGT (Confédération Générale du Travail) et les partis tels que la FGDS (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste) et le Parti Communiste -- et

ont posé le besoin d'un nouveau leadership pour la classe ouvrière.

Nous disons que la France vit une situation révolutionnaire. Soyons plus précis: c'est une situation pré-révolutionnaire. Car, malheureusement, il manque le parti révolutionnaire, indispensable pour la victoire de la lutte.

Pendant les étapes premières de la révolte ouvrière, le régime fut à la merci de la CGT et des bureaucrates staliniens qui la dirigent. Les CGT-PC, surprise par la force et l'ampleur des événements, réussiraient-ils à s'emparer du mouvement spontané et ensuite a confiner la lutte ouvrière dans le cadre de la légalité capitaliste, du "processus democratique"?

La réponse vint vite. Face à la ténacité des ouvriers qui rejettaient presque unanimement les concessions négociés par les dirigeants du PC avec le premier ministre Pompidou et le patronat, le Général de Gaulle a joué ses cartes. Il a menacé de lancer une guerre civile contre la gauche, en mobilisant l'armée et menaçant d'employer ses "préfets" et sa police spéciale contre les grévistes, tout comme il a utilisé les Gardes Mobiles contre les étudiants dans la bataille du Quartier Latin.

Succès prévisible pour le vieux autocrate. Le PC, sans une stratégie -- encore moins, le désir -- de continuer la bataille dans les rues céda et consentit à dévouer tout ses efforts à dissiper la vague des grèves en négociant des conventions au niveau des usines particulières tout en participant aux élections prévues pour le 23 juin.

Le PC n'entend qu'une nouvelle version du Front Populaire, c'est-à-dire alliance avec des élements de la soi-disant bourgeoisie "progressive" et 'démocratique", par la voie d'un coalition avec la FGDS de François Mitterand. Le PC ne désire rien d'autre qu'un capitalisme réhabilité, modifié peut-être par plusieurs réformes qui en aucune façon mettent en question les fondation du système capitaliste (la propriéte privée et les profits).

Mais les véritables sentiments et buts des ouvriers sont exprimés par les bannières qu'ils ont hissés aux portes de l'usine Renault le lendemain du rejet du compromis PC-CGT: "Pouvoir Ouvrier !" "A Bas de Gaulle !" "Le Socialisme au Pouvoir !"

Le mouvement de masse déclenché par les journeées tumultueuses de mai et juin progressera au fur et à mesure que la classe ouvrière française réussira à bâtir un mouvement capable de poursuivre ce programme exprimé par la revendication des ouvriers de Renault d'un gouvernement ouvrier.

Tandis que la situation actuelle ressemble aux soulèvements antérieures des ouvriers français de 1936 et 1944-47, il y a parmis d'autres une différence importante: dans le passé, les défaites qui resultèrent des fautes de stratégie du PC et des autres tendences de la gauche ont démoralisé la classe ouvrière et amené un recul de la vague révolutionnaire. Cette fois-ci, une avant-garde révolutionnaire au courant des trahisons staliniennes du passé, et consciente de ce qu'il faut faire pour continuer la lutte, était prête à se lier aux éléments nouvellement radicalisés dans les usines pour travailler ensembles vers la construction d'un parti révolutionnaire.

Les premiers pas importants dans cette direction ont déjà été marqué par "l'unification" dans un Comité d'Action, des principaux courants trotskystes jusqu'ici divisés. La presse mondiale a dû remarquer le rôle dirigeant de nos camarades trotskystes, en premier lieu, les camarades de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, en activant la lutte et en la soutenant aux moments décisifs pendant sa durée.

Dans les articles qui suivent, nous traitons de quelques aspects importants des développements en France, tels que vus et analysés par des participants à la lutte.

LA LUTTE OUVRIERE

appel de la JCR: "Travailleurs,

Voici le texte d'un tract publié par la Jeunessen Communiste Révolutionnaire le 21 mai et diffusé à travers la France Le tract démontre la politique de la JCR au sein du mouvement des masses françaises. -- NDLR

TRAVAILLEURS, ETUDIANTS, le drapeau rouge de la classe ouvrière flotte sur les facultés et sur les usines. Des millions de travailleurs occupent les entreprises. Les masses laborieuses, qu'on disait "apathiques", se sont mises en mouvement.

Le 13 mai 1968, elles ont pris conscience de la force immense qu'elles représentent, en même temps qu'elles mesuraient la faiblesse réelle du Pouvoir. En 10 ans de régime gaulliste, elles ont pu éprouver l'inefficacité totale des formes traditionelles de lutte, héritées de la IVe République: les batailles parlementaires, les grèves tournantes, les cortèges nonchalants, les "Journées nationales d'action" sont venus se briser sans aucun résultat sur les contreforts de l'Etat policier.

SEULES L'ACTION DIRECTE ET RESOLUE DES MASSES EST CAPABLE DE FAIRE PLIER L'ETAT GAULLISTE. Telle est la leçon que des millions de travailleurs ont tirée du combat victorieux des étudiants Cette leçon, ils l'ont spontanément et massivement appliquées pour résoudre leurs propres problèmes.

AUJOURD'HUI, LE CENTRE DE GRAVITE DE LA LUTTE S'EST DEPLACE DES FACULTES VERS LES USINES. La contestation de l'Université bourgesoise s'est transmuée en contestation de la sodété capitaliste. Car, ne nous y trompons pas: si, par millions, les travailleurs occupent les entreprises, ce n'est pas implement pour obtenir satisfactions sur leurs revendications salariales. LA QUESTION DU POUVOIR EST POSEE, DANS L'ENTREPRISE ET DANS LA SOCIETE. C'est le sort du régime qui est en jeu.

Le Patronat et l'Etat sont frappés de stupeur. La bourgeoisée, affolée, adjure les brganisations représentatives de la classe ouvrière' de reprendre les choses en main. Elle sait quen période de crise sociale profonde les directions réformistes de la classe ouvrière constituent le meilleur et l'ultime rempart du régime capitaliste: encroûtées dans le parlementarisme scrupuleusement respec -- tueuses de la légalité bourgeoise, ces directions sauront canaliser la combativité des masses et parviendront à l'orienter vers des objectifs compatibles avec la survie du système.

Pour conserver son pouvoir, la classe dominante est prête à des concessions temporaires. Elle sait attendremle reflux du mouvement pour reprendre d'une main ce qu'elle a dû concéder de l'autre.

Les jeunes travailleurs, les étudiants qui sont à la pointe du combat, ne veulent pas que leur lutte s'achève comme les mouvements de 1936 et de 1945. Le mouvement 'd'ampleur inégalée' qui déferle aujourd'hui sur la France, ne doit pas accoucher d'une souris!

IL FAUT ALLER JUSQU'AU BOUT!
NOUS OCCUPONS LES FACULTES, LES ADMINISTRATIONS, LES USINES:

RESTONS-Y

Ne laissons pas les politiciens bourgeois ou social-démocrates, les Mitterrands et les Guy Mollet, négocier le retour à l'ordre contre un fauteuil ministériel!

Ne laissons pas les dirigeants syndicaux négocier la reprise du travail contre des avantages, peut être apprédables,

Etudiants..."

Daniel Cohn-Bendit

mais qui seront rapidement rognés par l'inflation et l'intensification des cadences.

PROFITONS DU RAPPORT DE FORCES QUE NOUS AVONS INSTAURE. PRENONS DES GAGES:

-- Constituons à la base,dans les usines: des COMITES DE GREVE; dans les facultés et les quartiers: DES COMITES D'ACTION, regroupant l'ensemble des travailleurs en lutte!

--Imposons la NATIONALISATION desgrandes entreprises occupées et leur gestion démocratique par les Comités des travailleurs!

-- Instituons le CONTROLE OUVRIER sur la formation professionnelle, l'organisation du travail, la gestion de l'entreprise!

--Emparons-nous des livres de compte!

--Construisons sur nos lieux de travail, indépendamment des appareils du patrons et de l'Etat, les organes du CONTRE-POUVOIR POPULAIRE!

--Imposons le départ de de Gaulle et l'instauration d'UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS.

Le pouvoir que nous voulons n'est pas un gouvernement de la gauche succédant au gouvernement de la droite.

Le pouvoir que nous voulons n'a rien à voir avec les combinaisons parlementaires des politiciens bourgeois et réformistes!

Le pouvoir que nous voulons doit instituer la démocratie directe du socialisme, fondée sur l'autorité des Comités de base dans les entreprise et les quartiers.

Le pouvoir que nous voulons doit être l'émanation des Comités de grèves et des Comités d'action des travailleurs et des étudiants.

ETUDIANTS, TRAVAILLEURS, UNE CHANCE UNIQUE S'OFFRE A NOUS: NE LA LAISSONS PAS PASSER!

CETTE ORGANISATION EST ILLEGALE

Au moment où nous nous mettons sous presse, de Gaulle vient d'interdire la JCR (l'auteur de ce tract)et plusieurs autres organisations socialistes.
Les détails: page 8.

AU JOUR LE JOUR: DES BARRICADES ETUDIANTES A

La grève générale

PAR PIERRE FRANK

La crise actuelle en France débuta par les manifestations des étudiants à Nanterre, ensuite à Paris. Leurs demandes-- la gratuité scolaire, le contrôle par les étudiants du programme d'études, la suppression des examens, etc. -- étaient d'un ordre spécifiquement étudiant. Mais étant donné le niveau élevé de la conscience politique des étudiants et de leur direction, ces manifestations furent particulièrement explosives, développant rapidement vers une contestation globale de toute la société capitaliste de la France contemporaine.

Le 3 mai, la police envahissa un meeting des étudiants à la Sorbonne dans le Quartier Latin de Paris, arrêtant plusieurs centaines de jeunes étudiants et blessant plusieurs autres. Les gendarmes agisserent sous l'autorité de nul autre que le Ministre de l'Education lui-même.

Le lendemain, l'Union Nationale des Etudiants Français (UNEF) annonça qu'une grève universitaire sans limites commencerait le lundi 6 mai, en solidarité avec les étudiants arrêtés.

L'article suivant décrit les événements clés du 9 au 13 mai. C'était après la grève générale d'une journée, du 13 mai quedes ouvriers de Sud-Aviation à Nantes saisirent le directeur de l'usine et soudèrent les portes, en suivant l'exemple des étudiants universitaires qui occupaient les facultés. La vague massive de grèves s'ensuivit.

L'auteur, Pierre Frank, est un des dirigeants de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste fondé par Léon Trotsky, en 1938.

--NDLR

PARIS -- Jeudi le 9 mai vit les étudiants se rassembler au boulevard St-Michel pour discuter de ce qui était arrivé et de ce qu'il fallait faire. Dans l'après-midi, il était clair que le mouvement n'avait pas succombé à la manoeuvre gouvernementale, qu'il s'étendait en province. Les organisations dirigeantes décidaient un nouveau rassemblement pour le lendemain vendredi à nouveau à 18h30 à la place Denfert-Rochereau, réaffirmant qu'il n'y aurait pas de négociations avant que ne soient satisfaites les trois revendications préalables. La remontée du mouvement se poursuivit dans la soirée du 9. Depuis un mois, la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) avait préparé pour cette date un meeting à la Salle de la Mutualité, sur le thème "De la révolte à la révolution" où elle voulait exposer les causes et les objectifs du mouvement estudiantin qui se produisait dans plusieurs pays. Les événements donnaient une actualité brûlante à ce meeting. Dans la journée, la JCR fit savoir qu'après les orateurs prévus, le meeting serait mis à la disposition des étudiants pour poursuivre leur débat. Une assistance de quatre à cinq mille personnes, donna à cette réunion, par son ardeur, sa combativité, une allure d'assemblé révolutionnaire. Des étudiants italiens, hollandais, belges, allemands, espagnols, y affirmèrent leur solidarité avec les étudiants français. Les orateurs exprimèrent avec force que cette lutte n'avait pas un caractère réformiste, qu'elle mettait en cause la société capitaliste, qu'elle n'aboutirait que lorsque la classe ouvrière entrerait à son tour en action dans une lutte révolutionnaire pour le socialisme.

La seconde partie du meeting, celle consacrée à la discussion, eut une importance non moins grande. Pendant près de deux heures des orateurs de points de vue politiques différents y firent

connaitre leure positions, leurs suggestions, leurs perspectives.

Bien que ce n'était pas là une assemblée de représentants élus, on pouvait penser se trouver en présence d'un soviet des étudiants. Outre les problèmes spécifiques à la lutte dans laquelle les étudiants se trouvaient engagés, deux idées essentielles dominèrent les interventions:

(a) la lutte des étudiants ne pouvait être qu'une partie de la lutte pour le socialisme et, dans cette lutte, la classe ouvrière était la force sociale essentielle. Aucune intervention dans un sens marcusien ou similaire ne fut entendue. Furent abondamment discutés les moyens de lier la lutte des étudiants à celle des ouvriers:

(b) la démocratie était une condition essentielle du développement du mouvement. Les divergences étaient chose normale et l'existence de groupements politiques allait de soi; mais il ne fallait pas que ceux-ci tentent de s'imposer de façon hégémonique ni qu'ils perturbent l'unité du mouvement, en soulevant des questions étrangères à ce mouvement.

En se séparant à près d'une heure du matin, plusieurs milliers de combattants se trouvaient politiquement soudés pour la grande journée du 10 mai qui allait s'avérer décisive.

Le 10 mai

Cette journée comporta trois parties successives, chacune ayant des caractéristiques inoubliables.

Tout d'abord, la matinée commença par une extension du mouvement aux étudiants en médecine et, surtout, par la grève des lycéens qui avait été annoncée au meeting du 9 mai à la Mutualité. D'où provenait ce mouvement? La guerre du Vietnam avait sensibilisé des très jeu-

il nous faut appuyer

Au moment où nous mettons ce journal sous presse, on nous informe que l'auteur de l'article ci-haut est arrêté, et que plusieurs centres socialistes ont été attaqués par les flics gaullistes. De Gaulle a interdit arbitrairement la Jeunesse Communiste Révolutionnaire et le Parti Communiste Internationaliste (section française de la 4e Internationale), d'autres tendances trotskystes, et groupements socialistes.

Ce sont ces organisations qui ont donné une direction à la lutte des masses françaises en vue de renverser le régime gaulliste.

Il incombe particulièrement aux socialistes et aux militants syndicaux de dénoncer l'interdiction, et d'aider leurs confrères français ainsi attaqués. Déjà une large protestation s'organise: le 22 juin aura lieu à travers l'Amérique du Nord des manifestations de solidarité.

A Montréal, on s'organise aussi

-- une manifestation aura lieu; on ramasse des fonds; on demande des signatures sur une pétition de protestation. Apportez-nous votre appui!

Achetez!

-- UN BOUTON "JCR", portant le symbole de l'organisation interdite par de Gaulle.

--"L'ENRAGE", journales lycéens aux barricades: caricatures de la révolte française.

50¢ CHACUN

L'argent ramassé sera envoyé aux victimes de la répression gaulliste.

Disponible à la LIBRAIRIE d'AVANT-GARDE
17 ouest, rue Ontario, Montréal
849-1727

nes qui avai ent rejoint le Comité National du Vietnam. Quand ils voulurent porter la question dans leurs lycées, ils se heurtèrent à une administration--et aussi, trop souvent, à l'encompréhension de nombreux professeurs même de gauche-- pour laquelle le lycée ne pouvait être qu'une caserne pour les moins de vingt ans qui n'avaient pas à s'occuper de politique. Des incidents se produisirent dans les lycées; une exclusion du lycée Condorcet provocua une manifestation de plusieurs centaines de lycéens devant celui-ci, et surtout la création des CAL (Comités d'Action Lycéens), en novembre 1967. L'activité de cet organisme se développa pendant plusieurs mois, l'organisation des lycéens se trouvant favorisée par leur vie en commun toute la journée dans ces éteblissements à la manière des ouvriers dans une entreprise.

Il faudrait écrire une brochure sur ce mouvement seulement, sur le sérieux, l'application de ces tout jeunes militants - de 14 à 16 ans. Leurs grève démarra un peu comme celle d'ouvriers. Quelques lycées "débrayèrent" et, dès neuf heures du matin, sortirent en cortège dans les rues de Paris, allant d'un lycée à l'autre pour appeler à la grève tenant des meetings de cinq cents, de mille, de deux milles lycéens sur les places et les squares de Paris. Leur revendication essentielle était de droit de discuter la politique et de toutes les questions sociales dans les lycées. Ils décidèrent de se réunir à 16 heures place des Gobelins, pour se rendre en cortège place Denfert-Rochereau afin de participer à l'action des étudiants universitaires, car disaient-ils "vos problèmes d'aujourd'hui seront nos problèmes de demain". Dans l'après-midi environ 8,000 lycéens se regroupèrent dans un cortège qui arriva vers 18 heures place Denfert-Rochereau.

La deuxième partie de cette journée commença après un meeting sur la place, qui fut plutôt une réunion pour discuter du mouvement et de la conduite à suivre,

la lutte française

"aidez - nous!" -- la JCR

...Le travail a repris, mais l'avant garde ouvrière et étudiante refuse la capitulation, et est décidée à poursuivre le combat.

Après MAI 1968, jamais les choses ne redeviendront comme avant, non seulement en France, mais dans tous les pays de l'Europe occidentale. La preuve est faite que la société bourgeoise, non seulement dans les pays "sous-développés", mais dans les pays capitalistes avancés, peut et doit être renversée.

Pour cela, il faut renforcer l'avant garde, et notamment, la JCR, qui aujourd'hui anime la lutte révolutionnaire alors que les partis traditionnels de la classe ouvrière ont failli. Il faut immédiatement lui apporter une solidarité financière pour permettre de faire face à la répression qui se prépare et élargir ses activités. Répondez à cet appel! Collectez des fonds! Faites-nous parvenir le maximum d'aide!

Solidarité avec les étudiants et les ouvriers français en lutte!

Le 9 juin 1968 Le Comité National de la JEUNNESSE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

un cortège s'engagea dans le boulevard Arago, passant devant la prison de la Santé. afin de manifester la solidarité avec ceux qui avaient été emprisonnés ou condamnés pour leur participation aux manifestations des jours précédents. Traversant des quartiers populeux, le cortège devait ensuite tourner pour revenir par la rue Monge et le boulevard St-Germain et remonter ensuite le boulevard St-Michel. Ce fut une manifestation comme Paris n'en avait pas connu depuis longtemps.Forte d'environ 30,000 personnes au départ,elle grossissait à vue d'oeil et, vers la fin, avait sensiblement doublé. Elle avait un enthousiasme, un caractère juvénile, s'harmonisant avec le renouveau printannier qui avait redonné leurs feuilles vertes aux arbres des boulevards. Formée en grande partie par les étudiants, les lycéens, les professeurs de l'enseignement supérieur qui étaient en grève, s'y étaient joints de nombreux jeunes travailleurs qui,en nombre croissant chaque jour, participaient aux manifestations des grévistes, ainsi que bien des militants et des ouvriers révolutionnaires qui avaient subi pendant tant d'années l'étouffement stalinien du mouvement ouvrier organisé. Enfin, Paris connaissait à nouveau des manifestations qui n'étaient pas préparées en accord avec la Préfecture de Police, qui se tenaient sans autorisation préalable, qui ne subissaient pas ensuite le contrôle des services d'ordre de l'appareil du PCF et de la CGT pour empêcher tout mot d'ordre, toute banderolle que ces appareils considéraient "subversif". Enfin une démonstration où se donnait libre cours l'initiative des masses.

Cette manifestation, forte de plus de 50,000 hommes, en écrasante majorité des jeunes, avait un niveau politique des plus élevés. On y voyait des drapeaux rouges, un drapeau noir, le drapeau du Vietnam, mais pas un seul drapeau tricolore. L'Internationale et d'autres vieux chants révolutionnaires étaient entonnés. Aux revendications immédiates des grévistes s'ajoutaient des slogans révolutionnaires: contre l'Etat policier, contre la bourgeoisie et son enseignement. Les manifestants dans les quartiers populaires faisaient appel à la solidarité ouvrière-étudiante.

Revenue au Quartier Latin,la manifestation se trouve à nouveau devant une Sorbonne entourée de plusieurs rangs serrés de troupes de police, de gendarmes, et surtout de CRS (Compagnie Républicaine de Sécurité) aux faces patibulaires. La haine des "forces de l'ordre" prit des formes extraordinaires. Les cris de colère, les injures pleuvaient. Le service d'ordre de l'UNEF (l'Union Nationale des Etudiants Français)pouvait à peine contenir les manifestants. Dès ce moment-là,un affrontement, un choc paraissait inévitable.

Charles de Gaulle

Ne pouvant entrer dans la Sorbonne, les manifestants décidèrent de stationner dans les rues du Quartier Latin,jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. Quelques bagarres se produisant, les manifestants commencèrent à monter des barricades. Quiconque était sur place a vu tout ce qu'il y avait de spontané dans l'opération. Qu'on examine un plan de Paris, et il apparaitra clairement que des "spécialistes" de la guerilla et des combats de rue n'auraient jamais songé à créer un dispositif aussi facilement encerclable. Ce soir-là, ce n'étaient pas les "spécialistes" qui étaient pré-

sents, mais la spontanéité et l'initiative populeires. En très peu de temps aux autos s'ajoutèrent des matériaux et des machines trouvés dans des chantiers voisins, les marteaux-piqueurs servaient à desserrer les pavés des rues. Les étudiants recevaient l'aide pratique bien utile d'ouvriers pour ce travail.

Un fait montre combien ce mouvement répondait à la colère générale. Les quartiers où furent élevées les barricades sont essentiellement bourgeois et petits bourgeois. Or, quand les manifestants s'emparèrent des automobiles pour faire les barricades, il n'y eut aucune protestations des habitants. Chacun sait pourtant ce que signifie de nos jours l'auto pour son propriétaire. Plus encore, ces mêmes habitants ont donné aux manifestants qui étaient en route depuis cinq à six heures, des vivres, des boissons et des transistors pour pouvoir suivre les événements à la radio. Enfin quand les brutalités policières se déchainèrent dans la nuit, pendant plusieurs heures, les combattants des barricades trouvèrent en grand nombre refuge dans des appartements Quelques jours plus tard, lorsque dans la grande manifestation du 13 mai un fort contingent de "barricadiers" passa devant la rue Gay-Lussac : il y eut une rencontre émouvante. Ils scandaient "merci, merci, Gay-Lussac" pendant que, des fenêtres, partaient les bravos.

Des barricades à la grève générale

On ne peut dire que la France se réveilla samedi matin, car tout le monde y avait suivi, minute par minute, grâce aux postes de radio non officiels, les événements, entendant crépiter sans interruption les explosions des grenades, écoutant les journalistes qui étaient sur les lieux. La colère grondait. Les syndicats CGT (Confédération Générale du Travail - grande centrale sous la direction des membres du Parti Communiste Francais) et CFDT (Confédération Française et Démocratique du Travail - centrale ouvrière anciennement d'inspiration catholique) avaient la veille prévu une manifestation pour le mardi dans la soirée. Ils se réunirent car il ne pouvait être question d'attendre jusque là et de ne faire que cela. Dans l'après-midi du samedi des manifestations se produisirent à nouveau dans le Quartier Latin, dont de nombreuses rues ressemblaient à un champ de bataille les restes de barricades, voitures brûlées, rues défoncées, ...La lutte de rues allait-elle reprendre?

Le soir, vers 21 heures, le Premier Ministre Pompidou fit une déclaration à la radio et à la télévision, Blême, les traits tirés, avec une allure crispée tout à fait différente de ses manières usuelles, il annonça après quelques propos généraux, ce qui constituait en fait une capitulation du gouvernement sur les trois conditions préalables des grévistes étudiants et enseignants. Tous les manifestants allaient être relâchés, le service d'ordre serait retiré, la Sorbonne serait rouverte le lundi.

Mais les choses étaient allées trop loin. Cette déclaration n'eut autre effet que d'éviter de nouveaux affrontements dans la rue. Les syndicats CGT et CFDT avaient déjà décidé la grève générale et une grande manifestation dans Paris pour le lundi, ils maintinrent ces décisions. L'UNEF et le SNES (Syndicat National des Enseignants Supérieurs) enregistraient ce que le gouvernement avait tardivement accordé ou promis, soulignant qu'il portait ainsi toutes les responsabilités des événements des jours passés; ils déciderent de poursuivre la lutte aussi longtemps que les promesses ne seraient pas mises en application.

Les discussions entre organisations s'étaient prolongées pendant de longues heures. Donnons quelques informations confidentielles. Les dirigeants staliniens de la CGT voulaient que la manifestation parte de la place St-Michel pour se rendre à la Bourse du Travail, place de la République. C'était en fait, chercher à éviter le Quartier Latin pour finir chez ces bureaucrates. Les porte-parole de l'UNEF et du SNES déclarèrent qu'ils ne pouvaient accepter cette proposition et que si, les syndicats restaient sur leur décisions, ils feraient eux, une manifestation indépendante de la République à

Denfert. Les dirigeants de la CGT durent s'incliner, tout comme la veille l'avait fait le gouvernement. En tête, ils durent également accepter le dirigeant du "mouvement" du 22 mars, Cohn-Bendit, qui, encore le 3 mai, était "l'Allemand" pour l'Humanité. Le service d'ordre devait être constitué par moitié entre les syndicats ouvriers et les organisations d'étudiants Ajoutons que dans cette journée du dimanche, les responsables des organisations staliniennes et, notamment, les membres des services d'ordre, jusque là employés non contre la police (devant les consignes de laquelle les organisations s'inclinaient) mais contre les "gauchistes" furent réunis et prévenus par leurs dirigeants qu'il fallait ce jour là ne rien faire contre les "gauchistes" même s'ils étaient insultés par eux. On devait s'en apercevoir à plusieurs reprises pendant la manifestation. Mais il serait erroné de croire que les staliniens sont désormais disposés à respecter la démocratie ouvrière C'est à contre-coeur qu'ils le firent dans cette manifestation, et on peut être quasiment sûr qu'ils chercheront à prendre leur revanche à un moment qui leur paraîtra opportun.

Il est impossible de décrire la manifestation en peu de mots. Soulignons-en seulement quelques aspects. La grande partie des travailleurs qui suivaient les syndicats n'était pas certes au niveau politique et à la combativité des groupes rassemblés autour des étudiants et des enseignants où dominaient les mots d'ordre anti-capitalistes, révolutionnaires, contre l'Etat bourgeois, pour la révolution socialiste, pour le pouvoir aux travailleurs, les mots d'ordre internationalistes (Berlin-Rome-Varsovie-Paris). Mais la niveau de la masse des travailleurs était considérablement plus élevé que par le passé. Il ne s'agissait plus de ces mots d'ordre indignes du type "des sous charlot". Le caractère dominant de la manifestation fut l'anti-gaullisme. Comme la manifestation se tenait dix ans après le coup militaire d'Alger qui devait ramener de Gaulle au pouvoir, un mot d'ordre fortement scandé de partout etait "dix ans, c'est trop". Les dirigeants des partis politiques (FGDS-PCF), à qui, sur l'exigence des responsables de l'UNEF et du SNES, le premier rang avait été refusé, défilèrent au sein d'une masse qui ne les acclamait guère.

Pour les militants révolutionnaires, un grand espoir se fit jour. Leurs groupes croissaient au fur et à mesure que la manifestation progressait. Ils n'avaient pas à subir de drapeaux tricolores dans la manifestation même. Plus encore un manifestant grimpa sur l'annexe de la Préfecture de police pour arracher le drapeau qui flottait aux fenêtres. Sur le Palais de Justice également, un manifestant arracha le drapeau tricolore, le remplaçant par le drapeau noir des anarchistes. L'effigie d'un CRS pendu fut promenée par les surréalistes.

Il n'y eut pas que les mots d'ordre révolutionnaires et les démonstrations spectaculaires. Place Denfert-Rochereau, les responsables de la CGT par haut-parleur appelaient à la dislocation. Les groupes d'avant-garde (Mouvement du 22 mars (Mouvement des étudiants à l'université de Nanterre, dirigé par Daniel Cohn-Bendit), JCR (Jeunesse Communiste Révolutionnaire, organisation trotskyste) décidèrent de poursuivre la manifestation. Des groupes se dirigèrent pour certains (anarchistes) vers l'Elysée -- ce qui était à la fois utopique et aventuriste-mais, pour l'essentiel, au Champ de Mars où se tint un meeting en présence de vingt à vingt-cinq mille personnes.

Ce meeting est, de beaucoup, l'événement le plus important du 13 mai 1968. D'une certaine façon, il a été, avec des dimensions beaucoup plus grandes, la continuation de la discussion qui avait eu lieu le 9 mai sur le boulevard St-Michel. Quand les groupes, les uns d'une dizaine de personnes, d'autres de plusieurs centaines ou même de quelques milliers, se rendirent de Denfert-Rochereau au Champ de Mars, le long des quelques kilomètres du parcours, les gens les regardaient passer, pensant qu'une nouvelle émeute allait se produire. En effet, la très grande majo-

VOIR PAGE 17

---

té des participants savaient que ce n'étaient pas l'heure de nouveaux combats, mais l'heure de tirer les leçons des événements et de prendre des décisions pour le jour suivant. Pendant plus de deux heures se fit une confrontation démocratique d'idées, de propositions, préfigurant une sorte d'assemblée soviétique fonctionnant démocratiquement. Finalement, il fut décidé que la grève des étudiants se poursuivrait et que la Sorbonne serait occupée le soir même, ce qui fut fait.

LA LUTTE OUVRIERE

La crise de direction

PARIS, le 22 mai - Dans cet article, qui ne vise pas à donner une réponse aux problèmes qui se posent au jour le jour (c'est là l'affaire de tracts quotidiens), soulignons quelques points important déjà apparus au cours du mouvement.

On ne saurait trop souligner le rôle des lycéens. Ces jeunes de 14 à 15 ans ont fait preuve d'un courage remarquable et, surtout, d'une maturité politique qui a émerveillé les plus anciens militants. On n'avait jamais vu pareille chose. Le mouvement des lycéens dont les débuts datent de la fin de 1967 promet la plus belle floraison d'une avant-garde dans les années prochaines où auront lieu les combats décisifs de la période qui a commencé avec le printemps de 1968. C'est le plus grand espoir présent du mouvement révolutionnaire français.

Nous laisserons de côté les répercussions internationales du mouvement actuel. Il faut cependant mentionner, d'une part, qu'il a contribué à remettre en marche la lutte pour la révolution prolétarienne en Europe, figée, gelée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, au point que le défaitisme à l'égard du prolétariat dans les pays capitalistes économiquement développées prenait une expansion dangereuse dans les milieux politiquement avancés. Ce mouvement, qui a aussitôt rencontré un puissant écho dans toute l'Europe occidentale, balayera toutes les "théories" de malheur bâties sur ce défaitisme et donnera un renouveau d'expansion au marxisme révolutionnaire dans des couches beaucoup plus larges que jamais. D'autre part, ce mouvement a manifesté un esprit internationaliste très élevé. Si jamais l'Humanité (quotidien du Parti communiste) a commis une "erreur" monstreuse, c'est quand elle a parlé de "l'Allemand Cohn-Bendit" pour tenter de discréditer l'homme qui a été plus qu'honorablement l'un des porte-parole dirigeant des étudiants à Paris. Le 22 mai, l'Humanité lance des calomnies infames contre lui, et le même jour le gouvernement le refoule hors de France. Là encore, la direction du PCF se fait le complice du gouvernement contre le jeune révolutionnaire. On peut aussi escompter que ce mouvement ne tardera pas à avoir un écho au-delà de l'Europe occidentale; dans l'Union soviétique et en Europe orientale, on ne manquera pas de savoir que ce mouvement était très différent de ce qu'en a présenté la presse bureaucratique.

La direction du PCF et de la CGT a montré une peur panique envers toute tentative de rapprochement étudiants-ouvriers qui ne serait pas sous son contrôle, en fait qui dépasserait de vagues propos. Cette direction sait qu'une telle jonction aurait pour conséquence d'enflammer le mouvement ouvrier et de briser son contrôle sur lui. Tous les doutes qui s'étaient développés depuis des années parmi les militants ouvriers seraient plus que renforcés, ils se transformeraient en une critique impitoyable de la politique néo-réformiste menée dans l'après-guerre. L'activité déployée par la direction du PCF pour empêcher cette jonction, pour empêcher la pénétration à l'intérieur des entreprises de journeux et de tracts, sans oublier surtout de délégations d'étudiants, est la partie la plus intense de l'activité de ces organisations pendant le mouvement. Chez Renault, le vendredi 17 mai, à l'arrivée d'un cortège d'étudiants qui avait fait à pied une dizaine de kilomètres pour se rendre de la Sorbonne à l'usine, les portes étaient gardées par un service trié sur le volet avec beaucoup plus de vigilance que ne le faisaient les gardiens en temps normal. Autre exemple, le 22 mai, l'UNEF ayant organisé une manifestation pour protester contre l'interdiction de séjour faite à Cohn-Bendit, le secretaire de la CGT, Séguy, a qualifié cette décision (pas la mesure gouvernementale) de provocation et a

rompu les relations de la CGT avec l'UNEF. De cette façon, la direction post-stalinienne préfigure le rôle qu'attend d'elle la bourgeoisie lorsqu'elle lui confiera le pouvoir, rôle qu'elle est disposée à jouer -- celui de flic. Mais, dans les conditions qui se sont développées au cours du mouvement, un élément s'esquisse qui peut non pas changer la nature de cette direction mais affaiblir son pouvoir. Au cours même du mouvement -- au moment où nous écrivons ces lignes il est encore montant et des rebondissements peuvent se produire. Dans les organismes de base du PCF les critiques ont commencé à l'élever sur la carence, le retard, l'incompréhension du mouvement des étudiants, l'hostilité envers lui, le chauvinisme etc. Cela se produit pendant que les militants s'adonnent à leurs tâches quotidiennes, plus nombreuses que jamais. Il serait surprenant qu'à l'issue du mouvement, ces critiques ne soient pas reprises et, portées au niveau d'une contestation de la politique générale du PCF, ne débouchent pas plus ou moins ra-

"UNE REUSSITE DU TROTSKYSME"

L'essor révolutionnaire qui inonde la France est caractérisé par un esprit à la libre discussion, aux idées et aux programmes. Le débat ne se termine jamais, les tendances diverses concourent pour l'appui des étudiants et des travailleurs. De ce débat interminable surgit une nouvelle direction. Le "London Observer" du 19 mai, nous dit:

"Toute cette fièvre n'est pas entièrement spontanée et sans direction. L'organisation la plus connue du public est le mouvement du 22 mars de Daniel Cohn-Bendit. Ce Cohn-Bendit, trapu, aux cheveux roux et agé de 23 ans est un leader naturel de la masse et un orateur bien qualifié. Son domaine, c'est l'annexe Nanterre de l'Université de Paris; ses suivants, ce sont les étudiants.

"Une deuxième organisation moins connue le mouvement du 3 mai (comme celui du 22 mars nommé d'après un tournant dans la présente crise) comprend surtout des étudiants et de moins jeunes professeurs de recherche, souvent des anciens membres du PC. Ils y fournissent le rembourrage intellectuel et l'expérience politique. Comme le 22 mars, ils sont siégés à Paris.

"Il y a une organisation de plus, derrière ces organisations, c'est le seul mouvement politique parmi eux.

"C'est la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR), la division française du mouvement trotskyste mondial, sous le Secrétariat Unifié de la Quatrieme Internationale. Elle peut réclamer d'avoir pourvu la première inspiration et direction de l'insurrection des deux dernières semaines, ce qui peut être décrit avec justice comme la plus grande réussite jamais réalisée par les trotskystes en Europe.

"En France, on estime qu'ils sont 1,000 membres aguerris dans 30 villes. A Paris si on démembre un des comités de la Sorbonne, on trouvera un de leurs membres On les trouve dans la direction du mouvement du 22 mars et du 3 mai, et dans les Comités d'Action Lycéens (CAL)-- les comités d'action des écoles secondaires, qui mènent l'attaque contre le baccalauréat (certificat démodé d'entrée universitaire qui favorise la classe dominante)--et qui, s'ils réussissent, pourraient plonger la France dans une crise encore plus grave que la révolution universitaire.

"La JCR croit que la révolution, c'est la guerre. La stratégie militaire les fascine, tout comme elle a fasciné leur prophète, Léon Trotsky. Ses membres s'enflamment par les thèmes jumeaux des maux de la société bourgeoise et de ce qu'ils appellent "la révolution coloniale", comme la guerre du Vietnam. Ils sont le lien principal entre la France et la Ligue Allemande des Etudiants Socialistes (SDS) mené par Rudi Dutschke."

pidement sur une crise du PCF, d'une toute autre ampleur que celles qui avaient eu comme point de départ la "déstalinisation".

Deux éléments principaux œuvrent pour une telle crise. D'abord la faillite de la politique envers les jeunes. Depuis plus de six ans, d'abord lors de la guerre d'Algérie, puis l'action pour le Vietnam, cette direction a chassé des organisations et des manifestations qu'elle contrôlait les "gauchistes" quels qu'ils soient. Elle a employé contre eux son service d'ordre qui ne s'est pas battu une seule fois avec la police depuis des années et des années. Et voici que maintenant, ces "gauchistes" reviennent à la tête de dixaines de milliers de jeunes, après avoir affronté vigoureusement les forces de l'ordre bourgeois dans la rue. Le résultat de la politique de la direction du PCF dans la jeunesse est une faillite identique à celle du régime gaulliste dans ce même domaine.

D'autre part, nombre de militants du PCF et de la CGT ne peuvent pas être insensibles au sentiment aujourdhui largement répandu que le mouvement actuel pose le problème du pouvoir, que la conquête du pouvoir pourrait être aisément résolue, si les directions le voulaient. A vrai dire, dans les jours où la grève générale non proclamée est effective, il serait possible, en appelant les masses dans la rue, de forcer de Gaulle à partir et à imposer un gouvernement PCF-FGDS d'une façon non parlementaire mais pacifique. Car l'indécision règne en ce moment parmi les forces de l'ordre; les policiers eux-mêmes envisagent de faire la grève; de l'armée arrivent des nouvelles d'une effervescence parmi les soldats du contingent; les fascistes appuyés par les gaullistes ne mobilisent dans Paris que de tout petits groupes de manifestants qui veulent surtout procéder à des tests pour l'avenir. Quand chacun voit que "le pouvoir est dans la rue", ces dirigeants du PCF et de la FGDS demandent à l'Assemblée nationale -- ce Parlement discrédité dont la majorité est un ramassis d'arrivistes, élus dans le sillage de de Gaulle -- de censurer un gouvernement que de Gaulle de toute façon est contraint de modifier considérablement s'il veut rester en place. De nombreux militants du PCF et de la CGT ne manquent pas de voir là aussi l'incapacité de leur direction à saisir une situation encore plus favorable qu'à la Libération. Elle ne peut même pas invoquer la présence de troupes américaines sur le territoire français; on n'y trouve que des diplomates yankee négociant avec les représentants du Vietnam victorieux. C'est là le second élément essentiel d'une crise profonde du PCF dans un avenir qui ne peut être lointain.

Une période nouvelle

Au moment où nous écrivons cet article, il faut chercher à pousser le mouvement aussi loin que possible. Il n'ira jamais assez loin. Ce qui sera atteint servira de point de départ pour les vagues ultérieures. La répression ne deviendra sérieuse que, plus tard lorsque se produira un reflux; elle visera surtout (avec la complicité tacite des directions PCF et FGDS) l'avant-garde. Mais si celle-ci a une vue claire de la situation, des rapports de force, des rapports entre l'avant-garde et les masses, entre les masses et les directions, si elle fait preuve de capacité politique pour rester toujours un ou deux pas en avant des masses sans s'engager seule trop en avant, une telle répression ne pourra ni la décapter ni l'entamer profondément; au contraire, elle pourrait servir de stimulant et lui permettre de renforcer son audience auprès des masses.

Nous sommes sortis de la stagnation. La lutte de classe est entrée dans une période de combats, à l'origine, les conditions pour l'avant-garde sont beaucoup plus favorables que par le passé. Pour la première fois, l'avant-garde a de réelles possibilités. La majorité des militants trotskystes ont pris un bon départ. La route devant nous sera rude et semée d'embûches, mais nous avons confiance qu'elle sera suivie jusqu'au bout.

PIERRE FRANK

OPPOSONS LES PARTIS BOURGEOIS:

ELISONS LE NPD!

PAR LA REDACTION

La classe bourgeoise du Canada a choisi ses dirigeants dans une atmosphère de fanfares, de coups de tambours et de trompettes de la part de la radio, la télévision et la presse quotidienne. Maintenant elle présente ces dirigeants au peuple canadien dans la même atmosphère, demandant qu'on choisisse un des deux millionnaires comme premier ministre du pays. Le Parti Progressiste- onservateur et le Parti Libéral, malgré leurs différences verbales très minimes, représentent la même classe -- le patronat canadien.

Mais l'autre parti en lice, le Nouveau Parti Démocratique, par sa base dans le mouvemett syndical, par son appui électoral parmi la classe ouvrière qualifiée (autant au Québec qu'ailleurs) par son caractère non-bourgeois représente une alternative réelle aux vieux partis de la bourgeoisie. Le NPD présente ses candidats dans tous les comtés, présentant la possibilité de l'élection d'un gouvernement des travailleurs et des cultivateurs. Il jouit de l'appui officiel et active du Congrès du Travail du Canada et de la plus grande centrale ouvrière au Québec, la FTQ, sans mentionner les militants de la CSN, et d'autres ouvriers radicalisés qui appuient aussi le NPD.

Dans son dépliant principal de sa campagne électorale, le NPD pose les enjeux suivants: "Assurance santé complète (médicaments compris); revenu annuel garanti aux cultivateurs; salaire annuel garanti; logement convenable pour tous; impôt équitable pour tous; neutralité du Canada en matiere internationale; suppression du budget de guerre; le NPD est le seul parti à reconnaître au Québec le droit de décider de son avenir."

Certains, se basant sur l'oppression de la nation canadienne-française par Ottawa disent que le fédéral n'existe pas ou ne devrait pas exister pour les Québécois et prônent l'abstention Mais dans le contexte actuel qu'est ce que cela représente, l'abstention? Loin d'être un pas en avant dans la politisation de la classe ouvrière du Québec une abstention massive serait un refus pure et simple de la politique. Une abstention serait une dépolitisation parce qu'il faut admettre que la vaste majorité de la classe ouvrière du Québec gardent toujours la plupart de ses illisions vis-à-vis l'électoralisme. La tâche principale de tous ceux qui veulent le socialisme et une libérati on nationale réelle du Québec n'est pas d'assurer une indépendance bourgeoise et strictement constitutionnelle du Québec, mais plutôt de créer l'indépendance de la classe ouvrière vis-à-vis les partis et organismes politiques de la bourgeoisie qu'elle soit américaine, canadienne-anglaise ou québecoise. Concrètement, travailler pour le NPD et voter pour le NPD signifie faire un pas en avant dans cette direction. Bien sûr, le Québec est opprimé par Ottawa et aussi par Washington et ceci est précisément l'argument principal pour la nécessité d'une lutte sérieuse sur le plan

fédéral. Mettre la tête dans le sable comme une autruche, ou se cacher derrières des slogans faciles mais irréalistes, constituerait un retrait de la lutte.

Mais si le NPD représente une alternative aux partis bourgeois, son programme ne réflète que partiellement ce fait. Le NPD, loin de poser la transformation de notre société en mettant le pouvoir aux mains des masses travailleuses du Canada en érigeant une société socialiste, pose toujours des revendications dans le contexte de la continuation d'une société capitaliste. Il limite son programme à des réformes du système actuel, tandis que la tâche est de changer le système. Par exemple, au lieu d'exiger un Fonds de capitaux canadiens, il devrait exiger la nationalisation des grands monopoles capitalistes qui nous exploitent, surtout au Québec, les monopoles américains.

D'ailleurs, la question principale dans cette élection, autour de laquelle le NPD devrait axer toute sa campagne, c'est la guerre du Vietnam. Le NPD s'oppose au rôle impérialiste des Etats-Unis au Canada. Mais il devrait préciser son opposition à la guerre du Vietnam en exigeant le retrait immédiat des troupes américaines et exposer la complicité libérale et conservatrice, dans cette guerre-- y compris les propositions qui semblent se crystalliser pour envoyer des troupes canadiennes ou pour intervenir d'une autre façon dans les affaires internes du peuple vietnamien.

Dans la campagne nous pouvons avoir un contact réel avec la masse de la classe ouvrière en distribuant des tracts et en faisant du porte-à-porte pour les différents candidats. Nous pouvons également, rencontrer et discuter avec les éléments les plus politisés du mouvement syndical et de la classe ouvrière. Le programme du NPD doit changer et il incombe à nous de le changer en rencontrant et en convainquant les membres et sympathisants du parti de la nécessité du programme socialiste. Les travailleurs disposent déjà de leur propre parti et là ou ils se trouvent, les socialistes sérieux devraient s'y trouver.

Le NPD représente un pas en avant dans la politisation de la classe ouvrière. Mais ce pas reste timide et incomplet, car le NPD, s'il veut que la classe ouvrière le prenne au sérieux, il doit absolument se présenter à tous les niveaux surtout au provincial. Un vote massif pour le NPD lors des élections serait un puissant argument en faveur de l'action provinciale.

Le NPD entre sur la scène de cette campagne en bonne position. Son appui populaire a grandi sérieusement depuis les dernières élections partielles à Montréal

Robert Cliche

et ailleurs, indiquant qu'il a des racines sérieuses dans les quartiers ouvriers. De là, le NPD a actuellement une opportunité inouie de consolider sa position comme bras politique du mouvement ouvrier du Canada. Si le parti se présente comme une alternative ouvrière réelle et s'il réussit à contrer les mensonges et les mythes autour des bourgeois comme Trudeau et Stanfield, il est bien possible que nous verrons une victoire du NPD le 25 juin. Nous travaillerons pour réaliser cette possibilité et nous demandons à tous de travailler pour...

UN GOUVERNEMENT NPD A OTTAWA!

LA LUTTE OUVRIERE

JUILLET-AOÛT 1968
15 CENTS

MONTÉE FRANÇAISE

● St-Léonard ● Les élections de '68

FRANCE : LES LEÇONS DE MAI 1968

Declaration du Secrétariat unifié de la IV• Internationale

Le mois de mai 1968 entrera dans l'histoire des luttes de classe comme celui de la plus vaste montée révolutionnaire qui se soit jusqu'ici produite dans un pays capitaliste industriellement développé. Dix millions de grévistes : toutes les grandes et moyennes entreprises, les couches les plus arriérées et les moins politisées du prolétariat et des fonctionnaires entrainées dans l'action ; la jeunesse estudiantine et lycéenne faisant preuve d'une ardeur révolutionnaire extraordinaire ; les techniciens et les cadres largement associés ; les paysans rejoignant les étudiants et les travailleurs dans la lutte ; des manifestations de plus en plus amples et de plus en plus dures affrontant des forces de répression harcelées et progressivement démoralisées ; un gouvernement « fort » désarçonné et de plus en plus paralysé pendant deux semaines ; telle était l'image de la France dans ce printemps exceptionnel.

La volonté des centaines de milliers d'étudiants, de jeunes ouvriers, de lycéens d'abattre le régime capitaliste a éclaté de manière tellement évidente que personne ne peut la mettre en question sérieusement. Les travailleurs n'ont pas moins manifesté, eux aussi avec éclat, leur volonté de se battre non seulement pour des revendications immédiates et contre le régime gaulliste, mais aussi pour renverser le règne de la bourgeoisie et du Capital. Cette volonté s'est exprimée dans les occupations d'usines, de gares, de centrales électriques, de bureaux de poste, sur lesquels le drapeau rouge était hissé. Elle s'est exprimée dans les mots d'ordre de « pouvoir ouvrier », de « pouvoir aux travailleurs » de plus en plus répétés dans les manifestations et sur des affiches. Elle s'est exprimée par de nombreuses initiatives spontanées de contrôle ou de prise en main de moyens de production, d'appropriation du pouvoir de fait par des comités ou des collectifs de travailleurs et de citoyens.

Ainsi naissait progressivement devant les yeux du monde entier, un nouveau pouvoir, celui de la future République socialiste française, face au pouvoir décadent de la V• République française. Il aurait été parfaitement possible, pendant la semaine du 24 au 30 mai, de généraliser ces expériences, de couvrir le pays d'un réseau d'organes de dualité de pouvoir, de les fédérer, de prendre les initiatives nécessaires pour abattre le régime gaulliste chancelant et de faire que la crise révolutionnaire aboutisse à la prise du pouvoir par le prolétariat, pour la construction du socialisme.

Si cela ne s'est pas produit, si l'Etat bourgeois a, en définitive, pu reprendre en main les rênes du pouvoir, cela est dû exclusivement à la trahison des directions ouvrières, avant tout des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. qui contrôlaient la grande majorité des travailleurs. Ces dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. ont fait l'impossible pour isoler les étudiants et la nouvelle avant-garde révolutionnaire de la masse ouvrière, canaliser la grève avec occupations d'usines vers des buts purement revendicatifs, empêcher l'épreuve de force dans la rue où les rapports de force étaient éminemment favorables à la révolution, paralyser la riposte devant les violences de la répression, empêcher l'armement des piquets de grève et la constitution de milices ouvrières et estudiantines, faire accepter l'issue des élections que leur offrit un pouvoir aux abois, et fractionner et étouffer les grèves, dès que leur propre irrésolution et le discours résolu de de Gaulle avaient déterminé un premier arrêt du mouvement.

Cette trahison est le produit de leur attachement à la doctrine de « coexistence pacifique » du Kremlin qui voit dans de Gaulle un facteur affaiblissant le dispositif de l'impérialisme américain en Europe, et qui est mortellement effrayé par la perspective d'une montée révolutionnaire en France. Elle est aussi fonction de leur installation de longue date dans la routine de l'électoralisme et du parlementarisme. Le refrain sur les « voies pacifiques et parlementaires au socialisme » était avancé depuis des années avec l'excuse qu'une crise révolutionnaire, de toute façon, ne pouvait se produire en France. Lorsque cette crise s'est effectivement produite, cette même stratégie réformiste a été utilisée pour étouffer la possibilité objectivement donnée de prendre le pouvoir.

La direction du P.C.F. a perdu tout crédit parmi les étudiants révolutionnaires ; son prestige est largement entamé dans toute l'avant-garde jeune. Cette libération de la jeunesse du carcan bureaucratique lui a permis d'entrer en action comme une nou-

velle avant-garde révolutionnaire sur une échelle jamais égalée en France. Mais au sein de la classe ouvrière, l'appareil du P.C.F. et de la C.G.T., bien qu'ébranlé à plusieurs reprises depuis des années, et récemment encore lorsque les travailleurs des grandes usines rejetèrent les accords indignes qu'il avait élaborés avec le patronat et le gouvernement gaulliste pour mettre fin à la grève, conserve une large prépondérance et de multiples moyens d'étouffer la démocratie ouvrière et la libre expression des volontés de la base. Les éléments épars d'une direction de rechange, qui se sont puissamment affirmés parmi les jeunes ouvriers, ont été encore trop faibles et insuffisamment organisés et structurés, pour pouvoir assurer la constitution généralisée d'organes de dualité du pouvoir. C'est pourquoi la trahison de l'appareil du P.C.F.-C.G.T. a une fois de plus sauvé le capitalisme français, comme il l'avait fait en 1936 et en 1945-47.

Mais, à l'opposé de ce qui s'est produit lors de ces deux précédentes montées révolutionnaires en France, la trahison stalinienne n'a pu, cette fois-ci, briser net la montée du printemps 1968, ni déterminer un renversement rapide des rapports de force. Des combats révolutionnaires de mai 1968 ont surgi des bastions, telle la Sorbonne révolutionnaire, des pouvoirs tels que ceux qui veulent assurer un droit de contrôle sur l'O.R.T.F., des organes tels les comités d'action. La reprise du travail dans les usines ne les a pas supprimés. Cette reprise du travail s'effectue d'ailleurs à un rythme beaucoup plus lent que le pouvoir gaulliste et la direction du P.C.F. ne l'avaient espéré. Des secteurs importants de la classe ouvrière des grandes usines font preuve d'une combativité et d'une capacité de résistance exemplaires.

L'Etat bourgeois ne pourra tolérer que ces embryons de dualité de pouvoir se consolident et s'étendent. Mais il n'a pas la force de les éliminer d'un seul coup. Ainsi s'ouvre une période transitoire, pendant laquelle la répression fera des coups de sonde multiples comme elle l'a tenté à Flins, qui pourront être le point de départ d'une relance révolutionnaire. Par ailleurs, la faiblesse de l'industrie et de l'économie du capitalisme français ne lui permettent pas de digérer les avantages matériels considérables qu'il a dû accorder au prolétariat afin d'assurer la reprise du travail ; la hausse des prix, l'inflation et le chômage, viendront grignoter rapidement ces avantages, ce qui déterminera à son tour des réactions violentes du prolétariat. Finalement, la crise intérieure des syndicats et des partis ouvriers traditionnels ne fait que commencer. Cette crise s'approfondira dans les semaines à venir, surtout après les élections qui servent de dernier moyen au P.C.F. pour ressouder ses rangs. Les répercussions de cette crise ne tarderont pas à stimuler, elles aussi, une reprise puissante de la lutte des travailleurs.

Tous les éléments se trouvent ainsi réunis pour permettre de prévoir que la baisse de la température intervenue le 31 mai n'est que temporaire, que de nouvelles explosions et de nouveaux affrontements violents sont absolument inévitables. Il faut se préparer pour ces affrontements avec le maximum de lucidité et d'organisation. Il faut tirer toutes les leçons des luttes de mai 1968, s'assurer que l'acquis sera conservé, que la prochaine vague parte du niveau le plus élevé et œuvrer pour que toutes les insuffisances de la première vague soient surmontées.

Cette première vague a révélé l'extraordinaire fragilité du néo-capitalisme sous l'apparente stabilité de la « société de consommation », de « l'expansion économique » et de « l'Etat fort ». Le développement des forces productives, l'élévation du niveau de culture et de qualification technique des masses, l'industrialisation en profondeur du pays, l'explosion universitaire, le rajeunissement démographique, toutes ces mutations que le régime capitaliste s'attribuait comme autant de mérites et autant de signes de son modernisme, se sont en définitive retournées contre lui. Car, dans le cadre du régime capitaliste, tout développement des forces productives accroît les contradictions économiques et sociales. Les masses sentent d'instinct que d'immenses possibilités de satisfaire leurs besoins fondamentaux sont gaspillées, tronquées ou déviées sous le règne du profit et de la propriété privée. Les jeunes n'admettent plus qu'il y ait près d'un million de chômeurs alors que la possibilité de semaine de travail de trente heures pour tous se profile à l'horizon. Les étudiants, les ouvriers hautement qualifiés, les techniciens, n'acceptent plus que des patrons, des directeurs ou des technocrates au service du Capital, leur dictent d'autorité comment il faut travailler, ce qu'il faut produire et ce qu'il faut consommer. De même, les travailleurs toléreront de moins en moins que leurs organisations échappent à leur contrôle et soient soumises à une bureaucratie autoritaire.

La IV^e^ Internationale a élaboré un programme de transition qui répond à ces besoins essentiels des masses. Elle le mettra au point et le complètera à la lumière des enseignements de l'explosion de mai 1968. L'échelle mobile des salaires ; le contrôle ouvrier sur la production ; l'ouverture des livres de compte ; le veto ouvrier sur l'embauche et les licenciements ; la suppression du secret bancaire ; la publication du calcul du prix de revient et des marges bénéficiaires de toutes les grandes entreprises, l'établissement d'un cadastre des fortunes mobilières; l'élaboration démocratique par un Congrès des Travailleurs convoqué à cette fin, d'un plan de développement économique de la France socialiste; l'intégrale gratuité des soins médicaux, des produits pharmaceutiques, des transports urbains, de tous les réseaux d'enseignement et de tout le matériel scolaire ; le présalaire lycéen et estudiantin généralisé à partir de 16 ans ; la gestion des universités par toute la communauté universitaire ; la nationalisation de toutes les grandes entreprises, des banques privées et de toutes les institutions de crédit ; l'élimination de tous les représentants du Grand Capital dans les conseils d'administration des entreprises nationalisées ; la refonte du budget public par la suppression de la force de frappe et de réduction radicale des dépenses militaires, et simultanément l'expansion considérable des dépenses d'équipement culturel et social (hôpitaux, logements à bon marché, routes, terrains de sport et centres de loisirs), tels sont quelques-uns des éléments d'un tel programme.

Celui-ci doit culminer dans la revendication d'un gouvernement des travailleurs, émanation des organisations représentatives de la classe ouvrière — aujourd'hui encore les syndicats, demain des comités démocratiquement élus. Sans doute, une telle revendication équivaut dans l'immédiat à appeler les grands partis ouvriers, associés aux syndicats, à prendre le pouvoir ; ils jouissent encore en effet de l'appui de la majorité de la classe ouvrière. Mais ces partis ne montrent aucun désir de s'engager dans la voie de la conquête du pouvoir par des moyens extra-parlementaires. Plus la crise révolutionnaire rebondira et s'approfondira, plus ces partis traditionnels seront débordés par les masses, et plus le mot d'ordre du gouvernement des travailleurs acquerra pour elles le sens de la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes organisés dans des comités.

Pour promouvoir et propulser les activités révolutionnaires des masses sur la voie d'une relance de la lutte de mai 1968, il importe avant tout de renforcer l'avant-garde révolutionnaire. Ce renforcement doit s'effectuer sur plusieurs plans, entre autres celui de l'avant-garde large, regroupant, par la force des choses, diverses tendances et organisations, entre lesquelles doit s'établir une unité d'action solide fondée sur une communauté d'objectifs révolutionnaires précis, et le respect de la démocratie ouvrière ; et celui des marxistes-révolutionnaires eux-mêmes qui doivent s'efforcer de progresser aussi rapidement que possible vers la construction d'un parti révolutionnaire disposant déjà d'une audience dans les masses. Le Secrétariat Unifié de la IV^e^ Internationale exprime sa conviction que les membres de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire et du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e^ Internationale) ont admirablement soutenu l'épreuve de mai 196[illegible] joueront un rôle capital dans la réalisation de cette double tâche, sans la-

LES ECHOS MONDIALS

Pierre FRANK

Il est impossible, au moment ou nous écrivons ces lignes, de faire un tableau complet des répercussions internationales des événements de mai 1968. Chaque jour de nouvelles manifestations sont signalées. Outre les échos immédiats, on peut s'attendre à des conséquences en profondeur qui s'exprimeront à une échéance moins immédiate.

La révolte des étudiants français n'était pas la première en date. Dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique du nord de tels mouvements s'étaient produits, nés de la lutte contre la guerre du Vietnam, qui mettaient en avant des revendications d'ordre social. Nous n'ignorons pas les mouvements des étudiants des pays dits sous-développés, mais de grandes poussées révolutionnaires s'y développaient depuis longtemps, auxquels les étudiants étaient associés. Les masses travailleuses des Etats d'Europe occidentale étaient en grande majorité politiquement inertes, et les mouvements des étudiants paraissaient alors aller à contre-courant de la situation générale du pays.

Il n'est pas douteux que l'offensive victorieuse du Têt a donné à tous les mouvements d'avant-garde et à de larges masses une impulsion considérable et encouragé tous les ennemis du capitalisme et de l'impérialisme. Paris se lançant dans la bataille, on se déchaîna partout. Paris retrouvait le prestige ancien de ses traditions révolutionnaires. Le soulèvement des étudiants, suivi par la gigantesque explosion ouvrière, fut le signal du départ ou du renforcement des mouvements un peu partout. D'abord l'Espagne où la chute de Franco est à l'ordre du jour, l'Italie où les étudiants se lancent furieusement dans des assauts répétés, l'Allemagne occidentale — cette citadelle américaine en Europe — l'Angleterre, la Belgique, la Suède, etc. Partout l'appel de la révolution a retenti et a été entendu. Partout les étudiants ont défié l'ordre bourgeois, partout ils se sont tournés vers les ouvriers, partout le drapeau rouge a été hissé. Les bâtiments universitaires tendaient à devenir des territoires autonomes où cessait l'autorité de l'Etat bourgeois. Dans plusieurs pays, comme à Paris, les lycéens intervinrent dans la vie politique et sociale. La différence essentielle avec la France, c'est que nulle part n'a encore surgi un mouvement ouvrier d'une ampleur plus ou moins comparable à celui de mai 1968. Les réactions des travailleurs sont plus lentes à se manifester, mais on ne saurait douter qu'elles se produiront. Plusieurs politiciens, en général des sociaux-démocrates, ont été les premiers à le penser. Cela pourrait bien arriver chez nous, larmoyait Willy Brandt, et il n'était pas le seul à dire de telles choses.

Dans les pays sous-développés, les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir. A Dakar, à Santiago du Chili, à Buenos-Aires, à Rio de Janeiro, et dans de multiples villes, la révolution a relevé la tête. Paris a donné le meilleur appui possible au Vietnam ainsi qu'à Cuba quelle la révolution socialiste française ne pourra vaincre.

Celle-ci revêt une importance capitale pour le mouvement ouvrier du monde entier et la marche en avant de la révolution mondiale. Mai 1968 a débloqué la situation politique dans toute l'Europe, amené à un niveau plus élevé les luttes étudiantes en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Suède, stimulé la reprise des luttes ouvrières dans plusieurs pays, déclenché le processus de la révolution européenne. Mai 1968 a déjà exercé une influence profonde sur le déclenchement de la lutte des étudiants en Yougoslavie, et contribué à préparer la révolution politique dans tous les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés. Mai 1968 assurera à la nouvelle avant-garde qui se forme dans ces pays un haut niveau de conscience marxiste-révolutionnaire. Il obligera l'impérialisme à redistribuer ses forces à l'échelle mondiale, et représente ainsi une aide importante à la révolution vietnamienne, à la révolution latino-américaine, à toute la révolution coloniale.

Mais l'importance primordiale du mouvement de mai 1968 est de ramener le prolétariat d'un pays hautement industrialisé au cœur de la révolution mondiale, pour la première fois depuis plus de vingt ans. De ce fait, il a déjà balayé toute une série de préjugés, de conceptions fausses, de révisions du marxisme nées du reflux de la révolution européenne après 1948. Il a nettoyé l'atmosphère en plaçant dès le début de la nouvelle montée révolutionnaire, la revendication d'une démocratie ouvrière intégrale. Il assure à la phase présente de la révolution mondiale un niveau politique et théorique plus élevé que par le passé, une renaissance des traditions les plus valables du mouvement ouvrier révolutionnaire et internationaliste. Il crée de ce fait les conditions propices à un développement rapide du mouvement trotskyste international et de la IV^e^ Internationale, auquel tous les militants marxistes-révolutionnaires ont le devoir d'œuvrer sans attendre en raison des possibilités tout à fait nouvelles qui leur sont maintenant ouvertes.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE FRANÇAISE !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

socialiste. On verra avant peu les conséquences de mai 1968 en Afrique du Nord, au Moyen-Orient, dans toute l'Asie, etc... Tous les étudiants des pays coloniaux qui ont vécu en France et dans les autres pays d'Europe pendant ces événements et qui y ont participé, transmettront à la révolution coloniale un stimulant supplémentaire ainsi que des enseignements marxistes plus complets.

Dès que Paris et la France eurent bougé, on pouvait d'autant moins douter que le mouvement révolutionnaire trouverait son écho en Europe orientale. En Tchécoslovaquie l'action des étudiants et de l'intelligentsia venait de contribuer décisivement à la chute de Novotny. Peu de jours ont été nécessaires pour qu'à Belgrade, les étudiants formulent un cahier de revendications auquel aucun marxiste ne saurait objecter. Eux aussi ont dressé des barricades, occupé les Universités.

La lecture de la presse est souvent trompeuse pour connaître ce qui se passe dans un pays ; n'est-il pas clair que la presse française — qu'il s'agisse de la presse bourgeoise ou de la presse du P.C.F. — avait contribué à intoxiquer réciproquement aussi bien le pouvoir gaulliste que la direction du P.C.F. sur la situation dans le pays avant mai 1968 ? Mais que dire de la presse soviétique à l'égard des événements de France ? **L'Humanité** qui était toujours en retard sur les événements voyait ses mensonges reproduits dans la **Pravda** ou les **Isvestia** avec plusieurs jours de retard supplémentaires Nous sommes à l'heure des transistors, et aucune censure, aucune barrière n'est possible à la dissémination de la vérité.

Le gouvernement chinois avait semé une confusion sans pareille au sujet de la « révolution culturelle » au cours de la dernière année, et ses accusations grossières contre l'U.R.S.S. avaient aidé la bureaucratie du Kremlin. Ceci dit, à la différence de Moscou où l'on ne cachait pas la déception à l'idée que de Gaulle pourrait disparaître, le gouvernement chinois a organisé d'immenses manifestations de solidarité envers le mouvement de mai 1968. La mobilisation de centaines de milliers de manifestants — quels que soient les mobiles des organisateurs — est d'une importance objective que personne ne saurait sous-estimer.

Personne n'oubliera qu'en Union Soviétique, par contre, le pouvoir a dissimulé aux masses ce qui se passait en France. Cela n'est pas dû seulement au désir indiscutable de ménager de Gaulle. Au cours de ces dernières années, le pouvoir soviétique a poursuivi une campagne très dure contre les intellectuels et la jeunesse universitaire de ce pays. Chacun a en mémoire les procès Daniel-Siniavsky, Brodsky, Guinsbourg, les protestations de Litvinov-Bogoraz, etc... Les mouvements des écrivains, des artistes, des savants, etc., pour obtenir la liberté d'expression dans leurs domaines (art,

création littéraire, etc.) ne sont, comme dans plusieurs pays, eux aussi que les précurseurs de mouvements ouvriers antibureaucratiques qui auront pour objectif de rétablir la démocratie soviétique. L'heure — nous en sommes convaincu — ne tardera pas à sonner où les étudiants et les intellectuels de Léningrad, Moscou, Kharkov et d'autres grandes villes soviétiques entreront massivement en lutte contre le pouvoir bureaucratique, pour la démocratie soviétique, et frayeront la voie à l'intervention des ouvriers soviétiques.

Nous ne quitterons pas les Etats ouvriers sans adresser notre salut aux étudiants polonais, autres précurseurs de ces combats, et plus particulièrement à leurs leaders, les camarades Modzelewsky et Kuron, à nouveau emprisonnés pour avoir formulé remarquablement le programme socialiste antibureaucratique dans le renouveau présent.

∴

Le redémarrage de la lutte des travailleurs européens est la plus importante contribution du mouvement de mai 1968 à la révolution mondiale. A la fin de la deuxième guerre mondiale, les mouvements révolutionnaires en Europe occidentale avaient été rapidement étranglés, par suite de la coopération des staliniens, mettant en application les accords signés par Staline avec Roosevelt et Churchill à Yalta, Téhéran et Potsdam. Ces accords garantissaient le maintien du capitalisme en Europe occidentale. La victoire de la révolution chinoise en 1949, à l'issue de la période révolutionnaire en Europe, déclencha la marche en avant de la révolution coloniale. Dans le même temps, le mouvement révolutionnaire socialiste en Europe occidentale avait considérablement reculé. Le réformisme social-démocrate ou stalinien dominait. Apathie et stagnation caractérisaient le mouvement ouvrier européen, au point que des penseurs en avaient tiré des conclusions extrêmement pessimistes sur les potentialités du prolétariat européen et sur le prolétariat en général. Il ne peut pas faire de doute que la classe ouvrière française, par son mouvement de mai 1968, a déblayé le terrain, et mis en branle les travailleurs de toute l'Europe occidentale, pas seulement sur le plan des revendications économiques (ces luttes n'avaient à vrai dire jamais cessé, mais restaient dans un cadre étroitement réformiste). Elles les ont ranimées sur un plan révolutionnaire. La lutte pour le socialisme reprend sur le continent où elle est née et où existent, comme mai 1968 l'a montré en France, d'énormes traditions marxistes révolutionnaires. Comme l'a également montré le mouvement de mai 1968, c'est à partir de cet acquis du passé que redémarrent les combats, en dépit du fait que tout cet acquis avait été recouvert pendant vingt à trente ans d'une épaisse gangue réformiste par les directions social-démocrates ou staliniennes.

A son origine, le mouvement pour le socialisme avait été cantonné pendant plus d'un demi-siècle, pour des raisons objectives compréhensibles, aux pays économiquement développés d'Europe. La victoire d'Octobre 1917, bien que se situant à la périphérie de l'Europe, avait été le premier grand succès de cette lutte. Elle avait donné le signal de départ à des luttes révolutionnaires dans les pays colonisés. Pour toute une série de raisons qui ont été abondamment exposées par le mouvement trotskyste, le stalinisme qui avait triomphé en Union soviétique et dans les partis communistes provoqua de nombreuses défaites (Allemagne 1933, Espagne 1937 notamment) et l'enlisement de la révolution socialiste en Europe. Pour la première fois, en mai 1968, le mouvement ouvrier européen a redémarré. Bien qu'on ne puisse sous-estimer les effets néfastes que les vieilles directions produiront encore pendant un temps (on vient de le voir en France), il est désormais indiscutable que, partout en Europe, la jeunesse — ouvrière, estudiantine, lycéenne — n'est plus attachée à ces vieilles directions et qu'elle cherche à donner aux luttes une solution socialiste. Ce fait donne la certitude que l'on peut fonder les plus grands espoirs pour la révolution socialiste européenne.

Pendant longtemps Moscou avait constitué le pôle de la révolution socialiste, bien après que la politique du Kremlin ait perdu tout caractère révolutionnaire. Depuis quelques années, Moscou n'avait plus d'autorité et de prestige auprès de nombreux mouvements révolutionnaires jeunes. La Chine, Cuba se partageaient les aspirations révolutionnaires. Désormais, la marche en avant de la révolution socialiste se poursuivra sur tous les fronts à la fois (révolution prolétarienne dans les Etats capitalistes évolués ; révolution coloniale ; révolution politique antibureaucratique dans les Etats ouvriers) ; les dangers que comportait la polarisation autour d'une direction étatique accordant la primauté à des intérêts nationaux spécifiques de couches privilégiées disparaîtront en présence d'une marche plus équilibrée de la révolution socialiste mondiale.

∴

On a pu constater très rapidement quelques-unes des premières conséquences de cette marche moins unilatérale que par le passé de la révolution socialiste mondiale. Les problèmes théoriques ne sont pas les moins importants pour la révolution et le socialisme. Dans les années passées, outre les vieilles théories révisionnistes éculées reprises par les staliniens (les « voies pacifiques et parlementaires » au socialisme, la « coexistence pacifique »), de multiples théories avaient été avancées, dont nous mentionnerons les plus célèbres :

— Celles sur le néocapitalisme qui aurait, paraît-il, résolu les contradictions fondamentales du capitalisme telles que Marx les avait découvertes ;

— De multiples théories sur l'intégration des ouvriers des pays très industrialisés dans la société capitaliste et, par suite, sur leur incapacité à constituer les forces motrices de la lutte pour le socialisme, ce rôle revenant à d'autres couches sociales (Marcuse, Sweezy) ;

— Celle sur le rôle décisif de la paysannerie des pays sous-développés, où le prolétariat ne saurait jouer un rôle révolutionnaire (Fanon) ;

— Celle de la révolution par les campagnes insurgées encerclant les villes (Mao Tse-toung, Lin Piao) ;

— Celle sur les guérillas dans les campagnes, les combats des villes étant jugés impossibles, etc.

Les conceptions réformistes, ce réchauffé du bernsteinisme, ont reçu un démenti cinglant. La direction du P.C.F. s'est gardée de tirer des conclusions du fait que de Gaulle, qui avait été porté au pouvoir en 1958 par le général Massu, est allé

CHEZ LA LIBRAIRIE D'AVANT-GARDE ...

On a la plus grande sélection de livres de gauche à Montréal. On a surtout des livres sur:

- **la révolution cubaine**
- **la guerre vietnamienne**
- **le marxisme**
- **la lutte québécoise**

NOUVEAUX LIVRES

Che Guevara: Journal de Bolivie 4.20
Che Guevara: Oeuvres Révolutionnaires (vol. 2) 5.15
Lissagaray: Histoire de la Commune, 3 vols., chacun 1.70
R-L Séguin: La victoire de St-Denis 1.00
C. Forniau: Le Vietnam face à la guerre 3.30

17 ONTARIO O., MONTREAL 849-1727

revoir celui-ci dix ans plus tard en vue de se maintenir au pouvoir. Les barricades ne se sont pas révélées si démodées que beaucoup le prétendaient. On a enfin vérifié une fois de plus que des réformes et des revendications ont été acquises non au bout de longues années d'un réformisme plat, mais comme un sous-produit de la lutte révolutionnaire.

Les constructions sur le néo-capitalisme ayant assuré la stabilité définitive du capitalisme ont crevé comme des bulles de savon ; le néo-capitalisme, même en France où il y avait un « pouvoir fort » comme il n'en existait nulle part ailleurs, était intérieurement rongé bien plus que personne ne l'avait soupçonné.

Quant aux théories nouvelles qui ne renonçaient pas au socialisme révolutionnaire, elles étaient toutes des fruits des déformations de la révolution socialiste que nous avons mentionnées plus haut. Elles partaient chacune d'un aspect particulier de la situation : les étudiants et les intellectuels des pays capitalistes défendant la révolution coloniale tandis que le mouvement ouvrier traditionnel se montrait carent dans ce domaine ; les soulèvements puissants des paysans dans les pays coloniaux ; les succès de la guérilla pour la conquête du pouvoir à Cuba ; l'apathie du mouvement ouvrier des pays européens et sa bureaucratisation étouffante, etc., et les généralisaient abusivement. Le dénominateur commun à toutes ces théories était la soi-disant incapacité, la soi-disant impuissance du prolétariat des métropoles impérialistes. Mai 1968 a porté un coup mortel à toutes ces généralisations, sans toutefois mettre en cause la validité de certaines méthodes particulières comme les guérillas dans des cas déterminés. Ainsi il s'est montré dangereux d'introduire des révisions, même si on pense agir révolutionnairement, à des aspects fondamentaux de la théorie marxiste — comme le rôle du prolétariat — sur la base d'expériences ne portant que sur quelques années et dans des circonstances aussi exceptionnelles que la période de stagnation du mouvement ouvrier européen.

Le mouvement de mai 1968 a redonné un nouveau lustre au marxisme révolutionnaire que la IVe Internationale n'avait cessé de défendre contre vents et marées. Il a vérifié toute une série d'enseignements qui étaient restés dans le domaine théorique depuis plusieurs décennies. Les avoir fait vivre réellement dans les consciences a constitué la meilleure des écoles marxistes que nous ayons eues depuis un demi-siècle. La place de la grève générale dans la lutte des classes comme étape sur la voie de la conquête du pouvoir ; la création de véritables comités de masse dans une période révolutionnaire ; la réalisation de la dualité de pouvoir ; l'existence d'un très petit nombre de journées cruciales pendant lesquelles peut être résolu le problème de la prise du pouvoir ; le rôle décisif de la direction pendant ces journées ; les rapports entre les masses et l'avant-garde, etc., tous ces problèmes sont sortis du domaine des livres pour entrer dans la chair et le sang de milliers et de milliers de militants qui n'avaient rien vécu de pareil dans le passé.

Le mouvement de mai 1968 a aussi apporté une série d'enrichissements que nous ne pouvons que mentionner dans cette brochure. Nous avons assisté à Paris à une sorte d'ouverture du grand drame de la révolution socialiste dans les métropoles impérialistes. Les thèmes des grandes luttes qui s'y produiront sont apparus. Les rapports entre les mouvements des étudiants et de la jeunesse avec ceux des grandes masses ouvrières ont été mis en lumière d'une façon impressionnante. Des formes de combat dans les grandes villes ont été esquissées. On ne saurait songer sans sourire à toutes les théories bâties sur l'abrutissement des masses par les grands moyens d'information des masses, théories également unilatérales comme on l'a vu lorsque la France tout entière a vécu des nuits durant les combats des barricades et les émeutes dans Paris. Ce n'est plus l'abrutissement mais la révolte que ces moyens de communication semaient.

vements européens, en particulier entre les différents mouvements estudiantins, ont souligné la nécessité d'une liaison et même d'une action coordonnée à l'échelle internationale. Dans son développement le mouvement ouvrier européen sera obligé de s'organiser davantage internationalement. Le Marché Commun qui était une tentative de défense des capitalistes européens pour survivre après deux guerres mondiales, cette misérable tentative d'organisation des forces productives dans le système capitaliste, éclatera sous l'explosion des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière européenne qui mettra à son ordre du jour la création d'une Fédération des Etats Socialistes d'Europe.

A propos de l'Europe et du Marché commun, il n'est pas inutile de signaler que ces champions de « l'intégration européenne » que sont les directions socialistes et syndicales réformistes allemandes, italiennes, belges, hollandaises, etc. n'ont rien fait, pas un seul appel, pas un seul meeting, pas une seule manifestation de solidarité en faveur des dix millions de travailleurs français en grève — parmi lesquels se trouvaient d'ailleurs ceux de Force Ouvrière, la centrale syndicale liée à eux dans ce Marché commun. « L'intégration européenne », pour eux, c'est la participation aux prébendes, ce n'est pas la solidarité internationale des travailleurs européens.

La nécessité d'une stratégie commune à l'échelle internationale des luttes pour la révolution socialiste se fera ressentir de plus en plus impérieusement. Ainsi, la question de l'Internationale révolutionnaire, obscurcie et submergée pendant des années par les directions bureaucratiques aux intérêts spécifiques limités à des frontières nationales, se reposera désormais avec une vigueur nouvelle. Née en Europe il y a plus d'un siècle, l'Internationale révolutionnaire de masse renaîtra plus puissante que jamais.

La révolution socialiste française a commencé, la révolution socialiste européenne a repris sa marche en avant. Cinquante années après Octobre 1917, la victoire mondiale se dessine à l'horizon.

LA FRANCE EBRANLEE

PAR ARTHUR YOUNG

Les événements français ont une importance capitale pour les socialistes québécois, car ce soulèvement populaire éclaircit les possibilités révolutionnaires dans un pays capitaliste développé, et les difficultés sur le chemin de la victoire. Aucune discussion de la stratégie et de la tactique révolutionnaire ne peut négliger les leçons de la France.

A travers ce numéro du journal et le numéro précédant nous essayons de renseigner la gauche québécoise sur ces événements. Faute d'espace, il nous est impossible de reproduire tous les renseignements que nous avons obtenu. Tirons certaines conclusions.

Le soulèvement démontra surtout la faiblesse de notre société capitaliste. Cette société contient dans son sein l'instrument de sa propre destruction — la classe ouvrière. Cette classe a la force nécessaire pour renverser la société et a l'intérêt à en ériger une nouvelle. Ses revendications économiques deviennent des revendications politiques, menant vers la conquête du pouvoir. Elle n'est nullement épuisé en tant que force révolutionnaire.

Les étudiants français ont joué le rôle d'étincelle; par leur combat dans les écoles et dans la rue ils ont provoqué une vague de grèves chez les travailleurs qui ont ébranlé le régime gaulliste. Leur formation révolutionnaire leurs permettaient de combattre les anciennes directions des travailleurs et dans une certaine mesure de donner un leadership à la lutte.

Il n'est pas possible de douter que les conditions en France étaient propices à l'établissement du socialisme. Les deux tiers de la classe ouvriere étaient en greve; occupant de nombreuses usines, ils avaient dans leurs mains les secteurs-clés de l'industrie française. L'administration de l'Etat était paralysée. Les fermiers agissaient aussi, et même parmi les flics et les conscrits de l'armée on voyait une sympathie pour les grévistes. Sur les usines occupées, on a hissé le drapeau rouge du socialisme, et dans les manifestations, on chantait l'Internationale.

On voyait l'établissement à travers le pays des centaines de "comités d'action", organes du pouvoir populaire qui ont commencé à diriger le fonctionnement de la société. De tels comités représentaient les noyaux d'un futur gouvernement socialiste. A Nantes, par exemple, ils dirigeaient la ville, le gouvernement gaulliste ayant été réduit à l'impuissance.

Pendant une semaine, un parti révolutionnaire aurait pu prendre le pouvoir sans trop de difficultés. Mais ce parti n'existait point. Le Parti Communiste, depuis longtemps un parti réformiste, était le parti de la vaste majorité des travailleurs. Ce parti employait tout son poids afin de contenir et défaire la montée révolutionnaire française.

Dans cette situation, comment de Gaulle a-t-il pu gagner les élections? Premièrement, il a libéré les généraux de droite, emprisonnés depuis la guerre d'Algérie, il a mobilisé l'armée, et ses partisans sont déscendus dans la rue dans une grande manifestation. Il a en effet préparé une affrontement de forces dans la rue, pas au Parlement. Deuxièmement, il a dissout l'Assemblée Nationale, donnant ainsi au PC une excuse pour briser la vague de grèves, pour convaincre les ouvriers de transférer leur lutte au plan électoral, et pour terminer les manifestations. Il faut rappeler que des milliers de jeunes, participants dans le soulèvement populaire, n'avaient pas les 21 ans nécessaire pour le droit de vote. Le PC a attaqué tous les "provocateurs" qui ont voulu utiliser l'opportunité révolutionnaire posé devant les Français.

Troisièmement, de Gaulle a lancé une chasse aux sorcières. Il déportait des révolutionnaires étrangers, puis interdisait les principales organisations révolutionnaires. La police est déscendue dans les locaux de ces organisations, et certains des dirigeants ont été "gardé à vue". Ainsi, l'élection "libre" de de Gaulle a eu lieu sans contestation révolutionnaire.

Le Parti Communiste acceptait les règles du jeu gaulliste. Il s'est présenté comme parti d'opposition "responsable", prônant un gouvernement "progressiste" comprenant la bourgeoisie libérale et le PCF. Cette politique a raté deux fois: il n'a pas convaincu les couches petites-bourgeoises apeurées de la révolution (vers lesquelles le PCF a surtout orienté sa campagne) et il n'a pas du tout inspiré les travailleurs. Les abstentions dans les quartiers ouvriers (notamment dans "la ceinture rouge de Paris") ont été très fortes, tandis que le parti n'a pas arraché les votes des classes moyennes.

Etant donné un choix entre un PCF lâche et un de Gaulle prêt à lutter pour garder la pouvoir, la victoire électorale gaulliste n'est pas trop surprenante. Mais ceci n'assure pas une victoire à long terme. Les concessions économiques données aux travailleurs vont vite disparaître sous les coups de l'inflation, et la rentrée universitaire verra un autre essor de la lutte.

Tous les témoignages racontent le rôle-clé joué par nos camarades trotskystes dans le développement de la lutte française. Malgré leurs ressources matérielles et humaines tres limitées, ils ont dirigé le mouvement à plusieurs périodes cruciales. Armés d'une théorie qui leurs permettait de prévoir dans les grands lignes la dialectique de la lutte, groupant les cadres expérimentés, ayant la flexibilité nécessaire pour comprendre le déroulement réel de la révolution française, ils ont vérifié de façon vivante l'importance d'un parti d'avant-garde préparé avant le déclenchement d'une crise. Un des résultats les plus importants des événements c'est la croissance des cadres trotskystes français et les démarches afin de les lier aux communistes dégoûtés par les actions du PCF.

Ce n'est pas par hasard que les principales organisations interdites par de Gaulle sont trotskystes. Elles représentent une menace réelle, et c'est pourquoi il nous incombe d'apporter une solidarité active aux victimes de la répression gaulliste.

Pour nous, trois leçons majeurs sortent des événements: 1) Un lien avec la classe ouvrière est essentiel. La révolution socialiste dépend de l'activité des travailleurs, de leurs besoins et de leur conscience. Tout révolutionnaire doit travailler là où on trouve les travailleurs — dans le mouvement contre la guerre, dans les syndicats, mais surtout dans les formations politiques telles que le NPD, qui groupe actuellement une certaine avant-garde des travailleurs, ceux qui sont déjà conscients de la nécessité de lutter pour le pouvoir. 2) Il faut préparer l'avant-garde révolutionnaire, grouper les cadres socialistes, et les armer d'une compréhension de leurs tâches à venir. Ceci se fait au Québec, dans les rangs des organisations trotskystes, la Ligue Socialiste Ouvrière, et la Ligue des Jeunes Socialistes. 3) A l'heure actuelle, une solidarité agissante avec les victimes de la répression en France incombe à tout socialiste. Des résolutions de protestation, la distribution des renseignements sur la répression, et surtout, l'argent sont nécessaires. La victoire des socialistes français sera notre victoire; une France socialiste aiderait énormément à l'établissement du socialisme ici.

Dans notre numéro précédant, nous avons publié un appel de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire pour une aide concrete à leur lutte. Quelques jours après, la JCR et 10 autres mouvements socialistes ont été interdits par de Gaulle, et plusieurs leaders de ces mouvements ont été emprisonnés.

Réagissant au besoin, le congrès de la LSC/LSA envoya un message de solidarité à leurs camarades français, et ainsi qu'une centaine de dollars ramassés lors de la session publique du congrès. La semaine suivante, le congrès de la LJS/YS envoya une autre centaine de dollars. Une petition distribué appelant à l'annulation de l'interdiction et au relâchement des prisonniers politiques était bien reçu dans le milieu ouvrier québécois — parmi les signataires on remarque Robert Cliche, chef du NPD-Québec, Laurier Lapierre, vice-président fédéral du NPD, Roland Morin, chef de la section québécois des Travailleurs Unis de l'Auto, et Louis Laberge, président de la FTQ. A travers le Canada, ont signés: Davis Lewis, Andrew Brewin, Walley Ross (secrétaire provincial du NPD en Colombie-Britannique), C.P.Neale, (secrétaire du Conseil de Travail de Vancouver), le Conseil Etudiant de l'Université Simon Fraser, et d'autres personnages.

Aux Etats-Unis et en Angleterre des mouvements de protestation ont aussi été lancés.

Tout argent et message de solidarité peut être communiqué à Emile Van Ceulen, Secrétaire, Fonds de Solidarité contre la Répression en France, 111 ave. Segbers, Bruxelles 8, Belgique.

Réunion publique:

SOLIDARITE AVEC LA LUTTE FRANÇAISE !

- pourquoi et comment elle s'est développée;
- son avenir;
- sa portée;
- la défense des victimes de la répression gaulliste.

Orateur:

PIERRE DUBE

"L'un des responsables de la récente agitation étudiante à Paris ... l'un des dirigeants de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire..., l'instrument d'organisation des grèves et des protestations étudiantes qui ont paralysé la France. ...Pierre Dubé est étudiant à la Sorbonne. La JCR est l'un des nombreux groupes bannis par le gouvernement de Gaulle."

—La Presse, le 3 août.

Un jeune ayant reçu les "soins" des flics français.

Le lieu sera annoncé. Renseignements: 849-1727

Dimanche le 25 août 7.30h.pm

Aidez la diffusion de notre revue !

Une publication comme la nôtre a besoin de l'aide de tous ses lecteurs. Tout d'abord, l'aide, sous la forme d'un abonnement, car les abonnements assurent, beaucoup mieux que la vente au numéro, les rentrées nécessaires pour couvrir les dépenses d'impression et d'expédition qui vont, hélas, toujours croissant.

Aidez-nous aussi à trouver de nouveaux abonnements. Fournissez-nous des noms et des adresses pour la prospection.

LA LUTTE OUVRIERE

S'inscrit pour un abonnement d'un an ($1.00)

17 Ontario O. Montréal 18, Québec

Nom .....

Adresse .....

Ville ..... Tél .....

SOLIDARITE QUEBECOISE

AVEC LA LUTTE FRANÇAISE

PAR ANDRE DOUCET

La venue d'un dirigeant du soulèvement populaire français suscita un grand intérêt à Montreal. Plus de 200 personnes vinrent l'entendre parler de la révolution de mai et faire appel à la solidarité internationale contre la répression qui sévit présentement en France. C'est à l'occasion de cette visite que fut créé le Comité québécois pour la liberté et contre la répression en France qui déjà fait preuve d'une activité dynamique.

Pierre Dubé nous donna une analyse très claire des événements de mai. Il démontra de quelle façon les événements avaient conduit à une situation révolutionnaire où la question du renversement de la vieille société capitaliste et la création d'une nouvelle société était concrètement posée. Et comment aussi les directions traditionnelles du mouvement ouvrier trahirent cette aspiration commune du peuple français.

Il prédit qu'une nouvelle montée révolutionnaire est inévitable dans un avenir plus ou moins rapproché parce que les principales contradictions de la société capitaliste d'aujourd'hui ne sont pas résolues et ne peuvent l'être même avec la société de "participation" de de Gaulle, et surtout parce que les ouvriers et étudiants français ne se sentent pas battus. Le souvenir des luttes qu'ils ont menées reste très vivant et riche de significations pour eux.

L'apport le plus important de mai souligna-t-il, c'est d'avoir précipité le processus de formation du parti révolutionnaire par suite du vide qu'à crée le manque d'une alternative révolutionnaire à la vieille direction sclérosée de la classe ouvrière.

La période présente, poursuiva-t-il, compte tenue de la répression, est une période de mûrissement et de fermentation révolutionnaire qui devrait aboutir à la naissance et à la croissance rapide du parti révolutionnaire qui conduira à la prochaine montée révolutionnaire et en frayera la voie jusqu'à sa victoire.

Il termina son discours en nous donnant un aperçu de la répression qui sévit actuellement. Il nous annonça la libération d'Alain Krivine et de ses camarades emprisonnés, en expliquant que l'Etat Gaulliste fut pour ainsi dire obligé à le faire à cause du scandale et de la montée de protestations qui l'empêchait d'atteindre son objectif, qui est d'isoler l'avant-garde révolutionnaire de la masse des étudiants et de la classe ouvrière en tentant de briser le lien établit depuis mai. Et l'on peut être sûr que l'Etat Gaulliste ne veut pas voir une direction révolutionnaire remplacer la vieille direction de la classe ouvrière qui lui a rendue de si "loyaux services", en contribuant à étouffer la révolution de mai. Mais celà ne signifie pas que

Pierre Dubé avec Michel Mill (à gauche).

la répression n'est plus menaçante, bien au contraire elle attend son occasion; pour le moment elle prend simplement une forme plus sournoise. La libération puis le conscription dans l'armée d'Alain Krivine que nous venons d'apprendre en est un exemple.

Le fait sans doute le plus important de cette visite est la création d'un comité québécoise contre la répression en France qui s'insère avec ceux déjà créés en Amérique du Nord et en Europe.

De Gaulle a privé de ses droits démocratiques l'avant-garde révolutionnaire (contre laquelle il n'a pu formuler des accusations de manières précises), à cause de l'immense possibilité de développement qui lui est maintenant offerte et pour priver le peuple français du choix révolutionnaire pour lequelle il a manifester sa volonté en mai. Même si ce sont surtout des révolutionnaires et des militants ouvriers et étudiants qui sont victimes de la répression, tous ceux qui tiennent à la sauvegarde des droits démocratiques doivent participer à la défense de leurs droits parce que la liberté enlevée à un est la liberté enlevée à tous.

La Comité québécoise pour la liberté et contre la répression en France a de grandes tâches à accomplir, il doit d'abord aider financièrement les victimes de la répression, il doit ensuite éveiller et informer l'opinion publique de la répression en France, qui ici au Québec a une importance particulière pour de Gaulle. Et ce travail peut énormement aider à priver l'Etat Gaulliste de trouver l'occasion favorable qui lui permettra d'étendre et de rendre plus brutale sa répression.

Le comité a déjà accomplie un bon départ dans cette direction, il tient régulièrement des réunions où il élabore des projets, il receuille en ce moment des signatures contre la répression; d'importantes personnalités québécoises ont appuyé

Liez rouge

Journal révolutionnaire de la France. Publiée par les membres de la ex-Jeunesse Communiste Révolutionnaire, paraît tous les quinze jours.

Le premier numéro, tiré à 25,000 exemplaires, s'est épuisé en 5 jours!

DISPONIBLE A LA LIBRAIRIE D'AVANT-GARDE

... DUBE

le comité parmi lesquelles: Jean-Louis Rioux, du Théatre du Nouveau Monde, Charles Taylor du Nouveau Parti Démocratique, Mousseau (peintre), et Normand Hudon (caricaturiste); à cette date près de $200.00 a été recueillis, un bulletin d'information a été publié ainsi qu'une formule décrivant les buts du comité. Parmi les projets qu'il discute, il y a la présentation d'un film sur la révolution de mai et une exposition d'affiches et de littérature de mai.

Le comité québécois à absolument besoin de notre appui et de notre aide tant financière qu'active pour accomplir ses tâches. Il faut étendre son action le plus possible. La sauvegarde des droits démocratiques compte énormement pour assurer un avenir positif à la France qui démontrera le grand apport de mai et qui exercera ainsi une profonde influence sur l'humanité entière.

Communiquez avec le Comité et envoyez votre soutien financier à: C.P. 494, Succ. Snowdon, Montréal, Québec. Téléphonez à 866-4220.

(le dilemme du PCF) (-ed.)

CAMARADES IL PARAIT QUE VOUS AVEZ ARRÊTÉ LE TRAVAIL.

OUI OUI OUI

SI VOUS AVEZ DÉBRAYÉ C'EST QUE VOUS AVEZ DES REVENDICATIONS À FAIRE. JE SUIS VOTRE DÉLÉGUÉ VOUS NE DEVEZ RIEN ME CACHER.

C'EST LES SALAIRES HEIN CAMARADES ? VOUS VOULEZ UNE AUGMENTATION HEIN ?

C'EST ÇA HEIN ?

OU ALORS C'EST LA SÉCU ? OU LES VACANCES ? IL FAUT QUE JE PLACE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT DEVANT LEURS RESPONSABILITÉS. PARLEZ À VOTRE DÉLÉGUÉ QUI VOUS AIME

PARLEZ ALLEZ ...

TAS DE SALOPARDS ! VOUS ALLEZ ME DIRE POURQUOI VOUS ÊTES EN GRÈVE. OUI OU MERDE !

ON VEUT FAIRE LA **RÉVOLUTION**.

LA RÉVOLUTION ! VOUS ÊTES FOUS ! LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT NE MARCHERONT JAMAIS.

abonnez-vous à

LA LUTTE OUVRIERE

un an

$1.00

nom . . . . . .

adresse . . . . . .

édito: St - Léonard

Les parents francophones de St-Léonard, réagissant contre l'anglicisation croissante de leur municipalité, ont fondé le Mouvement pour l'intégration scolaire afin d'instaurer un régime d'écoles unilingues francophones. Ce mouvement gagna les élections à la Commission scolaire et le référendum sur cette question, et fit voter à la Commission scolaire une proposition instituant ce régime dès septembre.

Ceci provoqua un tollé général. Le gouvernement de l'UN, qui se dit le défenseur des Canadiens-français,déclara que "l'on ne peut tout chambarder par voie de référendum", qu'il faut protéger les droits acquis des anglophones. Les Libéraux pressèrent le gouvernement d'intervenir tout de suite pour protéger ces droits. De l'autre côté, de nombreuses organisations nationalistes se sont ralliées à la cause du MIS.

Le problème principal qui se pose à St-Léonard et contre lequel ses habitants ont réagi, est l'anglicisation progressive du Québec. Si non seulement les néo-canadiens, mais aussi de plus en plus de Canadiens-français s'intègrent à la minorité anglophone, c'est parce que l'anglais est la langue dominante, la langue sans laquelle il ne peut y avoir d'avancement. Montréal, la plus grande ville des Canadiens-français apparaît avant tout comme anglophone.

Cette situation n'est que le reflet de la réalité sociale du Québec. Elle montre l'arrogance des grands monopoles anglo-américains et le peu de respect qu'ils ont pour une nation étrangère; ce qui compte pour eux, c'est d'en retirer le plus de profit, et de l'exploiter dans la langue indigène ne ferait qu'augmenter le coût de l'opération.

Cette anglicisation conduit vers la minorisation des Canadiens-français dans la région métropolitaine d'ici quelques années. Si nous perdons Montréal, on peut dire que c'est tout le Québec que nous perdons, car Montréal est le coeur du Québec et de la nation canadienne-française. Il est même certain qu'après Montréal, ce sera tout le Québec qui deviendra à majorité anglophone. Avec un"libre choix" entre les deux langues, les gens vont apprendre tout naturellement la langue économiquement dominante — l'anglais.

Le seul moyen d'assurer la survie de la nation canadienne-française et de sa culture est de libérer le Québec de cette domination étrangère, de le libérer de l'impérialisme. Dans un Québec réellement aux Québécois, c'est-à-dire contrôlé par les travailleurs et les cultivateurs,le français trouverait tout naturellement sa position dominante dans la vie quotidienne. Dans les usines, par exemple,le français deviendrait la langue du travail parce que ce serait les travailleurs eux-mêmes qui déterraineraient les conditions du travail.

L'unilinguisme scolaire est un moyen de contrer cette tendance d'anglicisation. Il est une mesure partielle qui peut ralentir cette tendance,surtout si elle mène vers une lutte pour établir l'unilinguisme partout dans la province. Il faut mentionner que nous revendiquons un régime scolaire unique, laique, contrôlé par l'Etat, assurant aux étudiants un salaire adéquat.

Ceux qui s'opposent à l'unilinguisme scolaire citent souvent la liberté de choix des parents et les "droits acquis"des anglophones du Québec. Mais ce qu'il faut comprendre,c'est que le Canada-français se trouve dans une lutte pour sa survie, et que les droits de cette nation doivent prendre la priorité sur les droits des minorités. Ceci n'est pas une politique raciste, mais une mesure nécessaire à la survie du Canada-français. Nous désirons l'appui des travailleurs canadiens-anglais dans notre lutte, une lutte qui les aide dans leur propre bataille contre le patronat. Ils ont tout avantage à appuyer notre lutte, et parmi eux, les éléments les plus avancés commencent à le comprendre.

La politique du Mouvement Souveraineté-Association qui veut conserver les privilèges des anglophones comme les écoles unilingues anglaises montre son incompréhension totale du drame de la nation canadienne-française. Cette politique n'empêche nullement ce glissement vers l'anglicisation; c'est une politique qui veut sauver le statut-quo tout en voulant obtenir quelques miettes d'autonomie de notre bon maître le capital anglo-américains, une politique de ne rien faire qui pourrait lui déplaire. Elle montre que pour obtenir la "souveraineté", le pouvoir, il est prêt à tout lui concéder, y compris notre langue!

edito: La Tchécoslovaquie

Pendant plusieurs mois, les dirigeants russes et leurs alliés ont monté une campagne contre les réformes tchécoslovaques, exerçant une pression honteuse contre ce pays, une pression non simplement verbale mais aussi militaire.

Pour l'instant les Brejnev-Koussyguine n'ont pas pu l'emporter à cause de la détermination inébranlable de ne pas reculer qu'ont manifesté les Tchécoslovaques. Mais la pression diplomatique s'exerce toujours contre ce petit pays, et même la possibilité d'une intervention militaire ne semble pas définitivement écartée.

Loin de glisser vers le capitalisme, les Tchécoslovaques ont pris un tournant majeur vers le socialisme véritable. Ils ont mis un frein à la police sécrète, ils ont établi une large liberté de presse et de parole,et ils poursuivent certains responsables des crimes de l'ancien régime stalinien. Dans les usines on élit de nouvelles direc-

VOIR PAGE 4

LA LUTTE OUVRIERE

Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication. Port payé à Montréal.

Vol. 4, No. 4 (22) juillet-août 1968
REDACTEUR: Arthur Young ABONNEMENTS: $1.00 pour un an. Publié à 17 Ontario O., Montréal, par les soins du réacteur

SUITE DE LA PAGE 2

tions des cellules du Parti Communiste, et on prépare le prochain congrès du PC.

Ces réformes n'ont rien à voir avec le capitalisme. En Tchécoslovaquie, la propriété est nationalisée, et l'économie est planifiée. Les réformes sont issues de la pression des Tchécoslovaques contre l'ancien régime, la lutte des étudiants et des intellectuels qui a entraîné la classe ouvrière, et aussi la lutte de la nation slovaque contre son oppression nationale au sein de l'Etat unitaire. Il n'est pas par hasard que le nouveau chef du parti, Alexandre Dubcek, est lui-même un Slovaque.

C'est la perspective que les réformes entreprises en Tchécoslovaquie vont s'approfondir et devenir un mouvement profondément démocratique, qui renversera les dernières traces des privilèges bureaucratiques, qui effraie les chefs russes et leurs alliés. Car même à son stade présent très débutant un tel mouvement menace de déborder les frontières étatiques, et de défier les autres bureaucraties. Des mouvements de contestation de leur pouvoir existent déjà.

Une signe des possibilités en Tchécoslovaquie est le développement d'un communisme de gauche. Ses idées réclament surtout une société profondement révolutionnaire et démocratique, et représentent un danger énorme pour la bureaucratie. Récemment en Tchécoslovaquie on a commencé de publier le livre d'Isaac Deutscher, La révolution inachevée, dans lequel il réclame le renversement de la bureaucratie soviétique. Les deux tiers de la déclaration de la Quatrième International (voir page 10), réclamant un gouvernement de conseils ouvriers ont été publiés en Tchécoslovaquie, et l'on discute actuellement le rôle de ces conseils. Peut-être le développement le plus significatif est l'établissement d'un groupe socialiste révolutionnaire et la déclaration publique qu'il a fait.

C'est la perspective d'un socialisme révolutionnaire et démocratique qui fait peur aux chefs du Kremlin. C'est également pourquoi il nous incombe de crier: "Bas les pattes devant la Tchécoslovaquie !"

Tchécoslovaquie: la lutte pour la démocratie socialiste

. Le Secrétariat Unifié de la IV Internationale salue les étudiants, les intellectuels et les travailleurs de la République socialiste tchécoslovaque qui, depuis des mois, ont impulsé un puissant mouvement en faveur de la démocratie socialiste dans leur pays. Il salue l'initiative des étudiants qui, en descendant dans la rue pour leurs revendications immédiates et en protestation contre les brutalités policières, ont considérablement accéléré le processus de différentiation au sein du PC tchécoslovaque. Il salue les intellectuels qui ont demandé la liberté de création artistique et culturelle, ainsi que la liberté de presse et de critique qui, pour des courants respectant la constitution socialiste et la propriété collective des moyens de production, doit être un droit élémentaire dans toute la société ayant aboli le capitalisme. Il salue les efforts des travailleurs pour éliminer la bureaucratie syndicale et élire leurs propres dirigeants syndicaux au niveau des entreprises et des branches d'industrie.

Il salue la « marche pour le Vietnam », la solidarité avec les étudiants et intellectuels polonais, les actions d'appui aux étudiants de Berlin-ouest et d'Allemagne occidentale, que les étudiants tchécoslovaques ont organisées au cours des dernières semaines, qui les démarquent nettement de leurs faux « amis » tant dans la presse et l'opinion bourgeoise l'Occident que dans les Partis communistes d'inspiration pro-Moscou, et qui ouvrent la voie à un renouveau d'esprit internationaliste.

De tous les Etats qui ont aboli le capitalisme, la Tchécoslovaquie est, avec la République Démocratique Allemande, celui dont la structure sociale est la plus favorable au socialisme. La paysannerie n'y est qu'une minorité réduite de la population active ; le prolétariat représente la grande majorité du peuple. Il dispose d'une tradition et d'une conscience de classe établies depuis longtemps. Les
vestiges de l'ordre bourgeois sont faibles, dispersés et démoralisés.

Certes, dans ce pays industrialisé aussi, la tentative stalinienne d'imposer la dictature non du prolétariat mais de la bureaucratie, à l'aide de procédés ignobles tels que la terreur, des procès en sorcellerie, l'internement des opposants, la répression brutale de toute revendication ouvrière ou estudiantine, la manipulation de l'appareil d'Etat au moyen de la corruption, les farces électorales, a profondément discrédité le marxisme-léninisme auprès d'importantes couches de jeunes et même de travailleurs. Mais l'activité résolue d'une avant-garde décidée à se battre pour la démocratie socialiste a commencé à modifier la situation. Les défaites subies par l'impérialisme américain au Vietnam et l'ébranlement de la stabilité économique temporaire du monde capitaliste augmentent les chances de renaissance d'un communisme révolutionnaire et internationaliste, s'appuyant résolument sur la démocratie socialiste dans la République socialiste de Tchécoslovaquie. Les travailleurs et les jeunes réapprendront vite, dans les semaines et les mois à venir, que le véritable marxisme-léninisme n'a rien de commun avec la caricature repoussante que les Novotny et Lenart en ont dessinée. Ils iront rapidement aux sources pour redécouvrir le sens véritable et profond de la révolution socialiste, avant tout chez Marx et Lénine eux-mêmes.

Objectivement et subjectivement, la Tchécoslovaquie devient mûre pour la création d'une véritable démocratie socialiste qui pourrait exercer une influence profonde sur l'évolution de tous les Etats ouvriers et donner une impulsion puissante aux luttes révolutionnaires anti-impérialistes et anticapitalistes à l'ouest.

Mais il serait illusoire de croire qu'une telle démocratie socialiste s'établira automatiquement, qu'elle pourrait résulter de luttes internes de cliques au sein de la bureaucratie, qu'elle pourrait être consolidée définitivement contre ses adversaires de l'intérieur et de l'extérieur par de simples réformes mineures du système de gouvernement en vigueur dans le pays depuis février 1948.

La IV[e] Internationale, fondée par Léon Trotsky, le collaborateur le plus proche de Lénine dans la victoire de la grande Révolution d'Octobre, et qui a tenu haut le drapeau du léninisme et de la démocratie soviétique pendant les années les plus sombres de la réaction stalinienne, lance à ce sujet un avertissement impérieux.

Consolider la démocratie socialiste — qui n'a rien à voir avec la démocratie bourgeoise — cela signifie conserver les conquêtes positives de 1948, conserver la propriété collective des moyens de production et d'échange, conserver la planification économique et le monopole étatique du commerce extérieur. Si on laissait toucher à ces conquêtes, la République socialiste de Tchécoslovaquie risquerait de retomber petit à petit sous la coupe du Capital international, et les travailleurs tchécoslovaques de travailler à nouveau pour enrichir les trusts de la la Ruhr, de Paris, de Wall Street et de la City de Londres.

Consolider la démocratie socialiste ne signifie en aucune façon rendre une parcelle de pouvoir aux représentants de l'ancienne bourgeoisie et des partis bourgeois qui restent fermement opposés à la structure socialisée de l'économie du pays.

Mais consolider la démocratie socialiste signifie admettre la liberté de critique, de presse, d'organisation et de manifestation pour toutes les tendances et tous les partis qui affirment se placer dans le cadre de la constitution socialiste, qui ont dans leur programme la défense du mode de production socialisée, et qui ne peuvent être accusés devant les tribunaux, sur la base du droit écrit, d'actes de collusion avec la contre-révolution intérieure et extérieure.

Consolider la démocratie socialiste signifie avant tout assurer que le pouvoir soit exercé par le peuple travailleur directement. Cela signifie appliquer le programme élaboré par Lénine dans « l'Etat et la révolution » et donner tout pouvoir à un congrès de conseils ouvriers (soviets) élus dans toutes les entreprises du pays.

Seul un pouvoir de nature authentiquement soviétique rassemblera la grande majorité du peuple autour de l'Etat ouvrier et constituera un barrage infranchissable à toute tentative contre-révolutionnaire, nationale et internationale.

La contre-révolution tchécoslovaque est extrêmement faible ; la conjoncture internationale n'est guère favorable à son renforcement. Le danger pourrait venir de la déception des immenses espoirs qui se sont levés aujourd'hui au sein du peuple tchécoslovaque, si le mouvement pour la démocratie socialiste, au lieu de s'amplifier, de se généraliser, de passer du stade des réformes à celui des transformations révolutionnaires profondes dans le domaine de l'Etat et de toute la superstructure, se trouvait étouffé écrasé dans l'œuf.

Les représentants directs de la bureaucratie soviétique

en Tchécoslovaquie, les hommes de Novotny et du Kremlin, le savent parfaitement. Leur but, c'est de susciter le scepticisme et la méfiance à l'égard de la démocratie socialiste dans les milieux populaires, et de chercher une justification, même dans des phénomènes tout à fait isolés, à une intervention et à un écrasement du mouvement de masse. Les manœuvres que l'armée soviétique effectue aux frontières de la Tchécoslovaquie constituent à ce propos un avertissement éloquent.

La bureaucratie soviétique craint la contamination qui pourrait résulter d'une affirmation ou d'un triomphe de la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie sur les masses laborieuses des autres Etats ouvriers, avant tout sur celles de la Pologne, de la D.D.R. et de l'U.R.S.S. elle-même. La véritable panique devant les intellectuels soviétiques non conformistes que les discours de Brejnev à Moscou sur les travaux du récent Plenum du CC du P.C.U.S. ont reflétée ne s'explique guère par l'ampleur ou la vigueur que le mouvement en faveur de la démocratie soviétique aurait déjà atteinte en U.R.S.S.. Ce mouvement est aujourd'hui encore faible et embriyonnaire. Mais elle s'explique parfaitement par la peur ressentie au Kremlin, surtout depuis l'expérience de 1956 et depuis l'éclatement du conflit sino-soviétique, d'un véritable mouvement en boule de neige dans l'ensemble de ce qui hier encore était son « camp »

Aujourd'hui, la bureaucratie soviétique a perdu son pouvoir de contrôle déjà sur la **moitié** des pays qui ont aboli le capitalisme : la R.P .de Chine, la R.D. du Vietnam, la R.P. de Corée, Cuba, la Yougoslavie, la Roumanie et l'Albanie. Cette évolution n'a certes pas toujours été unilatéralement favorable. A côté des forces authentiquement révolutionnaires comme celles qui gouvernent aujourd'hui au Vietnam et à Cuba, ou de forces qui ont introduit certaines réformes historiquement favorables à la démocratie socialiste, il y a pas mal de forces retardataires ou favorables à des compromis avec l'impérialisme qui se manifestent dans plusieurs des pays mentionnés plus haut.

Mais les représentants du Kremlin mentent, et mentent sciemment, quand ils affirment que cette désintegration de leur pouvoir de commander autoritairement à l'ensemble des forces anticapitalistes et anti-impérialistes dans le monde affaiblit celles-ci face à l'impérialisme. L'exemple de Cuba est celu idu Vietnam — deux pays dont les dirigeants n'acceptent guère les ukazes idéologiques et politiques de Moscou et qui n'ont pas participé à la récente conférence de Budapest— démontrent clairement le contraire. Ce qui affaiblit avant tout l'élan des forces révolutionnaires devant l'impérialisme, c'est l'absence d'une stratégie globale anti-impérialiste, et la grande responsable de cette absence c'est la bureaucratie soviétique avec sa politique de « coexistence pacifique » et de défense du **statu quo.** Ce qui l'affaiblit également, c'est le nationalisme égoiste, étroit d'une série de bureaucraties au pouvoir dans les Etats ouvriers qui empêchent la constitution d'un véritable front unique anti-impérialiste résolument révolutionnaire contre l'agression yankee au Vietnam.

C'est tout ce contexte international qui explique pourquoi le Kremlin craint à tel point le mouvement d'émancipation par tous les moyens à sa disposition. Parmi ces moyens, la tentative d'opposer les ouvriers aux étudiants et aux intellectuels qui ont mis en branle l'actuel mouvement de réforme est une arme de choix. L'avant-garde tchécoslovaque qui est à la pointe du combat pour la démocratie socialiste doit prendre conscience des bases réalistes de cette manœuvre et trouver le moyen de la contrecarrer à temps.

Les travailleurs n'ont guère de sympathie pour Novotny et la clique de profiteurs qui l'ont aidé à gouverner le pays en étouffant systématiquement toute expression de volonté ouvrière pendant si longtemps. Mais ils se méfient en même temps des technocrates qui s'apprêtent à prendre en main la gestion de l'économie à la suite ces « réformes économiques » prônées par Ota Sik.

Aussi bien les porte-parole de la clique de Novotny et les agents du Kremlin que les représentants de la tendance « libérale » technocratique présentent les choses comme si les travailleurs tchécoslovaques n'avaient de choix qu'entre une gestion hypercentralisée et bureaucratique de l'économie socialiste et un retour à une « économie de marché » baptisée « socialiste » pour la circonstance. La clique de Novotny sabote cette « économie de marché » parce qu'elle désire à tout prix revenir à la centralisation bureaucratique. Mais les adversaires, sincères ou non ,de celle-ci disent qu'il n'y a pas d'autres solution de rechange que « l'économie de marché ».

Alexandre Dubcek

En réalité, les travailleurs ne sont attirés ni par l'un ni par l'autre de ce modèles. Dans le premier cas, ils savent que ce qui les attend c'est un niveau de vie médiocre, des biens de consommation peu abondants et peu soignés, peu ou pas de droits au niveau des entreprises. Dans le second cas, ils craignent à juste titre (l'exemple de la Yougoslavie le prouve), le retour du chômage, de la vie chère, de l'inégalité qui s'accentue dans la société. En outre, les réformes économiques prônées par l'actuelle direction risquent d'augmenter le pouvoir des directeurs d'entreprise, y compris celui de licencier les travailleurs et de réserver le gros des primes prévus au personnel de cadre.

Mais la solution ne se trouve pas dans ce choix entre deux maux. Un mouvement qui vise à instaurer une véritable démocratie socialiste en Tchécoslovaquie peut et doit bouleverser de fond en comble le système de gestion bureaucratique et conservateur établi à l'époque stalinienne, mais ils peut et doit le faire en se basant sur l'initiative et le pouvoir des producteurs, des travailleurs, plutôt qu'en recherchant une gestion par une technocratie largement privilégiée.

Election de conseils ouvriers dans toutes les entreprises ; pouvoir économique suprême exercé par ces conseils au sein de l'usine, y compris celui de nommer et de congédier le directeur et le personnel dirigeant ; participation des collectifs d'usine aux résultats obtenus non par la voie d'une concurrence sur le marché, mais par la recherche systématique d'une réduction des frais de production ; garantie du plein emploi pour tous les travailleurs ; élaboration du plan de manière controversée par un congrès des conseils ouvriers qui aura le droit de modifier

les projets élaborés par des entreprises qui seraient contraires à l'intérêt collectif des masses laborieuses tchécoslovaques ; subordination des autorités de planification à ce congrès, dont les délégués doivent être en grande majorité des travailleurs ne gagnant pas plus que le salaire d'un ouvrier qualifié, afin d'éviter la manipulation du congrès par des technocrates ; déclenchement d'un vaste mouvement de contrôle et de recensement des stocks et des réserves de l'économie par les travailleurs à la base ; garantie d'une augmentation proportionnelle du niveau de vie des travailleurs avec l'augmentation du revenu national ; et, sur la base de toutes ces transformations, déclenchement d'un vaste mouvement d'initiative et d'enthousiasme créateur par la classe ouvrière — telle est la véritable solution des problèmes économiques de la Tchécoslovaquie allant résolument dans la voie de la démocratie socialiste.

D'instinct, les masses tchécoslovaques en lutte pour la démocratie socialiste ont compris qu'il ne sera pas possible d'assurer la victoire de celle-ci si le peuple ne fait pas table rase de tous les crimes et déni de justice qui ont souillé le passé récent de la Tchécoslovaquie. Les peuples révolutionnaires ont bonne mémoire. C'est pourquoi il est juste de faire toute la lumière sur le procès Slansky et sur toutes les injustices commises après 1948 sur des militants ouvriers (y compris par Slansky lui-même). C'est pourquoi il est juste de réhabiliter toutes les victimes de la terreur stalinienne. C'est pourquoi il faut attacher une importance particulière à la réhabilitation de militants révolutionnaires comme Kalandra qui faisaient une critique de gauche du régime et pour la réhabilitation desquels les actuels gouvernants montrent bien moins d'empressement que pour s'occuper de représentants de la bourgeoisie libérale.

La lutte pour la démocratie socialiste dans le cadre d'une société ayant aboli le capitalisme, en combinaison avec une orientation révolutionnaire et internationaliste, a elle aussi une tradition déjà longue. Les masses tchécoslovaques ne pourront combattre efficacement pour leurs objectifs progressistes que si elles réassimilent toutes ces leçons du passé. Surtout la jeunesse assoiffée de savoir et de vérité, qui rejette les légendes, les mythes et les mensonges officiels, désire renouer avec la véritable tradition révolutionnaire et internationaliste du communisme régénéré.

Elle doit exiger la reproduction et le libre accès à tous les documents historiques du Parti communiste tchécoslovaque, de l'Internationale Communiste et du mouvement communiste révolutionnaire international. Il faut publier et étudier sur une large échelle non seulement toutes les œuvres de Lénine, mais aussi celles de Trotsky, auteur des Manifestes adoptés par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, de Rosa Luxembourg, la première à lever l'étendard du socialisme révolutionnaire et démocratique en Europe centrale avant la première guerre mondiale, de Zinoviev et de Boukharine qui ont été les deux premiers présidents de l'Internationale Communiste, de Fidel Castro et de « Che » Guevara, symboles de l'esprit révolutionnaire d'aujourd'hui dans les pays semi-coloniaux. Aucun auteur, aucun ouvrage inspiré par le marxisme et le socialisme, ne doit tomber sous l'interdit. Comme l'a dit le grand atomiste soviétique Kapitza, la jeune génération doit réapprendre à discuter chez ses grands pères qui ont fait la Révolution d'Octobre. Et ces grands pères ignoraient la censure à l'égard d'œuvres théoriques et politiques inspirées du marxisme.

Pouvoir politique de type soviétique ; autogestion ouvrière démocratiquement centralisée dans l'économie ; liberté d'organisation, de presse, de réunion et de manifestation pour toutes les tendances de tous les grands courants du mouvement communiste international ; toute la lumière sur les procès et les répressions de l'époque stalinienne ; droit d'autodétermination de toutes les nationalités et établissement d'un statut véritablement fédéral ; solidarité avec les étudiants, les intellectuels et les travailleurs polonais et soviétiques qui luttent pour la démocratie socialiste dans leurs pays respectifs ; solidarité agissante envers la révolution vietnamienne et tous les mouvements anti-impérialistes et anticapitalistes en cours dans le monde ; tels sont les éléments essentiels du programme d'action que la IV^e Internationale propose aux masses laborieuses tchécoslovaques. En adoptant ce programme et en se mobilisant résolument pour lui, elles rendront invincible la démocratie socialiste qu'elles cherchent à conquérir.

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale.
Le 18 avril 1968.

Lisez

LA QUATRIEME INTERNATIONALE

NUMERO SPECIAL SUR LA FRANCE
Au sommaire

Ce n'est qu'un début, continuons le combat
Deux appels de la Quatrième Internationale
Mai '68: Première phase de la Révolution Socialiste Française, par P. Frank
La politique des "groupuscules"
Le FCI appelle à la lutte
"L'Humanité" au jour le jour

50 sous à la Librairie d'Avant-garde
17 ONTARIO O., MONTREAL
Téléphonez: 849-1727

Journal socialiste du Canada-anglais
paraît tous les quinze jours

informations sur la lutte au Canada-anglais et dans le monde

ABONNEMENT D'UN AN: $1.00

Le congrès de la LSO/LSA

PAR ROSS DOWSON

Un pas géant en avant pour le socialisme canadien, en termes de croissance du mouvement et en termes de clarté de programme, a été accompli par le congrès bi-annuel de la LSO/LSA qui a eu lieu la fin de semaine du 1er juillet.

Le lieu de ce congrès, qui était Montréal, le fait qu'il était completement bilingue et qu'il y avait une grande assistance de la part des membres de la Ligue Socialiste Ouvrière et de ses sympathisants, le fait qu'il eu lieu à peine une semaine après la manifestation de la St-Jean Baptiste et à la vieille de l'anniversaire de la Confédération canadienne, tous ces faits ont manifesté l'identification forte de la LSO/LSA avec la lutte des Québécois pour la libération nationale.

Venant du rapport du secrétaire-exécutif, l'aire de confiance qui a saturé le congres avait un fondement réel. Les délégués au congrès précédent à Toronto il y a deux ans se sont assemblé après avoir réussi à ramasser le plus grand montant d'argent pour financer leur programme annuel de publication — $5,000. Ce congrès-ci a eu lieu deux ans plus tard avec la connaissance qu'il avait réussi à ramasser $12,500 pour réaliser la publication de La Lutte Ouvrière et Workers' Vanguard qui paraît depuis octobre de l'an dernier toutes les deux semaines. Depuis 1966, le nombre des effectifs du trotskysme canadien a augmenté de 60%.

Au cours des séances combles de trois jours, le congrès démontrait que la croissance de la LSO/LSA s'est bâti sur une base programmatique solide. Le congrès a même renforcé plus solidement les bases idéologiques du mouvement.

Il y avait quatre documents majeurs devant le congrès. Le congrès lui-même avait été précédé par un période de pres de trois mois de discussion intensive et la publication de huit bulletins intérieurs. A part de l'allocation du temps du congrès pour cette discussion des documents majeurs, il y a eu cinq ateliers: sur le NPD, les syndicats, la lutte contre la guerre, le statut de la femme et la presse.

Peut-être la résolution la plus significative a été celle sur le Québec. Ce fut le point culminant d'une discussion serrée qui s'est déroulé dans les congrès précédents et dans la vie intérieure du mouvement pendant plus de quatre ans. Cette résolution — avec quelques changements mineures — a été adopté unanimement avec seulement trois votes d'abstention.

Les délégués ont dû considérer aussi une Résolution politique et un document supplémentaire intitulé "Sur les rapports Canada-E.U." Il y avait également une résolution "Sur le caractere organisationnel de la LSO/LSA". La Résolution politique a peint la dialectique actuelle des forces dans la société pan-canadienne, dans le contexte de la société capitaliste mondiale, forces qui mènent à la victoire du socialisme. Elle a insisté surtout sur le rôle du NPD et des syndicats, et sur leurs programmes et leur leadership réformiste.

"Tout en étant indépendante du NPD", constate-t-elle, "la LSO/LSA est partie intégrante du Nouveau Parti Démocratique. C'est l'organisation des socialistes qui appuient le NPD et ainsi participe à la force ouvrière dont le nouveau parti est

(Suite à la p. 14-7a)

Un esprit de participation dans la lutte des Québécois contre l'oppression nationale a marqué la session publique du congrès de la LSO/LSA tenu à Montréal le 30 juin.

Intitulé "Québec Libre — l'option socialiste", la session, groupant quelque 150 personnes, entendit des présentations de plusieurs dirigeants trotskystes, dont George Novack du Socialist Workers Party américain, Beverley Gibbs de la Ligue des Jeunes Socialistes/Young Socialists, Ross Dowson et Arthur Young de la LSO/LS'. Michel Mill de la LSO présidait.

Ross Dowson a apporté la bienvenue de la classe ouvrière canadien anglaise, classe qui, malgré son présent niveau de conscience, fait partie d'un mouvement commun avec la lutte de libération nationale des Québécois. "Nous avons un ennemi commun, dit-il, — les monopolistes anglo-canadiens et américains et leur agent, le gouvernement fédéral." La Confédération qui a imposé 101 ans d'injustice au Québec a jeté les bases d'un capitalisme canadien qui opprime aussi les travailleurs anglophones du pays.

Arthur Young a souligné la montée du mouvement ouvrier québécois, déjà en lutte contre la bourgeoisie nationale du Québec. Le prochain pas en avant doit être la création d'un parti ouvrier québécois qui donnerait à la classe ouvrière une expression politique sur le plan québécois. Un tel parti ne serait pas nécessairement réformiste, a-t-il précisé, faisant un appel à tous les socialistes et indépendantistes pour participer à l'établissement d'un tel parti et à sa vie interne. Ceci est le meilleur moyen de promouvoir la libération du Québec.

La réunion a accepté avec enthousiasme les deux propositions présenté par Michel Mill, l'un protestant vivement contre la brutalité policière du 24 juin, et l'autre saluant la lutte des révolutionnaires de France. Le collecte d'une centaine de dollars a été expédié aux Fonds de Défense contre la Répression en France. En terminant la session publique, tout le monde s'est levée pour entonner l'Internationale.

Une analyse

Les élections du 25 juin...

Personne ne peut nier que les résultats de l'élection du 25 juin constituent une déception pour les partisans du Nouveau Parti Démocratique. Cet échec réside dans le blanchissage du parti au Nord ontarien, la perte de Hamilton, et la défaite personnelle du chef du parti, T.C. Douglas en Colombie-Britannique. Il se montre dans la baisse du vote populaire du parti, et dans l'absence de la percée prévue aux Maritimes, en C-B, dans les centres urbains d'Ontario et surtout au Québec. La remontée substantielle en Saskatchewan, où on a gagné six sieges et 10% de plus des votes, ne nous dédommage pas des pertes subies ailleurs.

Pour les dirigeants capitalistes du pays, les résultats sont rassurants. L'élection des nouveaux chefs chez les deux vieux partis a donné aux capitalistes la sorte de campagne qu'ils ont voulu — celle d'un concours entre deux personnalités — et les médias et les fantoches de ce système pourri ont utilisé ce theme au maximum.

A leur mérite, les porte-parole NPD sont entrés dans le vacuum et ont parlé de tous les enjeux — le Vietnam, le logement, le contrôle étranger, le statut du Canada-français, les prix, les taxes, etc. En le faisant, le parti a mené une campagne mieux que ses anciennes qui se sont basées sur "la bonne volonté" des partisans des vieux partis. Dans cette élection, et tout le monde a pu le voir, le NPD était le parti des travailleurs.

Mais en parlant des enjeux, le NPD n'a pas présenté d'alternatif. Quand T.C. Douglas a parlé de la crise du logement, il a présenté la seul solution — le logement administré par le gouvernement — comme une solution parmi d'autres. Quand il a parlé de réformer le système actuel de taxes scandaleusement inéquitables, en réalisant le rapport Carter, peu de ses assistants ont compris ce que ça a voulu dire.

En attaquant la domination impérialiste américaine de l'économie canadienne, le NPD s'est limité aux promesses de réaliser une autre étude gouvernementale, à la place de l'infâme rapport Watkins — rapport qui rejette d'une façon sommaire toute idée de nationalisation des monopoles qui exploitent ce pays! Le NPD s'est attaqué avec grande justesse aux augmentations vertigineuses des prix mais n'a jamais suggéré qu'on devrait avoir le pouvoir d'inspecter les livres de compte des corporations, afin de démasquer les vrai causes de l'inflation. Les leaders du parti sont allé plus loin qu'ils n'avaient jamais allé en démasquant la complicité canadienne dans la sale guerre du Vietnam; mais ils n'ont pas compris le système d'alliances militaires comme l'OTAN dans laur attaque contre les intérêts impérialistes. Un appui à ce système forme la base de la politique étrangère du Canada.

Et sur la seul question que les politiciens capitalistes ont essayé d'exploiter d'une façon démagogique — le statut du Canada-français — on a obscurci la volonté du NPD d'accorder un "statut particulier" au Québec en ne l'expliquant pas et en ne défendant pas le concepte socialiste de l'autodétermination, concept qui dépasse de loin les intérêts des dirigeants actuels du Québec, concept qui appuie les intérêts sociaux et nationaux des masses travailleuses du Canada-français.

On voit les résultats de ce manque dans la campagne du NPD, l'absence d'une un programme altérnatif valable, de saisir l'imagination de l'électeur moyen, d'amener de nouvelles couches à une conscience des enjeux et des possibilités. L'effort massif de la machine professionnelle du NPD, augmentée par un appui sans précédant du mouvement ouvrier, a subi un échec sérieux. Le 17% du vote populaire obtenu par le NPD ne dépasse guère le vote maximum du CCF-PSD. Il n'est ni plus ni moins que la base électorale que le parti a déjà gagné parmi les ouvriers conscients de leurs intérêts de classe. Rien ne démontre plus clairement

---

l'expression politique. Le Nouveau Parti Démocratique est l'expression actuelle du mouvement. Il réflète le degré de développement et d'expérience d'aujourd'hui de la classe ouvrière pan-canadienne." Et continue, un peu plus loin, "la LSO/LSA est l'avenir de la classe ouvrière luttant pour obtenir que le NPD adopte une politique conforme à la lutte des classes et une perspective socialiste; au Québec pour promouvoir la formation d'un parti travailliste à la dynamique révolutionnaire ...elle constitue le noyau du parti d'avant-garde dont la fonction est de surmonter les différences à l'intérieur de la classe ouvrière et de réaliser le degré de conscience de classe et d'organisation nécessaire pour une lutte victorieuse contre la classe capitaliste dont l'expérience, la détermination, l'habileté servent à défendre son pouvoir politique en toutes circonstances et à n'importe quel prix."

Les documents "Sur les rapports Canada-E.U." et "Sur la caractère organisationnel de la LSO/LSA" furent les sujets d'une discussion et d'un débat étendu. Après les avoir adoptés, pour clarifier la nature de cette décision, un vote a été pris sur les deux autres documents, qui ont été défaites.

Un Comité central fort avec une large représentativité a été élu. Ross Dowson a été réélu comme secrétaire-exécutif, et Arthur Young, actuellement organisateur de la Ligue Socialiste Ouvrière a été élu comme président.

la faiblesse du programme NPD.

Les resultats démontrent explicitement, bien sûr, que la masse des travailleurs canadiens ne comprennent pas encore que leurs intérêts de classes résident non pas dans les partis du grand capital, les Libéraux-Conservateurs, mais sur le chemin de l'action politique ouvriere représentée par le NPD.

Une partie de la responsabilité de ce bas niveau de conscience est dû à la tactique du NPD de concentrer ses effectifs et son argent vers certains comtés-clés, négligeant d'autres comtés ouvriers. Cette tactique fameuse, qui tend inévitablement à souligner les capacités personnelles du candidat au lieu d'éduquer les électeurs sur la lutte électorale, a été considérablement discréditée au cours de cette élection. L'élection démontre comment les capitalistes, avec leur contrôle du média peuvent employer de pareilles tactiques afin de submerger le NPD.

Le défi majeur qui se pose devant le parti est de rejeter le programme réformiste et défraichi imposé au parti dès sa naissance, et de relancer le parti sur le chemin du socialisme. Si de nouveaux visages ne relevent pas le défi d'un programme et d'une direction socialiste pour le NPD, la seule perspective est celle des défaites à venir.

ET LE NPD-QUEBEC

PAR L. PAQUETTE

Le NPD au Québec a perdu des voix, il n'a même pu gagner un seul siège (ce qui était réalisable dans plusieurs comtés), et est tombé derrière les Bleus dans son vote populaire à Montréal. Le succès de Trudeau est même plus fâchant quand on considère le genre de campagne qu'il a mené, campagne qui a promis aux dirigeants du pays de "mettre le Québec a sa place".

Mais en réalité, il ne faut pas s'étonner. La longue campagne publicitaire pour bâtir l'image de ce premier ministre-playboy qui a coûté si cher aux bailleurs de fonds libéraux a eu le résultat voulu. Ceci n'était pas inévitable, car un parti présentant un alternatif sérieux aurait pu gagner — mais au Québec un bon nombre de gens ont démontré leur mécontentement en ne votant pas ou en appuyant les Créditistes. "La vague créditiste" trouve ses fondements dans le mécontentement des Québécois, surtout chez les cultivateurs.

Dans cette situation le NPD a fait certains progrès. Il a présenté ses candidats dans tous les comtés sauf un, il a reçu un appui sérieux de la part des syndicats, et il a de justesse manqué de gagner deux sièges. Pour la première fois dans son histoire, le Conseil Central (Montréal) de la CSN appuyait le NPD; le FTQ comptait 25 de ses membres parmi les candidats NPD. Dans plusieurs comtés le NPD sort de la campagne renforcis de nouveaux cadres qui continueront le travail entre les périodes électorales.

L'échec du NPD au Québec comme ailleurs est dû a son refus de présenter l'alternatif socialiste aux partis bourgeois; aux plus importantes campagnes on a présenté plusieurs dépliants — traitant très peu des enjeux et beaucoup des capacités personnelles du candidat NPD. Si au Canada anglais telle stratégie a couté cher au parti, une telle politique au Québec, où les problemes se posent d'une façon aigue et immédiate équivaut a une perte de votes presque certain. Il ne bâtit pas un mouvement de militants qui comprennent le problème et la solution.

La leçon principale qui saute aux yeux des résultats électorales, c'est la faiblesse des racines NPD au Québec. Ailleurs le NPD a résisté à la Trudeaulâtrie avec un minimum de pertes. Mais au Québec, le vote du NPD a tombé de 25%. Ceci découle du fait que le NPD existe uniquement comme parti fédéral, agissant uniquement lors des élections fédérales. En Saskatchewan, par contre, le parti qui est enraciné à tous les niveaux, a bénéficié du dégoût populaire contre le régime du Libéral Ross Thatcher, et a fait une remontée spectaculaire. Un parti qui n'affronte pas le provincial peut difficilement réclamer le titre de porte-parole des ouvriers québécois dans leur lutte contre la patronat — de même, il est nécessaire de l'affronter au niveau municipal. Il faut approfondir les racines du NPD en s'engageant, avec la participation des syndicats, sur le plan provincial et municipal.

Certains dans la gauche ont prôné l'abstention. Ceci ne s'est pas prouvé une politique valable. A l'heure actuelle, elle ne bâtit pas un mouvement de masse contre les patrons et leurs outils politiques; après les élections il est difficile, sinon impossible de distinguer les abstentions conscientes des refus de voter pour d'autres raisons ou pour aucune raison; l'abstention représente un refus de reconnaître le pouvoir fédéral — qui existe, malgré nos désirs — un refus de le contester.

La tâche majeure devant ceux qui veulent transformer le Québec est d'intervenir énergiquement dans le débat qui se déroule actuellement parmi les militants du NPD, et du mouvement ouvrier, d'insister sur le besoin d'un programme qui pose clairement le socialisme comme alternatif au système actuel, et d'insister surtout sur la nécessité pour le parti de se présenter sur tous les niveaux.

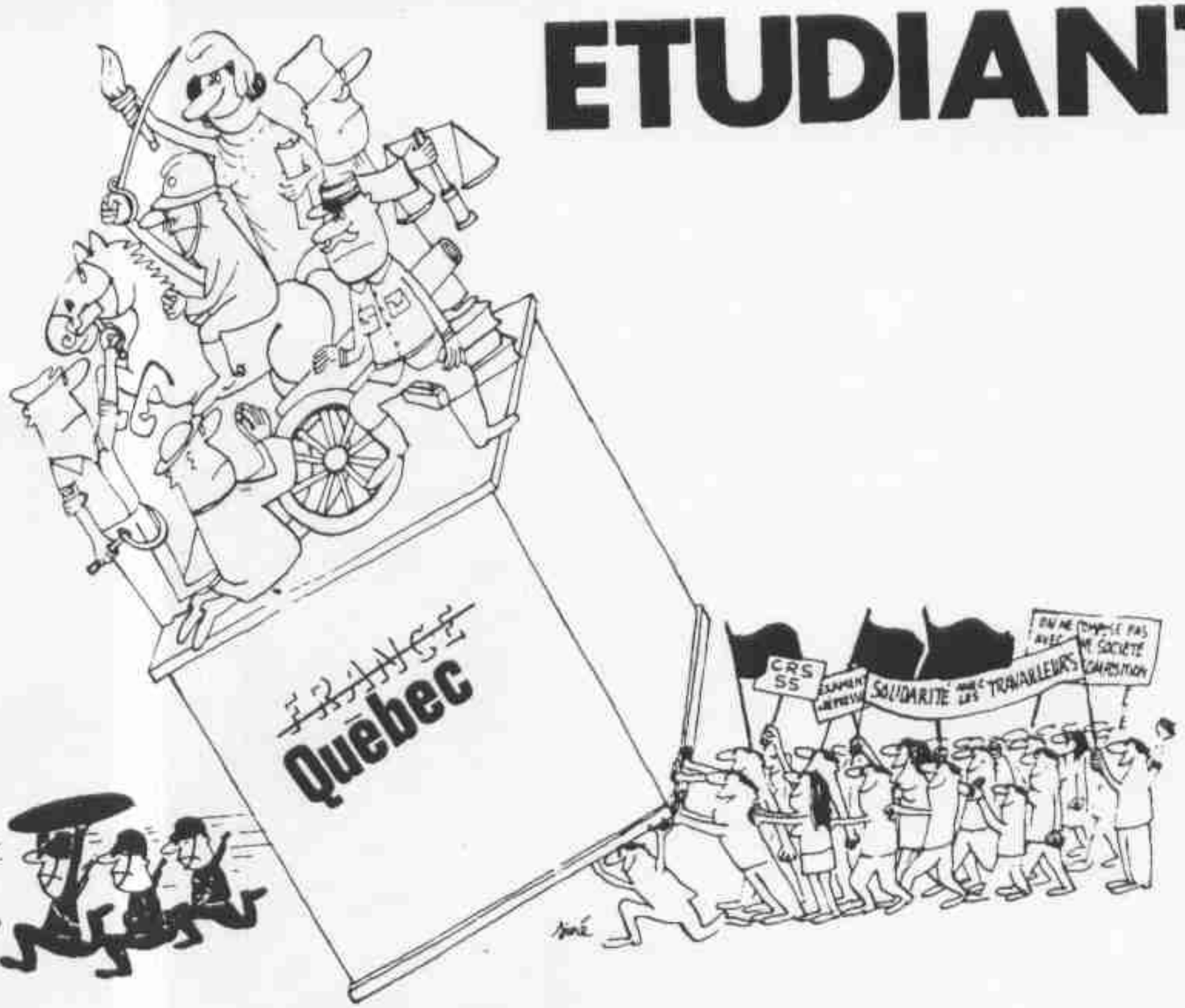
Le NPD se trouve à une croisée de chemins. Si les Québécois doivent choisir, lors des prochaines élections provinciales, entre les partis du patronat, les Libéraux et les Unionistes, et les partis de la petite bourgeoisie "nationaliste", le MSA et le RIN, sans avoir un représentant des masses travailleuses en lice, l'avenir du parti, et de la politique ouvrière sera gravement compromis. Il n'est pas exclu que les masses commenceront a suivre un démagogue du genre Lévesque.

L'intervention des socialistes peut-elle convaincre le parti?

LA LUTTE OUVRIERE

SEPTEMBRE - OCTOBRE 1968 15 CENTS

LA REVOLTE ETUDIANTE



LA LIBERATION DU QUEBEC

L'UGEQ et la direction etudiante

PAR MICHEL MILL
Etudiant à l'Université de Montréal

Réunie dans une atmosphère un peu surchargée par le sensationalisme des journaux quotidiens autour de la "Révolution de la rentrée", la semaine syndicale de l'UGEQ, le 26 au 30 août, a permis à ses quelques 300 participants d'aborder toute une série de questions et de problèmes du milieu étudiant et de la société globale. Venus de toutes les régions du Québec et de tous les niveaux de l'éducation post-secondaire, les participants ont tenu leurs discussions quelques jours seulement après l'occupation par les étudiants du Collège St-Ignace en protestation contre la fermeture arbitraire de ce collège par le Ministère d'Education et après la retraite des représentants étudiants de tout corps administratif ou pédagogique du CEGEP Lionel Groulx suite aux résultats désastreux des examens du printemps.

Une des premières leçons qu'on a pu tirer de la semaine était l'existence d'un fossé qui sépare un leadership hautement politisé d'une base militante mais très peu politisée. Le thème de la semaine était double: 1) peut-on réformer le système scolaire graduellement ou faut-il transformer ce système de façon radicale et systématique? et 2) comment assurer une meilleure participation des étudiants aux affaires syndicales? On n'est arrivé à aucune réponse définitive ou concrète à ces deux questions, mais les jalons étaient posés.

La semaine a commencé avec un discours et une discussion avec Pierre Dubé, un ancien dirigeant de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire, une organisation révolutionnaire dissoute par de Gaulle suite à son rôle dans les événements de mai-juin en France. Dubé, qui tirait les leçons principales de la révolution française, a été invité à Montréal par la Ligue des Jeunes Socialistes, organisation-soeur de la JCR au Québec. La LJS est aussi intervenue dans les discussions par la distribution de son nouveau bulletin, Jeune Garde, et par la participation active de plusieurs de ses membres-étudiants. La Jeune Garde contenait deux articles, un sur le socialisme en général et l'autre sur l'UGEQ et la nécessité d'une politisation des luttes étudiantes par la mise-en-oeuvre d'une série de revendications transitoires partant du niveau de conscience actuelle des masses étudiantes pour les rendre conscientes de la nécessité d'un changement radical de toute la société capitaliste et impérialiste.

Les organisateurs de la semaine voulaient encourager une meilleure participation en employant la technique de l'animation sociale, c'est-à-dire la discussion en petits groupes sans ordre du jour fixe. Selon le niveau de politisation et la qualité des animateurs, ceux qui dirigeaient la discussion, il y a eu dans certaines commissions des sessions de thérapie de groupe psychologique et dans d'autres des discussions très fructueuses des problèmes réels du milieu étudiant: les frais de scolarité et des manuels, l'atmosphère de prison qui domine dans les écoles, le contrôle des écoles par des industriels ou hommes d'affaires, la question nationale au Québec, la solidarité active avec les luttes ouvrières et les rapports entre le Québec et les révolutions française et vietnamienne.

Vers la fin de la semaine, le caractère non-structuré des discussions, l'intervention des membres de la LJS et d'autres éléments politisés, et l'apparition d'un groupe dit de "modérés" a permis une concrétisation et une politisation de la discussion. On a compris que le rôle d'un leadership n'est pas de se fermer la gueule dans l'espoir inutile que la base se soulèvera spontanément pour prendre l'initiative, mais plutôt de formuler un programme qui exprimerait les besoins sentis des étudiants et qui les politiserait, de se faire élire autour d'un tel programme et non sur la base d'un concours de personnalité, et ensuite de mettre en oeuvre ce programme par des actions audacieuses. Ceci est le premier pas essentiel pour combler le fossé entre les étudiants et leur leadership fréquemment plus à gauche que la majorité des étudiants.

SOLIDARITE QUEBECOISE

AVEC LA LUTTE FRANÇAISE

PAR ANDRE DOUCET

La venue d'un dirigeant du soulèvement populaire français suscita un grand intérêt à Montreal. Plus de 200 personnes vinrent l'entendre parler de la révolution de mai et faire appel à la solidarité internationale contre la répression qui sévit présentement en France. C'est à l'occasion de cette visite que fut créé le Comité québécois pour la liberté et contre la répression en France qui déjà fait preuve d'une activité dynamique.

Pierre Dubé nous donna une analyse très claire des événements de mai. Il démontra de quelle façon les événements avaient conduit à une situation révolutionnaire où la question du renversement de la vieille société capitaliste et la création d'une nouvelle société était concrètement posée. Et comment aussi les directions traditionnelles du mouvement ouvrier trahirent cette aspiration commune du peuple français.

Il prédit qu'une nouvelle montée révolutionnaire est inévitable dans un avenir plus ou moins rapproché parce que les principales contradictions de la société capitaliste d'aujourd'hui ne sont pas résolues et ne peuvent l'être même avec la société de "participation" de de Gaulle, et surtout parce que les ouvriers et étudiants français ne se sentent pas battus. Le souvenir des luttes qu'ils ont menées reste très vivant et riche de significations pour eux.

L'apport le plus important de mai souligna-t-il, c'est d'avoir précipité le processus de formation du parti révolutionnaire par suite du vide qu'a crée le manque d'une alternative révolutionnaire à la vieille direction sclérosée de la classe ouvrière.

La période présente, poursuiva-t-il, compte tenue de la répression, est une période de mûrissement et de fermentation révolutionnaire qui devrait aboutir à la naissance et à la croissance rapide du parti révolutionnaire qui conduira à la prochaine montée révolutionnaire et en frayera la voie jusqu'à sa victoire.

Il termina son discours en nous donnant un aperçu de la répression qui sévit actuellement. Il nous annonça la libération d'Alain Krivine et de ses camarades emprisonnés, en expliquant que l'Etat Gaulliste fut pour ainsi dire obligé à le faire à cause du scandale et de la montée de protestations qui l'empêchait d'atteindre son objectif, qui est d'isoler l'avant-garde révolutionnaire de la masse des étudiants et de la classe ouvrière en tentant de briser le lien établit depuis mai. Et l'on peut être sûr que l'Etat Gaulliste ne veut pas voir une direction révolutionnaire remplacer la vieille direction de la classe ouvrière qui lui a rendue de si "loyaux services", en contribuant à étouffer la révolution de mai. Mais cela ne signifie pas que

Pierre Dubé avec Michel Mill (à gauche).

la répression n'est plus menaçante, bien au contraire elle attend son occasion; pour le moment elle prend simplement une forme plus sournoise. La libération puis le conscription dans l'armée d'Alain Krivine que nous venons d'apprendre en est un exemple.

Le fait sans doute de plus important de cette visite est la création d'un comité québécoise contre la répression en France qui s'insère avec ceux déjà créés en Amérique du Nord et en Europe.

De Gaulle a privé de ses droits démocratiques l'avant-garde révolutionnaire (contre laquelle il n'a pu formuler des accusations de manières précises), à cause de l'immense possibilité de développement qui lui est maintenant offerte et pour priver le peuple français du choix révolutionnaire pour lequelle il a manifester sa volonté en mai. Même si ce sont surtout des révolutionnaires et des militants ouvriers et étudiants qui sont victimes de la répression, tous ceux qui tiennent à la sauvegarde des droits démocratiques doivent participer à la défense de leurs droits parce que la liberté enlevée à un est la liberté enlevée à tous.

La Comité québécoise pour la liberté et contre la répression en France a de grandes tâches à accomplir, il doit d'abord aider financièrement les victimes de la répression, il doit ensuite éveiller et informer l'opinion publique de la répression en France, qui ici au Québec a une importance particulière pour de Gaulle. Et ce travail peut énormement aider à priver l'Etat Gaulliste de trouver l'occasion favorable qui lui permettra d'étendre et de rendre plus brutale sa répression.

Le comité a déjà accomplie un bon départ dans cette direction, il tient régulièrement des réunions où il élabore des projets, il receuille en ce moment des signatures contre la répression; d'importantes personnalités québécoises ont appuyé

DE LA RÉVOLTE CONTRE À LA RÉVOLTE

Voici la transcription de la bande enregistrée du discours qu'Ernest Mandel a prononcé au meeting de la J.C.R., dans la grande salle de la Mutualité à Paris, le 9 mai, la veille de la « nuit des barricades », devant 5 à 6.000 étudiants et militants révolutionnaires. La rédaction n'y a introduit que des corrections mineures de style.

Toute analyse de la révolte des étudiants doit partir d'une considération essentielle : l'explosion universitaire. Un milieu social nouveau est né des tréfonds mêmes de la société néo-capitaliste, de tout ce qu'elle considère comme son « acquis » essentiel : le relèvement du niveau de vie ; les progrès de la technique et des *mass media* ; les besoins de l'automation. Il y a quatre millions d'étudiants universitaires aux Etats-Unis, deux millions et demi en Europe occidentale, plus d'un million d'étudiants au Japon. Et ce milieu social nouveau n'a pas pu être intégré dans le système néo-capitaliste, tel qu'il fonctionne aujourd'hui en Europe occidentale, aux Etats-Unis ou au Japon.

A l'Université, les étudiants n'ont pas pu trouver le cadre matériel nécessaire à leurs études. Ils n'ont pas trouvé l'enseignement qu'ils recherchaient. Et surtout, quittant l'Université, ils trouvent de moins en moins l'emploi qu'ils étaient en droit d'espérer en y entrant.

C'est ici qu'il faut répondre à un citoyen qui se dit représentant des Jeunesses Socialistes S.F.I.O. et qui, l'autre jour, dans une chronique « Libres Opinions » du *Monde*, parlait de « notre » société comme d'une « société d'abondance », d'une société dans laquelle « tout le monde » est maintenant assuré du plein emploi et de l'augmentation continuelle de son niveau de vie.

Ce citoyen n'avait pas mis ses lunettes pour lire les statistiques du chômage en Europe occidentale. Il n'avait pas remarqué qu'au cours des deux derniers hivers, il y a eu trois millions de chômeurs en Europe occidentale. Il n'avait pas remarqué qu'en France même, le nombre de chômeurs avait dépassé le demi-million — en pleine période d'expansion économique, comme s'en targue le régime. Il n'avait pas remarqué le grand nombre de jeunes parmi cette masse de chômeurs — sans parler de celle encore plus grande, que les statistiques n'englobent même pas. Il n'avait pas remarqué qu'aux Etats-Unis, le pourcentage du chômage dépasse 20 % dans la jeunesse des ghettos noirs, ce qui explique bien des choses.

Bref, ce que lui, ainsi que d'innombrables thuriféraires du néo-capitalisme, n'avaient pas compris, c'est le fait que ce système, loin d'avoir résolu tous les problèmes économiques et sociaux, n'avait même pas résolu les tares essentielles du capitalisme du XIX[e] siècle, tout en y ajoutant une série de contradictions nouvelles qui s'avéraient de plus en plus insolubles.

Ce néo-capitalisme confronte la jeunesse estudiantine avec ses contradictions insolubles non seulement à l'intérieur de l'Université, mais encore dans l'économie et dans la société bourgeoise en crise permanente. (*Applaudissements.*)

On a parlé de l'inadaptation de l'Université et réclamé par conséquent, en bon réformiste, la réforme de l'Université. On a, par conséquent, accusé les étudiants de vouloir refuser le dialogue, quand ils tournent le dos à cette réforme de l'université bourgeoise.

Ernest Mandel, économiste marxiste belge.

Mais ce qu'ils refusent, les étudiants en révolte, c'est précisément le dialogue dans ce cadre préétabli et présenté comme immuable qu'est l'Etat bourgeois, que sont les gouvernements bourgeois en Europe occidentale et au Japon.

Quand on leur dit : le budget de l'Etat n'est pas assez élevé pour vous assurer à tous, tout de suite, les locaux universitaires, les professeurs et assistants, les restaurants et les homes, et surtout la qualité de l'enseignement que vous réclamez, et il faut donc se contenter de modifier graduellement la situation actuelle, que tous s'accordent à trouver insatisfaisante... alors les étudiants ont mille fois raison de répondre : « Cessez de bavarder sur le budget de l'Instruction publique et sur les ressources des pouvoirs publics. Parlez plutôt de l'ensemble des ressources économiques disponibles dans cette société. Avouez donc que s'il n'y a pas assez d'argent pour l'Université, il y en a plus qu'assez pour le Tiercé, la publicité, les *gadgets* superflus. Avouez que vous ne trouvez pas les milliards nécessaires à

LE SYSTÈME D'ÉDUCATION CONTRE LE SYSTÈME CAPITALISTE

une Université digne du XX[e] siècle, parce que vous gaspillez des milliards pour votre « force de frappe ». Avouez que vous étouffez dans l'œuf d'immenses forces productives techniques, culturelles, intellectuelles, parce que vous préférez produire des forces destructives ». (*Longs applaudissements.*)

Dans ce sens, à juste titre, les étudiants « refusent le dialogue » et refusent la « réforme de l'Université » dans le cadre de la société bourgeoise, parce qu'ils ont compris la nature de cette société. Et leur situation sociale particulière, combinée avec cette prise de conscience, fait aujourd'hui d'eux le maillon le plus faible de la chaîne néo-capitaliste, le premier qui a craqué à travers tout le monde occidental.

Ce que la révolte des étudiants exprime à une échelle sociale et historique plus vaste, c'est cette colossale transformation des forces productives prévue par Karl Marx dans les *Grundrisse*, encore en gestation aujourd'hui, irréalisable dans le cadre de la société capitaliste, mais qui déjà frappe puissamment à la porte : *à savoir la réintégration du travail intellectuel dans le travail productif*, la transformation des capacités intellectuelles des hommes en principale force productive de la société. En parlant de la troisième révolution industrielle ; en parlant de la révolution scientifique, beaucoup d'économistes et de sociologues bourgeois, petits-bourgeois ou marxistes en avaient le pressentiment. Mais ils n'en ont pas toujours tiré la conclusion sociale évidente, en ce qui concerne la place du travailleur intellectuel dans la société.

Lorsqu'on entend des pseudo-marxistes parler aujourd'hui avec dédain des étudiants « fils de bourgeois et futurs bourgeois », on se trouve en présence d'une triple erreur.

D'abord, l'incompréhension de l'explosion universitaire, qui fait que les « fils de bourgeois » sont aujourd'hui largement minoritaires dans le monde estudiantin (comme d'ailleurs les fils d'ouvriers, qui y restent une minorité infime). Ensuite, l'incompréhension de la modification profonde de l'emploi intellectuel, qui fait que la grande majorité des détenteurs de diplômes universitaires ne seront plus ni patrons, ni de profession libérale, ni même agents directs du patronat à des fonctions de maîtrise, mais salariés de l'Etat ou de l'industrie, faisant partie de la grande masse des salariés-appointés. Enfin, l'incompréhension de la nature spécifique du milieu estudiantin en tant que milieu social particulier, dans lequel se fond souvent l'étudiant d'origine bourgeoise qui rompt ainsi ses attaches avec son milieu familial, sans pour cela déjà s'intégrer dans son futur milieu social, résultat de la profession qui lui sera attribuée.

Et sous-jacent à cette triple erreur, il y a ce fait fondamental que les pseudo-marxistes ne veulent pas comprendre, ou ne veulent pas admettre, à savoir que la force productive principale de l'homme sera sa force intellectuellement créatrice. (*Applaudissements.*) Cette force intellectuelle n'est aujourd'hui que potentiellement productive, car la société capitaliste la brime et la broie tout aussi impitoyablement qu'elle broie la personnalité et le désir créateur du travailleur manuel.

Il y a donc à la base de la révolte estudiantine une formidable prise de conscience d'une nouvelle dimension que le néo-capitalisme a ajoutée à l'aliénation classique du travail, provoquée par la société capitaliste, provoquée par toute société de classe, provoquée par toute société fondée sur la production marchande. (*Applaudissements.*)

Nous pouvons affirmer que cette force de travail intellectuelle est aujourd'hui doublement révolutionnaire et productive. Elle l'est parce qu'elle est consciente des immenses richesses qu'elle recèle, qui pourraient nous conduire rapidement vers la société sans classe, vers l'abondance. Elle l'est aussi parce qu'elle est consciente de toutes les contradictions, injustices et barbaries du capitalisme contemporain et que les produits de cette prise de conscience sont profondément révolutionnaires.

Cette prise de conscience s'est d'abord produite chez les étudiants pour une raison très simple : c'est que le mouvement ouvrier, dans ses organisations traditionnelles, est profondément bureaucratisé et intégré depuis longtemps dans la société bourgeoise. Et lorsque le mouvement ouvrier de masse ne dresse pas en permanence de multiples barrières contre l'influence de l'idéologie bourgeoise au sein de la classe ouvrière, la majorité de celle-ci succombe, du moins dans des conditions « normales », à l'influence prépondérante des idées bourgeoises et petites-bourgeoises, comme Marx et Lénine n'ont cessé de le répéter.

Par contre, en milieu estudiantin, une minorité plus large peut, précisément, en fonction de sa situation sociale et intellectuelle plus privilégiée que celle des ouvriers, échapper par la voie de la réflexion individuelle à cette manipulation et mise en condition permanente des esprits par les grands instruments de formation de l'opinion publique au service de la société bourgeoise et du capitalisme. (*Applaudissements.*)

C'est un fait incontestable que c'est en milieu estudiantin et jeune qu'est née aux Etats-Unis la révolte contre la sale guerre de l'impérialisme au Vietnam. Ce sont les étudiants et les jeunes américains qui ont mis en branle un puissant mouvement contre cette guerre, qui a fini par entraîner des masses de travailleurs noirs adultes et qui commence à mordre sur la masse des travailleurs blancs également.

En Europe occidentale et au Japon s'est dessiné essentiellement le même processus. C'est dans les milieux d'étudiants et de jeunes qu'a surgi la puissante mobilisation de masse contre la guerre au Vietnam, qu'a d'abord dépassé la phase absolument opportuniste et capitularde des mouvements « pour la Paix au Vietnam » ou « pour les négociations ». On a vu descendre dans les rues de Paris, de Berlin, de Londres, de Copenhague, de Rome, d'Amsterdam et de Bruxelles des jeunes révolutionnaires par dizaines de milliers pour lancer le seul slogan valable, celui de solidarité pleine et entière avec le peuple vietnamien, celui de la victoire de la révolution vietnamienne. (*Applaudissements.*)

Dans sa révolte contre l'Université bourbeoise et

contre la guerre impérialiste, l'avant-garde des étudiants a commencé à prendre conscience de la nécessité de se dresser contre la société bourgeoise dans son ensemble. De cette prise de conscience anti-capitaliste, elle tire maintenant des conclusions logiques socialistes révolutionnaires : elle commence à se préparer à la révolution socialiste. Car sans révolution socialiste prolétarienne, il n'y aura pas de renversement du régime capitaliste, ni en Europe occidentale, ni nulle part dans le monde impérialiste. (*Applaudissements.*)

A ce sujet aussi une remarque s'impose. La notion de « révolutionnaire » dans le sens prolétarien, marxiste, du terme, en a toujours recouvert une autre, celle d'« internationaliste ». Quand on voit qu'à l'époque où l'Argentin Che Guevara a combattu dans les premiers rangs pour la victoire de la révolution cubaine, puis est allé mourir pour le triomphe de la révolution bolivienne ; quand on voit qu'à une telle époque, lorsque même les technocrates parlent de la nécessité d'une Europe unie, un secrétaire du Parti Communiste Français ose parler de notre ami Danny Cohn-Bendit comme d'un « anarchiste allemand », alors je dis que c'est Cohn-Bendit qui incarne l'internationalisme prolétarien (*longs applaudissements*) et que c'est le secrétaire du P.C.F. qui incarne le nationalisme petit-bourgeois. (*Longs applaudissements.*)

Le récit que nous a fait le camarade Bensaïd sur la manière dont a été organisé le « Mouvement du 22 Mars » doit rappeler à la plupart des camarades ici présents un parallèle saisissant : la manière dont Fidel Castro et Che Guevara ont commencé à organiser la lutte armée à Cuba.

Eux aussi ont commencé à dire : « Nous allons mettre entre parenthèses les divergences tactiques qui séparent les différentes tendances du mouvement révolutionnaire. A partir du moment où nous sommes d'accord sur quelque chose d'essentiel, à savoir sur l'action à déclencher, sur la manière de rompre avec la stagnation et le recul du mouvement traditionnel, sur la manière de déclencher la lutte contre l'impérialisme et l'oligarchie à Cuba par la voie armée, nous créerons petit à petit un processus qui s'accélérera de plus en plus de par sa propre logique interne, qui permettra de classer et de reclasser les différentes tendances, et qui permettra de trancher ainsi les divergences tactiques grâce à l'expérience. » (*Applaudissements.*)

Cette attitude est absolument saine pour quiconque veut échapper au résolutionarisme qui nous a fait tant de tort. A partir d'un certain point, le mouvement ne peut plus progresser que par l'action, et l'absence d'action le condamne à la stérilité et à la division permanentes.

Comme tous les camarades qui m'ont précédé l'ont affirmé, il y a une œuvre urgente de réintégration du mouvement estudiantin dans le mouvement ouvrier à réaliser. Oui, le mouvement ouvrier doit reconquérir le mouvement estudiantin, surtout dans la mesure où les étudiants sont des travailleurs. Mais cette conquête ne se fera pas dans les structures sclérosées et bureaucratisées qui sont celles de ses organisations traditionnelles. C'est au sein de la classe ouvrière, se levant dans sa lutte spontanée contre le régime capitaliste, créant sa propre direction nouvelle, ses propres comités, qu'opérera cette réappropriation, grâce à l'action et dans l'action, dans l'intérêt mutuel et dans celui, suprême, de la révolution.

Elle ne s'opérera pas dans les organisations traditionnelles, vu l'esprit qui anime actuellement cette magnifique nouvelle avant-garde révolutionnaire et jeune qui se lève. Et si nous luttons pour cette réappropriation ; si nous nous battons pour qu'il y ait cette alliance et cette confluence entre la révolte des étudiants et la lutte pour la révolution prolétarienne en Europe occidentale, c'est parce que nous savons fort bien que ni par leur nombre, ni par la place qu'ils occupent aujourd'hui dans la société, les étudiants ne sont capables à eux seuls de renverser la société bourgeoise en Occident.

Ils peuvent et ils doivent jouer un rôle formidable de détonateur. En jouant ce rôle au sein de la classe ouvrière, surtout par l'intermédiaire de la jeunesse ouvrière, ils peuvent libérer dans le prolétariat lui-même des forces immenses de contestation globale de la société capitaliste et de l'Etat bourgeois. (*Applaudissements.*)

UN MOUVEMENT DE CONTESTATION REVOLUTIONNAIRE UNIVERSELLE

Nous assistons aujourd'hui, à l'échelle mondiale, a la levée de forces anti-impérialistes et anticapitalistes, à une authentique nouvelle montée révolutionnaire mondiale.

Ce n'est, au fond, qu'une seule et même lutte que celle de l'héroïque peuple vietnamien contre l'impérialisme américain ; que celle de la révolution cubaine ; que celle des courageux guérilleros d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; que celle des masses noires des Etats-Unis pour leur libération raciale et sociale.

Or, cette lutte des masses les plus opprimées, des masses des pays du tiers-monde et des masses noires aux Etats-Unis, commence aujourd'hui à trouver un écho valable dans les pays impérialistes. C'est la levée en masse, dans ces pays, contre la sale guerre du Vienam ; c'est la levée en masse de la révolte estudiantine ; c'est la levée en masse de la jeunesse ouvrière dans des manifestations et des grèves très dures, au Mans, à Caen, à Turin, à Brême, à Essen contre Springer.

Partie intégrante de cette lutte est celle de l'avant-garde estudiantine et intellectuelle dans les pays dits socialistes de l'Europe orientale et en U.R.S.S. Nous adressons ici un salut particulièrement chaleureux aux étudiants et aux ouvriers qui sont à l'avant-garde de cette lutte.

Car autant nous sommes du côté de l'Union Soviétique et du « camp socialiste » dans tout affrontement avec l'impérialisme ou avec la bourgeoisie, autant nous sommes du côté de nos camarades Kuron et Modzelevsky, autant nous sommes du côté des courageux étudiants et ouvriers d'avant-garde de Varsovie et de Pologne lorsqu'ils se battent contre la bureaucratie, pour une véritable démocratie soviétique qui ne peut être qu'une démocratie de conseils (*longs applaudissements*), qu'une démocratie fondée sur les conseils d'ouvriers, d'étudiants et de paysans pauvres, comme Lénine nous l'a appris. (*Applaudissements.*)

Lorsque cette lutte universelle déjà en cours permettra d'entraîner les travailleurs adultes contre la politique des revenus, contre l'économie concertée, contre la renaissance du chômage, contre les menaces pesant sur l'emploi, contre l'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois, contre l'évolution de plus en plus nette vers l'Etat fort et autoritaire partout en Europe occidentale, contre l'O.T.A.N. et le Pacte atlantique, pour une relance du mouvement ouvrier qui débouche sur des luttes ouvrières qui mettent enfin en question le régime capitaliste lui-même, alors nous pourrions transformer l'avant-garde actuelle en un parti révolutionnaire puissant, marchant à la tête des masses.

Alors, ensemble, nous serons invincibles.

Alors, ensemble, nous achèverons la grande œuvre commencée il y a cinquante ans par la Révolution d'Octobre la victoire de la révolution socialiste mondiale ! (*Longs applaudissements.*)

"LUTTEZ POUR LA DEMOCRATIE

PAR JACQUIE HENDERSON

(L'auteur de cet article est la rédactrice de la revue socialiste de jeunesse du Canada-anglais, le Young Socialist Forum.)

Quand la première vague de soldats d'occupation russes ont sorti la tête des blindés pour voir la "contre-révolution" qu'ils devaient écraser, on les a assiégés de questions et d'arguments. Des jeunes Tchécoslovaques sont montés sur les blindés et ont demandé: "Camarades --rentrez chez vous, bâtissez la démocratie socialiste là-bas."

Le jeune soldat soviétique qui a jeté bas son casque et son fusil et qui s'est sauvé dans la foule en criant "Je ne le comprend pas. Je ne comprend pas pourquoi nous sommes ici," a exprimé les sentiments de beaucoup de ses camarades. Pourquoi un pays en train d'édifier le socialisme envahirait-il un autre pays en train de faire la même chose?

Le Kremlin a répondu que c'était rendu nécessaire par la menace d'une contre-révolution, par le danger imminent d'un retour au capitalisme. La presse occidentale, au service des Lyndon Baines Johnson et des Pierre-Eliott Trudeau, a essayé de dépeindre les Russes en train d'écraser brutalement un mouvement pour un retour à la "démocratie" occidentale. Mais les manchettes telles que "Les communistes praguois organisent une grève générale" ont vendu la mèche. Le Kremlin affrontait les travailleurs tchécoslovaques, menés par les socialistes tchèques. Les troupes russes, en cherchant la contre-révolution, ont découvert qu'elle n'existait nulle part.

La vérité est que le crime des Tchèques était la "démocratisation" de leur système. Ils démontraient que ce système n'était pas le socialisme, mais son début, et que ce début a été rabougri et déformé par la croissance d'une bureaucratie qui règne au nom des travailleurs. Inspirés par l'effervescence révolutionnaire mondiale, particulièrement en Europe occidentale et au Vietnam, ils étaient déterminés de démontrer que la démocratie et le socialisme ne sont pas deux choses différentes, mais que le socialisme est la démocratie. Pour punir ce crime, le Kremlin a envoyé plus de 600,000 soldats.

En Tchécoslovaquie tout comme en Union Soviétique, la base économique du socialisme existe déjà. L'industrie, la terre, et toutes les ressources naturelles appartiennent à toute la population travailleuse, et non pas à quelques individus comme au Canada. En Tchécoslovaquie, l'économie est planifiée; elle n'est pas soumise aux caprices découlant de la course aux bénéfices. Parce qu'elle ne recherche pas de bénéfices, parce qu'elle ne dépend pas de l'expansion des champs d'investissements, l'économie tchécoslovaque ne dépend pas des guerres ou de l'expansion impérialiste. Sur tous ces points l'économie tchécoslovaque ressemble à celle de l'Union Soviétique.

Mais, aussi comme en Union Soviétique, le socialisme tchécoslovaque est loin d'être établi. Des inégalités énormes persistent. Une élite privilégiée règne, dépendant des travailleurs mais ne répondant pas d'eux, déformant le système afin de répondre à ses besoins personnels. Cette bureaucratie parasite, tout comme sa soeur aînée en Union Soviétique, détermine la politique extérieure et intérieure afin de servir ses propres intérêts immédiats. La bureaucratie tchécoslovaque est elle-même un sous-produit de la bureaucratie en Union Soviétique. La bureaucratie ne s'est pas développée comme partie intégrante de la révolution socialiste. Elle s'est développée lorsque la classe ouvrière de la jeune Union Soviétique était encérclée par les forces capitalistes, économiquement isolée, et dévastée par les guerres civiles et les invasions impérialistes. Elle s'est démoralisée ainsi, permettant la montée de la bureaucratie stalinienne.

C'est cette situation que les Tchécoslovaques essaient de changer. Partout dans "le camp socialiste" les étudiants et les intellectuels ont développé des mouvements semblables, mais en Tchécoslovaquie le mouvement trouvait un si fort appui parmi les travailleurs qu'il a rencontré plus de succès immédiats que n'ont rencontré les mouvements polonais, russes, etc. On avait destitué les bureaucrates les plus ouvertement liés au stalinien Antonin Novotny, le secrétaire du Parti communiste, et on avait remplacé Novotny lui-même par Alexandre Dubcek. Dubcek et ses partenaires, sous une pression continuelle des travailleurs, ont légiféré des réformes importantes dont une liberté accrue de parole et de presse, et la légalisation des "points-de-vue minoritaires" au sein du Parti communiste.

Mais le mouvement pour la démocratie socialiste pousse beaucoup plus loin que les réformes que la direction Dubcek a dû concéder. Un manifeste publié le 27 juin dernier est parmi les expressions les plus claires des buts de ce mouvement. Il s'intitule "les deux milles mots".

Signé par 70 intellectuels renommés, il accueille la "régénérescence de la démocratisation" et avance un programme concret de réalisation de la démocratie socialiste. Il déclare: ..."Chacun sait que la classe ouvrière, pratiquement, ne décidait en rien; les fonctionnaires ouvriers étaient proposés par quelqu'un d'autre. Beaucoup d'ouvriers croyaient qu'ils commandaient, mais le commandement était exercé en leur nom par un groupe de fonctionnaires du parti et de l'appareil de l'Etat spécialement entraînés à cet effet. En fait, ils prenaient la place de la classe renversée et étaient devenus la nouvelle autorité."

• SOCIALISTE CHEZ VOUS!"

"L'invasion est contraire au marxisme."

Et le manifeste avance un programme pour corriger cette situation: ..."En tant que producteurs, les ouvriers peuvent intervenir par le choix des personnes qu'ils éliront à la direction de l'entreprise et aux conseils d'entreprise. En tant qu'employés, ils agiront au mieux pour eux-mêmes s'ils choisissent comme représentants, dans les organisations syndicales,les éléments capables et honnêtes sans considération de leur appartenance politique... Nous exigeons le départ de ceux qui ont abusé de leur pouvoir, qui ont dégradé le patrimoine collectif et qui se sont comportés de façon malhonnête ou brutale: il est indispensable de trouver les moyens de les obliger à partir. Par exemple: critiques en public, adoption de résolutions, organisation de manifestations, mises à la retraite, grèves,collectes pour des cadeaux à ceux qui s'en vont."

Les socialistes tchécoslovaques commencent à traiter de la question des formes nécessaires à cette démocratie — beaucoup d'entre eux prônent le contrôle ouvrier des usines, le contrôle étudiant-professeur des universités, et un gouvernement des conseils ouvriers démocratiquement élu par les travailleurs et répondant directement d'eux. Ils savent que la vraie démocratie exige la possession populaire des richesses de la société, et aussi que le socialisme véritable exige le contrôle populaire de tous les aspects de la société.

Et le Kremlin et la Maison Blanche regardent ce mouvement pour la démocratie socialiste comme un mouvement dangereux. "Qu'arrivera-t-il quand les travailleurs de ce pays apprendront que la socialisme et la démocratie ne font qu'un?"se demandent-ils. Dans chaque cas, un tel développement signalerait la fin de leur régime;dans le cas de Washington, il signalerait le début de la fin du système qui domine le monde — l'impérialisme. Car aussitôt que les gens apprennent que "le communisme équivaut au totalitarisme" et que "le stalinisme est le produit inévitable de la révolution" ne sont que des mensonges de la Maison Blanche, pour combien de temps vont-ils croire à l'autre mensonge --celui qui déclare que bien qu'on n'aime pas le système, c'est le meilleur qui existe?

Les dirigeants de l'Union Soviétique savent très bien que le développement d'une démocratie socialiste véritable en Tchécoslovaquie serait un désastre pour leur position privilégiée. Le Kremlin a envoyé ses troupes en Tchécoslovaquie parce qu'il craignait l'approfondissement et la diffusion du mouvement pour la démocratie socialiste. Les dirigeants comprennent que la logique du mouvement est surtout d'inspirer les travailleurs de leur propre pays, déshérités de la tradition de la jeune Union Soviétique qui a été créée dans un esprit d'une démocratie véritable, d'une société planifiée démocratiquement pour toute l'humanité. Déjà on a vu des protestations en Union Soviétique contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, protestations lancées par les mêmes intellectuels qui ont protesté des injustices soviétiques telles que la condamnation des deux écrivains Alexandr Ginsburg et Yuri Galanskov pour leurs écrits "anti-soviétiques."

Ce que la bureaucratie soviétique n'avait pas prévu quand elle a décidé d'envoyer ses troupes, c'était le courage et la détermination du peuple, qui, face aux blindés,s'est tourné vers leurs dirigeants en criant "Ne concédez rien!" Bien que le Kremlin a pu forcer la bureaucratie "libérale" chancellante de Tchécoslovaquie à faire quelques concessions, les travailleurs et les étudiants refusent de terminer leur lutte.

Leur tenacité a inspiré les socialistes autour du monde, et surtout dans les autres pays soviétiques. Ils ont montré aux radicaux douteux les possibilités de l'avenir. Les Tchécoslovaques ont indiqué clairement leurs alliés. Ils ont déclaré qu'ils ne veulent pas d'"amitié" avec les impérialistes qui les approchent portant leurs condoléances, les mains tâchés du sang frais des Vietnamiens. Les étudiants héroiques tchécoslovaques, qui, à côté des travailleurs, ont pris activement dans leurs propres mains l'avenir de leur société ont gagné le respect des étudiants et des socialistes canadiens. Leur lutte n'est qu'une partie de la lutte mondiale pour le socialisme.

Comme l'a exprimé la pétition au Présidium du Comité Central du Parti Communiste, signé par plus de 2,000 citoyens tchécoslovaques:

"Nous pouvons prouver au monde que le socialisme est la seule perspective réelle pour toute la civilisation".

LA LUTTE OUVRIERE

Le ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication. Port payé à Montréal.

Vol. 4, No. 5 (23) septembre-octobre 1968
REDACTEUR: Arthur Young ABONNEMENTS: $1.00 pour un an. Publié à 17 Ontario O., Montréal par les soins du rédacteur. Tél: 849-1727

VICTOIRE A ST-LEONARD

La victoire marquée par la nation canadienne-française dans la banlieue de St-Léonard signifie un tournant dans la lutte des Québécois contre toutes les formes d'oppression nationale. Par leur militantisme et leur initiative, les étudiants et les parents francophones de ce quartier se sont placés dans l'avant-garde, montrant à toute la nation un moyen de combattre l'anglicisation et d'assurer la survie de cette nation.

Rappelons l'histoire de ce conflit. Le 30 août, face aux tentatives de la Commission scolaire de convertir leur école en école anglaise, les étudiants francophones ont occupé l'école, en déclarant qu'ils y resteraient jusqu'à ce que leurs revendications soient gagnées. Pour les étudiants une victoire signifierait une école française;pour le Mouvement pour l'Intégration Scolaire qui dirigeait la lutte, le but à long-terme était la création d'un système d'éducation unilingue et français. Les étudiants ont compris l'importance historique des buts du MIS, que leur lutte faisait partie d'une lutte plus large contre un système d'éducation chaotique et confessionalisé qui favorise la langue anglaise et l'anglicisation en plaçant les immigrants italiens "catholiques" dans les écoles françaises qui deviennent bientôt "bilingues", c'est-à-dire en majorité anglophone selon les exigences d'une société dans laquelle l'anglais est la langue du travail.

Naturellement, du coté Establishment l'occupation d'une de "leurs" écoles a provoqué une indignation pieuse. S'appuyant sur les "droits acquis" de la nation opprimante,à savoir le droit du Grand Capital d'imposer sa langue au travail et d'assimiler les immigrants au milieu anglophone, M. Trudeau a appuyé la marche sur Ottawa des anglophones. A Québec, le gouvernement Union Nationale, si désireux d'étendre la culture française aux anciennes colonies françaises en Afrique, a refusé d'appuyer l'unilinguisme français dans ce quartier. Même notre "souverainiste" était quelque peu horrifié. S'attaquant au "noyautage", à la "fanatisation" des étudiants, René Lévesque a appuyé le principe de l'unilinguisme en théorie, tout en s'opposant aux moyens concrets de la réaliser, et tout en prêchant "Le mélange requis de fermeté et de respect des autres". La direction de l'occupation a manifesté son mépris bien mérité de l'équivoque de Lévesque en déchirant publiquement leurs cartes de membre MSA.

Les étudiants de St-Léonard se sont heurtés, contre l'injustice historique, contre le pouvoir du Grand Capital et ses laquais québécois. Et, six jours plus tard, après avoir repris les tactiques révolutionnaires de la classe ouvrière, après une mobilisation sans précédente depuis la Deuxième Guerre Mondiale, des mouvements nationalistes, du mouvement syndical et de la communauté française, ils ont quitté l'école, victorieux.

Nous saluons leur esprit et leur initiative, précurseurs des luttes victorieuses futures.

UN TOURNANT DECISIF

A sa conférence de la fin de semaine du 5 octobre,la Ligue Socialiste Ouvrière a exprimé l'opinion que la décision du Nouveau Parti Démocratique d'entrer dans la politique québécoise peut signifier un tournant décisif dans la politique de la province, si le NPD utilise pleinement toutes les opportunités présentées par une telle action.

"Seulement un parti basé sur le mouvement ouvrier, comme le NPD au niveau pan-canadien, peut commencer la transformation nécessaire du Québec. Nous nous attendons à ce que la CSN et la FTQ appuient rapidement la décision du NPD et se mobilisent sérieusement autour de cette formation politique nouvelle. Un tel parti ouvrier québécois sera capable de rallier les étudiants, les cultivateurs à sa cause; il démontrera que la seule voie vers la libération nationale du Québec est celle de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés" continue la déclaration de la LSO.

"Le fait que la décision de l'exécutif provincial du NPD prévoit un examen rigoureux de ses politiques nous amène à espérer que le parti avancera au-delà de son programme minimum présent qui prévoit quelques réformes secondaires du capitalisme; nous espérons qu'il adoptera une série de revendications puissantes prévoyant un changement fondamental dans les rapports sociaux au Québec. Seulement de telles revendications peuvent répondre aux problèmes urgents du Québec et peuvent rallier d'importants secteurs de la jeunesse radicale et des militants ouvriers...

"Cette discussion programmatique est essen-

voir page 23

la Librairie d'avant-garde

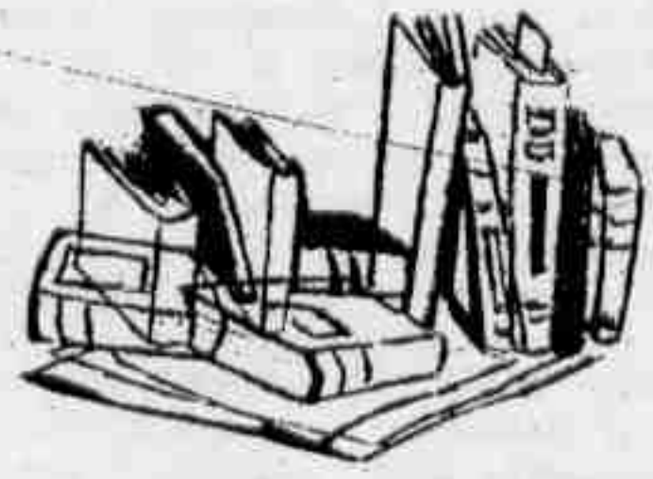
LIVRES, JOURNAUX SUR:

-- la lutte québécoise

-- la révolution cubaine

-- le marxisme

-- la guerre vietnamienne



La plus grand sélection de livres radicaux à Montréal 849-1727

17 OUEST, RUE ONTARIO MONTREAL 18, QUÈBEC

4,000 jeunes des secondaires manif

Pas moins de 3 000

...LE NPD

tielle à l'avenir du parti et doit être ouverte le plus tôt possible. Parmi les questions les plus urgentes sont -- la campagne actuelle de Québec contre les syndicats, la lutte pour la préservation de la langue française et pour un Québec unilingue, la reconnaissance de la nation canadienne-française et de son droit à l'autodétermination.

"Nous espérons que le nouveau parti, tout en participant aux élections afin de bâtir le parti, ne se limitera pas à l'électoralisme, mais participera aux mouvements populaires, aux manifestations, aux grèves et à toutes les autres activités qui peuvent aider la lutte pour le pouvoir étatique. Et qu'il s'impliquera rapidement dans la situation actuelle au Québec. Ce n'est pas nécessaire d'attendre jusqu'à mai prochain; nous sommes certains que les membres et les partisans du parti seront prêts à agir beaucoup plus vite en répondant à un appel de lancer le parti.

"Par example -- des élections partielles vont avoir lieu dans deux comtés, tout probablement dans les quelques mois qui viennent. Certainement le parti ne veut pas laisser les représentants du patronat entrer sans opposition au Parlement. Une telle campagne aiderait beaucoup à faire connaître le parti, comme la campagne d'Arnold Peters de Peterborough a fait connaître le NPD même avant sa fondation. Nous espérons que le parti ne manquera pas à cette opportunité."

La crise atteint son paroxysm

Presque tous les CE devraient avoir d'ici mar

ETUDIANTS ET GRÉVISTES CÔTE À CÔTE À JOLIETT

Le mouvement de
paroxysme alor
prêtent à déb

...ns d'un millier de personnes ont défilé, dans les rues de Jolie
...stration qu'avaient organisé les étudiants du CEGEP de J
...nie Abel.

...yn-
...rs du
...ont tient
...avoir qu'il
...ravail accom-
...diants de leur
...de leur

...de
...emaine p

prochain nous
tement la pos
prise les nom
et écoles de l
tiendront ce jo
sions d'études
faut endurer

Les CEGEPs se soulèvent au moment de mettre ce numéro sous presse. Notre prochain numéro contiendra un reportage détaillé. La Ligue des Jeunes Socialistes intervient activement dans ce mouvement. Dans son bulletin, Jeune Garde, elle exige la grève générale d'occupation dans le but d'avoir immédiatement: la deuxième université francophone, la gratuité scolaire, un pré-salaire pour tous les étudiants.

Aux déclarations du gouvernement voulant qu'il manque l'argent nécessaire, elle demande: qu'il taxe les banques, les monopoles, et l'Eglise; qu'il dévoile ses livres de compte afin qu'on puisse voir tous les marchandages qu'il a fait avec les compagnies.

FIN

À

CETTE

COMPLICITÉ

MANIFESTONS: CARRÉ PHILLIP

le 26 octobre

midi

Renseignements:
844·6682
C.P. 502, STATION B.
MONTRÉAL, QUÉ.

Parrains (liste partielle):

Union Générale des Etudiants de Québec, Michel Chartrand (CSN), FLP, Roland Morin (Président, NPD-Qué.), LSO, Comités contre le guerre de McGill & SGWU, LJS, La Voix du Québec sur le Vietnam, Paul-Marie Lepointe (rédacteur de Le Magazine Maclean, et des autres.

le vietnam aux vietnamiens!